

Conformément à l'article 87 de la Nouvelle Loi Communale, vous êtes invité(e) à assister à la réunion du Conseil communal qui aura lieu dans la salle du Conseil communal au Centre Administratif d'Uccle, le jeudi 18 décembre 2025, à 18:30.

Overeenkomstig artikel 87 van de Nieuwe Gemeentewet, wordt u uitgenodigd om de vergadering van de Gemeenteraad bij te wonen die zal plaatsvinden in de Raadzaal in het Administratief Centrum van Ukkel op donderdag 18 december 2025, om 18:30.

Uccle, le 10 décembre 2025
Ukkel, 10 december 2025

CONSEIL COMMUNAL DU 18 DÉCEMBRE 2025
GEMEENTERAAD VAN 18 DECEMBER 2025

[NOTES EXPLICATIVES COMPLÉMENTAIRES](#)
[AANVULLENDE TOELICHTINGSNOTA](#)

[SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING](#)

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Service juridique - Juridische dienst

1 **Hommage aux victimes de l'attentat terroriste de Bondi Beach. (Complémentaire)**

Eerbetoon aan de slachtoffers van de terroristische aanslag op Bondi Beach. (Aanvullend)

Secrétariat central - Centraal secretariaat

2 **Approbation du registre du Conseil communal du 27 novembre 2025.**

Goedkeuring van de register van de zitting van de Gemeenteraad van 27 november 2025.

3 **Binhôme.- Conseil d'administration.- Remplacement d'un membre avec voix consultative.**

Le Conseil,

Vu l'article 24 des statuts de la SISP Binhôme, société issue de la fusion entre la Société Uccloise du Logement et le Foyer Ixellois, prévoit que la société est gérée par un Conseil d'administration de maximum 11 membres;

Vu que ces administrateurs sont nommés par l'Assemblée générale et que pour Uccle, 4 administrateurs sont nommés sur base d'une liste de candidats proposés par la commune (dont deux représentants issus du Conseil communal),
Vu ce même article 24 des statuts ainsi que l'article 56 Code bruxellois du Logement, disposent que le Conseil d'administration comprend deux membres avec voix consultative dont un est proposé par l'opposition au Conseil communal d'Uccle ;
Vu qu'en séance du 20 février 2025, le Conseil communal a proposé quatre candidats au poste d'administrateur et un membre avec voix consultative;
Considérant que Madame Déborah Gustin a démissionné de son mandat de membre avec voix consultative lors du Conseil d'administration du 6 octobre 2025 (communiqué à la Commune le 14 novembre 2025) ;
Considérant que le groupe PS propose Monsieur Quentin Mage pour remplacer Madame Gustin.

Décide :

- de désigner Monsieur Mage, en qualité de membre du Conseil d'administration de Binhôme, avec voix consultative.

Binhôme.- Bestuurderraad Vervanging van leden met raadgevende stem.

De Raad,

Aangezien artikel 24 van de statuten van SISP Binhôme, een vennootschap die is ontstaan uit de fusie tussen de Société Uccloise du Logement en het Foyer Ixellois, bepaalt dat de vennootschap wordt bestuurd door een raad van bestuur van maximaal 11 leden;

Overwegende dat deze bestuurders worden benoemd door de Algemene Vergadering en dat voor Ukkel 4 bestuurders worden benoemd op basis van een lijst van kandidaten die door de gemeente worden voorgedragen (waaronder twee vertegenwoordigers van de gemeenteraad),

Aangezien hetzelfde artikel 24 van de statuten en artikel 56 van het Brussels Wetboek van Huisvesting, die bepalen dat de raad van bestuur twee leden met raadgevende stem omvat, waarvan één wordt voorgedragen door de oppositie in de gemeenteraad van Ukkel;

Aangezien het feit dat de gemeenteraad tijdens de vergadering van 20 februari 2025 vier kandidaten voor de functie van bestuurder en één lid met raadgevende stem heeft voorgedragen;

Overwegende dat mevrouw Déborah Gustin tijdens de vergadering van de raad van bestuur van 6 oktober 2025 haar mandaat als lid met raadgevende stem heeft neergelegd (meegedeeld aan de gemeente op 14 november 2025);

Overwegende dat de PS-fractie de heer Quentin Mage voorstelt om mevrouw Gustin te vervangen.

Besluit:

- de heer Mage te benoemen tot lid van de raad van bestuur van Binhôme, met raadgevende stem.

Affaires générales - Algemene zaken

4 Règlement-redevance sur les tournages et les prises de vue photographiques sur le territoire de la Commune d'Uccle.- Modifications et renouvellement.

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 137bis de la Nouvelle loi Communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu le Règlement Général de Police commun aux 19 Communes bruxelloises ;

Considérant le nombre de demandes de tournages sur le territoire de la Commune ;

Considérant la nécessité de faciliter, d'accompagner et d'encadrer ces activités dans un cadre réglementaire spécifique, garantissant une gestion équilibrée, transparente et équitable de l'espace public, dans l'intérêt de l'ensemble des usagers ; Considérant que les tournages et les prises de vues photographiques entraînent une occupation particulière de l'espace public et/ou de bâtiments communaux, nécessitant un encadrement administratif spécifique et la mobilisation de services communaux ;

Vu le règlement-redevance sur les tournages sur le territoire de la Commune d'Uccle, adopté par le Conseil communal lors de sa séance du 23 février 2017 ;

Considérant qu'il convient d'adapter le taux de la redevance fixé dans ledit règlement-redevance de 5% sur base annuelle ;

Considérant qu'il y a également lieu de réglementer les prises de vue photographiques publicitaires et/ou à caractère commercial ainsi que les reportages photographiques et portraits d'entreprise, réalisés dans un bâtiment communal ou sur la voie publique et destinés à être publiés de quelque façon qu'il soit afin d'être diffusés au public ;

Considérant que la redevance constitue la contrepartie du traitement administratif des demandes et de l'occupation de l'espace public ou de biens communaux ;

Considérant qu'il est justifié de maintenir la gratuité pour les tournages réalisés :

- Dans le cadre d'un travail étudiant, en ce qu'ils participent à la formation et au développement des compétences des jeunes créateurs ;
- Dans le cadre d'un projet présentant un intérêt communal ou général, dès lors qu'ils contribuent à la valorisation du patrimoine, des initiatives locales ou de la vie citoyenne ; Dans le cadre d'un
- reportage couvrant un événement d'actualité, lorsque celui-ci participe à la diffusion d'une information d'intérêt public ;

Considérant qu'il est également pertinent d'étendre ces exonérations aux prises de vue photographiques répondant aux mêmes critères, dès lors qu'elles concourent aux mêmes objectifs ;

Considérant que les entreprises locales sont essentielles pour la commune puisqu'elles créent des emplois, dynamisent l'économie locale et animent les noyaux commerciaux et/ou autres quartiers, et que, dans ce cadre, elles renforcent le tissu social en créant des liens et en offrant un lieu de rencontre, tout en contribuant à l'identité urbaine et à l'attractivité touristique de la localité, et ce en ayant un impact environnemental positif grâce à des circuits de distribution plus courts et en encourageant les modes de transport doux ;

Considérant, dès lors, qu'il est justifié de reconnaître comme présentant un intérêt communal les projets audiovisuels et/ou photographiques publicitaires ou commerciaux réalisés depuis la voie publique, et ce à des fins de présentation, de promotion ou d'accroissement de la visibilité d'un établissement local, ceux-ci contribuant à la vitalité économique et à l'image positive du territoire communal ;

Considérant qu'il y a lieu renouveler et d'adapter le règlement-redevance pour un terme de trois ans prenant cours le 1er janvier 2026 comme ci-après,

Décide :

- D'adopter le règlement suivant :

Règlement-redevance sur les tournages et les prises de vue photographiques sur le territoire de la Commune d'Uccle

Article 1 : Champ d'application du règlement et définitions

§ 1. Il est établi à partir du 1er janvier 2026, et pour un terme expirant le 31 décembre 2028, une redevance pour le traitement des demandes d'autorisation de tournages et de prises de vue photographiques nécessitant l'occupation, totale ou partielle, de bâtiments communaux et/ou de la voie publique sur le territoire de la Commune d'Uccle.

§ 2. Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par :

- "Tournage" : Toutes prises de vues audiovisuelles réalisées dans un bâtiment communal ou sur la voie publique et destinées, après éventuel montage, à constituer un film vidéo de quelque nature qu'il soit et à être diffusées au public.

Aux fins du présent règlement, il y a lieu de distinguer 3 types de tournage :

- a. Courts métrages, moyens métrages, longs métrages et séries
 - Films de fiction ou d'animation, émissions et autres programmes de divertissement,
 - Séries, peu importe leur durée et/ou le nombre d'épisodes.
- b. Documentaires
- Films, à caractère didactique ou culturel, présentant des faits authentiques, visant à faire connaître un pays, un peuple, un artiste, une technique, etc.
- c. Films publicitaires et/ou commerciaux – films d'entreprise
 - Films contenant un message publicitaire visant à promouvoir un produit, un service ou une activité,
 - Films réalisés en vue d'augmenter la visibilité et la notoriété d'une entreprise, ou son chiffre d'affaire et ses parts de marché,
 - Films produits dans un but de présentation d'une entreprise.
- "Prises de vue photographiques" : Toutes prises de vue photographiques réalisées dans un bâtiment communal ou sur la voie publique et destinées, après éventuels retouches et/ou montage, à être publiées et diffusées au public de quelque façon qu'il soit.

Le présent règlement vise les photographies publicitaires et/ou commerciales ainsi que les reportages et portraits d'entreprise suivants :

- Prises de vue photographiques contenant un message publicitaire visant à promouvoir un produit, un service ou une activité,
- Prises de vue photographiques réalisées en vue d'augmenter la visibilité et la notoriété d'une entreprise, ou son chiffre d'affaire et ses parts de marché,
- Prises de vue photographiques produites dans un but de présentation d'une entreprise.
- "Voie publique" : Tout espace accessible au public (voiries, accotements, trottoirs, parcs, espaces verts et jardins publics, plaines et aires de jeux, terrains de sport, galeries et passages établis sur

une propriété privée et accessibles au public, chemins, servitudes de passage accessibles au public, etc.).

- "Bâtiment communal" : Tout lieu qui dépend de la Commune d'Uccle (édifices, bâtiments et locaux communaux, écoles communales et ses dépendances, cimetières, musées, piscines, infrastructures sportives communales, etc.).

Article 2 : De l'autorisation préalable de tournage et de prise de vue photographique

§ 1. Tout tournage ou toute prise de vue photographique nécessitant l'occupation, totale ou partielle, de la voie publique ou d'un bâtiment communal sur le territoire de la Commune d'Uccle est subordonné à une autorisation écrite préalable.

§ 2. La demande d'autorisation est introduite par courriel à l'adresse email bourgmestre@uccle.brussels auprès de l'autorité compétente et doit être reçue au moins quinze jours calendrier avant la date prévue du tournage ou de la prise de vue photographique :

- Lorsque l'activité vise l'occupation d'un bâtiment communal : la demande est adressée au Collège des Bourgmestre et Échevins ;
- Lorsque l'activité vise l'occupation de la voie publique : la demande est adressée au Bourgmestre.

§ 3. La demande d'autorisation doit inclure au moins les informations et les documents ci-après mentionnés, lesquels doivent être simultanément transmis à l'autorité compétente :

1. Le formulaire de demande d'autorisation dûment complété et signé. Celui-ci est disponible sur la page Web communale dédiée aux tournages et aux prises de vue photographiques ;
2. Le numéro de téléphone d'une personne de contact joignable à tout moment ;
3. Un synopsis s'il s'agit d'un tournage,

Un résumé explicatif s'il s'agit d'une prise de vue photographique ;

4. Une attestation de l'assurance en responsabilité civile et, le cas échéant, professionnelle du demandeur d'autorisation, couvrant tout dommage corporel et incorporel causé à lui-même, aux participants du projet, à tout tiers et à la Commune survenant de manière directe ou indirecte dans le cadre du tournage ou de la prise de vue photographique.
5. Si le type de tournage ou de prise de vue photographique l'implique (feu d'artifice, usage d'armes, effets pyrotechniques, explosions, présence d'animaux, etc.) : un plan de sécurité ainsi qu'un rapport du Service d'Incendie et d'Aide Médicale Urgente de la Région de BruxellesCapitale.
6. Si le tournage ou la prise de vue photographique nécessite la réservation d'emplacements de stationnement sur la voie publique, il convient de mentionner également le périmètre souhaité dans le formulaire de demande d'autorisation.

§ 4. Les demandes ne comportant pas les documents visés ou ne respectant pas les formes prévues au § 3 sont irrecevables. Dans ce cas, le demandeur est invité à régulariser son dossier.

À défaut de régularisation dans le délai imparti, la demande est réputée refusée.

Article 3 : De la procédure d'urgence

§ 1. Si la demande d'autorisation ne peut être introduite dans le délai précité, le demandeur pourra recourir à la procédure urgente et introduire sa demande à l'attention du Bourgmestre jusqu'à sept jours calendrier avant le début du tournage ou de la prise de vue photographique. Le cas échéant, cette autorisation sera soumise pour ratification au Collège des Bourgmestre et Echevins lors de sa prochaine séance. Le recours à la procédure urgente entraîne l'application d'un supplément de 25 % sur le montant total de la redevance.

§ 2. Dans le cadre d'une procédure urgente les demandes suivantes ne pourront pas être prises en compte

- Une réservation de stationnement supérieure à 100 mètres,
- Une fermeture de rue,

et ce, conformément au règlement-redevance sur les réservations d'emplacements de stationnement sur la voie publique et accessoires.

Article 4 : Des effets de l'autorisation

§ 1. Le cas échéant, le Bourgmestre ou le Collège des Bourgmestre et Echevins délivre l'autorisation requise qui est transmise par voie électronique ou postale avant le début du tournage ou de la séance de prise de vue. Sur celle-ci figure le montant de la redevance eu égard à la nature et à la durée du tournage ou de la prise de vue photographique.

§ 2. Une autorisation de tournage ou de prise de vue photographique n'est valable qu'à l'égard du projet de tournage ou de prise de vue photographique pour lequel elle a été sollicitée et n'est pas cessible.

§ 3. L'autorisation de tournage ou de prise de vue photographique demeure valable jusqu'à son terme ou jusqu'à son retrait. Le demandeur ne dispose d'aucun droit acquis à la prolongation ou au renouvellement de l'autorisation.

Toute demande de prolongation ou de renouvellement de l'autorisation doit être réalisée conformément à la procédure et selon les délais prévus aux articles 2 et 3 du présent règlement.

§ 4. L'autorisation est octroyée à titre précaire et peut être retirée à tout moment pour des motifs d'intérêt général, sans préavis et sans qu'aucune indemnité ne puisse être réclamée à la Commune, pour quel que motif que ce soit.

Article 5 : Des obligations du bénéficiaire d'une autorisation de tournage ou de prise de vue photographique

§ 1 Le bénéficiaire d'une autorisation de tournage ou de prise de vue photographique se soumettra aux obligations suivantes :

1. Pour le tournage ou la prise de vue photographique en extérieur, une information bilingue aux passants, riverains, commerçants et associations concernés sera systématiquement diffusée par le bénéficiaire de l'autorisation au moins trois jours ouvrables avant le début effectif du tournage

ou de la séance photographique. Les aménagements liés au tournage ou à la prise de vue photographique (espaces de stationnement des véhicules, contraintes éventuelles, etc.) et le fait que la mise en scène comprenne, le cas échéant, des scènes ou des images de crimes, d'accidents, l'utilisation d'armes à feu, d'effets spéciaux (eaux, pluie, neige, pyrotechnie, etc.), de cascades, d'uniformes spécifiques ou de participation d'animaux, seront communiqués par le biais de cette information bilingue.

2. Le bénéficiaire de l'autorisation remettra les lieux dans l'état dans lequel ils étaient avant le tournage ou la prise de vue photographique. Les lieux mis à disposition sont réputés en parfait état d'entretien et de propreté. Si tel ne devait pas être le cas, le bénéficiaire de l'autorisation s'engage à transmettre des photographies de l'état dans lequel se trouve ledit lieu avant le début du tournage ou de la prise de vue photographique, par email sur l'adresse email suivante bourgmestre@uccle.brussels ;
3. Le bénéficiaire de l'autorisation est seul responsable de tout dommage aux bâtiments et espaces publics mis à sa disposition à l'occasion du tournage ou de la prise de vue photographique et de tout dommage corporel et incorporel qui lui est causé ou qui est causé aux participants du projet, à tout tiers ou à la Commune survenant de manière directe ou indirecte dans le cadre du tournage ou de la prise de vue photographique. Notamment, il est seul tenu responsable de tout accident ou vol pouvant survenir aux tiers, aux participants, aux agents et aux usagers du fait de son occupation des lieux pour le tournage ou la prise de vue photographique. Il s'oblige à informer sans délai la Commune d'Uccle de tous sinistres, dégradations et dommages survenus quels qu'ils soient.

La Commune ne peut en aucun cas être tenue responsable d'un dommage, quel qu'il soit, survenu de manière directe ou indirecte dans le cadre du tournage ou de la prise de vue photographique ;

4. Le bénéficiaire de l'autorisation est seul responsable des biens lui appartenant ou qui lui sont confiés. Il assure ainsi la conservation et la surveillance des équipements, matériels, accessoires, décors et installations qui lui appartiennent ou, le cas échéant, appartenant aux prestataires intervenant pour son compte ;
5. Le bruit doit être limité autant que possible et la législation sur la protection de l'environnement doit être respectée par le bénéficiaire de l'autorisation et par toute personne dont il est responsable (respect de la faune et de la flore, des normes sonores, évacuation des eaux usées dans les égouts, enlèvement systématique des tous les déchets chaque jour avant la fin du tournage ou de la prise de vue photographique, etc.) ;
6. Le bénéficiaire de l'autorisation doit posséder tous les droits nécessaires à la réalisation, l'exécution, la reproduction, la diffusion (communication, distribution) et l'exploitation de l'œuvre faisant l'objet du tournage ou de la prise de vue photographique (notamment, droits d'auteurs et droits voisins, droit à l'image, droits de la personnalité, etc.). Dans ce cadre, il doit obtenir les autorisations éventuelles préalables y afférentes. Le bénéficiaire de l'autorisation veillera, entre autres, au respect du droit à l'image de toute personne passant à proximité du tournage ou de la prise de vue photographique.

Le bénéficiaire de l'autorisation sera seul responsable de toute plainte, demande de dédommagement, prétention par un tiers d'un droit ou procédure judiciaire quelconque intentée par une personne au motif du mépris du respect d'un droit d'auteur, droit voisin, droit à l'image ou de tout autre droit/obligation lié au tournage ou à la prise de vue photographique. Il en assumera seul les conséquences éventuelles ;

7. Aucun tournage ou prise de vue photographique ne peut comporter de gros plan de signes de sépultures ou de monuments funéraires, ni laisser apparaître le nom de personnes décédées, sans l'accord écrit et préalable des familles concernées.

8. L'autorisation de tournage ou de la prise de vue photographique ainsi que les polices d'assurance se rapportant au tournage ou à la prise de vue photographique, devront à tout moment pouvoir être présentées à un responsable de la Police ou à un agent communal habilité ;
9. Le bénéficiaire de l'autorisation veillera au respect de toutes obligations quelconques prescrites par la législation et la réglementation applicables au tournage ou à la prise de vue photographique concerné ;
10. Le bénéficiaire de l'autorisation se porte fort du respect des obligations par l'ensemble de ses préposés et du personnel placé sous son autorité.

§ 2. En cas de non-respect des obligations précitées, la Commune d'Uccle pourra suspendre ou interdire le tournage ou la prise de vue photographique concerné, sans préavis, sans indemnité et sans préjudice du droit de réclamer le paiement des montants prévus à l'article 6 du présent règlement et de tout dommage et intérêt.

Article 6 : Tarifs

§ 1. Le redevable est tenu de verser à la Commune d'Uccle ou, le cas échéant, à l'ASBL communale concernée, avant le début du tournage ou de la prise de vue photographique, le montant de la redevance figurant sur l'autorisation et déterminé comme suit.

Les tarifs sont indexés de 5% au 1^{er} janvier de chaque année, conformément aux tableaux ci-après. En cas de décimale, les montants sont arrondis à l'unité supérieure si le premier chiffre après la virgule est 5 ou plus ; ils sont arrondis à l'unité inférieure si ce chiffre est inférieur à 5.

Tournage et prise de vue photographique dans un bâtiment communal :

Tarifs généraux :

Tournage						
2026	8h00-10h30	10h30-13h00	13h00-15h30	15h30-18h00	18h00-24h00	24h00-8h00
Court métrage, moyen métrage, long métrage et série	394 €	394 €	394 €	394 €	900 €	1.200 €
Documentaire	263 €	263 €	263 €	263 €	675 €	900 €

Film publicitaire et/ou commercial – film d'entreprise	788 €	788 €	788 €	788 €	2.025 €	2.700 €
--	-------	-------	-------	-------	---------	---------

Prise de vue photographique						
2026	8h00-10h30	10h3013h00	13h0015h30	15h3018h00	18h0024h00	24h008h00
Photographie publicitaire et/ou commerciale – Reportage et portrait d'entreprise	315 €	315 €	315 €	315 €	810 €	1.080 €

Tournage						
2027	8h00-10h30	10h3013h00	13h0015h30	15h3018h00	18h0024h00	24h008h00
Court métrage, moyen métrage, long métrage et série	414 €	414 €	414 €	414 €	945 €	1.260 €
Documentaire	276 €	276 €	276 €	276 €	709 €	945 €
Film publicitaire et/ou commercial – film d'entreprise	827 €	827 €	827 €	827 €	2.126 €	2.835 €

Prise de vue photographique						
-----------------------------	--	--	--	--	--	--

2027	8h00-10h30	10h3013h00	13h0015h30	15h3018h00	18h0024h00	24h008h00
Photographie publicitaire et/ou commerciale – Reportage et portrait d'entreprise	331 €	331 €	331 €	331 €	851 €	1.134 €

Tournage						
2028	8h00-10h30	10h3013h00	13h0015h30	15h3018h00	18h0024h00	24h008h00
Court métrage, moyen métrage, long métrage et série	435 €	435 €	435 €	435 €	992 €	1.323 €
Documentaire	290 €	290 €	290 €	290 €	744 €	992 €
Film publicitaire et/ou commercial – film d'entreprise	868 €	868 €	868 €	868 €	2.232 €	2.977 €

Prise de vue photographique						
2028	8h00-10h30	10h3013h00	13h0015h30	15h3018h00	18h0024h00	24h008h00

Photographie publicitaire et/ou commerciale – Reportage et portrait d'entreprise	348 €	348 €	348 €	348 €	894 €	1.191 €
--	-------	-------	-------	-------	-------	---------

Tournage et prise de vue photographique sur la voie publique :

Tarifs généraux :

Tournage						
2026	8h00-10h30	10h30-13h00	13h00-15h30	15h30-18h00	18h00-24h00	24h00-8h00
Court métrage, moyen métrage, long métrage et série	210 €	210 €	210 €	210 €	540 €	720 €
Documentaire	131 €	131 €	131 €	131 €	315 €	420 €
Film publicitaire et/ou commercial – film d'entreprise	525 €	525 €	525 €	525 €	1.238 €	1.650 €

Prise de vue photographique						
2026	8h00-10h30	10h30-13h00	13h00-15h30	15h30-18h00	18h00-24h00	24h00-8h00

Photographie publicitaire et/ou commerciale – Reportage et portrait d'entreprise	210 €	210 €	210 €	210 €	495 €	660 €
--	-------	-------	-------	-------	-------	-------

Tournage

2027	8h00-10h30	10h30-13h00	13h00-15h30	15h30-18h00	18h00-24h00	24h00-8h00
Court métrage, moyen métrage, long métrage et série	221 €	221 €	221 €	221 €	567 €	756 €
Documentaire	138 €	138 €	138 €	138 €	331 €	441 €
Film publicitaire et/ou commercial – film d'entreprise	551 €	551 €	551 €	551 €	1.300 €	1.733 €

Prise de vue photographique

2027	8h00-10h30	10h30-13h00	13h00-15h30	15h30-18h00	18h00-24h00	24h00-8h00
Photographie publicitaire et/ou commerciale – Reportage et portrait d'entreprise	221 €	221 €	221 €	221 €	520 €	693 €

Tournage						
2028	8h00-10h30	10h3013h00	13h0015h30	15h3018h00	18h0024h00	24h008h00
Court métrage, moyen métrage, long métrage et série	232 €	232 €	232 €	232 €	595 €	794 €
Documentaire	145 €	145 €	145 €	145 €	348 €	463 €
Film publicitaire et/ou commercial – film d’entreprise	579 €	579 €	579 €	579 €	1.365 €	1.820 €

Prise de vue photographique						
2028	8h00-10h30	10h3013h00	13h0015h30	15h3018h00	18h0024h00	24h008h00
Photographie publicitaire et/ou commerciale – Reportage et portrait d’entreprise	232 €	232 €	232 €	232 €	546 €	728 €

Tournage et prise de vue photographique dans un des lieux suivants :

Tarifs particuliers :

Si l’occupation a lieu dans un des endroits suivants, il y a lieu d’augmenter le montant de la redevance de 10% :

- Parcs de Wolvendael, Brugmann et Montjoie, Jardins du Chat et Zandbeek, Plateau Avijl et l’ancien étang de pêche,
- Cimetières du Dieweg et du Verrewinkel.

§ 2. Le paiement de la redevance relative à l'autorisation du tournage et de la prise de vue photographique ne dispense pas le demandeur du paiement des services supplémentaires dont il ferait la demande en vue de la réalisation du tournage ou de la prise de vue photographique. Les services supplémentaires sont, par exemple : la fermeture de rue, le placement de barrières Nadar, de panneaux de stationnement, la présence de la police, toutes modifications du mobilier urbain, la présence d'un agent communal.

§ 3. En cas de dépassement de l'horaire prévu dans l'autorisation, même pour cas de force majeure, la redevance se rapportant à toute nouvelle tranche horaire entamée sera due et exigée dans son entièreté. Le cas échéant, l'invitation au paiement de la redevance supplémentaire sera notifiée par courrier et/ou par mail au redevable et payable selon les modalités précisées dans l'invitation à payer.

Article 7 : Tournage ou prise de vue photographique sans autorisation

§ 1. A défaut d'autorisation, le tournage ou la prise de vue photographique irrégulier constaté par un agent communal habilité à cette fin doit cesser immédiatement et les lieux doivent être remis en pristin état. À défaut de respecter l'injonction de libérer la voie publique, la libération des lieux sera effectuée par l'administration communale aux frais, risques et périls du redevable.

§ 2. Une sanction administrative communale d'un montant maximal de 500€ pourra être infligée par le fonctionnaire sanctionnateur.

§ 3. En sus de l'éventuelle sanction administrative, le tournage ou la prise de vue photographique irrégulier constaté par un agent communal habilité à cette fin est présumé avoir débuté à 8h le jour dudit constat et se terminer à 18h. Une redevance sera alors due conformément aux dispositions de l'article 6 du présent règlement.

Si le constat est effectué entre 18h et 24h, le montant se rapportant au tarif 18h00-24h00 sera également dû.

En cas de constat à partir de 24h00, le montant se rapportant au tarif nuit (24h00-8h00) sera également dû, en sus du montant se rapportant aux tarifs « jour (8h00-18h00) » et « soir (18h00-24h00) » précités.

Article 8 : Redevable

Est redevable de la redevance, la personne physique ou morale, bénéficiaire de l'autorisation de tournage ou de prise de vue photographique.

Article 9 : Exonération

La gratuité est accordée dans l'hypothèse où le tournage ou la prise de vue photographique est réalisé dans le cadre :

- D'un travail étudiant
- De la réalisation d'un projet d'intérêt communal ou général
- De la réalisation d'un projet publicitaire, commercial réalisé depuis la voie publique par ou pour une entreprise située sur le territoire d'Uccle en vue de présenter l'entreprise, d'accroître la visibilité et la notoriété de l'établissement ou de promouvoir les activités, les services et/ou les produits proposés
- D'un reportage destiné à couvrir un événement d'actualité

Le fait que les conditions d'exonération de la redevance soient réunies ne dispense pas le demandeur d'introduire une demande d'autorisation conformément aux articles 2 et 3 du présent règlement. Tout demandeur qui souhaite bénéficier de l'exonération de la redevance doit en faire la demande par écrit à l'attention du Collège des Bourgmestre et Echevins et y joindre tout document probant justifiant sa demande.

Article 10 : Annulation ou interruption du tournage ou de la prise de vue photographique

§1. Le redevable qui souhaite prolonger la période initiale de son autorisation est tenu de demander l'autorisation au Bourgmestre par courriel à l'adresse email bourgmestre@uccle.brussels selon les modalités prévues à l'article 2 et 3 du présent règlement.

§ 2. En cas d'annulation préalable de la demande, le demandeur devra en informer le Bourgmestre par courriel à l'adresse email bourgmestre@uccle.brussels au plus tard cinq jours calendrier avant la date indiquée pour le début du tournage ou de la prise de vue photographique.

Il sera en outre invité à s'acquitter d'un montant de 25 € couvrant les frais administratifs engendrés par le traitement du dossier.

À défaut de déclaration d'annulation dans le délai précité, la redevance initialement prévue sera due, en ce compris les suppléments et/ou tarifs particuliers.

§ 3. En cas d'interruption du tournage ou de la prise de vue photographique par le bénéficiaire de l'autorisation avant la fin du tournage ou de la prise de vue photographique, le montant total de la redevance reste dû et aucun remboursement ne sera accordé.

Article 11 : Dispositions générales

§ 1. Le bénéficiaire de l'autorisation doit avoir obtenu toutes les autorisations préalables nécessaires, administratives ou autres, en fonction des spécificités du tournage ou de la prise de vue photographique et s'oblige à pouvoir les transmettre à la commune à première demande. Le présent règlement ne dispense notamment, en aucun cas, de demander les autorisations d'occupation de voirie requises.

§ 2. Les A.S.B.L. communales appliquent le présent règlement pour toutes les demandes de tournage et de prise de vue photographique relatives aux bâtiments et infrastructures dont elles ont la gestion.

Article 12 : Paiement de la redevance

Le paiement de la redevance devra être effectué avant le début du tournage ou de la prise de vue photographique, à défaut de quoi, le tournage ou la prise de vue photographique ne pourra avoir lieu.

Article 13 : Recouvrement

À défaut de paiement, le recouvrement de cette redevance sera poursuivi sur la base de l'article 137bis de la Nouvelle Loi Communale ou, le cas échéant, par voie judiciaire.

Article 14 : Entrée en vigueur du présent règlement

Le présent règlement abroge et remplace, au 1^{er} janvier 2026, le règlement-redevance sur les tournages sur le territoire de la Commune d'Uccle, adopté par le Conseil communal lors de sa séance du 23 février 2017.

Il entre en vigueur à partir du 1^{er} janvier 2026 et moyennant l'accomplissement des formalités prévues aux articles 112 et 114 de la Nouvelle Loi Communale.

Vergoedingsreglement inzake filmopnames en fotoshoots op het grondgebied van de gemeente Ukkel.- Wijzigingen en vernieuwing.

De raad,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 137bis van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet, dat de gemeentes verplicht een begrotingsevenwicht te hebben;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het gemeenschappelijk Algemeen Politiereglement van de 19 Brusselse gemeenten;

Gelet op het aantal aanvragen voor filmopnames op het grondgebied van de gemeente;

Overwegende de noodzaak om deze activiteiten te vereenvoudigen, te begeleiden en te omkaderen in een specifiek reglementair kader voor een evenwichtig, transparant en eerlijk beheer van de openbare ruimte, in het belang van alle gebruikers;

Overwegende dat de filmopnames en de fotoshoots een bijzondere bezetting van de openbare ruimte en/of van gemeentegebouwen veroorzaken die een specifieke administratieve omkadering en de mobilisatie van gemeentediensten vereist;

Gelet op het vergoedingsreglement inzake filmopnames op het grondgebied van de gemeente Ukkel, goedgekeurd door de gemeenteraad in zitting van 23 februari 2017;

Overwegende dat het tarief van de vergoeding dat vastgelegd werd in dit vergoedingsreglement jaarlijks met 5 % aangepast moet worden;

Overwegende dat de fotoshoots voor reclamedoelinden en/of van commerciële aard, de fotoreportages en de bedrijfsportretten in een gemeentegebouw of op de openbare weg en bestemd om op gelijk welke wijze gepubliceerd en aan het publiek vertoond te worden ook gereglementeerd moeten worden;

Overwegende dat de vergoeding de tegenprestatie vormt voor de administratieve verwerking van de aanvragen en voor de bezetting van de openbare ruimte of gemeentegebouwen;

Overwegende dat het gerechtvaardigd is de kosteloosheid te behouden voor de filmopnames:

- In het kader van een studentenwerk, in die zin dat ze bijdragen aan de opleiding en de ontwikkeling van de vaardigheden van de jonge makers;
- In het kader van een project van gemeentelijk of algemeen belang, aangezien ze bijdragen aan de opwaardering van het erfgoed, lokale initiatieven of het burgerleven;
- In het kader van een reportage over een actueel evenement, wanneer het bijdraagt aan de verspreiding van informatie van algemeen belang;

Overwegende dat het ook relevant is deze vrijstellingen uit te breiden naar de fotoshoots die voldoen aan dezelfde criteria, aangezien ze bijdragen aan dezelfde doelstellingen;

Overwegende dat de lokale bedrijven essentieel zijn voor de gemeente aangezien ze werkgelegenheid creëren, de lokale economie dynamiek geven en de handelskernen en/of andere wijken verlevendigen en dat ze in dit kader het sociaal netwerk versterken door banden te smeden en een ontmoetingsplek aan te bieden en bijdragen aan de stedelijke identiteit en aan de toeristische aantrekkingskracht van de plaats, en dit met een positieve milieu-impact dankzij kortere distributieketens en door de zachte vervoerwijzen aan te moedigen;

Overwegende dat het bijgevolg gerechtvaardigd is de audiovisuele en/of fotografische projecten voor reclame- of commerciële doeleinden vanaf de openbare weg voor presentatie- of promotiedoeleinden of voor de grotere zichtbaarheid van een lokale zaak te erkennen als een gemeentelijk belang, aangezien ze bijdragen aan de economische vitaliteit en het positief imago van het gemeentelijk grondgebied;

Overwegende dat het vergoedingsreglement als volgt vernieuwd en gewijzigd moet worden voor een termijn van drie jaar, met ingang van 1 januari 2026:

Besluit:

Het volgende reglement goed te keuren:

Vergoedingsreglement inzake filmopnames en fotoshoots op het grondgebied van de gemeente Ukkel

Artikel 1: Toepassingsgebied van het reglement en definities

§1. Er wordt van 1 januari 2026 tot 31 december 2028 een vergoeding geheven voor de verwerking van de toelatingsaanvragen voor filmopnames en fotoshoots die de volledige of gedeeltelijke bezetting van gemeentegebouwen en/of van de openbare weg op het grondgebied van de gemeente Ukkel vereisen.

§2. Voor de toepassing van het onderhavige reglement wordt verstaan onder:

- "Filmopname": elke opname van audiovisuele beelden in een gemeentegebouw of op de openbare weg die, na eventuele montage, gebruikt worden voor een video van gelijk welke aard en die aan het publiek vertoond worden.

Het onderhavige reglement onderscheidt 3 soorten filmopnames:

- a. Kortfilms, Middellange films, langspeelfilms en series
 - Fictie- of animatiefilms, uitzendingen en andere amusementsprogramma's;
 - Series, ongeacht de duur ervan en/of het aantal afleveringen.
 - b. Documentaires
 - Films met didactisch of cultureel karakter die authentieke feiten tonen, bedoeld zijn om een land, een volk, een artiest, een techniek, enz. te leren kennen;
- c. Reclamefilms en/of commerciële films - bedrijfsfilms
 - Films met een reclameboodschap die een product, een dienst of een activiteit promoten;
 - Films gemaakt om de zichtbaarheid en de naamsbekendheid van een bedrijf of zijn omzet en zijn marktaandeel te vergroten;
 - Films gemaakt om een bedrijf voor te stellen.
- "Fotoshoots": alle fotoshoots in een gemeentegebouw of op de openbare weg en bestemd om, na eventuele bewerkingen en/of montage, op gelijk welke wijze gepubliceerd en aan het publiek vertoond te worden.

Het onderhavige reglement beoogt de volgende fotoshoots voor reclame- en/of commerciële doeleinden, bedrijfsreportages en -portretten:

- Fotoshoots met een reclameboodschap die een product, een dienst of een activiteit promoten;
- Fotoshoots gemaakt om de zichtbaarheid en de naamsbekendheid van een bedrijf of zijn omzet en zijn marktaandeel te vergroten;
- Fotoshoots om een bedrijf voor te stellen.
- "Openbare weg": elke voor het publiek toegankelijke plaats (wegen, bermen, trottoirs, parken, groene ruimtes en openbare tuinen, pleinen en speeltuinen, sportterreinen, galerijen en

doorgangen op privé-eigendommen die voor het publiek toegankelijk zijn, voetwegen, erfdienstbaarheden van doorgang die voor het publiek toegankelijk zijn, enz.).

- "Gemeentegebouw": elke locatie die afhangt van de gemeente Ukkel (gebouwen, gemeentegebouwen en -lokalen, gemeentescholen en hun aanhorigheden, begraafplaatsen, musea, zwembaden, gemeentelijke sportinfrastructuur, enz.).

Artikel 2: Voorafgaande toelating voor filmopnames en fotoshoots

§1. Elke filmopname of fotoshoot die de volledige of gedeeltelijke bezetting van de openbare weg of van een gemeentegebouw op het grondgebied van de gemeente Ukkel vereist is onderworpen aan een voorafgaande schriftelijke toelating.

§2. De toelatingsaanvraag wordt via mail naar burgemeester@ukkel.brussels ingediend bij de bevoegde overheid, minstens vijftien kalenderdagen voor de geplande datum van de filmopname of de fotoshoot:

- Wanneer de activiteit de bezetting van een gemeentegebouw beoogt: de aanvraag wordt gericht aan het college van burgemeester en schepenen;
- Wanneer de activiteit de bezetting van de openbare weg beoogt: de aanvraag wordt gericht aan de burgemeester.

§3. De toelatingsaanvraag moet minstens de volgende informatie en documenten bevatten, die als een geheel overgemaakt moeten worden aan de bevoegde overheid:

1. Het behoorlijk ingevuld en ondertekend formulier van de toelatingsaanvraag. Dit is beschikbaar op de gemeentelijke webpagina gewijd aan filmopnames en fotoshoots;
2. Het telefoonnummer van een contactpersoon die steeds bereikbaar is;
3. Een synopsis als het een filmopname betreft,

Een verklarende samenvatting als het een fotoshoot betreft;

4. Een attest van de verzekering burgerlijke aansprakelijkheid en desgevallend professionele aansprakelijkheid van de aanvrager van de toelating, die elke lichamelijke en immateriële schade aan hemzelf, aan de deelnemers van het project, aan derden en aan de gemeente, rechtstreeks of onrechtstreeks veroorzaakt in het kader van de filmopnames of de fotoshoot, dekt;
5. Indien het type filmopname of fotoshoot het vereist (vuurwerk, gebruik van wapens, pyrotechnische effecten, ontploffingen, aanwezigheid van dieren, enz.): een veiligheidsplan en een verslag van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp;
6. Indien de filmopnames of de fotoshoot de reservering van parkeerplaatsen op de openbare weg vereisen, moet de gewenste perimeter ook vermeld worden in het formulier van de toelatingsaanvraag.

§4. Aanvragen die de beoogde documenten niet bevatten of die zich niet schikken naar de vorm bepaald in §3 zijn niet ontvankelijk. In dat geval wordt de aanvrager verzocht zijn dossier te regulariseren.

Bij gebrek aan regularisatie binnen de toegekende termijn wordt de aanvraag geweigerd geacht.

Artikel 3: Spoedprocedure

§1. Indien de toelatingsaanvraag niet binnen de voornoemde termijn ingediend wordt, kan de aanvrager een beroep doen op de spoedprocedure en zijn aanvraag tot zeven kalenderdagen voor de aanvang van de opnames of van de fotoshoot indienen bij de burgemeester. Deze toelating zal desgevallend ter bekrachtiging aan het college van burgemeester en schepenen voorgelegd worden tijdens de eerstvolgende zitting. Het beroep op de spoedprocedure leidt tot de toepassing van een toeslag van 25 % op het totaalbedrag van de vergoeding.

§2. In het kader van een spoedprocedure kunnen de volgende aanvragen niet in aanmerking genomen worden:

- Een reservering van parkeerplaatsen van meer dan 100 meter;
- Een straat afsluiten;

en dit overeenkomstig het vergoedingsreglement voor de reservering van parkeerplaatsen op de openbare weg en toebehoren.

Artikel 4: Gevolgen van de toelating

§1. Desgevallend levert de burgemeester of het college van burgemeester en schepenen de vereiste toelating af, die elektronisch of met de post bezorgd wordt voor het begin van de filmopnames of van de fotoshoot. De toelating vermeldt het bedrag van de vergoeding, gelet op de aard en de duur van de opnames of van de fotoshoot.

§2. Een toelating voor filmopnames of een fotoshoot is enkel geldig voor het project waarvoor ze aangevraagd werd en is niet overdraagbaar.

§3. De toelating voor filmopnames of fotoshoots is geldig tot de vervaldag of tot de intrekking ervan. De verlenging of de vernieuwing van de toelating is geen verworven recht van de aanvrager.

Elke vraag tot verlenging of vernieuwing van de toelating moet verricht worden overeenkomstig de procedure en volgens de termijnen bepaald in artikel 2 en 3 van het onderhavige reglement.

§4. De toelating wordt tot wederopzeggens toegekend en kan te allen tijde ingetrokken om redenen van algemeen belang, zonder opzegtermijn en zonder dat er een schadevergoeding geëist kan worden van de gemeente, om welke reden dan ook.

Artikel 5: Verplichtingen van de begunstigde van een toelating voor filmopnames of fotoshoot

§1. De begunstigde van een toelating voor filmopnames of fotoshoot schikt zich naar de volgende verplichtingen:

1. Voor opnames of fotoshoots buiten moet de begunstigde van de toelating minstens drie werkdagen voor de daadwerkelijke aanvang van de filmopnames of fotoshoot systematisch tweetalige informatie verspreiden ter attentie van de betrokken voorbijgangers, bewoners, handelaars en verenigingen. Het volgende moet door middel van tweetalige informatie meegedeeld worden: de nodige inrichtingen voor de filmopnames of fotoshoot (parkeren van voertuigen, eventuele hinder, enz.) en het feit dat er bij de opnames een inscenering kan zijn van desgevallend criminele feiten of beelden, ongevallen, het gebruik van vuurwapens, speciale effecten (water, regen, sneeuw, pyrotechniek, enz.), stunts, specifieke uniformen of aanwezigheid van dieren;
2. De begunstigde van de toelating zal de plaatsen na de filmopnames of de fotoshoot in de oorspronkelijke staat herstellen. De ter beschikking gestelde plaatsen worden in perfecte staat van onderhoud en netheid geacht. Als dat niet het geval zou zijn, verbindt de begunstigde van de toelating zich ertoe foto's te bezorgen van de staat waarin deze plaats zich bevindt voor het begin van de filmopnames of de fotoshoot, via e-mail naar burgemeester@ukkel.brussels;
3. De begunstigde van de toelating is als enige aansprakelijk voor alle schade aan de openbare gebouwen en ruimtes die ter beschikking gesteld worden ter gelegenheid van de filmopnames of de fotoshoot en voor alle lichamelijke en immateriële schade die rechtstreeks of onrechtstreeks veroorzaakt wordt aan hem, aan de deelnemers aan het project, aan derden of aan de gemeente in het kader van de filmopnames of de fotoshoot. Hij is meer bepaald als enige aansprakelijk voor alle ongevallen of diefstallen die zich kunnen voordoen aan derden, aan de deelnemers, aan de ambtenaars en aan de gebruikers door zijn bezetting van de plaatsen voor de filmopnames of de fotoshoot. Hij brengt de gemeente Ukkel onverwijld op de hoogte van elke schade of beschadiging van gelijk welke aard.

De gemeente kan in geen geval aansprakelijk gesteld worden voor gelijk welke schade die rechtstreeks of onrechtstreeks veroorzaakt wordt in het kader van de filmopnames of de fotoshoot;

4. Enkel de begunstigde van de toelating is verantwoordelijk voor zijn eigen goederen of voor de goederen die aan hem toevertrouwd werden. Hij is belast met het behoud van en het toezicht op uitrusting, materiaal, accessoires, decors en installaties die hem toebehoren of die desgevallend toebehoren aan dienstverleners die voor zijn rekening werken;
5. Geluidsoverlast moet zo veel mogelijk beperkt worden en de wetgeving inzake milieubescherming moet nageleefd worden door de begunstigde van de toelating en door iedereen waarvoor hij verantwoordelijk is (respect voor fauna en flora, geluidsnormen, afvoer van afvalwater in de riolering, systematische verwijdering van al het afval voor het einde van de opnames of fotoshoot, enz.);
6. De begunstigde van de toelating moet over alle nodige rechten beschikken voor de verwezenlijking, de reproductie, de verspreiding (communicatie, distributie) en de exploitatie van het werk dat opgenomen of gefotografeerd wordt (meer bepaald auteursrechten en naburige rechten, portretrechten, persoonlijkheidsrechten, enz.). In het kader hiervan moet hij voorafgaand de eventuele bijhorende toelatingen verkrijgen. De begunstigde van de toelating waakt onder andere over de naleving van het portretrecht van iedereen die in de buurt van de filmopnames of de fotoshoot voorbijkomt.

De begunstigde van de toelating is als enige aansprakelijk voor alle klachten, vragen tot schadevergoeding, aanspraken door een derde van een recht of rechtszaken aangespannen door iemand wegens de minachting van een auteursrecht, naburig recht, portretrecht of elk ander recht/verplichting die samenhangt met de filmopnames of de fotoshoot. Hij draagt er als enige de eventuele gevolgen van;

7. Er mogen geen filmopnames of fotoshoots gemaakt worden van graftekens of -monumenten en de naam van overleden personen mag niet zichtbaar zijn zonder de voorafgaande schriftelijke goedkeuring van de betrokken families;
8. De toelating om te filmen of foto's te nemen en de verzekeringspolissen met betrekking tot de opnames of de fotoshoot moeten steeds voorgelegd kunnen worden aan een verantwoordelijke van de politie of aan een bevoegde gemeenteambtenaar;
9. De begunstigde van de toelating waakt over de naleving van alle verplichtingen die voorgeschreven zijn door de wetten en reglementen die van toepassing zijn op de betrokken filmopnames of fotoshoot;
10. De begunstigde van de toelating zal ervoor zorgen dat zijn aangestelden en het personeel onder zijn gezag de verplichtingen respecteren.

§2. Indien de bovenvermelde verplichtingen niet in acht genomen worden, kan de gemeente Ukkel de betrokken filmopnames of fotoshoot schorsen of verbieden, zonder opzegtermijn, zonder schadevergoeding en onverminderd het recht om de betaling te eisen van de bedragen bepaald in artikel 6 van het onderhavige reglement en van alle schadevergoedingen.

Artikel 6: Tarieven

§1. Voor de aanvang van de filmopnames of de fotoshoot moet de belastingplichtige aan de gemeente Ukkel of desgevallend aan de betrokken gemeentelijke vzw het bedrag betalen van de vergoeding, vermeld op de toelating en als volgt vastgelegd.

De tarieven worden op 1 januari van elk jaar met 5% geïndexeerd, overeenkomstig de onderstaande tabellen. In geval van decimalen worden de bedragen afgerond naar de hogere eenheid indien het eerste cijfer na de komma een 5 of meer is. Ze worden afgerond naar de lagere eenheid indien dit cijfer kleiner is dan 5.

Filmopname en fotoshoot in een gemeentegebouw:

Algemene tarieven:

Filmopname						
2026	8.00 - 10.30 uur	10.30 - 13.00 uur	13.00 - 15.30 uur	15.30 - 18.00 uur	18.00 - 24.00 uur	24.00 - 8.00 uur
Kortfilms, Middellange film, langspeelfilm en serie	€ 394	€ 394	€ 394	€ 394	€ 900	€ 1.200
Documentaire	€ 263	€ 263	€ 263	€ 263	€ 675	€ 900
Reclamefilm en/of commerciële film bedrijfsfilm	€ 788	€ 788	€ 788	€ 788	€ 2.025	€ 2.700

Fotoshoot						
2026	8.00 - 10.30 uur	10.30 - 13.00 uur	13.00 - 15.30 uur	15.30 - 18.00 uur	18.00 - 24.00 uur	24.00 - 8.00 uur
Fotoshoot voor reclame- en/of commerciële doeleinden – bedrijfsreportag e en -portret	€ 315	€ 315	€ 315	€ 315	€ 810	€ 1.080

Filmopname						
2027	8.00 - 10.30 uur	10.30 - 13.00 uur	13.00 - 15.30 uur	15.30 - 18.00 uur	18.00 - 24.00 uur	24.00 - 8.00 uur
Kortfilms, Middellange film, langspeelfilm en serie	€ 414	€ 414	€ 414	€ 414	€ 945	€ 1.260
Documentaire	€ 276	€ 276	€ 276	€ 276	€ 709	€ 945
Reclamefilm en/of commerciële film bedrijfsfilm	€ 827	€ 827	€ 827	€ 827	€ 2.126	€ 2.835

Fotoshoot						
2027	8.00 - 10.30 uur	10.30 - 13.00 uur	13.00 - 15.30 uur	15.30 - 18.00 uur	18.00 - 24.00 uur	24.00 - 8.00 uur
Fotoshoot voor reclameen/of commerciël e doeleinden - bedrijfsrepo rtage en portret	€ 331	€ 331	€ 331	€ 331	€ 851	€ 1.134

Filmopname

2028	8.00 - 10.30 uur	10.30 - 13.00 uur	13.00 - 15.30 uur	15.30 - 18.00 uur	18.00 - 24.00 uur	24.00 - 8.00 uur
Korfilms, Middellange film, langspeelfilm en serie	€ 435	€ 435	€ 435	€ 435	€ 992	€ 1.323
Documentaire	€ 290	€ 290	€ 290	€ 290	€ 744	€ 992
Reclamefilm en/of commerciële film bedrijfsfilm	€ 868	€ 868	€ 868	€ 868	€ 2.232	€ 2.977

Fotoshoot						
2028	8.00 - 10.30 uur	10.30 - 13.00 uur	13.00 - 15.30 uur	15.30 - 18.00 uur	18.00 - 24.00 uur	24.00 - 8.00 uur
Fotoshoot voor reclameen/of commerciël e doeleinden - bedrijfsrepo rtage en portret	€ 348	€ 348	€ 348	€ 348	€ 894	€ 1.191

Filmopname en fotoshoot op de openbare weg:

Algemene tarieven:

Filmopname						
2026	8.00 - 10.30 uur	10.30 - 13.00 uur	13.00 - 15.30 uur	15.30 - 18.00 uur	18.00 - 24.00 uur	24.00 - 8.00 uur
Kortfilms, Middellange film, langspeelfilm en serie	€ 210	€ 210	€ 210	€ 210	€ 540	€ 720
Documentaire	€ 131	€ 131	€ 131	€ 131	€ 315	€ 420

Reclamefilm en/of commerciële film bedrijfsfilm	€ 525	€ 525	€ 525	€ 525	€ 1.238	€ 1.650
---	-------	-------	-------	-------	---------	---------

Fotoshoot						
2026	8.00 - 10.30 uur	10.30 - 13.00 uur	13.00 - 15.30 uur	15.30 - 18.00 uur	18.00 - 24.00 uur	24.00 - 8.00 uur
Fotoshoot voor reclameen/of commerciël e doeleinden - bedrijfsrepo rtage en portret	€ 210	€ 210	€ 210	€ 210	€ 495	€ 660

Filmopname						
2027	8.00 - 10.30 uur	10.30 - 13.00 uur	13.00 - 15.30 uur	15.30 - 18.00 uur	18.00 - 24.00 uur	24.00 - 8.00 uur
Kortfilms, Middellange film, langspeelfilm en serie	€ 221	€ 221	€ 221	€ 221	€ 567	€ 756
Documentaire	€ 138	€ 138	€ 138	€ 138	€ 331	€ 441
Reclamefilm en/of commerciële film bedrijfsfilm	€ 551	€ 551	€ 551	€ 551	€ 1.300	€ 1.733

Fotoshoot						
2027	8.00 - 10.30 uur	10.30 - 13.00 uur	13.00 - 15.30 uur	15.30 - 18.00 uur	18.00 - 24.00 uur	24.00 - 8.00 uur

Fotoshoot voor reclameen/of commerciële doeleinden - bedrijfsreportage en portret	€ 221	€ 221	€ 221	€ 221	€ 520	€ 693
---	-------	-------	-------	-------	-------	-------

Filmopname						
2028	8.00 - 10.30 uur	10.30 - 13.00 uur	13.00 - 15.30 uur	15.30 - 18.00 uur	18.00 - 24.00 uur	24.00 - 8.00 uur
Kortfilms, Middellange film, langspeelfilm en serie	€ 232	€ 232	€ 232	€ 232	€ 595	€ 794
Documentaire	€ 145	€ 145	€ 145	€ 145	€ 348	€ 463
Reclamefilm en/of commerciële film bedrijfsfilm	€ 579	€ 579	€ 579	€ 579	€ 1.365	€ 1.820

Fotoshoot						
2028	8.00 - 10.30 uur	10.30 - 13.00 uur	13.00 - 15.30 uur	15.30 - 18.00 uur	18.00 - 24.00 uur	24.00 - 8.00 uur
Fotoshoot voor reclameen/of commerciële doeleinden - bedrijfsreportage en portret	€ 232	€ 232	€ 232	€ 232	€ 546	€ 728

Filmopname en fotoshoot op een van de volgende locaties:

Bijzondere tarieven:

Indien de bezetting plaatsvindt op een van de volgende locaties, moet het bedrag van de vergoeding met 10 % vermeerderd worden:

- Wolvendaelpark, Brugmannpark, Montjoiepark, Kattuin, Zandbeektuin, Avijlplateau en de voormalige visvijver,
- Begraafplaats van de Dieweg en van Verrewinkel.

§2. De betaling van de vergoeding voor de filmopnames en de fotoshoot stelt de aanvrager niet vrij van de betaling van de bijkomende diensten die hij in het kader van de filmopnames of fotoshoot zou aanvragen. Enkele voorbeelden van bijkomende diensten: afsluiten van een straat, plaatsen van dranghekken, parkeerverbodsborden, aanwezigheid van politie, alle wijzigingen aan het stadsmeubilair, aanwezigheid van een gemeenteambtenaar.

§3. In geval van overschrijding van de in de toelating bepaalde uren, zelfs wegens overmacht, is de vergoeding voor elk nieuw begonnen uurblok verschuldigd en zal deze in haar totaliteit opgeëist worden. Desgevallend wordt het verzoek tot betaling van de aanvullende vergoeding met de post en/of via mail aan de belastingplichtige betekend en moet ze betaald worden volgens de modaliteiten die in het betalingsverzoek verduidelijkt zijn.

Artikel 7: Filmopnames of fotoshoot zonder toelating

§1. Bij gebrek aan toelating moet de onregelmatige filmopname of fotoshoot die vastgesteld wordt door een hiertoe gemachtigde gemeenteambtenaar onmiddellijk stopgezet worden en moeten de plaatsen in hun oorspronkelijke staat hersteld worden. Bij gebrek aan naleving van het bevel om de openbare weg vrij te maken worden de plaatsen door het gemeentebestuur vrijgemaakt op kosten en risico van de belastingplichtige.

§2. De sanctionerend ambtenaar kan een gemeentelijke administratieve sanctie van hoogstens € 500 opleggen.

§3. Bovenop de eventuele administratieve sanctie wordt de onregelmatige filmopname of fotoshoot die vastgesteld wordt door een hiertoe gemachtigde gemeenteambtenaar verondersteld begonnen te zijn om 8 uur op de dag van de vaststelling en te eindigen om 18 uur. Er is dan een vergoeding verschuldigd overeenkomstig de bepalingen van artikel 6 van het onderhavige reglement.

Indien de vaststelling verricht wordt tussen 18 en 24 uur, is het bedrag dat overeenkomt met het tarief 18.00 - 24.00 uur eveneens verschuldigd.

In geval van vaststelling vanaf 24.00 uur is het bedrag dat overeenkomt met het nachttarief (24.00 - 8.00 uur) eveneens verschuldigd, bovenop het bedrag voor de voornoemde tarieven "dag (8.00 - 18.00 uur)" en "avond (18.00 - 24.00 uur)".

Artikel 8: Belastingplichtige

Is de vergoeding verschuldigd, de natuurlijke of rechtspersoon, begunstigde van de toelating voor filmopnames of een fotoshoot.

Artikel 9: Vrijstelling

De kosteloosheid wordt toegekend voor filmopnames of fotoshoots in het kader van:

- Een studentenwerk;
- Een project van gemeentelijk of algemeen belang;
- Een reclame- of commercieel project uitgevoerd vanaf de openbare weg door of voor een bedrijf op het grondgebied van Ukkel om het bedrijf voor te stellen, de zichtbaarheid en de naamsbekendheid van de zaak te vergroten of de aangeboden activiteiten, diensten en/of producten te promoten;
- Een reportage over een actuele gebeurtenis.

Indien voldaan wordt aan de voorwaarden voor de vrijstelling, is de aanvrager niet vrijgesteld van de verplichting om een toelatingsaanvraag in te dienen overeenkomstig artikel 2 en 3 van het onderhavige reglement. Elke aanvrager die een vrijstelling van de vergoeding wenst te bekomen moet dit schriftelijk aanvragen bij het college van burgemeester en schepenen en alle rechtvaardigingsstukken bij zijn aanvraag voegen.

Artikel 10: Annulering of onderbreking van de filmopnames of fotoshoot

§1. De belastingplichtige die de oorspronkelijke periode van zijn toelating wil verlengen moet de toelating aanvragen aan de burgemeester, via mail naar burgemeester@ukkel.brussels, volgens de modaliteiten bepaald in artikel 2 en 3 van het onderhavige reglement.

§2. In geval van voorafgaande annulering van de aanvraag moet de aanvrager de burgemeester hier via mail naar burgemeester@ukkel.brussels van op de hoogte brengen, uiterlijk vijf kalenderdagen voor de aangegeven begindatum van de filmopnames of de fotoshoot.

Hij wordt bovendien verzocht een bedrag van € 25 te betalen, dat de administratiekosten dekt die de verwerking van het dossier met zich meebrengt.

Bij gebrek aan aangifte van annulering binnen de voornoemde termijn is de oorspronkelijk bepaalde vergoeding verschuldigd, inclusief de toeslagen en/of bijzondere tarieven.

§3. In geval van onderbreking van de filmopnames of fotoshoot door de begunstigde van de toelating voor het einde van de opnames of de fotoshoot blijft de totale vergoeding verschuldigd en wordt er geen enkele terugbetaling toegekend.

Artikel 11: Algemene bepalingen

§1. De begunstigde van de toelating moet alle nodige voorafgaande administratieve of andere toelatingen verkregen hebben, naargelang de specifieke kenmerken van de filmopnames of de fotoshoot, en verplicht zich ertoe ze op het eerste verzoek aan de gemeente te bezorgen. Het onderhavige reglement stelt de aanvrager in geen enkel geval vrij van de aanvraag van de nodige toelatingen voor de bezetting van de weg.

§2. De gemeentelijke vzw's passen het onderhavige reglement toe voor alle aanvragen voor filmopnames en fotoshoots met betrekking tot gebouwen en infrastructuur die zij beheren.

Artikel 12: Betaling van de vergoeding

De vergoeding moet betaald worden voor het begin van de filmopnames of de fotoshoot, zo niet kunnen de filmopnames of de fotoshoot niet plaatsvinden.

Artikel 13: Invordering

Bij gebrek aan betaling zal de invordering van deze vergoeding gebeuren op basis van artikel 137bis van de Nieuwe Gemeentewet of desgevallend via juridische weg.

Artikel 14: Inwerkingtreding van het onderhavige reglement

Het onderhavige reglement trekt op 1 januari 2026 het vergoedingsreglement inzake filmopnames op het grondgebied van de gemeente Ukkel, goedgekeurd door de gemeenteraad in zitting van 23 februari 2017, in en vervangt het.

Het treedt in werking op 1 januari 2026 middels de uitvoering van de formaliteiten bepaald in artikel 112 en 114 van de Nieuwe Gemeentewet.

5 Règlement-taxe sur la circulation d'appareils de publicité sur la voie publique.- Modifications et renouvellement.

Le Conseil,

Vu l'article 170 § 4 de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu les dispositions applicables aux taxes communales du Code des impôts sur les revenus 1992 (CIR 92, en abrégé), spécialement le titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 6 à 9 bis inclus ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales (CRAF, en abrégé), et ses modifications ultérieures ;

Vu l'ordonnance du 17 décembre 2019 modifiant l'article 11 de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, et rendant applicables aux taxes communales les dispositions de la loi du 13 avril 2019 introduisant le CRAF, à partir du 1er janvier 2020 ;

Vu la loi du 24 juin 2020 portant assentiment à la Charte européenne de l'autonomie locale, spécialement l'article 9.1. et 3. ;

Vu le règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales, tel qu'adopté par le Conseil communal d'Uccle et applicable pendant la période de validité du présent règlement ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune d'Uccle les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant que la diffusion de publicité constitue une activité économique génératrice de revenus permettant raisonnablement de considérer que les personnes physiques ou morales actives dans ce secteur d'activité disposent de capacités contributives leur permettant de s'acquitter des taxes mises à leur charge ;

Considérant que le présent règlement a en outre comme objectif de réduire les nuisances visuelles portées à l'espace public ;

Considérant que les périmètres couverts par un porteur à pied et un transporteur utilisant un véhicule non-automoteur sont exponentiels, il apparaît opportun de faire la distinction entre les deux catégories et d'adapter le taux de la taxe en fonction ;

Que pour le même motif, il apparaît juste d'augmenter le taux de départ de la circulation d'un appareil de publicité transporté par un véhicule automoteur ;

Considérant qu'il semble opportun d'exonérer la circulation d'un appareil de publicité lorsque qu'il est exclusivement destiné à la publicité pour des événements organisés ou co-organisés par la commune dès lors qu'elle permet de promouvoir la commune d'Uccle et renforcent le tissu social en créant des liens et en offrant des lieux de rencontre, tout en contribuant à l'identité urbaine et à l'attractivité touristique de la localité ;

Considérant qu'il semble opportun d'exonérer la circulation d'un appareil de publicité lorsque la publicité est faite dans un but non lucratif ou dans un but philanthropique dès lors qu'elle a comme unique but l'intérêt général au travers notamment d'action d'aide aux personnes dans le besoin ;

Vu que le règlement-taxe sur la circulation d'appareils de publicité sur la voie publique, adopté par le Conseil communal lors de sa séance du 24 novembre 2022, vient à expiration le 31 décembre 2025 ;

Considérant qu'il convient d'adapter le taux de taxation de 5% sur base annuelle ;

Considérant qu'il y a lieu de renouveler ce règlement-taxe pour un terme de trois ans prenant cours le 1er janvier 2026, comme ci-après :

Décide :

D'adopter le règlement suivant :

Règlement-taxe sur la circulation d'appareils de publicité sur la voie publique

Article 1 : Assiette de la taxe et définitions

§ 1. Il est établi, à partir du 1er janvier 2026 pour un terme expirant le 31 décembre 2028, une taxe pour la circulation sur la voie publique d'appareils de publicité portatifs ou véhiculés.

§ 2. Pour l'application du présent règlement il faut entendre par appareil de publicité portatif et véhiculé :

1. Le dispositif portatif commercial ou publicitaire à caractère commercial transporté par une personne à pied,
2. Le dispositif mobile commercial ou publicitaire à caractère commercial transporté par un véhicule non automoteur,
3. Le dispositif mobile commercial ou publicitaire à caractère commercial transporté par un véhicule automoteur : carburant, hybride ou électrique.

§ 3. Par « voie publique » il faut entendre la voirie publique en ce compris notamment les accotements, les trottoirs, les sentiers, les places publiques, les parcs publics.

Article 2 : Montant de la taxe

§ 1. Le taux de la taxe est fixé comme suit et sera indexé au 1er janvier de chaque année au taux de 5%. En cas de décimale, les montants sont arrondis à l'unité supérieure si le premier chiffre après la virgule est 5 ou plus ; ils sont arrondis à l'unité inférieure si ce chiffre est inférieur à 5 :

- a) Par appareil portatif porté par un piéton, en ce compris le costume de la mascotte ou du logo d'une entreprise, d'une marque, d'un produit, d'un service, etc. ou tout autre costume porté par une personne et référant à une entreprise, une marque, un produit, un service, etc. :

	2026	2027	2028
/jour	11 €	12 €	13 €
/semaine	55 €	58 €	61 €
/mois	220 €	231 €	243 €

b) Par appareil transporté par un véhicule non automoteur :

	2026	2027	2028
/jour	27 €	28 €	29 €
/semaine	137 €	144 €	151 €
/mois	546 €	573 €	602 €

c) Par appareil transporté par un véhicule automoteur :

	2026	2027	2028
/jour	68 €	71 €	75 €
/semaine	343 €	360 €	378 €
/mois	1.365 €	1.433 €	1.505 €

Article 3. Redevable

§ 1. Sont solidairement redevables de la taxe :

- La personne physique ou morale au profit de laquelle la circulation de l'appareil de publicité a lieu,
- L'organisateur, personne physique ou morale, de la circulation de l'appareil de publicité.

Article 4 : Exonération

Le redevable qui estime pouvoir bénéficier de l'exonération de la taxe doit préciser dans sa déclaration les motifs sur base desquels il estime pouvoir bénéficier de l'exonération.

Est exonérée de la taxe, la circulation d'un appareil de publicité :

1. Lorsque qu'il est exclusivement destiné à la publicité pour des événements organisés ou coorganisés par la commune,
2. Lorsque la publicité est faite dans un but non lucratif, 3. Lorsque la publicité est faite dans un but philanthropique.

Article 5 : Déclaration

§ 1er. Le redevable est tenu de faire une déclaration à la commune contenant tous les renseignements nécessaires à la taxation, au plus tard, 15 jours ouvrables avant chaque circulation. Le formulaire de déclaration, disponible par téléchargement depuis le site Internet communal : www.uccle.be/viepratique/affaires-generales/publicite-mobile, doit être dûment rempli, signé et renvoyé par le redevable.

§ 2. Le redevable ayant introduit une déclaration complète, exacte et signée auprès de l'administration est enrôlé sur cette base, conformément à l'article 4 de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales.

§ 3. La déclaration ne prive toutefois pas l'administration du pouvoir de procéder à des contrôles et investigations, conformément à l'article 6 de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, et, le cas échéant, de rectifier le montant de la taxe par la voie d'une taxation d'office, en cas d'absence, de retard, d'insuffisance ou d'inexactitude de la déclaration. La déclaration ne lie, dès lors, pas définitivement l'administration.

§ 4. Une déclaration tardive ne produit d'effet que pour l'avenir. Le redevable ne peut obtenir de révision ou de restitution pour des modifications non signalées dans les délais.

Article 6 : Procédure de taxation d'office – majoration

§ 1er. L'absence de déclaration dans les délais prescrits, la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise du redevable entraînent l'enrôlement d'office de la taxe.

§ 2. Dans le cadre du contrôle ou de l'examen de l'application du présent règlement-taxe, les membres du personnel de l'administration désignés à cet effet par le Collège des Bourgmestre et Echevins sont autorisés à exercer toutes les compétences qui s'appliquent aux taxes communales en vertu de l'article 11 de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, y compris celle de requérir de toute personne disposant de livres ou documents nécessaires à l'établissement de la taxe, qu'elle les produise sans déplacement.

§ 3. Avant de procéder à la taxation d'office, l'administration notifie au redevable par lettre recommandée, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe.

§ 4. Le redevable dispose d'un délai de 30 jours de calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant l'envoi de la notification, pour faire valoir ses observations par écrit.

§ 5. La taxation d'office peut entraîner une majoration progressive du taux, selon l'échelle de gradation suivante :

- En cas de manquement la première année, la majoration est égale à 20 % du montant de la taxe, résultat arrondi à l'unité supérieure ;
- En cas de manquement la deuxième année, la majoration est égale à 40 % du montant de la taxe, résultat arrondi à l'unité supérieure ;
- En cas de manquement la troisième année et pour tout manquement additionnel, la majoration est égale à 100 % du montant de la taxe, résultat arrondi à l'unité supérieure.

Le montant de cette majoration est enrôlé simultanément et conjointement avec la taxe enrôlée d'office.

Article 7 : Établissement du rôle

La taxe est perçue par voie de rôle, l'enrôlement étant trimestriel.

Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Le redevable reçoit, sans frais, un avertissement-extrait de rôle.

Article 8 : Délai de paiement

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Article 9 : Dispositions particulières relatives à la procédure de réclamation

§ 1. Conformément à l'article 9, § 1er de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative.

§ 2. La réclamation doit être introduite, par écrit, signée et motivée, et, sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle ou à compter de la date de notification de l'imposition.

§ 3. Les réclamations peuvent être introduites par le biais d'un support durable, notamment un moyen électronique tel que l'email.

§ 4. Si le redevable en fait la demande dans la réclamation, il est invité à être entendu par le Collège des bourgmestre et échevins lors d'une audition.

§ 5. L'introduction de la réclamation ne suspend pas l'exigibilité de la taxe et ne dispense pas de l'obligation de payer celui-ci dans le délai prévu.

§ 6. Le redevable qui conteste la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins rendue au sujet de sa réclamation, mais recherche une résolution amiable au contentieux, sous la forme d'un accord qui soit conforme à la législation en vigueur, peut avoir recours à la Chambre de règlement amiable des litiges fiscaux (CRA-F) instituée auprès du Tribunal de Première Instance francophone de Bruxelles.

Le Collège des Bourgmestre et Echevins décidera s'il accepte ou non cette phase de conciliation.

En cas d'échec, la procédure judiciaire classique pourra être poursuivie et tout ce qui a été discuté pendant la conciliation restera confidentiel.

§ 7. Le réclamant qui conteste la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en tant que juridiction administrative, peut introduire un recours en bonne et due forme auprès du tribunal de première instance.

§ 8. Les formes et délais ainsi que la procédure de réclamation, sont explicités dans le règlement général sur l'établissement et le recouvrement des taxes, tel qu'adopté par le Conseil communal d'Uccle et applicable pendant la période de validité du présent règlement.

Article 10 : Entrée en vigueur du présent règlement

Le présent règlement abroge et remplace au 1er janvier 2026 le règlement-taxe sur la circulation d'appareils de publicité sur la voie publique, adopté par le Conseil communal lors de sa séance du 24 novembre 2022.

Il entre en vigueur au 1er janvier 2026, moyennant l'accomplissement des formalités prescrites aux articles 112 et 114 de la Nouvelle Loi communale.

Belastingreglement op het verkeer van reclametoestellen op de openbare weg.- Wijzigingen en vernieuwing.

De raad,

Gelet op artikel 170 § 4 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de nieuwe gemeentewet dat de gemeentes verplicht een begrotingsevenwicht te hebben;

Gelet op de bepalingen van toepassing op de gemeentelijke belastingen van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 (WIB 92), in het bijzonder titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 6 t.e.m. 9 bis;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en de latere wijzigingen ervan;

Gelet op de wet van 13 april 2019 tot invoering van het wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen (WIS), en de latere wijzigingen ervan;

Gelet op de ordonnantie van 17 december 2019 tot wijziging van artikel 11 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, en tot toepasselijkheid op de gemeentebelastingen van de bepalingen van de wet van 13 april 2019 tot invoering van het WIS, vanaf 1 januari 2020;

Gelet op de wet van 24 juni 2020 houdende instemming met het Europees Handvest inzake lokale autonomie, in het bijzonder artikel 9.1. en 3.;

Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van gemeentebelastingen, zoals goedgekeurd door de gemeenteraad van Ukkel en van toepassing gedurende de geldigheidsperiode van dit reglement;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Overwegende dat de onderhavige belasting de doelstelling heeft om de gemeente toe te laten de nodige financiële middelen te verwerven voor de uitvoering van haar taken en haar beleid en om haar financieel

evenwicht te behouden en, overwegende dat het met het oog op deze doelstelling rechtvaardig lijkt rekening te houden met de draagkracht van de belastingplichtigen, omwille van de legitieme bezorgdheid om een evenwichtige verdeling van de fiscale last te verzekeren;

Overwegende dat de verdeling-aan-huis van reclaimedrukwerk een economische activiteit is die inkomsten genereert waarbij redelijkerwijs beschouwd kan worden dat de natuurlijke of rechtspersonen actief in deze activiteitensector over de fiscale draagkracht beschikken die hen toelaat belastingen te hunnen laste te vereffenen;

Overwegende dat het onderhavige reglement bovendien de visuele hinder in de openbare ruimte wil verminderen;

Overwegende dat de perimeters die worden gedekt door een vervoerder te voet en een vervoerder met een niet-gemotoriseerd voertuig exponentieel zijn, lijkt het passend een onderscheid te maken tussen beide categorieën en het tarief van de belasting hieraan aan te passen;

Overwegende dat het om dezelfde reden billijk lijkt om het starttarief te verhogen van de inverkeersstelling van een reclametoestel vervoerd door een gemotoriseerd voertuig;

Overwegende dat het passend lijkt vrijstelling te verlenen voor de inverkeersstelling van reclametoestellen wanneer dit uitsluitend wordt gebruikt voor het maken van reclame voor evenementen die door de gemeente worden georganiseerd of medegeorganiseerd, op voorwaarde dat het de gemeente Ukkel promoot en het sociale weefsel versterkt door het creëren van banden en het aanbieden van ontmoetingsplaatsen, terwijl het bijdraagt aan de stedelijke identiteit en de toeristische aantrekkingskracht van de gemeente;

Overwegende dat het passend lijkt vrijstelling te verlenen voor de inverkeersstelling van reclametoestellen wanneer de reclame wordt gemaakt voor doeleinden zonder winstoogmerk of filantropische doeleinden, op voorwaarde dat het algemeen belang het enige doel is, met name door middel van acties om mensen in nood te helpen;

Overwegende dat het belastingreglement op het verkeer van reclametoestellen op de openbare weg, aangenomen door de gemeenteraad in zitting van 24 november 2022, verstrijkt op 31 december 2025

Overwegende dat het tarief van de belasting jaarlijks met 5% verhoogd zou moeten worden;

Overwegende dat dit belastingreglement als volgt vernieuwd moet worden voor een termijn van drie jaar, met ingang vanaf 1 januari 2026:

Beslist:

Het volgende reglement goed te keuren:

Belastingreglement op het verkeer van reclametoestellen op de openbare weg

Artikel 1: Belastinggrondslag en definities

§ 1. Er wordt vanaf 1 januari 2026 t.e.m. 31 december 2028 een belasting geheven op het verkeer van draagbare reclametoestellen of reclamevoertuigen op de openbare weg.

§ 2. Voor de toepassing van het onderhavige reglement wordt verstaan onder draagbaar reclametoestel en reclamevoertuig:

1. Een draagbaar commercieel of publicitair toestel met een commercieel karakter vervoerd door een persoon te voet,
2. Een mobiel commercieel of publicitair toestel met een commercieel karakter vervoerd door een niet-gemotoriseerd voertuig,
3. Een mobiel commercieel of publicitair toestel met een commercieel karakter vervoerd door een gemotoriseerd voertuig: brandstof, hybride of elektrisch.

§ 3. Onder "openbare weg" wordt verstaan: de openbare weg inclusief de bermen, de trottoirs, de voetpaden, de openbare pleinen en de openbare parken.

Artikel 2: BEDRAG VAN DE BELASTING

§ 1. Het belastingtarief is als volgt vastgesteld en wordt elk jaar op 1 januari geïndexeerd met 5%. Wanneer decimalen worden gebruikt, worden de bedragen naar boven afgerond tot het dichtstbijzijnde gehele getal als het eerste cijfer achter de komma 5 of meer is; ze worden naar beneden afgerond tot het dichtstbijzijnde gehele getal als het eerste cijfer achter de komma lager is dan 5;

- a) Een draagbaar toestel vervoerd door een voetganger, inclusief het kostuum van de mascotte of het logo van een bedrijf, merk, product, dienst enz. of een ander kostuum gedragen door een persoon en verwijzend naar een bedrijf, merk, product, dienst enz.:

	2026	2027	2028
/dag	€ 11	€ 12	€ 13
/week	€ 55	€ 58	€ 61
/maand	€ 220	€ 231	€ 243

- b) Per toestel vervoerd door een niet-gemotoriseerd voertuig:

	2026	2027	2028
/dag	€ 27	€ 28	€ 29
/week	€ 137	€ 144	€ 151
/maand	€ 546	€ 573	€ 602

- c) Per toestel vervoerd door een gemotoriseerd voertuig:

	2026	2027	2028
/dag	€ 68	€ 71	€ 75
/week	€ 343	€ 360	€ 378
/maand	€ 1.365	€ 1.433	€ 1.505

Artikel 3: Belastingplichtige

§ 1. Zijn op een solidaire manier de belasting verschuldigd:

- De natuurlijke persoon of rechtspersoon ten bate van wie het verkeer van het reclametoestel plaatsvindt,

- De organisator, natuurlijk persoon of rechtspersoon, van het verkeer van het reclametoestel.

Artikel 4: Vrijstelling

De belastingplichtige die meent in aanmerking te komen voor belastingvrijstelling moet in de aangifte de redenen aangeven waarom hij/zij meent in aanmerking te komen voor vrijstelling.

De onderstaande inverteersstelling van een reclametoestel is vrijgesteld van de belasting:

1. Indien het uitsluitend bestemd is voor de promotie van evenementen georganiseerd of medegeorganiseerd door de gemeente,
2. Indien de reclame geen winstgevend doel nastreeft,
3. Indien de reclame een filantropisch karakter heeft.

Artikel 5: Aangifte:

§ 1. De belastingplichtige dient bij de gemeente een aangifte te doen met alle inlichtingen die noodzakelijk zijn voor de berekening van de belasting, ten laatste 15 kalenderdagen voor elke inverteersstelling. Het aangifteformulier, dat kan worden gedownload van de gemeentelijke website: www.ukkel.be/nl/mensen/algemene-zaken/mobiele-reclame, moet behoorlijk worden ingevuld, ondertekend en teruggestuurd door de belastingplichtige.

§ 2. De belastingplichtige die zijn volledige ondertekende aangifte naar het bestuur heeft gestuurd, wordt ingekohierd overeenkomstig artikel 4 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen.

§ 3. De aangifte ontnemt het bestuur echter niet de bevoegdheid om controles en onderzoeken uit te voeren, overeenkomstig artikel 6 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, en, desgevallend, het bedrag van de belasting te corrigeren door middel van een ambtshalve inkohiering, in geval van afwezigheid, vertraging, onvolledigheid of onjuistheid van de aangifte. De aangifte is echter niet bindend voor het bestuur.

§ 4. Een laattijdige aangifte heeft alleen gevolgen voor de toekomst. De belastingplichtige kan geen herziening of terugbetaling krijgen voor wijzigingen die niet binnen de deadline zijn doorgegeven.

Artikel 6: Ambtshalve inkohiering - vermeerderingen

§ 1. Bij gebrek aan een aangifte binnen de vastgelegde termijnen, of in geval van een onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte van de belastingplichtige, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd.

§ 2. In het kader van de controle of het onderzoek van de toepassing van dit belastingreglement zijn de leden van de administratie, daartoe aangewezen door het college van burgemeester en schepenen, gemachtigd om alle bevoegdheden uit te oefenen die van toepassing zijn op de gemeentebelastingen krachtens artikel 11 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, met inbegrip van de bevoegdheid om elke persoon die in het bezit is van boeken of documenten die nodig zijn voor de vaststelling van de belasting, te verzoeken deze zonder verplaatsing voor te leggen.

§ 3. Alvorens over te gaan tot de ambtshalve inkohiering zal het bestuur de belastingplichtige per aangetekend schrijven de redenen meedelen om tot deze procedure over te gaan, de elementen waarop de aanslag werd gebaseerd en de wijze van de vaststelling van deze elementen en het bedrag van de belasting.

§ 4. De belastingplichtige beschikt over een termijn van 30 kalenderdagen, te rekenen vanaf de derde werkdag die volgt op de verzending van de kennisgeving, om zijn opmerkingen schriftelijk mee te delen.

§ 5. De ambtshalve inkohiering kan leiden tot een progressieve stijging van het tarief volgens de volgende schaal:

- Bij een eerste gebrek is de vermeerdering gelijk aan 20% van het bedrag van de belasting; het resultaat zal afgerond worden naar de hoger gelegen eenheid;
- Bij een tweede gebrek is de vermeerdering gelijk aan 40% van het bedrag van de belasting; het resultaat zal afgerond worden naar de hoger gelegen eenheid;
- Bij een derde gebrek en voor elk bijkomend gebrek is de vermeerdering gelijk aan 100% van het bedrag van de belasting; het resultaat afgerond naar de hoger gelegen eenheid.

Het bedrag van deze verhoging wordt tegelijk ingekohierd met de ambtshalve ingekohierde belasting.

Artikel 7: Inkohiering

De belasting wordt elk kwartaal ingekohierd.

Het belastingkohier wordt opgemaakt en uitvoerbaar verklaard door het college van burgemeester en schepenen.

De belastingplichtige zal kosteloos een aangifte ontvangen.

Artikel 8: Betalingstermijn

De belasting moet betaald worden binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet.

Artikel 9: Bijzondere bepalingen inzake de bezwaarprocedure

§ 1. Overeenkomstig artikel 9, § 1 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen kan de belastingplichtige of zijn

vertegenwoordiger een bezwaar indienen bij het college van burgemeester en schepenen, dat optreedt als administratieve overheid.

§ 2. Het bezwaar moet schriftelijk worden ingediend, ondertekend en met redenen omkleed zijn en, op straffe van verval, worden ingediend binnen een termijn van drie maanden, te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet of vanaf de kennisgeving van de aanslag of vanaf de datum van de belasting.

§ 3. De bezwaren kunnen ingediend worden op een duurzame drager, meer bepaald via een elektronisch communicatiemiddel zoals e-mail.

§ 4. Als de belastingplichtige dat in het bezwaarschrift heeft gevraagd, zal hij worden uitgenodigd om gehoord te worden door het college van burgemeester en schepenen tijdens een hoorzitting.

§ 5. De indiening van een bezwaar houdt geen opschorting van de opeisbaarheid van de belasting in en ontslaat de belastingplichtige niet van de verplichting deze te betalen binnen de voorziene termijn.

§ 6. De belastingplichtige die de beslissing van het college van burgemeester en schepenen met betrekking tot zijn bezwaar betwist, maar een minnelijke schikking voor het geschil zoekt in de vorm van een overeenkomst die in overeenstemming is met de geldende wetgeving, kan een beroep doen op de Kamer voor Minnelijke Schikking (KMS), opgericht bij de Franstalige rechtbank van eerste aanleg van Brussel.

Het college van burgemeester en schepenen zal beslissen of het deze bemiddelingsfase al dan niet aanvaardt.

In geval van mislukking kan de klassieke gerechtelijke procedure worden voortgezet en blijft alles wat tijdens de bemiddeling wordt besproken vertrouwelijk.

§ 7. De indiener van het bezwaar die de beslissing van het college van burgemeester en schepenen dat optreedt als administratieve rechtsbevoegdheid - betwist, kan een beroep indienen in de vereiste vorm bij de rechtbank van eerste aanleg.

§ 8. De formulieren en termijnen, evenals de bezwaarprocedure, zijn opgenomen in het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen, zoals vastgelegd door de gemeenteraad van Ukkel en van toepassing gedurende de geldigheidsperiode van dit reglement.

Artikel 10: Inwerkingtreding van het onderhavige reglement

Dit reglement trekt op 1 januari 2026 het belastingreglement op het verkeer van reclametoestellen op de openbare weg, goedgekeurd door de gemeenteraad in zitting van 24 november 2022, in en vervangt het.

Het treedt in werking op 1 januari 2026 zodra de formaliteiten voorgeschreven in artikel 112 en 114 van de Nieuwe Gemeentewet zijn vervuld.

6 **Règlement-redevance relatif à l'occupation du domaine communal par les friteries.Modifications et renouvellement.**

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 137bis de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la nécessité de garantir l'accès équitable au domaine public pour les friteries tout en assurant la propreté, la sécurité et la tranquillité publiques ;

Considérant que l'occupation du domaine public par les friteries constitue une utilisation privative d'un bien public ;

Que par ailleurs, l'occupation du domaine communal par les friteries entraîne des frais pour la commune, notamment liés à la propreté, à la sécurité et à la tranquillité publiques ;

Considérant qu'il est équitable que les exploitants paient pour l'usage du domaine public et participent aux frais engendrés dans le chef de la commune par le paiement d'une redevance proportionnelle à leur activité ;

Vu l'intérêt d'établir une redevance proportionnelle à l'usage effectif du domaine public et transparent pour les exploitants,

Considérant qu'il convient de fixer un mécanisme clair de calcul et de paiement de cette redevance ;

Considérant que la redevance visée dans le règlement en vigueur qu'au 31 décembre 2025 n'a pas subi d'augmentation entre 2008 et 2023 ;

Que les montants semblent donc insuffisants au regard du coût réel supporté par la commune dans le cadre du suivi administratif et technique, notamment au regard des indexations salariales successives, des augmentations de prix post-covid du matériel de fonctionnement ainsi que des frais liés à la tenue à jour des logiciels informatiques relatifs, entre autre, à la bureautique et à la comptabilité ; Qu'il semble dès lors opportun d'appliquer une augmentation de 30% de la redevance ;

Considérant qu'il convient d'indexer le taux de la présente redevance de 5% sur base annuelle ;

Considérant qu'il y a lieu de modifier et de renouveler le règlement-redevance adopté par le Conseil communal lors de sa séance du 24 novembre 2022 pour un terme de trois ans prenant cours le 1er janvier 2026 comme ci-après :

Décide :

- D'adopter le règlement suivant:

Règlement-redevance relatif à l'occupation du domaine communal par les friteries.

Article 1 : Objet

Il est établi à par r du 1er janvier 2026, pour un terme expirant le 31 décembre 2028, une redevance mensuelle pour l'occupa on du domaine communal par une friterie, sur base d'une autorisa on délivrée par le Collège des Bourgmestre et Echevins. Ce règlement définit les modalités de calcul, de paiement et de contrôle de cette redevance.

Article 2 : Détermination du montant de la redevance

§1. Chaque exploitant doit communiquer une déclara on annuelle sur l'honneur, précisant le nombre de jours d'ac tivité qu'il prévoit à par r du 1er janvier de l'année en cours. Sur base de ce e déclara on, une invita on à payer avec les détails de paiement de la redevance sera envoyée à l'exploitant.

§2. La redevance sera calculée en répar ssant le nombre total de jours déclarés sur 12 mois pour la facturation mensuelle.

- Exemple :

- Nombre de jours d'activité déclarés pour l'année 2026 : 240

- Montant par jour en 2026 : 17,60€ ○ Redevance annuelle :

$240 \times 17,60 \text{ €} = 4.224 \text{ €}$ ○ Redevance mensuelle : $4.224 \div 12 =$

352 €

§3. La commune se réserve le droit de vérifier sur place la conformité entre les jours déclarés et les jours durant lesquels la friterie est effectivement ouverte.

S'il s'avère que la friterie est ouverte pendant des jours non déclarés, il sera réputé que la friterie a été ouverte les jours constatés non déclarés, et ce depuis le début de l'année en cours. Après no fica on à l'exploitant par courrier postal et par courriel, et à l'issue d'un délai de réponse de 15 jours, la Commune communiquera :

- D'une part le montant dû à tre de différen el pour les jours non déclarés depuis le 1er janvier, jusqu'au mois au cours duquel le contrôle a eu lieu,
- D'autre part, une nouvelle invita on à payer pour les mois encore à échoir, considérant les jours d'ouverture additionnels.

§4. Si en cours d'année, l'exploitant désire modifier ses jours d'ouverture ou doit fermer pour une période prolongée non anticipée lors de la déclaration initiale, il en informe sans délai la Commune par courriel sur l'adresse email suivante affairesgenerales@uccle.brussels. Dans ce cas, la redevance sera ajustée pour les mois à venir seulement, sur base des informations fournies par l'exploitant et une nouvelle invitation à payer sera envoyée.

§5. En cas de cessation définitive des activités, l'exploitant doit informer immédiatement la commune par écrit, en transmettant un document justificatif officiel en attestant. La redevance sera recalculée au prorata du nombre de jours réellement ouverts jusqu'à la date de remise en état du domaine public.

Article 3 : Indexation annuelle

À partir du 1er janvier 2026, la redevance est fixée à 17,60 € par jour d'activité.

Les montants seront augmentés au 1er janvier de chaque année au taux de 5%. En cas de décimale, les montants sont arrondis après la virgule, au dixième le plus proche, à la baisse ou à la hausse.

	2026	2027	2028
Taux	17,60 €	18,50 €	19,40 €

Article 4 : Paiement de la redevance

La redevance est due par l'exploitant de la friterie selon les modalités et les informations reprises dans l'invitation à payer.

La redevance est due pour toute journée entamée et la mensualité fixée dans l'invitation à payer est payable pour au plus tard le 15 du mois en cours. Le paiement doit être effectué sur le compte de la Recette communale d'Uccle, mentionné dans l'invitation à payer.

En cas de retard de paiement de la redevance, les intérêts calculés au taux légal seront exigibles de plein droit et sans mise en demeure préalable.

Article 5 : Recouvrement

A défaut de paiement, le recouvrement de cette redevance sera poursuivi sur la base de l'article 137bis de la Nouvelle Loi Communale ou, le cas échéant, par la voie judiciaire.

Article 6 : Entrée en vigueur

Le présent règlement abroge et remplace au 1er janvier 2026 le règlement-redevance relatif à l'occupation du domaine communal par les friteries, adopté par le Conseil communal lors de sa séance du 24 novembre 2022.

Il entre en vigueur à par r le 1^{er} janvier 2026 et moyennant l'accomplissement des formalités prévues aux articles 112 et 114 de la Nouvelle Loi Communale.

Vergoedingsreglement inzake de bezetting van het gemeentelijk domein door frituren. Wijzigingen en en vernieuwing.

De raad,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 137bis van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet, dat de gemeentes verplicht een begrotingsevenwicht te hebben;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de noodzaak om de eerlijke toegang tot het openbaar domein voor frituren te garanderen en de openbare reinheid, veiligheid en rust te verzekeren;

Overwegende dat de bezetting van het openbaar domein door frituren een privégebruik van een openbaar goed vormt;

Dat de bezetting van het gemeentelijk domein door frituren bovendien leidt tot kosten voor de gemeente, meer bepaald in verband met de openbare reinheid, veiligheid en rust;

Overwegende dat het eerlijk is dat de uitbaters betalen voor het gebruik van het openbaar domein en bijdragen in de kosten die uit hoofde van de gemeente veroorzaakt worden door de betaling van een vergoeding in verhouding tot hun activiteit;

Gelet op het belang om een vergoeding in verhouding tot het daadwerkelijk gebruik van het openbaar domein en transparant voor de uitbaters vast te stellen;

Overwegende dat er een duidelijke berekenings- en betaalprocedure van deze vergoeding bepaald moet worden;

Overwegende dat de vergoeding waarnaar in de huidige verordening wordt verwezen, die op 31 december 2025 afloopt, tussen 2008 en 2023 niet is verhoogd;

Dat de bedragen dus ontoereikend lijken in het licht van de werkelijke kosten die de gemeente draagt in het kader van de administratieve en technische opvolging, met name gezien de opeenvolgende loonindexeringen, de post-covidprijsstijgingen van het bedrijfsmateriaal en de kosten voor het bijhouden van de computersoftware met betrekking tot onder meer kantoorautomatisering en boekhouding;

Dat het dan ook opportuun lijkt om een verhoging van 30 % van de heffing toe te passen;

Overwegende dat het passend is om het tarief van deze heffing op jaarbasis met 5 % te indexeren;

Overwegende dat het vergoedingsreglement, aangenomen door de gemeenteraad tijdens de zitting van 24 november 2022, als volgt gewijzigd en vernieuwd moet worden voor een termijn van drie jaar, met ingang van 1 januari 2026;

Besluit :

- het volgende reglement goed te keuren:

Vergoedingsreglement inzake de bezetting van het gemeentelijk domein door frituren

Artikel 1: Voorwerp

Er wordt vanaf 1 januari 2026 tot en met 31 december 2028 een maandelijkse vergoeding vastgelegd voor de bezetting van het gemeentelijk domein door een frituur, op basis van een toelating van het college van burgemeester en schepenen. Dit reglement definieert de berekenings-, betaal- en controlemodaliteiten van deze vergoeding.

Artikel 2: Bepaling van het bedrag van de vergoeding

§1. Iedere uitbater moet een jaarlijkse aangifte op erewoord indienen met het aantal dagen activiteit waarin hij voorziet vanaf 1 januari van het lopende jaar. Op basis van deze aangifte wordt er een betalingsverzoek met de details voor de betaling van de vergoeding naar de uitbater gestuurd.

§2. De vergoeding wordt berekend door het totale aantal aangegeven dagen te verdelen over 12 maanden voor de maandelijkse facturering.

- Voorbeeld:

- Aantal dagen activiteit aangegeven voor 2026: 240

- Bedrag per dag in 2026: € 17,60
 - Jaarlijkse

- vergoeding: $240 \times € 17,60 = € 4.224$
 - Maandelijkse

- vergoeding: $4.224 \div 12 = € 352$

§3. De gemeente behoudt zich het recht voor de overeenstemming tussen de aangegeven dagen en de dagen waarop de frituur daadwerkelijk geopend is ter plaatse te controleren.

Indien blijkt dat de frituur geopend is op niet-aangegeven dagen, wordt er geacht dat de frituur geopend was op de vastgestelde niet-aangegeven dagen en dit sinds het begin van het lopende jaar. Na kennisgeving aan de uitbater met de post en via mail en na een antwoordtermijn van 15 dagen deelt de gemeente het volgende mee:

- Enerzijds het verschuldigde bedrag als verschil voor de niet-aangegeven dagen sinds 1 januari tot de maand waarin de controle plaatsgevonden heeft;
- Anderzijds een nieuw betalingsverzoek voor de nog te vervallen maanden, overwegende de extra openingsdagen.

§4. Indien de uitbater in de loop van het jaar zijn openingsdagen wil wijzigen of moet sluiten voor een langdurige periode die hij niet voorzien had bij de initiële aanmelding, brengt hij de gemeente hier onverwijld via mail van op de hoogte via algemenezaken@ukkel.brussels. In dat geval wordt de vergoeding enkel voor de komende maanden aangepast op basis van de informatie van de uitbater en wordt er een nieuw betalingsverzoek verstuurd.

§5. In geval van definitieve stopzetting van de activiteiten moet de uitbater de gemeente onmiddellijk schriftelijk inlichten door een officieel rechtvaardigingsstuk als bewijs te bezorgen. De vergoeding wordt herberekend naar rato van het aantal werkelijke openingsdagen tot de datum van herstelling van het openbaar domein.

Artikel 3: Jaarlijkse indexering

Vanaf 1 januari 2026 is de vergoeding vastgelegd op € 17,60 per dag activiteit.

De bedragen worden op 1 januari van elk jaar verhoogd met 5 %. In geval van decimalen worden de bedragen na de komma afgerond op het dichtstbijzijnde tiental, naar beneden of naar boven.

	2026	2027	2028
Tarieven	€ 17,60	€ 18,50	€ 19,40

Artikel 4: Betaling van de vergoeding

De vergoeding is door de uitbater van de frituur verschuldigd volgens de modaliteiten en de informatie in het betalingsverzoek.

De vergoeding is verschuldigd voor elke begonnen dag en het maandelijks bedrag bepaald in het betalingsverzoek moet uiterlijk de 15e van de lopende maand betaald worden. De betaling moet uitgevoerd worden op de rekening van de Gemeenteontvangerij van Ukkel, vermeld in het betalingsverzoek.

In geval van betalingsachterstand van de vergoeding worden de interesten berekend tegen het wettelijk tarief van rechtswege invorderbaar zonder voorafgaande aanmaning.

Artikel 5: Invordering

Bij gebreke van betaling zal de invordering van deze heffing worden voortgezet op basis van artikel 137bis van de nieuwe gemeentewet of, in voorkomend geval, via gerechtelijke weg.

Artikel 6: Invoegetredding

Het onderhavige reglement trekt op 1 januari 2026 het vergoedingsreglement inzake de bezetting van het gemeentelijk domein door frituren, aangenomen door de gemeenteraad tijdens de zitting van 24 november 2022, in en vervangt het.

Het treedt in werking op 1 januari 2026, mits de formaliteiten van de artikelen 112 en 114 van de nieuwe gemeentewet zijn vervuld.

7 Règlement-redevance sur les activités ambulantes. – Modifications et renouvellement.

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 137bis de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la loi du 25 juin 1993 sur l'exercice et l'organisation des activités ambulantes et foraines ;

Vu l'arrêté royal du 24 septembre 2006 relatif à l'exercice et à l'organisation des activités ambulantes ;

Vu l'ordonnance du 14 décembre 2023 simplifiant les règles en matière d'accès à la profession ;

Vu le Règlement Général de Police d'Uccle commun aux 19 Communes bruxelloises ;

Considérant la nécessité de garantir l'accès équitable au domaine public pour les activités ambulantes tout en assurant la propreté, la sécurité et la tranquillité publiques ;

Considérant que l'occupation du domaine public par les activités ambulantes constitue une utilisation privative d'un bien public ;

Considérant que toute activité ambulante en ce compris la vente, l'offre en vente ou l'exposition en vue de la vente de produits et accessoirement de services se rapportant à ces produits au consommateur effectuée par une entreprise sur le domaine public, en dehors de ses unités d'établissement inscrites à la Banque Carrefour des entreprises ou par une personne ne disposant pas d'un établissement du genre, entraîne des frais pour la commune, notamment en ce qui concerne la sécurité, la propreté, la salubrité publiques et la commodité de passage sur la voie publique ;

Qu'il est opportun d'en faire supporter les charges aux personnes exerçant une activité ambulante ;

Considérant l'intérêt d'établir une redevance proportionnelle à l'usage effectif du domaine public et transparent pour les entreprises ;

Considérant qu'il convient de fixer un mécanisme clair de calcul et de paiement de cette redevance ;

Considérant qu'il semble opportun d'exonérer les entreprises dont les services sont sollicités pour couvrir un événement communal ou un événement qui est organisé en partenariat avec l'administration communale, car ils permettent de promouvoir la commune d'Uccle et renforcent le tissu social en créant des liens et en offrant des lieux de rencontre, tout en contribuant à l'identité urbaine et à l'attractivité touristique de la localité ;

Considérant que pour les mêmes motifs, il apparaît opportun d'exonérer les entreprises qui exercent une activité ambulante sur les brocantes organisées par une Association de Commerçants ou par un collectif de riverains et ayant lieu sur le territoire d'Uccle, d'autant plus qu'elles sont déjà soumises au paiement préalable d'un « droit de place » ;

Vu l'importance de promouvoir les actions d'aide aux personnes dans le besoin, il apparaît opportun d'accorder la gratuité aux activités ambulantes qui cherchent à distribuer de la nourriture ou autres produits aux plus démunis sans aucune contrepartie financière ;

Vu que le règlement-taxe sur les activités ambulantes adopté par le Conseil communal lors de sa séance du 24 novembre 2022, vient à expiration le 31 décembre 2025 ;

Considérant qu'il convient d'adapter le taux de la présente redevance de 5% sur base annuelle ;

Considérant qu'il y a lieu de modifier et de renouveler le règlement pour un terme de trois ans prenant cours le 1er janvier 2026 comme ci-après;

Décide :

- d'adopter le règlement suivant:

Règlement-redevance sur les activités ambulantes

Article 1 : Champ d'application du règlement et définitions

§ 1. Il est établi, à partir du 1er janvier 2026 pour un terme expirant le 31 décembre 2028, une redevance à charge des entreprises exerçant une activité ambulante sur le territoire de la commune, en dehors des activités suivantes, faisant déjà l'objet d'une redevance communale en vertu de règlements distincts :

- Activités foraines et activités ambulantes de gastronomie foraine sur les fêtes foraines publiques et sur le domaine public en dehors des fêtes foraines publiques,
- Activités ambulantes sur les marchés publics de la place de Saint-Job et de la place Homère Goossens.

§ 2. Pour l'application du présent règlement, il faut exclusivement entendre par activité ambulante : la vente, l'offre en vente ou l'exposition en vue de la vente de produits et accessoirement de services se rapportant à ces produits au consommateur effectuée par une entreprise en dehors de ses unités

d'établissement inscrites à la Banque Carrefour des entreprises ou par une personne ne disposant pas d'un établissement du genre.

§ 3. On entend par entreprise, conformément au code du droit économique, Article I, 1, chacune des organisations suivantes :

- Toute personne physique qui exerce une activité professionnelle à titre indépendant ;
- Toute personne morale ;
- Toute autre organisation sans personnalité juridique.

§ 4. Toutefois, ne sont pas considérées comme ambulantes les activités mentionnées dans l'article 5 de la loi du 25 juin 1993 sur l'exercice et l'organisation des activités ambulantes et foraines comme par exemple :

- la vente des journaux et périodiques ainsi que la conclusion d'abonnement à journaux pour autant qu'il s'agisse de la desserte régulière d'une clientèle fixe et locale, les ventes par correspondances et les ventes effectuées par distributeurs automatiques,
- les ventes publiques effectuées avec l'assistance des officiers ministériels et les ventes effectuées en exécution d'une décision judiciaire et aux endroits désignés par le juge,
- la vente, effectuée par une entreprise devant son magasin ou dans le prolongement de celui-ci aux conditions déterminées par le Roi.

§ 5. Par « jour ouvrable », on vise les jours du lundi au vendredi, hors jours fériés.

§ 6. Le présent règlement a également pour objet de définir les conditions et la procédure relatives à la délivrance de l'autorisation ainsi que le tarif et les modalités de paiement de cette redevance.

Article 2 : De l'autorisation préalable d'exercice d'une activité ambulante

§ 1. Toute demande dans le cadre de l'exercice d'une activité ambulante sur la voie publique visée dans le champ d'application du présent règlement-redevance nécessite une autorisation préalable du Bourgmestre.

§ 2. Cette autorisation doit être sollicitée par écrit auprès du Bourgmestre au moins 20 jours ouvrables avant le début souhaité de l'activité ambulante. Toute demande tardive ne sera pas prise en considération.

§ 3. La demande d'autorisation doit inclure au moins les informations et les documents ci-après mentionnés, lesquels doivent être simultanément transmis au Bourgmestre :

1. Formulaire de demande d'autorisation dûment complété. Celui-ci est disponible sur la page Web communale dédiée aux activités ambulantes itinérantes ;
2. Preuve d'inscription de l'entreprise dans la Banque-Carrefour des Entreprises ;

3. Autorisation AFSCA ;
4. Photo(s) du ou des véhicules et le nombre de véhicules qui sera potentiellement utilisé ; 5. La période précise endéans laquelle l'activité ambulante aura lieu.

A défaut de contenir les informations et les documents susvisés, la demande d'autorisation sera considérée comme irrecevable et entraînera de facto un refus d'autorisation.

§ 4. Les activités ambulantes ne peuvent pas débuter avant l'octroi de l'autorisation et le paiement de la redevance.

§ 5. L'autorisation d'exercer une activité ambulante est délivrée par le Bourgmestre à titre précaire et peut être retirée à tout moment lorsque l'intérêt général l'exige et ce, sans préavis et sans indemnité.

Article 3 : Des obligations du redevable

§ 1. L'autorisation d'exercer une activité ambulante est délivrée par le Bourgmestre à titre précaire et peut être retirée à tout moment lorsque l'intérêt général l'exige et ce, sans préavis et sans indemnité.

§ 2. Le redevable devra respecter les obligations suivantes :

1. L'autorisation doit à tout moment être à bord du véhicule concerné afin de pouvoir être produite à toute demande émanant de la police ou d'agents communaux habilités à cette fin.
2. L'obtention de l'autorisation susvisée ne dispense pas le redevable d'obtenir toutes les autres autorisations préalables et de respecter toutes les obligations prévues par la législation et la réglementation applicables aux fins de l'exercice de l'activité ambulante. Il veillera notamment à ce que les règles du Code de la Route soient respectées ;
3. Il devra veiller à ce que :
 - Les conducteurs ou autres préposés et personnel opérant en son nom soient en ordre de carte d'identité et, si les véhicules qu'ils conduisent l'impliquent, de permis de conduire,
 - Les véhicules autorisés à circuler sur le territoire de la Commune d'Uccle soient, s'ils y sont soumis, immatriculés, munis d'une assurance automobile valide et en possession d'un certificat de visite à l'inspection Automobile favorable à la tenue en circulation du véhicule concerné. Les documents précités doivent pouvoir être fournis à première demande de la Commune, de la police et des agents communaux habilités à cette fin ;
4. Le paiement de la taxe redevance relative aux activités ambulantes ne dispense pas le demandeur du paiement des services supplémentaires dont il ferait la demande en vue d'exercer l'activité ambulante. Les services supplémentaires sont par exemple : le placement de panneaux d'interdiction de stationner, etc. ;
5. Il est seul responsable de tous les dommages, quels qu'ils soient, aux espaces publics mis à sa disposition à l'occasion de son activité et de tous accidents ou incidents quelconques pouvant survenir aux tiers et usagers du fait direct ou indirect de son occupation des lieux dans le cadre de son activité ambulante. Il s'oblige à informer sans délai la Commune d'Uccle de tous sinistres ou dégradations survenus.
Il devra disposer d'une assurance R.C. ou assurance équivalente couvrant les dommages corporels et incorporels précités et devra pouvoir en apporter la preuve à première demande de la Commune ;

6. Le bruit et les désagréments émanant de l'activité doivent être limités autant que possible et la législation sur la protection de l'environnement doit être respectée par le bénéficiaire de l'autorisation (respect de la faune et flore, des normes sonores, enlèvement systématique de tous les déchets résultant de l'activité après chaque arrêt, etc.). Il sera seul responsable de toute plainte ou procédure y relative ;
7. Il remettra les lieux dans leur pristin état, réputé, sauf preuves contraires, en parfait état d'entretien et de propreté ;
8. Le bénéficiaire se porte fort du respect des obligations par l'ensemble de ses préposés et du personnel placé sous son autorité.

§ 3. En cas de non-respect des obligations précitées, le Bourgmestre pourra suspendre ou retirer l'autorisation décernée, sans préavis et sans indemnité, et sans préjudice du droit, pour la commune, de réclamer le paiement des montants prévus à l'article 6 du présent règlement, et de toute autre indemnisation.

Article 4 : Modification ou annulation de la demande d'autorisation

Le redevable qui souhaite prolonger la période initiale de son autorisation est tenu de demander l'autorisation au Bourgmestre par courriel à l'adresse email affairesgenerales@uccle.brussels selon les modalités prévues à l'article 2 du présent règlement.

Le redevable qui souhaite renoncer à son autorisation préalablement à l'exercice de l'activité est tenu d'en informer le Bourgmestre par courriel à l'adresse email affairesgenerales@uccle.brussels au minimum 3 jours ouvrables avant le début initial de l'autorisation.

Il sera en outre invité à s'acquitter d'un montant de 25 € couvrant les frais administratifs engendrés par le traitement du dossier.

Si le redevable souhaite renoncer à son autorisation après le début de l'activité, il doit en informer au plus tôt le Bourgmestre par courriel à l'adresse email affairesgenerales@uccle.brussels. Le cas échéant, la redevance sera due au prorata de la période couvrant les journées entamées jusqu'à, y compris, la date de déclaration de renonciation.

A défaut de déclaration de renonciation à l'autorisation, la redevance sera due pour l'entièreté de la période initiale de l'autorisation.

Article 5 : Activité ambulante sans autorisation

§ 1. A défaut d'autorisation, l'activité irrégulière constatée par un agent communal habilité à cette fin doit cesser immédiatement et les lieux doivent être remis en pristin état. À défaut de respecter l'injonction de libérer la voie publique, la libération des lieux sera effectuée par l'administration communale aux frais, risques et périls du redevable.

Une sanction administrative communale d'un montant maximal de 500€ pourra être infligée par le fonctionnaire sanctionnateur.

§ 2. En sus de l'éventuelle sanction administrative précitée, l'activité irrégulière constatée par un agent communal habilité à cette fin est présumée avoir été effectuée pendant l'entière du trimestre en cours et une redevance équivalent à un trimestre sera dès lors due.

Toutefois, si le redevable est en mesure de prouver que l'exercice de l'activité a commencé à une date précise différente de celle présumée, la redevance sera ajustée en conséquence.

Dans tous les cas, le montant de la redevance sera calculé conformément aux dispositions de l'article 6 du présent règlement.

Article 6 : Tarifs

§ 1. Les tarifs de la redevance sont fixés selon la période d'activité autorisée et payables avant le début d'une période de présence. Les tarifs sont indexés de 5% au 1er janvier de chaque année, conformément aux tableaux ci-après. En cas de décimale, les montants sont arrondis à l'unité supérieure si le premier chiffre après la virgule est 5 ou plus ; ils sont arrondis à l'unité inférieure si ce chiffre est inférieur à 5 :

année	/activité /jour	/activité /semaine	/activité /mois	/activité /trimestre
2026	27 €	82 €	137 €	382 €
2027	28 €	86 €	144 €	401 €
2028	29 €	90 €	151 €	421 €

§2. En fonction de la période reprise dans l'autorisation délivrée par le Bourgmestre, la redevance est due par le redevable pour toute unité journalière, hebdomadaire, mensuelle ou trimestrielle entamée.

Article 7 : Redevable

La redevance est due par le demandeur, personne physique ou morale, de l'autorisation d'activité ambulante sur la voie publique telle que définie à l'article 1^{er} du présent règlement.

Article 8 : Exonérations

Dans le cadre de la complétion du formulaire, le redevable qui estime pouvoir bénéficier de l'exonération de la redevance doit, en tout état de cause, demander l'autorisation préalable d'exercer une activité ambulante au Bourgmestre et ce, conformément à l'article 2 du présent règlement. En outre, il précise dans sa demande d'autorisation les motifs sur base desquels il estime pouvoir bénéficier de l'exonération et transmet toute pièce justificative probante y relative.

Est exonérée de la *redevance* :

1. L'entreprise couvrant un événement organisé par l'administration communale ou en partenariat avec cette dernière ;
2. L'activité ambulante consistant en une action de bienfaisance et d'aide aux plus démunis, sans aucune contrepartie financière.
Elle est exercée de manière désintéressée et vise à distribuer gratuitement des produits aux personnes défavorisées.
3. L'entreprise qui réserve un ou plusieurs emplacements auprès d'une Association des Commerçants ou d'un collectif de riverains afin de participer à une brocante organisée par ces derniers. Cette exonération n'est accordée qu'à condition que l'activité ambulante est exercée endéans le périmètre, autorisé, de l'évènement et que l'entreprise s'est acquittée d'un droit de place pour participer à l'évènement.

L'exonération accordée au redevable ne le dispense en aucun cas du paiement des redevances dues en vertu d'autres règlements, en ce compris la réservation de panneaux de stationnement.

Article 9 : Paiement de la redevance

Le redevable est tenu de verser à la Commune d'Uccle, avant le début de la période reprise dans l'autorisation, le montant de la redevance y correspondant et figurant sur l'autorisation.

En cas de non-réception du paiement, le Bourgmestre est en droit de suspendre l'autorisation jusqu'au paiement effectif, voire, dès le 3^{ème} constat de non-paiement dans les délais prescrits, de la retirer.

Dans les deux cas de figure, la quote-part prestée avant la notification de suspension ou de retrait de l'autorisation sera due conformément aux tarifs prévus à l'article 6, §1, du présent règlement.

Article 10 : Recouvrement

À défaut de paiement, le recouvrement de cette redevance sera poursuivi sur la base de l'article 137bis de la Nouvelle Loi Communale ou, le cas échéant, par voie judiciaire.

Article 11 : Entrée en vigueur du présent règlement

Le présent règlement-redevance abroge et remplace au 1^{er} janvier 2026 le règlement-taxe sur les activités ambulantes, adopté par le Conseil communal lors de sa séance du 24 novembre 2022.

Il entre en vigueur le 1^{er} janvier 2026, moyennant l'accomplissement des formalités prescrites aux articles 112 et 114 de la Nouvelle Loi Communale.

Vergoedingsreglement op ambulante activiteiten. - Wijzigingen en vernieuwing.

De raad,

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 137bis van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de nieuwe gemeentewet dat de gemeentes verplicht een begrotingsevenwicht te hebben;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de wet van 25 juni 1993 betreffende de uitoefening en de organisatie van ambulante en kermisactiviteiten;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 september 2006 betreffende de uitoefening en de organisatie van ambulante activiteiten;

Gelet op de ordonnantie van 14 december 2023 tot vereenvoudiging van de regels inzake toegang tot het beroep;

Gelet op het gemeenschappelijk algemeen politiereglement voor alle 19 Brusselse gemeentes;

Gelet op de noodzaak om een eerlijke toegang tot het openbaar domein voor ambulante activiteiten te waarborgen en tegelijkertijd de openbare reinheid, veiligheid en rust te garanderen;

Overwegende dat het bezetten van het openbaar domein door ambulante activiteiten neerkomt op het privégebruik van openbaar eigendom;

Overwegende dat elke ambulante activiteit, meer bepaald elke verkoop, te koop aanbidding of uitstalling met het oog op de verkoop aan de consument van producten en bijkomende diensten die op deze producten betrekking hebben, door een handelaar op het openbaar domein, buiten zijn vestigingen, vermeld in zijn inschrijving in de Kruispuntbank van Ondernemingen of door een persoon die niet over een dergelijke vestiging beschikt, lasten met zich meebrengt voor de gemeente, meer bepaald inzake veiligheid, reinheid, volksgezondheid en vrije doorgang op de openbare weg;

Overwegende dat het gepast is om de kosten door te berekenen aan degenen die ambulante activiteiten uitvoeren;

Gelet op het belang van het vaststellen van een vergoeding die in verhouding staat tot het daadwerkelijke gebruik van het openbaar domein en transparant is voor bedrijven;

Overwegende dat een duidelijk mechanisme voor de berekening en betaling van deze vergoeding moet worden vastgesteld;

Overwegende dat het passend lijkt om bedrijven vrij te stellen waarvan de diensten worden gevraagd om een gemeente-evenement of een evenement dat in samenwerking met het gemeentebestuur wordt georganiseerd, te dekken, aangezien zij de promotie van de gemeente Ukkel mogelijk maken en het sociale weefsel versterken door het creëren van banden en het aanbieden van ontmoetingsplaatsen, en

tegelijkertijd bijdragen aan de stedelijke identiteit en de toeristische aantrekkingskracht van de gemeente;

Overwegende dat, om dezelfde redenen, het aangewezen lijkt om bedrijven die een ambulante activiteit uitoefenen op rommelmarkten, georganiseerd door een handelsvereniging of door een collectief buurtbewoners, op het grondgebied van Ukkel, vrij te stellen, te meer daar zij reeds onderworpen zijn aan de voorafgaande betaling van een "standplaatsrecht";

Gelet op het belang van het promoten van acties om mensen in nood te helpen, lijkt het gepast om gratis toegang te verlenen aan ambulante activiteiten die erop gericht zijn voedsel of andere producten uit te delen aan de meest behoeftigen zonder enige financiële tegenprestatie;

Overwegende dat het belastingreglement op ambulante activiteiten, door de gemeenteraad vastgesteld in zitting van 24 november 2022, op 31 december 2025 verstrijkt;

Overwegende dat het tarief van de vergoeding jaarlijks met 5% verhoogd zou moeten worden;

Overwegende dat dit reglement gewijzigd en vernieuwd moet worden voor een termijn van drie jaar, met ingang vanaf 1 januari 2026, als volgt;

Beslist :

- het volgende reglement goed te keuren:

Vergoedingsreglement op ambulante activiteiten

Artikel 1: Toepassingsgebied van het reglement en definities

§ 1. Vanaf 1 januari 2026, voor een periode die verstrijkt op 31 december 2028, wordt een vergoeding geheven van bedrijven die ambulante activiteiten uitoefenen op het grondgebied van de gemeente, met uitzondering van de volgende activiteiten die al onderworpen zijn aan een gemeentelijke vergoeding op grond van afzonderlijke reglementen:

- Kermisattracties en ambulante vestigingen van kermisgastronomie op openbare kermissen en op het openbaar domein buiten de openbare kermissen,
- Ambulante activiteiten op de openbare markten op het Sint-Jobsplein en het Homère Goossensplein.

§ 2. Voor de toepassing van dit reglement wordt onder ambulante activiteit uitsluitend verstaan: elke verkoop, te koop aanbieding of uitstalling met het oog op de verkoop aan de consument van producten en bijkomende diensten die op deze producten betrekking hebben, door een handelaar buiten zijn vestigingen, vermeld in de Kruispuntbank van Ondernemingen of door een persoon die niet over een dergelijke vestiging beschikt.

§ 3. Overeenkomstig het Wetboek van Economisch Recht, artikel I, 1, wordt verstaan onder bedrijf één van de volgende organisaties:

- Elke natuurlijk persoon die een zelfstandige beroepsactiviteit uitoefent;
- Elke rechtspersoon;
- Elke andere organisatie zonder rechtspersoonlijkheid.

§ 4. Worden echter niet beschouwd als ambulante activiteiten: de activiteiten, vermeld in artikel 5 van de wet van 25 juni 1993 betreffende de uitoefening en de organisatie van ambulante en kermisactiviteiten, zoals:

-de verkoop van kranten en tijdschriften, evenals het zich abonneren op kranten in de mate dat het regelmatige bediening van een vaste en lokale cliënteel betreft, de postorderverkoop en de verkoop door middel van automaten,

-de openbare verkopen met de bijstand van ministeriële ambtenaren en de verkopen die plaatshebbender uitvoering van een gerechtelijke beslissing en op plaatsen aangeduid door de rechter,

-de verkoop uitgeoefend door een handelaar voor zijn winkel of in het verlengde ervan, onder voorwaarden bepaald door de Koning.

§ 5. Onder "werkdag" wordt verstaan: de dagen van maandag tot vrijdag, met uitzondering van feestdagen.

§ 6. Het doel van dit reglement is ook om de voorwaarden en de procedure voor de afgifte van vergunningen te definiëren, evenals het tarief en de betalingsmodaliteiten voor deze vergoeding.

Artikel 2: Voorafgaande toelating tot uitvoering van een ambulante activiteit

§ 1. Voor elke aanvraag in het kader van de uitoefening van een ambulante activiteit op de openbare weg die onder het toepassingsgebied van dit vergoedingsreglement valt, is voorafgaande toestemming van de burgemeester vereist.

§ 2. Deze toelating moet schriftelijk aangevraagd worden bij de burgemeester min. 20 werkdagen vóór de gewenste aanvang van de ambulante activiteit. Laattijdige aanvragen worden niet in overweging genomen.

§ 3. De aanvraag tot toelating moet minstens de volgende inlichtingen en documenten bevatten die als één geheel overgemaakt moeten worden aan de burgemeester:

1. Behoorlijk ingevuld aanvraagformulier. Dit is beschikbaar op de gemeentelijke webpagina over ambulante activiteiten;
2. Inschrijvingsbewijs van het bedrijf in de Kruispuntbank van Ondernemingen;
3. Toelating FAVV;
4. Foto(s) van het (de) voertuig(en) en het aantal voertuigen dat mogelijk zal worden gebruikt;
5. De precieze periode waarbinnen de ambulante activiteit plaatsvindt.

Indien de bovenvermelde inlichtingen en documenten ontbreken, is de aanvraag onontvankelijk en wordt er de facto geen toelating gegeven.

§ 4. Ambulante activiteiten mogen pas beginnen vóór de toekenning van de vergunning en de betaling van de vergoeding.

§ 5. De toelating om een ambulante activiteit uit te oefenen wordt uitgereikt door de burgemeester, is precair en kan op gelijk welk ogenblik ingetrokken worden indien het algemeen belang dit vereist, en dit zonder vergoeding.

Artikel 3: Verplichtingen van de belastingplichtige

§ 1. De toelating om een ambulante activiteit uit te oefenen wordt uitgereikt door de burgemeester, is precair en kan op gelijk welk ogenblik ingetrokken worden indien het algemeen belang dit vereist, en dit zonder vergoeding.

§ 2. De belastingplichtige moet aan de volgende verplichtingen voldoen:

1. De vergunning moet te allen tijde aan boord van het betrokken voertuig aanwezig zijn zodat deze kan worden getoond op verzoek van de politie of bevoegde gemeenteambtenaren.
2. Het verkrijgen van de bovenvermelde vergunning ontslaat de belastingplichtige niet van het verkrijgen van alle andere voorafgaande toelatingen en het voldoen aan alle verplichtingen, voorzien door toepasselijke wetgeving en reglementering met het oog op de uitoefening van de ambulante activiteit. Hij zal er met name over waken dat de regels van de wegcode worden nageleefd;
3. Hij zal erover waken dat:
 - Chauffeurs of andere aangestelden die voor zijn rekening werken, moeten in orde zijn met hun identiteitskaart en, indien de door hen bestuurde voertuigen dit vereisen, hun rijbewijs,
 - De voertuigen die op het grondgebied van de gemeente Ukkel mogen rijden, moeten ingeschreven zijn, een geldige autoverzekering hebben en in het bezit zijn van een autokeuringsattest dat gunstig is voor het aan het verkeer deelnemen van het betrokken voertuig. De bovengenoemde documenten moeten op het eerste verzoek van de gemeente, de politie en bevoegde gemeenteambtenaren ter beschikking worden gesteld;
4. De betaling van de belasting inzake ambulante activiteiten ontslaat de aanvrager niet van de betaling van de bijkomende diensten die hij zou aanvragen voor de uitoefening van de ambulante activiteit. Bijkomende diensten kunnen zijn: de plaatsing van parkeerverbodsborden enz.
5. Enkel hij is verantwoordelijk voor schade aan de openbare plaatsen die hem ter beschikking staan ter gelegenheid van zijn activiteit en voor alle gebeurlijke ongevallen van derden en gebruikers omwille van het directe of indirecte feit van zijn bezetting van de plaatsen in het kader van zijn ambulante activiteit. Hij zal de gemeente Ukkel onverwijld op de hoogte brengen van elke schade of beschadiging;
Hij moet een verzekering BA of gelijkwaardige verzekering hebben die de bovenvermelde lichamelijke en niet-lichamelijke schade dekt en moet het bewijs hiervan kunnen voorleggen op het eerste verzoek van de gemeente;
6. Geluidshinder en overlast van de activiteit moeten zo veel mogelijk beperkt worden en de wetgeving inzake de milieubescherming moet nageleefd worden door de begunstigde van de toelating (respect

voor fauna en flora, geluidsnormen, systematische verwijdering van afval bij elke stop enz.).Hij is als enige verantwoordelijk voor elke klacht of procedure die hiermee verband houdt;

7. Hij zal de plaatsen in hun ongerepte staat terugbrengen, die, bij gebrek aan bewijs van het tegendeel, geacht wordt in perfecte staat van onderhoud en reinheid te verkeren.
8. De begunstigde zal ervoor zorgen dat zijn medewerkers en zijn personeel onder zijn gezag de verplichtingen zullen respecteren.

§ 3. Bij niet-naleving van de voormelde verplichtingen kan de burgemeester de verleende vergunning schorsen of intrekken, zonder opzeg en zonder schadevergoeding, en onverminderd het recht van de gemeente om betaling te eisen van de bedragen vermeld in artikel 6 van dit reglement, en van elke andere schadevergoeding.

Artikel 4: Wijziging of annulering van de toelatingsaanvraag

Elke persoon die de initiële periode van zijn vergunning wenst te verlengen, moet hiervoor toelating vragen aan de burgemeester via e-mail op het volgende adres: algemenezaken@ukkel.brussels volgens de procedures bepaald in artikel 2 van dit reglement.

Elke persoon die wenst af te zien van zijn vergunning vóór de uitvoering van de activiteit moet de burgemeester hiervan op de hoogte brengen via e-mail op het volgende adres algemenezaken@ukkel.brussels ten minste 3 werkdagen vóór de initiële start van de vergunning.

Er zal hen ook worden gevraagd om €25 te betalen om de administratieve kosten van de verwerking van het dossier te dekken.

Indien de belastingplichtige na de start van de activiteit wenst af te zien van zijn toelating, moet hij de burgemeester hiervan zo snel mogelijk op de hoogte brengen per e-mail naar het adres algemenezaken@ukkel.brussels. Desgevallend zal de vergoeding verschuldigd zijn naar rato van de begonnen dagen tot de datum van de aangifte ervan af te willen zien.

Bij gebrek aan een aangifte af te willen zien van de toelating is de vergoeding verschuldigd voor de gehele oorspronkelijke periode van de toelating.

Artikel 5: Ambulante activiteit zonder toelating

§ 1. Als er geen vergunning is, moet elke onregelmatige activiteit die wordt vastgesteld door een bevoegde gemeentebestuurder onmiddellijk worden gestaakt en moeten de plaatsen in hun oorspronkelijke staat worden hersteld. Als het bevel om de openbare weg te verlaten niet wordt opgevolgd, worden de plaatsen door het gemeentebestuur ontruimd, op kosten en risico van de belastingplichtige.

De gemeentelijke sanctionerende ambtenaar kan een gemeentelijke administratieve boete van max. € 500 opleggen.

§ 2. Naast de hierboven vermelde administratieve sanctie wordt elke onregelmatige activiteit die door een bevoegde gemeenteambtenaar wordt vastgesteld, verondersteld te hebben plaatsgevonden tijdens het volledige lopende kwartaal en is bijgevolg een vergoeding verschuldigd die gelijk is aan één kwartaal.

Als de belastingplichtige echter kan bewijzen dat de activiteit op een andere specifieke datum dan de veronderstelde datum is begonnen, zal de vergoeding dienovereenkomstig worden aangepast.

In alle gevallen wordt het bedrag van de vergoeding berekend in overeenstemming met de bepalingen van artikel 6 van dit reglement.

Artikel 6: Tarieven

§ 1. De tarieven van de vergoeding worden vastgesteld op basis van de periode van toegestane activiteit en moeten worden betaald vóór het begin van een periode van aanwezigheid. De prijzen worden op 1 januari van elk jaar met 5% geïndexeerd, overeenkomstig de onderstaande tabel. Wanneer decimalen worden gebruikt, worden de bedragen naar boven afgerond tot het dichtstbijzijnde gehele getal als het eerste cijfer achter de komma 5 of meer is; ze worden naar beneden afgerond tot het dichtstbijzijnde gehele getal als het eerste cijfer achter de komma lager is dan 5;

Jaar	/activiteit/dag	/activiteit/week	/activiteit/maand	/activiteit/kwartaal
	€ 27	€ 82	€ 137	€ 382
	€ 28	€ 86	€ 144	€ 401
	€ 29	€ 90	€ 151	€ 421

2026 2027 2028

§2. Afhankelijk van de periode die in de door de burgemeester afgegeven vergunning wordt vermeld, is de vergoeding verschuldigd door de belastingplichtige voor elke begonnen dagelijkse, wekelijkse, maandelijkse of driemaandelijkse eenheid.

Artikel 7: Belastingplichtige

De vergoeding is verschuldigd door de aanvrager, natuurlijk persoon of rechtspersoon, van de toelating voor een ambulante activiteit op de openbare weg zoals bepaald in artikel 1 van het onderhavige reglement.

Artikel 8: Vrijstellingen

Bij het invullen van het formulier moet elke belastingplichtige die meent in aanmerking te komen voor vrijstelling van de vergoeding, in elk geval aan de burgemeester een voorafgaande toelating vragen om een ambulante activiteit uit te oefenen, overeenkomstig artikel 2 van dit reglement. Hij moet in zijn toelatingsaanvraag bovendien de redenen vermelden waarom hij van mening is een vrijstelling te kunnen bekomen en alle relevante bewijsstukken indienen.

Is vrijgesteld van de *vergoeding*:

1. Het bedrijf dat een evenement organiseert dat wordt georganiseerd door of in samenwerking met het gemeentebestuur;
2. De ambulante activiteit bestaat uit een liefdadigheidsactie om de minderbedeelden te helpen, zonder enige financiële vergoeding.
Het wordt uitgevoerd op een belangeloze basis en heeft als doel gratis producten te verdelen onder kansarme mensen.
3. Een bedrijf dat een of meer plaatsen reserveert bij een handelsvereniging of een collectief buurtbewoners om deel te nemen aan een rommelmarkt die door hen wordt georganiseerd. Deze vrijstelling wordt alleen verleend als de ambulante activiteit wordt uitgevoerd binnen de toegestane perimeter van het evenement en het bedrijf een standplaatsrecht heeft betaald om deel te nemen aan het evenement.

De aan de belastingplichtige toegekende vrijstelling ontslaat hem in geen enkel geval van de verplichting tot betaling van de vergoedingen verschuldigd krachtens andere reglementen, incl. de reservering van parkeerverbodsborden.

Artikel 9: Betaling van de vergoeding

De belastingplichtige moet de gemeente Ukkel vóór het begin van de in de vergunning vermelde periode het bedrag betalen van de overeenkomstige vergoeding die op de vergunning is vermeld.

In geval van niet-ontvangst van de betaling heeft de burgemeester het recht om de vergunning op te schorten tot de daadwerkelijke betaling heeft plaatsgevonden of om, vanaf de 3de vaststelling van niet-betaling binnen de voorgeschreven termijn, de vergunning in te trekken.

In beide gevallen is de vergoeding voor de verrichte diensten vóór de kennisgeving van de schorsing of intrekking van de vergunning verschuldigd volgens de tarieven bepaald in artikel 6, §1 van dit reglement.

Artikel 10: Inning

Bij gebrek aan betaling zal de invordering van deze vergoeding gebeuren op basis van artikel 137bis van de Nieuwe Gemeentewet of desgevallend via de juridische weg.

Artikel 11: Inwerkingtreding van het onderhavige reglement

Dit vergoedingsreglement trekt op 1 januari 2026 het vergoedingsreglement op ambulante activiteiten, aangenomen door de gemeenteraad in zitting van 24 november 2022, in en vervangt het.

Het treedt in werking op 1 januari 2026 zodra de formaliteiten voorgeschreven in artikel 112 en 114 van de Nieuwe Gemeentewet zijn vervuld.

8 Règlement-redevance relatif à l'occupation de la voie publique à des fins commerciales ou à des fins de publicité à caractère commercial.- Modifications et renouvellement

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 137bis de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu le Règlement Général de Police d'Uccle commun aux 19 Communes bruxelloises ;

Considérant que l'occupation du domaine public à des fins commerciales ou à des fins de publicité à caractère commercial constitue une utilisation privative d'un bien public ;

Que par ailleurs, l'occupation du domaine communal à des fins commerciales ou à des fins de publicité à caractère commercial entraîne des frais pour la commune, notamment liés au traitement administratif de la demande, à la propreté, à la sécurité et à la tranquillité publiques ;

Considérant qu'il est dès lors opportun que les bénéficiaires d'une autorisation pour une occupation ou une activité réalisée à des fins commerciales ou à des fins de publicité à caractère commercial et visée dans le présent règlement paient pour l'usage du domaine public et participent aux frais engendrés dans le chef de la commune par le paiement d'une redevance ;

Vu que le règlement-taxe relatif à l'occupation de la voie publique à des fins commerciales ou à des fins de publicité à caractère commercial, adopté par le Conseil communal lors de sa séance du 24 novembre 2022, vient à expiration le 31 décembre 2025 ;

Considérant qu'il convient d'adapter le taux de la redevance de 5% sur base annuelle ;

Considérant qu'il semble opportun d'exonérer les occupations demandées dans le cadre de manifestations philanthropiques dès lors qu'elles ont comme unique but l'intérêt général au travers d'action d'aide aux personnes dans le besoin ;

Considérant qu'il semble opportun d'exonérer les occupations demandées dans le cadre d'un partenariat avec l'administration communale, car elles permettent de promouvoir la commune d'Uccle et renforcent le tissu social en créant des liens et en offrant des lieux de rencontre, tout en contribuant à l'identité urbaine et à l'attractivité touristique de la localité ;

Considérant que, pour des raisons de soutien, il est opportun maintenir la gratuité pour les occupations visées dans le règlement précédent, telles que la terrasse d'un horeca, l'étale de marchandises et, de manière générale, l'occupation de la voie publique devant un établissement commercial lorsqu'elle est liée à l'activité de celui-ci ;

Que ces occupations sont en effet bénéfiques en matière de création d'emplois, de dynamisation de l'économie locale, d'animation des noyaux commerciaux et/ou autres quartiers, de favorisation de circuits de distribution courts, d'encouragement à l'utilisation de modes de transport doux, etc. ;

Considérant qu'il y a lieu de renouveler et d'adapter le règlement pour un terme de trois ans prenant cours le 1er janvier 2026 comme ci-après :

Décide :

- D'adopter le règlement suivant:

Règlement-redevance relatif à l'occupation de la voie publique à des fins commerciales ou à des fins de publicité à caractère commercial

Article 1 : Champ d'application et définitions

Il est établi, à partir du 1er janvier 2026, et pour un terme expirant le 31 décembre 2028, une redevance relative à l'occupation de la voie publique à des fins commerciales ou à des fins de publicité à caractère commercial.

Le présent règlement a également pour objet de définir les conditions et la procédure relatives à la délivrance de l'autorisation ainsi que le tarif, les modalités de paiement et de contrôle de cette redevance.

L'occupation visée par le présent règlement s'entend de toute utilisation de la voie publique par la présence de biens corporels ou marquages au sol ou encore de personnes physiques.

Par « voie publique », il faut entendre la voirie publique en ce compris notamment les accotements, les trottoirs, les sentiers, les places publiques, les parcs publics.

Par « fins commerciales », il faut entendre toute activité économique relative à l'achat et à la vente de biens ainsi qu'à des prestations de services, dans le but de réaliser un profit ou un bénéfice.

Par « publicité à caractère commercial », il faut entendre toute publicité contenant la mention, explicite ou implicite de firmes ou de produits déterminés ou la publicité qui, sous une forme directe ou voilée, renvoie les destinataires à des réclames ou qui, vise à signaler, à faire connaître, à recommander des firmes, produits ou services en vue d'aboutir à une transaction commerciale ou qui comprend une ou des annonces émanant de particuliers ou de professionnels relatives à des transactions mobilières ou immobilières ou qui comprend une ou des offres de services rémunérés.

Par « jour ouvrable », on vise les jours du lundi au vendredi, hors jours fériés.

Article 2 : Demande d'autorisation préalable à l'occupation de la voie publique

§ 1. Toute occupation de la voie publique à des fins commerciales ou à des fins de publicité à caractère commercial nécessite une autorisation écrite préalable du Bourgmestre ou du Collège des Bourgmestre et Echevins, selon la nature de l'occupation.

§ 2. La demande d'autorisation doit être introduite via le formulaire officiel téléchargeable sur le site internet de la commune et envoyé à l'adresse email suivante : affairesgenerales@uccle.brussels ou déposée en personne, uniquement sur rendez-vous (02/605.11.32), au service Affaires générales. Cette demande reprend dans tous les cas, le lieu, le début et la fin prévus de l'occupation ou de l'activité, la nature/l'objet de l'occupation ou de l'activité ainsi que l'estimation de la superficie qui sera occupée.

La demande complète doit être reçue au plus tard 10 jours ouvrables avant la date prévue de début d'occupation ou d'activité, avant midi. Toute demande tardive ne sera pas prise en considération.

§ 3. L'obtention de la présente autorisation ne dispense pas le redevable de demander et d'obtenir les autres autorisations que nécessiteraient l'occupation de la voie publique, en ce compris la réservation de panneaux de stationnement.

§ 4. En sus des obligations prescrites par le présent règlement-redevance, le demandeur doit avoir obtenu préalablement toutes autorisations quelconques prévues par les législations et réglementations applicables.

Article 3 : Modification ou annulation de la demande d'autorisation

§ 1. Lorsque le demandeur souhaite modifier les conditions de sa demande d'autorisation, il doit avertir le service des Affaires générales par courriel à l'adresse email affairesgenerales@uccle.brussels au minimum 3 jours ouvrables avant la prise de cours effective de ces modifications. Toute demande tardive ne sera pas prise en compte.

§ 2. Lorsque le demandeur souhaite prolonger la période de son autorisation, il est tenu d'en faire la demande auprès du service des Affaires générales par courriel à l'adresse email affairesgenerales@uccle.brussels au minimum 5 jours ouvrables avant la prise de cours effective de cette demande. Toute demande tardive ne sera pas prise en compte.

§ 3. Si le demandeur souhaite renoncer à son autorisation préalablement à l'occupation de la voie publique, il doit en informer le service des Affaires générales par courriel à l'adresse email affairesgenerales@uccle.brussels au minimum 3 jours ouvrables avant le début initial de l'autorisation.

Il sera en outre invité à s'acquitter d'un montant de 25 € couvrant les frais administratifs engendrés par le traitement du dossier.

§ 4. Si le demandeur souhaite renoncer à son autorisation en cours d'occupation de la voie publique, il doit en informer le service des Affaires générales par courriel à l'adresse email affairesgenerales@uccle.brussels dans les plus brefs délais.

Le cas échéant, la redevance sera due au prorata de la période couvrant le début de l'occupation jusqu'à la date de déclaration de renonciation.

Article 4 : Des Obligations du redevable

§ 1. L'autorisation d'occupation temporaire de la voie publique est délivrée à titre précaire et révocable sous forme d'un titre personnel et incessible qui n'engage pas la responsabilité de la commune.

§ 2. La Commune n'est pas responsable des dommages, quels qu'ils soient, qui pourraient résulter de manière directe ou indirecte de l'exercice, fautif ou non, de l'activité ou de l'occupation visée par l'autorisation.

§ 3. L'autorisation d'occupation temporaire de la voie publique peut être retirée à tout moment lorsque l'intérêt général l'exige et ce, sans préavis et sans indemnité.

À défaut de respecter l'injonction de libérer la voie publique, la libération des lieux sera effectuée par l'administration communale aux frais, risques et périls du redevable.

§ 4. Le paiement de la redevance n'entraîne, pour la commune, aucune obligation spéciale de surveillance.

L'occupation privative du domaine public se fait aux risques et périls et sous la responsabilité du bénéficiaire de l'autorisation.

§ 5. Au terme de l'autorisation, l'occupant est tenu de remettre les lieux dans leur pristin état, qui est supposé être en parfait état d'entretien et de propreté, et de s'assurer du ramassage des éventuels déchets.

§ 6. Le redevable doit respecter les dispositions du Règlement Général de Police commun aux 19 Communes bruxelloises relatives, notamment, l'obligation de maintenir sur les trottoirs, un passage de 1m50 pour la circulation des piétons, ainsi que le respect de la tranquillité publique.

Article 5 : Occupation sans autorisation

§ 1. A défaut d'autorisation, l'occupation ou l'activité irrégulière constatée par un agent communal habilité à cette fin doit cesser immédiatement et les lieux doivent être remis en pristin état. À défaut de respecter l'injonction de libérer la voie publique, la libération des lieux sera effectuée par l'administration communale aux frais, risques et périls du redevable.

§ 2. Une sanction administrative communale d'un montant maximal de 500€ pourra être infligée par le fonctionnaire sanctionnateur.

§ 3. En sus de l'éventuelle sanction administrative précitée, l'occupation, l'activité ou l'objet spécifique irrégulier constaté par un agent communal habilité à cette fin est présumé avoir débuté le lundi de la semaine durant laquelle le constat est effectué. Dans ce cadre, une redevance sera due conformément aux dispositions de l'article 7 du présent règlement.

Article 6 : Redevable

La redevance est due par le demandeur, personne physique ou morale, de l'autorisation d'occupation temporaire de la voie publique.

Article 7 : Tarifs

La redevance est due à partir du premier jusqu'au dernier jour d'occupation de la voie publique.

Les tarifs sont indexés de 5% au 1er janvier de chaque année, conformément aux tableaux ci-après. En cas de décimale, les montants sont arrondis après la virgule, au dixième le plus proche, à la baisse ou à la hausse.

7.1 Le montant de la redevance se calcule de la manière suivante :

7.1.1 Occupations autres que celles visées à l'article 7.1.3

2026	/m ² /jour	/m ² /sem	/m ² /mois	/m ² /an	Superficie ≤50m ² /jour	Superficie ≥50m ² /jour
Accotements , trottoir, zone stationnement	2,70€	10,90€	21,80€	218,40€		
Place publique	5,50€	27,30€	43,70€	436,80€	163,80€	327,60€

Parcs et espaces verts	10,90€	54,60€	109,20€			
------------------------	--------	--------	---------	--	--	--

2027	/m²/jour	/m²/sem	/m²/mois	/m²/an	Superficie ≤50m²/jour	Superficie ≥50m²/jour
Accotements , trottoir, zone stationnement	2,80€	11,50€	22,90€	229,30€		
Place publique	5,80€	28,70€	45,90€	458,60€	172€	344€
Parcs et espaces verts	11,50€	57,30€	114,70€			

2028	/m²/jour	/m²/sem	/m²/mois	/m²/an	Superficie ≤ 50m²/jour	Superficie ≥ 50m²/jour
Accotements , trottoir, zone stationnement	2,90€	12,10€	24,10€	240,80€		
Place publique	6,10€	30,10€	48,20€	481,50€	180,60€	361,20€
Parcs et espaces verts	12,10€	60,20€	120,40€			

Chaque journée, semaine, mois, année entamé est dû.

Toute fraction de m² compte pour 1m²

Un forfait minimum de 16,40€ par jour sera dû automatiquement pour toute occupation en 2026. Ce forfait minimum s'élève à 17,20€ en 2027 et à 18,10€ en 2028.

7.1.2 Activités spécifiques

2026	/jour	/semaine	/mois	/an
------	-------	----------	-------	-----

Distributi on flyers/ ou échantill ons	81,90€ /personne distribuant											
Cours collectifs en	≤ 10 pers	> 10 pers	≥ 20 pers	≤ 10 pers	> 10 pers	≥ 20 pers	≤ 10 pers	> 10 pers	≥ 20 pers	≤ 10 pers	> 10 pers	≥ 20 pers
lien avec une activité sportive ou artistique	27,3€	38,20 €	54,60 €	81,90 €	114,7 0€	163,8 0€	273€	382,2 0€	546€	2.730 €	3.822 €	5.460 €

2027	/jour			/semaine			/mois			/an		
Distributi on flyers/ ou échantill ons	86€ /personne distribuant											
Cours collectifs en	≤ 10 pers	> 10 pers	≥ 20 pers	≤ 10 pers	> 10 pers	≥ 20 pers	≤ 10 pers	> 10 pers	≥ 20 pers	≤ 10 pers	> 10 pers	≥ 20 pers
lien avec une activité sportive ou artistique	28,70 €	40,10 €	57,30 €	86€	120,4 0€	172€	286,7 0€	401,3 0€	573,3 0€	2.866, 50€	4.013, 10€	5.733 €

2028	/jour			/semaine			/mois			/an		
Distributi on flyers/ ou échantill ons	90,30€ /personne distribuant											
Cours	≤ 10 pers	> 10 pers	≥ 20 pers	≤ 10 pers	> 10 pers	≥ 20 pers	≤ 10 pers	> 10 pers	≥ 20 pers	≤ 10 pers	> 10 pers	≥ 20 pers

collectifs en lien avec une activité sportive ou artistique	30,10 €	42,10 €	60,20 €	90,30 €	126,40 €	180,60 €	301€	421,40 €	602€	3.009,80 €	4.213,80 €	6.019,70 €
---	---------	---------	---------	---------	----------	----------	------	----------	------	------------	------------	------------

Chaque journée, semaine, mois, année entamé est dû.

7.1.3 Objets spécifiques

2026	/jour	/semaine	/mois	/an
oir commercial à , objet non lié à ne activité rciale attenante :			54,60€	
istributeur tique de produits :			81,90€ /distributeur se limitant à un seul type de produit	
	À majorer de 10,90€ /mois /type de produit supplémentaire.			
	109,20€ /m²	409,50/m²		
quage au sol :	La redevance est maintenue aussi longtemps que le nettoyage complet de la voirie n'est pas effectué.			

2027	/jour	/semaine	/mois	/an
oir commercial à , objet non lié à ne activité rciale attenante :			57,30€	
istributeur tique de produits :			86€ /distributeur se limitant à un seul type de produit	
	À majorer de 11,50€ /mois /type de produit supplémentaire.			
	114,70€ /m²	430/m²		
quage au sol :	La redevance est maintenue aussi longtemps que le nettoyage complet de la voirie n'est pas effectué.			

2028	/jour	/semaine	/mois	/an
oir commercial à , objet non lié à ne activité rciale attenante :			60,20€	
istributeur tique de produits :			90,30€ /distributeur se limitant à un seul type de produit	
	À majorer de 12,10€ /mois /type de produit supplémentaire.			
	120,40€ /m²	451,50/m²		
uage au sol :	La redevance est maintenue aussi longtemps que le nettoyage complet de la voirie n'est pas effectué.			

Chaque unité (journée, semaine, mois, année) entamée est due.

Article 8 : Contrôle

Le redevable est tenu de fournir à l'administration communale tous les renseignements qui lui sont réclamés aux fins de vérifier l'exacte perception de la redevance.

Article 9 : Exonérations

§ 1. Le redevable qui estime pouvoir bénéficier de l'exonération de la redevance doit, en tout état de cause, demander l'autorisation préalable d'occuper la voie publique au Collège des Bourgmestre et échevins et ce, conformément à l'article 2 du présent règlement. En outre, il précise dans sa demande d'autorisation les motifs sur base desquels il estime pouvoir bénéficier de l'exonération.

A défaut d'autorisation, l'exonération ne sera pas accordée.

§ 2. Est exonérée de la redevance :

1. La terrasse d'un horeca.
2. Un étalage de marchandises : par « étalage de marchandises », il faut entendre l'endroit où le commerçant expose ses marchandises contre la façade de son commerce.
3. L'occupation dans le cadre d'une manifestation philanthropique.
4. L'occupation organisée en partenariat avec la Commune d'Uccle.
5. L'occupation de la voie publique devant un établissement commercial lorsqu'elle est liée à l'activité de celui-ci. Dans le cas où l'occupation de la voie publique devant l'établissement commercial ne s'avère pas possible, le commerçant qui occupe un emplacement situé dans un

périmètre de maximum 50m autour de son commerce bénéficiera également de l'exonération de la redevance.

L'exonération accordée au redevable ne le dispense en aucun cas du paiement redevances ou taxes dues en vertu d'autres règlements, en ce compris la réservation de panneaux de stationnement.

Article 10 : Paiement de la redevance

Le redevable est tenu de verser à la Commune d'Uccle, avant le début de l'occupation ou de l'activité, le montant de la redevance y correspondant et/ou figurant dans la lettre d'autorisation, à défaut de quoi, l'autorisation ne sera pas valable.

Article 11 : Recouvrement

A défaut de paiement, le recouvrement de cette redevance sera poursuivi sur la base de l'article 137bis de la Nouvelle Loi Communale ou, le cas échéant, par la voie judiciaire.

Article 12 : Entrée en vigueur

Le présent règlement-redevance abroge et remplace au 1er janvier 2026 le règlement-taxe relatif à l'occupation de la voie publique à des fins commerciales ou à des fins de publicité à caractère commercial, adopté par le Conseil communal lors de sa séance du 24 novembre 2022.

Il entre en vigueur à partir le 1er janvier 2026, moyennant l'accomplissement des formalités prévues aux articles 112 et 114 de la Nouvelle Loi Communale.

Vergoedingsreglement op de bezetting van de openbare weg voor commerciële doeleinden of reclamadoeleinden van commerciële aard.- Wijzigingen en vernieuwing.

De raad,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 137bis van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet, dat de gemeentes verplicht een begrotingsevenwicht te hebben;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het Algemeen Politiereglement van Ukkel, gemeenschappelijk aan de 19 Brusselse gemeenten;

Overwegende dat de inname van het openbaar domein voor commerciële doeleinden of reclamadoeleinden van commerciële aard een privégebruik van een openbaar goed vormt;

Dat de bezetting van het gemeentelijk domein voor commerciële doeleinden of reclaimedoeleinden van commerciële aard overigens kosten voor de gemeente veroorzaakt, die meer bepaald samenhangen met de administratieve verwerking van de aanvraag en de openbare reinheid, veiligheid en rust;

Overwegende dat het bijgevolg wenselijk is dat de begunstigden van een toelating voor een bezetting of een activiteit uitgevoerd voor commerciële doeleinden of reclaimedoeleinden van commerciële aard en beoogd in het onderhavige reglement betalen voor het gebruik van het openbaar domein en bijdragen in de kosten die uit hoofde van de gemeente veroorzaakt worden door de betaling van een vergoeding;

Aangezien het belastingreglement op de bezetting van de openbare weg voor commerciële doeleinden of reclaimedoeleinden van commerciële aard, goedgekeurd door de gemeenteraad in zitting van 24 november 2022, afloopt op 31 december 2025;

Overwegende dat het tarief van de vergoeding jaarlijks met 5 % aangepast moet worden;

Overwegende dat het wenselijk lijkt de bezettingen die aangevraagd worden in het kader van filantropische manifestaties vrij te stellen aangezien ze als enig doel het algemeen belang hebben door middel van hulpacties aan personen in nood;

Overwegende dat het wenselijk lijkt de bezettingen die aangevraagd worden in het kader van een samenwerking met het gemeentebestuur vrij te stellen aangezien ze het mogelijk maken de gemeente Ukkel te promoten, het sociaal netwerk versterken door banden te smeden en ontmoetingsplekken aan te bieden en bijdragen aan de stedelijke identiteit en aan de toeristische aantrekkingskracht van de plaats;

Overwegende dat het, om redenen van steun, wenselijk is om de kosteloosheid te behouden voor de bezettingen die beoogd werden in het vorige reglement, zoals het terras van een horecazaak, de uitstalling van koopwaar en, in het algemeen, de bezetting van de openbare weg voor een handelszaak wanneer ze samenhangt met de activiteit ervan;

Dat deze bezettingen immers gunstig zijn inzake creëren van werkgelegenheid, dynamisering van de lokale economie, animatie van de handelskernen en/of andere wijken, bevordering van korte distributieketens, aanmoediging van het gebruik van zachte vervoerwijzen, enz.;

Overwegende dat het reglement als volgt vernieuwd en aangepast moet worden voor een termijn van drie jaar, met ingang van 1 januari 2026;

Besluit :

- het volgende reglement goed te keuren:

Vergoedingsreglement op de bezetting van de openbare weg voor commerciële doeleinden of reclaimedoeleinden van commerciële aard

Artikel 1: Toepassingsveld en definities

Er wordt van 1 januari 2026 tot en met 31 december 2028 een vergoeding geheven op de bezetting van de openbare weg voor commerciële doeleinden of reclaimedoeleinden van commerciële aard.

Het onderhavige reglement heeft ook als doel de voorwaarden en de procedure voor de afgifte van de toelating, het tarief, de betaal- en controlemodaliteiten van deze vergoeding te definiëren.

De in het onderhavige reglement bedoelde bezetting omvat elk gebruik van de openbare weg door de aanwezigheid van materiële goederen, wegmarkeringen of natuurlijke personen.

Onder "openbare weg" wordt verstaan: de openbare weg inclusief de bermen, de trottoirs, de voetpaden, de openbare pleinen en de openbare parken.

Onder "commerciële doeleinden" wordt verstaan: elke economische activiteit inzake de aankoop en verkoop van goederen en dienstverrichtingen om een voordeel of een winst te realiseren.

Onder "reclame van commerciële aard" wordt verstaan: elke reclame die - expliciet of impliciet ondernemingen of bepaalde producten vermeldt of reclame die, op een directe of verhullende wijze, de lezer verwijst naar advertenties of die moet signaleren, laten kennismaken, aanbevelingen doet inzake ondernemingen, producten of diensten om een commerciële transactie te verkrijgen of die één of meerdere advertenties bevat van particulieren of ondernemers inzake roerende of onroerende transacties of die één of meerdere aanbiedingen van betaalde diensten bevat.

Onder "werkdag" wordt verstaan: de dagen van maandag tot vrijdag, uitgezonderd feestdagen.

Artikel 2: Voorafgaande toelatingsaanvraag voor de bezetting van de openbare weg

§1. Elke bezetting van de openbare weg voor commerciële doeleinden of reclaimedoeleinden van commerciële aard vereist een voorafgaande schriftelijke toelating van de burgemeester of het college van burgemeester en schepenen, naargelang de aard van de bezetting.

§2. De toelatingsaanvraag moet ingediend worden via het officiële formulier, dat beschikbaar is op de website van de gemeente, en opgestuurd worden naar algemenezaken@ukkel.brussels of persoonlijk afgegeven worden, enkel op afspraak (02/605.11.32), op de dienst Algemene Zaken. Deze aanvraag bevat in elk geval de plaats, de geplande begin- en einddatum van de bezetting of de activiteit, de aard/het voorwerp van de bezetting of de activiteit en de geraamde oppervlakte die bezet zal worden.

De volledige aanvraag moet uiterlijk 10 werkdagen voor de geplande begindatum van de bezetting of de activiteit ingediend worden, voor 12 uur 's middags. Laattijdige aanvragen worden niet in aanmerking genomen.

§3. De verkrijging van de onderhavige toelating ontslaat de belastingplichtige er niet van de andere toelatingen aan te vragen en te verkrijgen die noodzakelijk zijn voor de bezetting van de openbare weg, inclusief de reservering van parkeerverbodsborden.

§4. Bovenop de verplichtingen die voorgeschreven zijn door het onderhavige vergoedingsreglement moet de aanvrager vooraf alle toelatingen verkregen hebben waarin de toepasselijke wetten en reglementen voorzien.

Artikel 3: Wijziging of annulering van de toelatingsaanvraag

§1. Wanneer de aanvrager de voorwaarden van zijn toelatingsaanvraag wil wijzigen, moet hij de dienst Algemene Zaken minstens 3 werkdagen voor de effectieve inwerkingtreding van deze wijzigingen op de hoogte brengen, via mail naar algemenezaken@ukkel.brussels. Laattijdige aanvragen worden niet in aanmerking genomen.

§2. Wanneer de aanvrager de periode van zijn toelating wil verlengen, moet hij dit minstens 5 werkdagen voor de effectieve inwerkingtreding van deze vraag aanvragen aan de dienst Algemene Zaken, via mail naar algemenezaken@ukkel.brussels. Laattijdige aanvragen worden niet in aanmerking genomen.

§3. Indien de aanvrager van zijn toelating wil afzien voor de bezetting van de openbare weg, moet hij de dienst Algemene Zaken minstens 3 werkdagen voor het oorspronkelijke begin van de toelating op de hoogte brengen, via mail naar algemenezaken@ukkel.brussels.

Hij wordt bovendien verzocht een bedrag van € 25 te betalen, dat de administratiekosten dekt die de verwerking van het dossier met zich meebrengt.

§4. Indien de aanvrager van zijn toelating wil afzien tijdens de bezetting van de openbare weg, moet hij de dienst Algemene Zaken zo snel mogelijk op de hoogte brengen, via mail naar algemenezaken@ukkel.brussels.

Desgevallend zal de vergoeding verschuldigd zijn naar rato van de periode vanaf de aanvang van de bezetting tot de datum van de aangifte ervan te willen afzien.

Artikel 4: Verplichtingen van de belastingplichtige

§1. De afgeleverde toelating voor de tijdelijke bezetting van de openbare weg is precair, herroepbaar, persoonlijk en niet overdraagbaar en houdt geen verantwoordelijkheid in vanwege de gemeente.

§2. De gemeente is niet aansprakelijk voor schade van gelijk welke aard die rechtstreeks of onrechtstreeks het resultaat zou kunnen zijn van de al dan niet foutieve uitvoering van de activiteit of de bezetting die beoogd is door de toelating.

§3. De toelating voor de tijdelijke bezetting van de openbare weg kan te allen tijde ingetrokken worden indien het algemeen belang dit vereist, en dit zonder opzegtermijn en zonder enige vergoeding.

Bij gebrek aan naleving van het bevel om de openbare weg vrij te maken worden de plaatsen door het gemeentebestuur vrijgemaakt op kosten en risico van de belastingplichtige.

§4. De betaling van de vergoeding houdt geen enkele toezichtsplicht in vanwege de gemeente.

De privatieve bezetting van het openbaar domein gebeurt op risico en onder de verantwoordelijkheid van de begunstigde van de toelating.

§5. Na afloop van de toelating moet de bezetter de plaatsen terug in de oorspronkelijke staat brengen, die verondersteld worden in perfecte staat van onderhoud en netheid te zijn, en eventueel afval verwijderen.

§6. De belastingplichtige moet de bepalingen van het gemeenschappelijk Algemeen Politiereglement van de 19 Brusselse gemeenten in acht nemen, meer bepaald de verplichting om op het trottoir een doorgang van 1,50 meter voor voetgangers te behouden, alsook het respect voor de openbare rust.

Artikel 5: Bezetting zonder toelating

§1. Bij gebrek aan toelating moet de onregelmatige bezetting of activiteit die vastgesteld wordt door een hiertoe gemachtigde gemeenteambtenaar onmiddellijk stopgezet worden en moeten de plaatsen in hun oorspronkelijke staat hersteld worden. Bij gebrek aan naleving van het bevel om de openbare weg vrij te maken worden de plaatsen door het gemeentebestuur vrijgemaakt op kosten en risico van de belastingplichtige.

§2. De sanctionerend ambtenaar kan een gemeentelijke administratieve sanctie van hoogstens € 500 opleggen.

§3. Bovenop de eventuele voornoemde administratieve sanctie wordt de onregelmatige bezetting, activiteit of specifiek voorwerp die vastgesteld wordt door een hiertoe gemachtigde gemeenteambtenaar verondersteld begonnen te zijn op de maandag van de week waarin de vaststelling verricht wordt. In dit kader is er een vergoeding verschuldigd overeenkomstig de bepalingen van artikel 7 van het onderhavige reglement.

Artikel 6: Belastingplichtige

De vergoeding is verschuldigd door de aanvrager (natuurlijke persoon of rechtspersoon) van de toelating voor de tijdelijke bezetting van de openbare weg.

Artikel 7: Tarieven

De vergoeding is verschuldigd van de eerste tot de laatste dag van bezetting van de openbare weg.

De tarieven worden op 1 januari van elk jaar met 5 % geïndexeerd, overeenkomstig de onderstaande tabellen. In geval van decimalen worden de bedragen na de komma afgerond op het dichtstbijzijnde tental, naar beneden of naar boven.

7.1 Het bedrag van de vergoeding wordt als volgt berekend:

7.1.1 Andere bezettingen dan bedoeld in artikel 7.1.3

2026	/m ² /dag	/m ² /week	/m ² /maand	/m ² /jaar	Oppervlakte ≤ 50 m ² /dag	Oppervlakte ≥ 50 m ² /dag
Bermen, trottoir, parkeerzone	€ 2,70	€ 10,90	€ 21,80	€ 218,40		
Openbaar plein	€ 5,50	€ 27,30	€ 43,70	€ 436,80	€ 163,80	€ 327,60
Parken en groene ruimtes	€ 10,90	€ 54,60	€ 109,20			

2027	/m ² /dag	/m ² /week	/m ² /maand	/m ² /jaar	Oppervlakte ≤ 50 m ² /dag	Oppervlakte ≥ 50 m ² /dag
Bermen, trottoir, parkeerzone	€ 2,80	€ 11,50	€ 22,90	€ 229,30		
Openbaar plein	€ 5,80	€ 28,70	€ 45,90	€ 458,60	€ 172	€ 344
Parken en groene ruimtes	€ 11,50	€ 57,30	€ 114,70			

2028	/m ² /dag	/m ² /week	/m ² /maand	/m ² /jaar	Oppervlakte ≤ 50 m ² /dag	Oppervlakte ≥ 50 m ² /dag
Bermen, trottoir, parkeerzone	€ 2,90	€ 12,10	€ 24,10	€ 240,80		
Openbaar plein	€ 6,10	€ 30,10	€ 48,20	€ 481,50	€ 180,60	€ 361,20
Parken en groene ruimtes	€ 12,10	€ 60,20	€ 120,40			

Elke begonnen dag, week, maand, jaar is verschuldigd.

Elk gedeelte van een m² telt voor 1 m².

Er is automatisch een minimumforfait van € 16,40 per dag verschuldigd voor elke bezetting in 2026. Dit minimumforfait beloopt € 17,20 in 2027 en € 18,10 in 2028.

7.1.2 Specifieke activiteiten

2026	/dag			/week			/maand			/jaar		
Verdeling van flyers en/of stalen	€ 81,90/persoon die verdeelt											
Groepslessen	≤ 10 pers.	> 10 pers.	≥ 20 pers.	≤ 10 pers.	> 10 pers.	≥ 20 pers.	≤ 10 pers.	> 10 pers.	≥ 20 pers.	≤ 10 pers.	> 10 pers.	≥ 20 pers.
met betrekking tot een sportieve of artistieke activiteit	€ 27,30	€ 38,20	€ 54,60	€ 81,90	€ 114,70	€ 163,80	€ 273	€ 382,20	€ 546	€ 2.730	€ 3.822	€ 5.460

2027	/dag			/week			/maand			/jaar		
Verdeling van flyers en/of stalen	€ 86/persoon die verdeelt											
Groepslessen	≤ 10 pers.	> 10 pers.	≥ 20 pers.	≤ 10 pers.	> 10 pers.	≥ 20 pers.	≤ 10 pers.	> 10 pers.	≥ 20 pers.	≤ 10 pers.	> 10 pers.	≥ 20 pers.
met betrekking tot een sportieve of artistieke activiteit	€ 28,70	€ 40,10	€ 57,30	€ 86	€ 120,40	€ 172	€ 286,70	€ 401,30	€ 573,30	€ 2.866,50	€ 4.013,10	€ 5.733

2028	/dag			/week			/maand			/jaar		
------	------	--	--	-------	--	--	--------	--	--	-------	--	--

Verdeling van flyers en/of stalen	€ 90,30/persoon die verdeelt											
Groepslessen	≤ 10 pers.	> 10 pers.	≥ 20 pers.	≤ 10 pers.	> 10 pers.	≥ 20 pers.	≤ 10 pers.	> 10 pers.	≥ 20 pers.	≤ 10 pers.	> 10 pers.	≥ 20 pers.
met betrekking tot een sportieve of artistieke activiteit	€ 30,10	€ 42,10	€ 60,20	€ 90,30	€ 126,40	€ 180,60	€ 301	€ 421,40	€ 602	€ 3.009,80	€ 4.213,80	€ 6.019,70

Elke begonnen dag, week, maand, jaar is verschuldigd.

7.1.3 Specifieke voorwerpen

2026	/dag	/week	/maand	/jaar
merciële display, r bepaald eenwerp dat nietnden is aan eenlgrenzende merciële activiteit:			€ 54,60	
artistische verdeler 1 producten:			€ 81,90/verdeler die zich beperkt tot een type product	
	Te vermeerderen met € 10,90/maand/extra type product.			
gmarkering:	€ 109,20/m²	€ 409,50/m²		
	De vergoeding wordt behouden zolang de weg niet volledig schoongemaakt is.			
2027	/dag	/week	/maand	/jaar

verciële display, r bepaald een werp dat niet nden is aan een igrenzende verciële activiteit:			€ 57,30	
atische verdeler n producten:			€ 86/verdeler die zich beperkt tot een type product	
	Te vermeerderen met € 11,50/maand/extra type product.			
gmarkering:	€ 114,70/m²	€ 430/m²		
	De vergoeding wordt behouden zolang de weg niet volledig schoongemaakt is.			

2028	/dag	/week	/maand	/jaar
verciële display, r bepaald een werp dat niet nden is aan een igrenzende verciële activiteit:			€ 60,20	
atische verdeler n producten:			€ 90,30/verdeler die zich beperkt tot een type product	
	Te vermeerderen met € 12,10/maand/extra type product.			
gmarkering:	€ 120,40/m²	€ 451,50/m²		
	De vergoeding wordt behouden zolang de weg niet volledig schoongemaakt is.			

Elke begonnen eenheid (dag, week, maand, jaar) is verschuldigd.

Artikel 8: Controle

De belastingplichtige moet het gemeentebestuur alle inlichtingen bezorgen die opgevraagd worden om de correcte inning van de vergoeding na te gaan.

Artikel 9: Vrijstellingen

§1. De belastingplichtige die van mening is aanspraak te kunnen maken op de vrijstelling van de vergoeding moet in ieder geval aan het college van burgemeester en schepenen de voorafgaande toelating vragen om de openbare weg te bezetten en dit overeenkomstig artikel 2 van het onderhavige

reglement. Hij moet in zijn aanvraag bovendien de redenen vermelden waarom hij van mening is een vrijstelling te kunnen bekomen.

Bij gebrek aan een toelating zal er geen vrijstelling toegekend worden.

§2. Worden vrijgesteld van de vergoeding:

1. Het terras van een horecazaak;
2. Een uitstalling van koopwaar; onder "uitstalling van koopwaar" wordt verstaan: de plaats waar een exploitant zijn koopwaar uitstalt tegen de gevel van zijn handelszaak;
3. De bezetting in het kader van een filantropische manifestatie;
4. De bezetting in samenwerking met de gemeente Ukkel;
5. De bezetting van de openbare weg voor een handelszaak indien ze verbonden is aan de activiteit ervan. Indien de bezetting van de openbare weg voor de handelszaak niet mogelijk blijkt, zal de handelaar die een plaats bezet binnen een perimeter van hoogstens 50 meter rond zijn zaak eveneens genieten van de vrijstelling van de vergoeding.

De aan de belastingplichtige toegekende vrijstelling ontslaat hem in geen enkel geval van de verplichting tot betaling van de vergoedingen of belastingen die verschuldigd zijn krachtens andere reglementen, inclusief de reservering van parkeerverbodsborden.

Artikel 10: Betaling van de vergoeding

De belastingplichtige moet voor het begin van de bezetting of de activiteit het bedrag van de overeenkomstige vergoeding en/of die in de toelatingsbrief staat betalen aan de gemeente Ukkel, zo niet is de toelating niet geldig.

Artikel 11: Invordering

Bij gebrek aan betaling zal de invordering van deze vergoeding gebeuren op basis van artikel 137bis van de Nieuwe Gemeentewet of desgevallend via juridische weg.

Artikel 12: Invoegetreiding

Het onderhavige vergoedingsreglement trekt op 1 januari 2026 het belastingreglement op de bezetting van de openbare weg voor commerciële doeleinden of reclamadoeleinden van commerciële aard, goedgekeurd door de gemeenteraad in zitting van 24 november 2022, in en vervangt het.

Het treedt in werking op 1 januari 2026 middels de uitvoering van de formaliteiten bepaald in artikel 112 en 114 van de Nieuwe Gemeentewet.

DÉPARTEMENT AFFAIRES SOCIALES ET ÉCONOMIQUES - DEPARTEMENT SOCIALE EN ECONOMISCHE ZAKEN

Prévention - Preventie

9 **Prévention. - Subvention dans le cadre de la prolongation 2025 du Plan local de Prévention et de Proximité 2022-2024**

Le Conseil,

Vu la décision du Conseil du 27 novembre 2025 approuvant la convention entre la commune et la Région de Bruxelles-Capitale relative à la prolongation pour le premier semestre 2025 du PLPP; Vu l'arrêté du 4 décembre 2025 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale accordant une subvention de 799.878,00 euros à la commune d'Uccle pour 2025 dans le cadre de la prolongation 2025 du Plan local de Prévention et de Proximité 2022-2024 (abrégé PLPP 2025);
Considérant que conformément à l'article 2§7 de l'arrêté susmentionné, l'octroi de la subvention est subordonné à la signature d'une convention;
Considérant que cette convention couvre le financement du deuxième semestre 2025 ;

Décide d'approuver la convention entre la commune et la Région de Bruxelles-Capitale relative au PLPP 2025 en annexe.

Preventie - Subsidie in het kader van de verlenging 2025 van het Lokaal Preventie- en Nabijheidsplan 2022-2024

De raad,

Gelet op de beslissing van de raad van 27 november 2025 tot goedkeuring van de overeenkomst tussen de gemeente en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de verlenging van het PLPP voor het eerste semester van 2025;
Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 4 december 2025 houdende toekenning van een subsidie van € 799.878,00 aan de gemeente Ukkle voor 2025 in het kader van de verlenging 2025 van het Lokaal Preventie- en Nabijheidsplan 2022-2024 (afgekort LPNP 2025);
Aangezien overeenkomstig artikel 2 §7 van het voornoemde besluit de toekenning van de subsidie afhankelijk is van de ondertekening van een overeenkomst;
Overwegende dat deze overeenkomst de financiering van het tweede semester van 2025 dekt;

Beslist de overeenkomst tussen de gemeente en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met betrekking tot het LPNP 2025 in de bijlage goed te keuren.

10 **Service Prévention - Convention entre la Commune d'Uccle et l'ASBL Pro Velo – Année scolaire 2025-2026**

Le Conseil,

Vu la décision du Conseil du 28 novembre 2024 approuvant la convention entre la Commune d'Uccle et l'ASBL Pro Velo pour l'année scolaire précédente (2024-2025) qui prévoit l'accompagnement des

entrainements pour le « brevet du Cycliste » pour les écoles des Églantiers, de Regina-Pacis et de la Petite École;

Considérant que l'association assure la délivrance des « brevets du cycliste » un document officiellement soutenu par la Région de Bruxelles-Capitale, la Région wallonne et la Fédération Wallonie-Bruxelles, délivré à l'issue d'un examen théorique et pratique organisé conformément au programme du Brevet du Cycliste, attestant la maîtrise d'un savoir-faire cycliste adapté pour circuler à vélo de façon responsable et respectueuse dans la circulation urbaine;

Considérant que le dispositif « Brevet du Cycliste » demeure opérationnel depuis 2008 et permet à des classes issues de dix écoles uccloises de bénéficier d'un accompagnement assuré conjointement par la commune et par l'ASBL Pro Velo;

Considérant que depuis 2019 la commune soutient l'ASBL pour assurer l'accompagnement de classes supplémentaires;

Considérant que cette année encore, parmi ces dix établissements, sept disposent d'un financement régional, mais nécessitent néanmoins la présence des Gardiens de la Paix pour l'encadrement lors des sorties sur le terrain, un formateur ne pouvant, à lui seul, assurer un suivi adéquat d'une classe entière circulant à vélo;

Qu'il y a lieu de maintenir le soutien à l'ASBL PRO VELO pour l'accompagnement des écoles des Églantiers (trois classes), de Regina-Pacis (une classe) et de la Petite École (deux classes) via l'octroi d'un subside de fonctionnement de 15.750,00 euros l'année scolaire 2025-2026;

Considérant qu'une convention encadre l'organisation de l'action, les modalités de paiement du subside ainsi que les droits et obligations des partenaires; Que cette convention se trouve en annexe du dossier; Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Décide :

D'approuver la convention entre la Commune d'Uccle et l'ASBL PRO VELO pour l'année scolaire 2025-2026.

Preventiedienst - Overeenkomst tussen de gemeente Ukkel en vzw Pro Velo - Schooljaar 20252026

De raad,

Gelet op de beslissing van de raad van 28 november 2024 tot goedkeuring van de overeenkomst tussen de gemeente Ukkel en vzw Pro Velo voor het vorige schooljaar (2024-2025), die voorziet in de begeleiding van de trainingen voor het "Fietsbrevet" voor school Les Églantiers, Regina-Pacis en La Petite École;

Overwegende dat de vereniging de afgifte van de "Fietsbrevetten" verzekert, een document dat officieel ondersteund wordt door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, het Waals Gewest en de Federatie Wallonië-Brussel, uitgereikt na een theoretisch en praktisch examen georganiseerd overeenkomstig het programma van het Fietsbrevet, dat de beheersing aantoont van aangepaste fietstechnieken om op een verantwoorde en respectvolle manier in het stedelijk verkeer te fietsen; Overwegende dat de voorziening "Fietsbrevet" sinds 2018 operationeel blijft en ervoor zorgt dat klassen uit tien Ukkelse scholen begeleiding kunnen krijgen, die gezamenlijk door de gemeente en vzw Pro Velo verzekerd wordt;

Overwegende dat de gemeente de vzw sinds 2019 ondersteunt om de begeleiding van extra klassen te verzekeren;

Overwegende dat zeven van deze tien instellingen dit jaar nog een gewestelijke financiering krijgen maar echter de aanwezigheid van de gemeenschapswachten nodig hebben voor de omkadering tijdens uitstappen op het terrein, aangezien een opleider in zijn eentje geen gepaste opvolging van een volledige klas op de fiets kan verzekeren;

Overwegende dat de steun aan vzw Pro Velo voor de begeleiding van school Les Églantiers (drie klassen), Regina-Pacis (een klas) en La Petite École (twee klassen) behouden moet worden via de toekenning van een werkingssubsidie van € 15.750,00 in schooljaar 2025-2026;

Overwegende dat een overeenkomst de organisatie van de actie, de betalingsmodaliteiten van de subsidie en de rechten en plichten van de partners omkadert; Dat deze overeenkomst in de bijlage bij het dossier zit;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist:

De overeenkomst tussen de gemeente Ukkel en vzw Pro Velo voor schooljaar 2025-2026 goed te keuren.

DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN

Manifestations publiques - Openbare manifestaties

11 Règlement-redevance relatif à l'occupation d'un emplacement pour les activités foraines et les activités ambulantes de gastronomie foraine sur les fêtes foraines publiques et sur le domaine public en dehors des fêtes foraines publiques.- Exercice 2025.- Adoption.

Le Conseil,

Vu les articles 170, §4, et 173 de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 137bis de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la loi du 25 juin 1993 sur l'exercice et l'organisation des activités ambulantes et foraines ; Vu l'arrêté royal du 24 septembre 2006 relatif à l'exercice et à l'organisation des activités foraines et des activités ambulantes de gastronomie foraine ;

Vu le règlement relatif aux activités foraines et aux activités ambulantes de gastronomie foraine sur les fêtes foraines publiques et sur le domaine public en dehors des fêtes foraines publiques ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Considérant que les fêtes foraines organisées par la commune nécessitent une gestion coordonnée de l'espace public et des services communaux;

Considérant que les activités foraines organisées isolément, en dehors de tout cadre de fête foraine communale, engendrent une charge administrative et logistique proportionnellement plus importante pour la commune;

Considérant enfin que les activités foraines organisées dans le cadre d'une brocante, braderie ou autre événement géré par un comité de quartier ou de commerçants ne nécessitent pas d'intervention communale directe et relèvent de l'organisation privée;

Vu le règlement-redevance relatif à l'occupation d'un emplacement pour les activités foraines et les activités ambulantes de gastronomie foraine sur les fêtes foraines publiques et sur le domaine public en dehors des fêtes foraines publiques, approuvé par le Conseil communal lors de sa séance du 24 avril 2025 ;

Considérant que ce règlement redevance a expiré en date du 31 décembre 2025 ;

Considérant que le règlement général portant sur les fêtes foraines fera également l'objet d'une mise à jour et sera soumis au conseil en 2026; considérant que les changements portent sur la modification de montants des redevances et que les montants proposés sont les suivants :

<u>règlement redevance activités foraines 2026</u>	<u>règlement redevance activités foraines 2025</u>
Pour l'occupation d'un emplacement pour les activités foraines et les activités ambulantes de gastronomie foraine sur les fêtes foraines publiques: - métier de plus de 10 mètres courant : 33 €/mètre courant de la façade la plus longue du métier; - - métier de 10 mètres courant ou moins : 28 €/mètre courant de la façade la plus longue du métier.	Pour l'occupation d'un emplacement pour les activités foraines et les activités ambulantes de gastronomie foraine sur les fêtes foraines publiques: - métier de plus de 10 mètres courant : 30 €/mètre courant de la façade la plus longue du métier; - métier de 10 mètres courant ou moins : 25 €/mètre courant de la façade la plus longue du métier.
Pour l'occupation d'un emplacement pour les activités foraines et les activités ambulantes de gastronomie foraine sur le domaine public en dehors des fêtes foraines publiques : - 6 €/mètre courant (de la façade la plus longue du métier) par installation par jour	Pour l'occupation d'un emplacement pour les activités foraines et les activités ambulantes de gastronomie foraine sur le domaine public en dehors des fêtes foraines publiques : - 5 €/mètre courant (de la façade la plus longue du métier) par installation par jour
15 € pour l'ouverture et le placement de cols de cygne ainsi que pour la consommation d'eau.	13 € pour l'ouverture et le placement de cols de cygne ainsi que pour la consommation d'eau.

considérant également que des changements ont été apportés au niveau des exonérations de la redevance en cas d'annulations pour cause d'intérêt général; considérant que le règlement se trouve en annexe à ce rapport ainsi qu'une version comparative des deux règlements; considérant que le nouveau règlement porte sur les 5 prochaines années, soit la durée des abonnements, Décide :

-d'adopter le règlement-redevance relatif à l'occupation d'un emplacement pour les activités foraines et les activités ambulantes de gastronomie foraine sur les fêtes foraines publiques et sur le domaine public en dehors des fêtes foraines tel qu'annexé.

Retributiesreglement betreffende de bezetting van een standplaats voor kermisattracties en ambulante vestigingen van kermisgastronomie op openbare kermissen en op het openbaar domein buiten de openbare kermissen

De raad,

Gelet op de artikelen 170, §4, en 173 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 137bis van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet dat de verplichting tot begrotingsevenwicht aan de gemeenten oplegt;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 betreffende het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de wet van 25 juni 1993 betreffende de uitoefening en de organisatie van ambulante en kermisactiviteiten;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 september 2006 betreffende de uitoefening en de organisatie van kermisactiviteiten en ambulante activiteiten van kermisgastronomie;

Gelet op het reglement betreffende de kermisactiviteiten en de ambulante activiteiten van kermisgastronomie op de openbare kermissen en op het openbaar domein buiten de openbare kermissen;

Gelet op de financiële situatie van de gemeente;

Overwegende dat de door de gemeente georganiseerde kermissen een gecoördineerd beheer van de openbare ruimte en de gemeentelijke diensten vereisen;

Overwegende dat afzonderlijk georganiseerde kermisactiviteiten, buiten een gemeentelijk kermiskader, een proportioneel grotere administratieve en logistieke belasting voor de gemeente met zich meebrengen;

Overwegende tenslotte dat de kermisactiviteiten die plaatsvinden in het kader van een rommelmarkt, braderie of ander evenement dat wordt beheerd door een wijkcomité of handelaarsvereniging, geen directe tussenkomst van de gemeente vereisen en onder de private organisatie vallen;

Gezien het retributiereglement betreffende de bezetting van een standplaats voor kermisactiviteiten en ambulante activiteiten van kermisgastronomie op de openbare kermissen en op het openbaar domein buiten de openbare kermissen, goedgekeurd door de Gemeenteraad in zijn zitting van 24 april 2025;

Overwegende dat dit retributiereglement vervallen is op 31 december 2025;

Overwegende dat het algemene reglement betreffende de openbare kermissen eveneens zal worden geactualiseerd en in 2026 aan de raad zal worden voorgelegd;

Overwegende dat de wijzigingen betrekking hebben op de aanpassing van de bedragen van de retributies en dat de voorgestelde bedragen de volgende zijn:

<u>Retributiereglement kermisactiviteiten 2026</u>	<u>Retributiereglement kermisactiviteiten 2025</u>
Voor de bezetting van een standplaats voor kermisactiviteiten en ambulante activiteiten van kermisgastronomie op de openbare kermissen: • attractie van meer dan 10 lopende meter: 33 €/lopende meter van de langste gevel van de attractie; • attractie van 10 lopende meter of minder: 28 €/lopende meter van de langste gevel van de attractie.	Voor de bezetting van een standplaats voor kermisactiviteiten en ambulante activiteiten van kermisgastronomie op de openbare kermissen: • attractie van meer dan 10 lopende meter: 30 €/lopende meter van de langste gevel van de attractie; • attractie van 10 lopende meter of minder: 25 €/lopende meter van de langste gevel van de attractie.
Voor de bezetting van een standplaats voor kermisactiviteiten en ambulante activiteiten van kermisgastronomie op het openbaar domein buiten de openbare kermissen: • 6 €/lopende meter (van de langste gevel van de attractie) per installatie per dag.	Voor de bezetting van een standplaats voor kermisactiviteiten en ambulante activiteiten van kermisgastronomie op het openbaar domein buiten de openbare kermissen: • 5 €/lopende meter (van de langste gevel van de attractie) per installatie per dag.
15 € voor het openen en plaatsen van zwanenhalskranen evenals voor het waterverbruik.	13 € voor het openen en plaatsen van zwanenhalskranen evenals voor het waterverbruik.

verwegende eveneens dat er wijzigingen zijn aangebracht op het vlak van de vrijstellingen van de retributie in geval van annuleringen om redenen van algemeen belang;

Overwegende dat het reglement als bijlage bij dit verslag is gevoegd, evenals een vergelijkende versie van beide reglementen;

Overwegende dat het nieuwe reglement betrekking heeft op de komende 5 jaar, zijnde de duur van de abonnementen; Besluit:

-het retributiereglement betreffende de bezetting van een standplaats voor kermisactiviteiten en ambulante activiteiten van kermisgastronomie op de openbare kermissen en op het openbaar domein buiten de openbare kermissen goed te keuren zoals bijgevoegd.

DÉPARTEMENT FINANCES - DEPARTEMENT FINANCIËN

Recette - Ontvangerij

12 **Règlement-général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales. Renouvellement avec modifications.**

Le Conseil,

Vu le règlement général arrêté par le conseil communal du 26 juin 2014 ;

Considérant qu'il convient de le mettre à jour afin de le mettre en conformité avec la législation en vigueur ;

Vu la Constitution, spécialement l'article 170 § 4;

Vu les dispositions applicables aux taxes communales du Code des impôts sur les revenus 1992 (CIR 92, en abrégé), spécialement le titre VII, chapitres 1^{er}, 3, 4, 6 à 9 bis ;

Vu les articles 126 à 175 de l'arrêté Royal d'exécution du CIR 92 ;

Vu la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale (1), les articles 1385 decies et undecies relatifs aux recours judiciaires contre les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Vu les articles 1413 à 1626 du Code judiciaire relatifs aux procédures de recouvrement via les huissiers de justice ; Vu la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel ;

Vu l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales (CRAF, en abrégé), et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 24 juin 2020 portant assentiment à la Charte européenne de l'autonomie locale, spécialement l'article 9.1. et 3. ;

Vu la loi du 20 novembre 2022 portant sur des dispositions fiscales et financières diverses ;

Attendu que nous tenons à préciser qu'une taxe est un prélèvement réalisé par la commune sur les moyens des contribuables situés sur son territoire ou qui y ont des intérêts, pour l'affecter à des services d'utilité publique ;

Considérant que le présent règlement vise à assurer la clarté, la transparence et la sécurité juridique dans les relations fiscales entre la commune et les redevables ;

Décide :

I. Etablissement des taxes communales

Article 1.1 : Type de taxes

§ 1er. Les taxes communales sont perçues selon deux modalités distinctes :1° La perception immédiate ;2° Le recouvrement par voie de rôle.

Le mode de perception applicable à chaque taxe est déterminé par le règlement-taxa y afférant.

Article 1.2. La perception immédiate

§1. La perception immédiate concerne les taxes dont le paiement est exigé directement au moment de leur établissement, sans inscription dans un rôle.

§2. 1° Le paiement peut être effectué par tout moyen accepté par la commune (espèces, carte, virement, paiement électronique, etc.) ;2° Un reçu ou une preuve de paiement est remis immédiatement au redevable ;3° En cas d'impossibilité de perception immédiate, la taxe est enrôlée et devient alors immédiatement exigible.

Article 1.3. Le recouvrement par voie de rôle

§1. Les dispositions suivantes s'appliquent aux taxes recouvrées par voie de rôle.Celles-ci sont établies dans un rôle qui comporte a minima les mentions suivantes :

- 1° le nom de la commune qui a établi la taxe;
- 2° le nom, le prénom ou la dénomination sociale et l'adresse du redevable;
- 3° la date et la dénomination du règlement en vertu duquel la taxe est établie;
- 4° le fait générateur, l'assiette, le taux, le calcul et le montant de la taxe ainsi que l'année d'imposition à laquelle elle se rapporte;
- 5° le numéro d'article;
- 6° la date à laquelle le Collège des Bourgmestre et Echevins a rendu le rôle de la taxe exécutoire;

§ 2 Les rôles sont arrêtés et rendus exécutoires par le Collège au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'année d'imposition par l'autorité compétente. Le receveur assure sans délai l'envoi des avis d'imposition. Cet envoi s'opère sans frais pour le redevable.

L'avertissement-extrait de rôle comprend, outre les données visées au § 1:

- la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle;
- L'échéance légale de paiement;
- le délai dans lequel une réclamation peut être introduite, la dénomination, l'adresse et les coordonnées de l'instance compétente pour la recevoir, les éventuelles formalités particulières, ainsi que la mention que le redevable ou son représentant qui souhaite être entendu doit en faire la demande explicite dans la réclamation. Le règlement ou une synthèse du règlement sur base duquel la taxe est établie, est soit repris dans l'avertissement-extrait de rôle, soit joint en annexe.

§ 3. Seul un règlement-taxé en matière de taxes recouvrées par voie de rôle peut prévoir une obligation de déclaration dans le chef des redevables.

§ 4. Les droits établis dans les rôles sont comptabilisés aux recettes de l'exercice financier au cours duquel les rôles sont rendus exécutoires.

Article 2 : Le redevable enrôlé

Il s'agit de la personne physique ou morale ou une société non dotée de la personnalité morale, une fiducie, une association sans personnalité juridique, un groupement ou une organisation quelconque visée par la taxe.

Dans le cas d'enrôlement de plusieurs redevables d'une même taxe, on parle de redevables solidaires.

Article 3 : Le codébiteur

Un codébiteur d'une taxe est une personne tenue au paiement de cette taxe, aux côtés d'une autre personne ou groupe, même si elle n'est pas inscrite sur le rôle des redevables. En d'autres termes, il s'agit d'un co-obligé qui partage la responsabilité du paiement de la taxe avec d'autres en cas de défaut de paiement du redevable principal.

Article 4 : L'agent « constateur » et/ou contrôleur

Le Collège désigne les membres du personnel communal, à l'exception du receveur, qui sont compétents pour effectuer un contrôle ou examen et faire les constatations nécessaires quant à l'application du règlement-taxé et des dispositions visées aux articles 5 et 6.

Article 5 : Contrôles et investigations

Les agents constateurs et contrôleurs désignés disposent des pouvoirs nécessaires pour exercer les contrôles fiscaux prévus par l'article 6 de l'ordonnance précitée du 3 avril 2014.

Toute personne disposant de documents, livres ou données nécessaires à l'établissement de la taxe doit les présenter sans déplacement.

Les agents ont accès aux immeubles, bâtis ou non, pendant les heures légales (5h-21h), avec accord préalable du juge ou du propriétaire sauf si l'accès est donné de plein gré.

Toute personne disposant de livres ou documents nécessaires à l'établissement de la taxe a l'obligation, lorsqu'elle en est requise par les membres du personnel de les produire sans déplacement.. Les procès-verbaux dressés par ces personnes font foi jusqu'à preuve du contraire.

Article 6 : Obligation de déclaration

Lorsqu'un règlement-taxé prévoit une obligation de déclaration, le redevable doit respecter les délais et fournir une déclaration complète, exacte et précise.

Le défaut de déclaration dans les délais prévus par le règlement-taxé ou une déclaration incorrecte, imprécise ou incomplète entraîne une taxation d'office selon les modalités des articles suivants.

Article 7 : Taxation d'office

En cas de non-respect de l'obligation déclarative, la taxe peut être établie d'office par le Collège, sur la base des informations disponibles, à moins que le règlement-taxa n'ait prévu une autre base.

Avant de procéder à la taxation d'office, le Collège, notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant l'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit. Le courrier visé ci-dessus l'informe de ce droit. La taxe ne peut être établie avant que ce délai ne soit échu.

La taxation d'office doit intervenir dans un délai de 3 ans à compter du 1er janvier de l'exercice d'imposition, prolongé à 2 ans en cas d'infraction au règlement-taxa commise dans une intention frauduleuse ou à dessein de nuire.

Article 8 : Majoration en cas de taxation d'office

Le règlement-taxa peut prévoir des majorations pour les taxes établies d'office :

- 20 % pour la première année d'absence de déclaration ou déclaration erronée/imprécise/incomplète;
- 40 % pour la deuxième année ;
- 100 % à partir de la troisième année et les suivantes.

Le montant de cette majoration est enrôlé simultanément et conjointement avec la taxe enrôlée d'office.

Article 9: Amende administrative

§1. Lorsqu'une majoration d'impôt est applicable pour une infraction donnée, aucune amende administrative supplémentaire ne peut être infligée pour cette même infraction.

§2. En revanche, si une infraction ne donne pas lieu à l'application d'une majoration d'impôt, le règlement-taxa peut prévoir l'imposition d'une amende administrative, d'un montant maximal de 500 euros pour toute infraction aux dispositions de l'Ordonnance précitée du 3 avril 2014 ou du règlement-taxa (par exemple refus de collaboration lors d'un contrôle).

§3. Les amendes administratives sont établies et recouvrées selon les règles applicables aux taxes recouvrées par voie de rôle.

Article 10 : La procédure d'enrôlement

Le contribuable qui a rentré sa déclaration dans les formes et le délai prévu par le règlement-taxa concerné est enrôlé conformément à l'article 4 de l'ordonnance du 3 avril 2014.

Cet enrôlement ne prive toutefois pas l'administration de procéder aux contrôles et investigations visés à l'article 5 du présent règlement-général et, le cas échéant, de rectifier la cotisation par la mise en œuvre de la procédure de taxation d'office s'il est constaté que la déclaration était incomplète, incorrecte ou imprécise.

II. Recouvrement des taxes communales

Article 11 – Perception immédiate des taxes

Certaines taxes peuvent être perçues immédiatement, notamment lorsqu'elles sont dues à l'occasion d'une prestation ponctuelle ou d'une utilisation directe d'un service communal.

Le paiement s'effectue au moment où la taxe est due, soit en espèces, soit par voie électronique, selon les modalités fixées par le règlement-taxé y relatif.

À défaut de paiement immédiat, ou en cas de contestation, la taxe est enrôlée, et le recouvrement se poursuit alors selon les dispositions applicables aux taxes recouvrées par voie de rôle (voir ci-après).

Article 12 – Arrêté du rôle et notification

§ 1. Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Échevins.

§ 2. Le redevable recevra, sans frais, un avertissement-extrait de rôle.

Article 13 – Paiement de la taxe enrôlée

La taxe enrôlée est payable dans les deux mois suivant l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Article 14 – Sommation de payer

§ 1. En cas de non-paiement, une sommation de payer contenant toutes les données relatives à la créance est envoyée par courrier recommandé au redevable.

§ 2. Cette sommation prend effet à partir du troisième jour ouvrable suivant son envoi. Elle ne peut être envoyée qu'après un délai de dix jours à compter du premier jour suivant l'échéance légale du paiement.

§ 3. Lorsque le redevable n'a pas de domicile connu en Belgique ou à l'étranger, la sommation est adressée au procureur du Roi à Bruxelles.

Article 15. Procédure de mise en recouvrement à l'égard du codébiteur

Le co-débiteur ne peut être poursuivi qu'après l'envoi d'une sommation de payer, accompagnée d'un duplicata de l'avertissement-extrait de rôle ou d'une copie de l'avis de perception et de recouvrement. Cette sommation doit mentionner : les causes légales ou réglementaires de la dette, ainsi que le montant dû par le codébiteur.

La sommation de payer ne peut être envoyée qu'après l'expiration d'un délai de dix jours à compter du premier jour suivant l'échéance légale de paiement de la créance fiscale.

La sommation prend effet le troisième jour ouvrable suivant la date de son envoi par courrier ordinaire.

L'envoi de l'avertissement-extrait de rôle (ou de l'avis de perception et de recouvrement) ouvre au profit du codébiteur le délai de réclamation prévu aux articles 371 et 373 du Code des

impôts sur les revenus 1992 (CIR 92). Aucune poursuite ne peut être engagée contre le codébiteur avant l'expiration de ce délai de réclamation.

Article 16 – Frais de recommandés

Les frais des envois recommandés relatifs à l'exécution du rôle, du registre de perception ou d'une décision judiciaire sont à la charge du redevable ou du codébiteur, conformément à l'article 1024 du Code judiciaire.

Article 17 – Voies d'exécution

§ 1. À l'expiration d'un délai d'un mois après la date d'effet de la sommation de payer, les créances fiscales sont recouvrées par une première voie d'exécution.

§ 2. La sommation de payer vaut mise en demeure et la créance est confiée à un huissier de justice.

Article 18 – Intérêts de retard

§ 1. En cas de non-paiement dans les délais, des intérêts de retard sont appliqués conformément à l'article 14 du CRAF.

§ 2. Le taux des intérêts est fixé chaque année par les dispositions fédérales.

§ 3. Les intérêts de retard sont recouvrés par les huissiers de justice, sur la base du titre exécutoire relatif aux taxes.

III. Réclamations et recours

Article 19: Réclamation contre la taxe

§ 1. Le redevable qui s'estime indûment imposé ou son représentant peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins.

§ 2. La réclamation doit être introduite, par écrit, signée et motivée, et, sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle ou à compter de la date de notification de l'imposition ou à compter de la date de la perception immédiate, dite aussi « perception au comptant ». Par contre, le co-débiteur dispose d'un délai d'un an à partir du sixième jour ouvrable qui suit l'envoi de la sommation envoyée au redevable enrôlé pour introduire une réclamation.

§ 3. La réclamation peut être introduite par le biais d'un support durable (moyen de communication électronique, mail).

§ 4. Le Collège, un échevin ou un membre du personnel de la commune spécialement désigné à cet effet par le Collège, à l'exception du receveur, envoie dans les quinze jours calendrier de l'introduction de la réclamation, un accusé de réception au redevable et, le cas échéant, à son représentant, d'une part, et au receveur, d'autre part. Le récépissé peut être envoyé par le biais d'un support durable, selon les modalités prévues au règlement-taxi. Si le redevable ou son représentant en fait la demande dans la réclamation, il est invité à être entendu par le Collège des Bourgmestre et Echevins lors d'une audition.

§ 5. L'introduction de la réclamation ne suspend pas l'exigibilité de l'impôt et ne dispense pas de l'obligation de payer celui-ci dans le délai prévu.

§6. Le redevable ou son représentant qui conteste la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins rendue au sujet de sa réclamation mais recherche une solution amiable au contentieux, sous la forme d'un accord qui soit conforme à la législation en vigueur, peut avoir recours à la Chambre de règlement amiable (CRAF) instituée auprès du Tribunal de Première Instance de Bruxelles. Le Collège des Bourgmestre et Echevins décidera s'il accepte ou non cette phase de conciliation. En cas d'échec, la procédure judiciaire classique pourra être poursuivie et tout ce qui a été discuté pendant la conciliation restera confidentiel.

§ 7. Le réclamant qui conteste la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en tant que juridiction administrative, peut introduire un recours en bonne et due forme auprès du tribunal de première instance.

Article 20 : Recours

La décision prise par le Collège ou l'absence de décision dans les délais visés à l'article 7 § 5, ouvre le droit à un recours auprès du Tribunal de première instance. Les articles 1385decies et 1385undecies du Code judiciaire sont applicables. Le jugement du Tribunal de première instance est susceptible d'opposition ou d'appel. L'arrêt de la Cour d'Appel peut faire l'objet d'un pourvoi en cassation. Les formes, délais, ainsi que la procédure applicable à ces recours sont réglés comme en matière d'impôts d'Etat sur le revenu et sont valables pour toutes les parties en cause.

Article 21 : Ré-enrôlement

En cas d'annulation de la taxe pour cause d'erreur matérielle ou de vice de procédure identifié à la suite d'une réclamation devant le Collège des Bourgmestre et Echevins ou d'un recours en justice, le Collège des Bourgmestre et Echevins sera tenu de ré-enrôler le contribuable dans les formes et délais prévus aux articles 355 à 357 du CIR 92.

IV. Dispositions diverses

Article 22: Prescription de la taxe

Conformément à l'article 23 du CRAF, les taxes communales se prescrivent par cinq ans à compter de la date exécutoire du rôle auquel elles sont portées. Ces dispositions s'appliquent pleinement dans le cadre du présent règlement.

Article 23 : Interruption de la prescription de la taxe

En application de l'article 24 du CRAF, une sommation de payer interruptive de prescription pourra être envoyée, via eBox ou envoi recommandé, par le Receveur communal tant au redevable qu'au codébiteur.

Article 24: Respect du R.G.P.D

Des données relatives à la situation familiale, professionnelle, financière, patrimoniale et juridique des personnes sont susceptibles d'être traitées dans le cadre des procédures de taxation, d'enrôlement, de recouvrement et de contentieux de la taxe.

Le traitement de ces données est nécessaire et justifié par les dispositions du chapitre III du Titre VII Code des Impôts sur les Revenus 1992 : «Investigations et contrôle» ainsi que par les dispositions du titre 4 du Code de recouvrement amiable et forcé: «Des pouvoirs d'investigation, des moyens de preuve et du secret professionnel des fonctionnaires chargés du recouvrement». Ces dispositions sont applicables à la taxe sans qu'il faille obtenir l'autorisation du redevable enrôlé et/ou des codébiteurs pour collecter les données ou qu'ils soient en droit d'en demander l'effacement. Le redevable enrôlé et ou les codébiteurs ont toutefois la possibilité de demander l'accès à leurs données et de les faire rectifier si celles-ci sont inexactes.

En vertu de ces dispositions, les données traitées peuvent provenir de toutes les bases de données authentiques (ex : les registres de population, le registre national, la direction de l'immatriculation des véhicules, la banque carrefour des entreprises, le registre des successions, le registre des faillites, le fichier central des avis de saisies, la banque carrefour de la sécurité sociale, etc....) ou de renseignements communiqués par le contribuable lui-même ou les codébiteurs ou provenant de personnes ou entreprises issues du secteur privé (ex. les banques, les entreprises, etc...) ou du secteur public (ex. la Région, le SPF Finances, etc...) pour autant que ces secteurs détiennent des données qui concernent le redevable enrôlé et/ou les codébiteurs.

Article 25 : Entrée en vigueur

Le présent règlement abroge et remplace le règlement délibéré par le Conseil communal du 26 juin 2014.

Il entre en vigueur au 1^{er} janvier 2026 après l'accomplissement des formalités prescrites aux articles 112 et 114 de la Nouvelle Loi Communale.

Algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van gemeentebelastingen. Vernieuwing met wijzigingen

De raad,

Gelet op het algemeen reglement, vastgelegd door de gemeenteraad van 26 juni 2014;

Overwegende dat het bijgewerkt moet worden om het in overeenstemming te brengen met de geldende wetgeving;

Gelet op de Grondwet, in het bijzonder artikel 170 §4;

Gelet op de bepalingen die van toepassing zijn op de gemeentebelastingen van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 (afgekort WIB 92), in het bijzonder titel VII, hoofdstuk 1, 3, 4, 6 tot 9bis;

Gelet op artikel 126 tot 175 van het koninklijk besluit tot uitvoering van het WIB 92;

Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de rechterlijke inrichting in fiscale zaken (1), artikel 1385decies en undecies met betrekking tot de gerechtelijke beroepen tegen de beslissingen van het college van burgemeester en schepenen;

Gelet op artikel 1413 tot 1626 van het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot de invorderingsprocedures via de gerechtsdeurwaarders;

Gelet op de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens;

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en de latere wijzigingen ervan;

Gelet op de wet van 13 april 2019 tot invoering van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen (afgekort WMGI) en de latere wijzigingen ervan;

Gelet op de wet van 24 juni 2020 houdende instemming met het Europees Handvest inzake lokale autonomie, in het bijzonder artikel 9.1. en 3.;

Gelet op de wet van 20 november 2022 houdende diverse fiscale en financiële bepalingen;

Aangezien we willen verduidelijken dat een belasting een heffing door de gemeente is op de middelen van de belastingbetalers die zich op haar grondgebied bevinden of die er belangen hebben, om ze te bestemmen voor diensten van openbaar nut;

Overwegende dat het onderhavige reglement de duidelijkheid, de transparantie en de rechtszekerheid in de fiscale relaties tussen de gemeente en de belastingplichtigen wil verzekeren;

Beslist:

I. Vaststelling van de gemeentebelastingen

Artikel 1.1: Types belastingen

§1. De gemeentebelastingen worden volgens twee afzonderlijke modaliteiten geïnd: 1° De onmiddellijke inning; 2° De invordering via inkohiering.

De inningswijze die op elke belasting van toepassing is wordt bepaald door het desbetreffende belastingreglement.

Artikel 1.2: De onmiddellijke inning

§1. De onmiddellijke inning heeft betrekking op de belastingen waarvan de betaling meteen geëist wordt op het moment van de vaststelling ervan, zonder opname in een kohier.

§2. 1° De betaling kan verricht worden met elk middel dat door de gemeente aanvaard wordt (contant, kaart, overschrijving, elektronische betaling, enz.); 2° Er wordt onmiddellijk een kwitantie of een betalingsbewijs bezorgd aan de belastingplichtige; 3° In geval van onmogelijke onmiddellijke inning wordt de belasting ingekohierd en wordt ze onmiddellijk invorderbaar.

Artikel 1.3: De invordering via inkohiering

§1. De volgende bepalingen zijn van toepassing op de belastingen die via inkohiering ingevorderd worden. Ze worden vastgesteld in een kohier dat minstens de volgende vermeldingen bevat:

1° De naam van de gemeente die de belasting gevestigd heeft; 2° De naam, voornaam of bedrijfsnaam en het adres van de belastingplichtige; 3° De datum en benaming van het reglement krachtens hetwelk de belasting gevestigd is; 4° Het belastbaar feit, de grondslag, het tarief, de berekening en het bedrag van de belasting, evenals het aanslagjaar waarop de belasting betrekking heeft; 5° Het artikelnummer; 6° De datum waarop het college van burgemeester en schepenen het belastingkohier uitvoerbaar verklaard heeft.

§2. De kohieren worden door het college vastgesteld en uitvoerbaar verklaard uiterlijk op 30 juni van het jaar dat volgt op het jaar waarin de aanslag door de bevoegde overheid gevestigd is. De ontvanger verzekert onverwijld de verzending van de aanslagbiljetten. Deze verzending gebeurt kosteloos voor de belastingplichtige.

Het aanslagbiljet kohieruittreksel bevat, naast de gegevens vermeld in §1:

- De verzendingsdatum van het aanslagbiljet kohieruittreksel;
- De wettelijke vervaldag voor de betaling;
- De termijn waarbinnen een bezwaarschrift ingediend kan worden, de benaming, het adres en de contactgegevens van de instantie die bevoegd is om het bezwaarschrift te ontvangen, de eventuele bijzondere formaliteiten, evenals de vermelding dat de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger die wenst gehoord te worden dit uitdrukkelijk moet vragen in het bezwaarschrift. Het reglement of een samenvatting van het reglement op basis waarvan de belasting gevestigd is wordt op het aanslagbiljet kohieruittreksel afgedrukt of als bijlage toegevoegd.

§3. Enkel een belastingreglement inzake kohierbelastingen kan voorzien in een verplichting tot aangifte vanwege de belastingplichtigen.

§4. De rechten vastgesteld in de kohieren worden boekhoudkundig ingeschreven bij de ontvangsten van het financieel boekjaar waarin ze uitvoerbaar verklaard werden.

Artikel 2: De ingekohierde belastingplichtige

Het betreft de natuurlijke of rechtspersoon of een firma zonder rechtspersoonlijkheid, een trust, een vereniging zonder rechtspersoonlijkheid, een groepering of een organisatie die beoogd wordt door de belasting.

In geval van inkohiering van verschillende belastingplichtigen van eenzelfde belasting spreken we van hoofdelijke belastingplichtigen.

Artikel 3: De medeschuldenaar

Een medeschuldenaar van een belasting is een persoon die deze belasting moet betalen aan de zijde van een andere persoon of groep, zelfs als hij niet op het kohier van de belastingplichtigen staat. Met andere woorden: het betreft een medeschuldenaar die de

verantwoordelijkheid voor de betaling van de belasting deelt met anderen in geval van gebrek aan betaling door de hoofdbelastingplichtige.

Artikel 4: De "vaststellende" en/of controlerende ambtenaar

Het college wijst de leden van het gemeentepersoneel aan, met uitzondering van de ontvanger, die bevoegd zijn om een controle of onderzoek in te stellen en de nodige vaststellingen te verrichten in verband met de toepassing van het belastingreglement en de bepalingen vermeld in artikel 5 en 6.

Artikel 5: Controles en onderzoeken

De aangewezen vaststellende en controlerende ambtenaars beschikken over de nodige bevoegdheden om de fiscale controles bepaald in artikel 6 van de voornoemde ordonnantie van 3 april 2014 uit te oefenen.

Iedereen die beschikt over documenten, boeken of gegevens die nodig zijn voor de vaststelling van de belasting moet ze zonder verplaatsing voorleggen.

De ambtenaars hebben toegang tot de goederen, al dan niet bebouwd, tijdens de wettelijke uren (5 - 21 uur), met voorafgaande toelating van de rechter of van de eigenaar, behalve indien de toegang uit vrije wil verleend wordt.

Iedereen die beschikt over boeken of documenten die nodig zijn voor de vaststelling van de belasting is verplicht, wanneer hij erom verzocht wordt door de personeelsleden, om ze zonder verplaatsing voor te leggen. De door hen opgestelde processen-verbaal hebben bewijskracht tot bewijs van het tegendeel.

Artikel 6: Aangifteverplichting

Wanneer een belastingreglement voorziet in een aangifteverplichting moet de belastingplichtige de termijnen in acht nemen en een volledige, correcte en nauwkeurige aangifte bezorgen.

Het gebrek aan aangifte binnen de termijnen bepaald in het belastingreglement of een onjuiste, onduidelijke of onvolledige aangifte leidt tot een aanslag van ambtswege volgens de modaliteiten van de volgende artikels.

Artikel 7: Aanslag van ambtswege

In geval van niet-naleving van de aangifteverplichting kan de belasting van ambtswege door het college vastgesteld worden op basis van de beschikbare informatie, tenzij het belastingreglement in een andere basis voorziet.

Voordat de belasting ambtshalve vastgesteld wordt brengt het college de belastingplichtige met een aangetekende brief op de hoogte van de redenen van het beroep op deze procedure, de elementen waarop de belasting gebaseerd is evenals de wijze van bepaling van die elementen en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen, te rekenen vanaf de derde werkdag na de verzending van de kennisgeving, om zijn opmerkingen schriftelijk mee te delen. De voornoemde brief deelt hem dit recht mee. De belasting mag niet gevestigd worden voordat die termijn verstreken is.

De aanslag van ambtswege moet plaatsvinden binnen een termijn van 3 jaar, te rekenen vanaf 1 januari van het aanslagjaar, met 2 jaar verlengd in geval van inbreuk op het belastingreglement met het oogmerk te bedriegen of met de bedoeling schade te berokkenen.

Artikel 8: Verhoging in geval van aanslag van ambtswege

Het belastingreglement kan voorzien in verhogingen voor de van ambtswege vastgestelde belastingen:

- 20 % voor het eerste jaar van gebrek aan aangifte of onjuiste/onduidelijke/onvolledige aangifte;
- 40 % voor het tweede jaar;
- 100 % vanaf het derde en volgende jaar.

Het bedrag van deze verhoging wordt tegelijk ingekohierd met de ambtshalve ingekohierde belasting.

Artikel 9: Administratieve boete

§1. Wanneer een belastingverhoging van toepassing is voor een bepaalde inbreuk kan er geen aanvullende administratieve boete opgelegd worden voor dezelfde inbreuk.

§2. Als een inbreuk daarentegen niet leidt tot de toepassing van een belastingverhoging, kan het belastingreglement voorzien in de heffing van een administratieve boete voor een bedrag van hoogstens € 500 voor elke inbreuk op de bepalingen van de voornoemde ordonnantie van 3 april 2014 of van het belastingreglement (bijvoorbeeld weigering om mee te werken tijdens een controle).

§3. De administratieve boeten worden vastgesteld en ingevorderd volgens de regels die van toepassing zijn op de kohierbelastingen.

Artikel 10: De inkohieringsprocedure

De belastingbetaler die zijn aangifte ingediend heeft in de vorm en binnen de termijn bepaald door het betrokken belastingreglement wordt ingekohierd overeenkomstig artikel 4 van de ordonnantie van 3 april 2014.

Deze inkohiering onttrekt het bestuur er echter niet van over te gaan tot de controles en onderzoeken beoogd in artikel 5 van het onderhavige algemeen reglement en, desgevallend, de bijdrage te corrigeren door de uitvoering van de procedure van aanslag van ambtswege indien er vastgesteld wordt dat de aangifte onvolledig, onjuist of onduidelijk was.

II. Invordering van de gemeentebelastingen

Artikel 11: Onmiddellijke inning van de belastingen

Sommige belastingen kunnen onmiddellijk geïnd worden, meer bepaald wanneer ze verschuldigd zijn bij een gerichte prestatie of een rechtstreeks gebruik van een gemeentedienst.

De betaling gebeurt op het moment dat de belasting verschuldigd is, ofwel contant, ofwel elektronisch, naargelang de modaliteiten die bepaald zijn door het desbetreffende belastingreglement.

Bij gebrek aan onmiddellijke betaling of in geval van betwisting wordt de belasting ingekohierd en wordt de invordering voortgezet volgens de bepalingen die van toepassing zijn op de kohierbelastingen (zie verder).

Artikel 12: Vastlegging van het kohier en kennisgeving

§1. Het belastingkohier wordt bepaald en uitvoerbaar verklaard door het college van burgemeester en schepenen.

§2. De belastingplichtige ontvangt kosteloos een aanslagbiljet kohieruittreksel.

Artikel 13: Betaling van de ingekohierde belasting

De ingekohierde belasting moet binnen de twee maanden volgend op de verzending van het aanslagbiljet kohieruittreksel betaald worden.

Artikel 14: Betalingsaanmaning

§1. In geval van niet-betaling wordt er per aangetekende brief een betalingsaanmaning met alle gegevens over de schuldvordering naar de belastingplichtige gestuurd.

§2. Deze aanmaning treedt in werking vanaf de derde werkdag na de verzending ervan. Ze kan pas verstuurd worden na een termijn van tien dagen vanaf de eerste dag na de wettelijke vervalddag voor de betaling.

§3. Wanneer de belastingplichtige geen gekende domicilie in België of het buitenland heeft, wordt de aanmaning verstuurd naar de procureur des Konings in Brussel.

Artikel 15: Invorderingsprocedure ten aanzien van de medeschuldenaar

De medeschuldenaar kan pas vervolgd worden na de verzending van een betalingsaanmaning, vergezeld van een duplicaat van het aanslagbiljet kohieruittreksel of van een kopie van het innings- en invorderingsbericht. Deze aanmaning vermeldt de wettelijke of reglementaire oorzaken van de schuld en het bedrag dat door de medeschuldenaar verschuldigd is.

De betalingsaanmaning kan pas verzonden worden na de verstrijking van een termijn van tien dagen vanaf de eerste dag na de wettelijke vervalddag voor de betaling van de fiscale schuldvordering.

De aanmaning treedt in werking op de derde werkdag na de datum van de verzending ervan per gewone brief.

De verzending van het aanslagbiljet kohieruittreksel (of van het innings- en invorderingsbericht) opent ten bate van de medeschuldenaar de bezwaartermijn bepaald in artikel 371 en 373 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 (WIB 92). De medeschuldenaar kan niet vervolgd worden voor de verstrijking van deze bezwaartermijn.

Artikel 16: Kosten van aangetekende zendingen

De kosten van de aangetekende zendingen met betrekking tot de uitvoering van het kohier, van het inningsregister of van een rechterlijke beslissing zijn voor rekening van de belastingplichtige of van de medeschuldenaar, overeenkomstig artikel 1024 van het Gerechtelijk Wetboek.

Artikel 17: Uitvoeringsmiddelen

§1. Na het verstrijken van een termijn van een maand na de datum van inwerkingtreding van de betalingsaanmaning worden de fiscale schuldvorderingen ingevorderd via een eerste uitvoeringsmiddel.

§2. De betalingsaanmaning geldt als ingebrekestelling en de schuldvordering wordt toevertrouwd aan een gerechtsdeurwaarder.

Artikel 18: Verwijlinteressen

§1. In geval van niet-betaling binnen de termijn worden er verwijlinteressen toegepast overeenkomstig artikel 14 van het WMGI.

§2. De interestvoet wordt elk jaar vastgelegd door de federale bepalingen.

§3. De verwijlinteressen worden door de gerechtsdeurwaarders ingevorderd op basis van de uitvoerende titel met betrekking tot de belastingen.

III. Bezwaren en beroepen

Artikel 19: Bezwaar tegen de belasting

§1. De belastingplichtige die zich ten onrechte belast acht of zijn vertegenwoordiger kan een bezwaar indienen bij het college van burgemeester en schepenen.

§2. Het bezwaar moet schriftelijk ingediend worden, ondertekend en met redenen omkleed zijn en, op straffe van verval, ingediend worden binnen een termijn van drie maanden, te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet kohieruittreksel, vanaf de datum van kennisgeving van de aanslag of vanaf de datum van de onmiddellijke inning, ook wel "contante inning" genoemd. De medeschuldenaar beschikt daarentegen over een termijn van een jaar vanaf de zesde werkdag na de verzending van de aanmaning naar de ingekohierde belastingplichtige om een bezwaarschrift in te dienen.

§3. Het bezwaar kan ingediend worden op een duurzame drager (elektronisch communicatiekanaal, e-mail).

§4. Het college, een schepen of een daartoe speciaal door het college aangewezen gemeentelijk personeelslid, met uitzondering van de ontvanger, stuurt binnen de vijftien kalenderdagen na de indiening van het bezwaarschrift een ontvangstbevestiging, enerzijds naar de belastingplichtige en, in voorkomend geval, zijn vertegenwoordiger en anderzijds naar de ontvanger. Het ontvangstbewijs kan op een duurzame drager verstuurd worden volgens de modaliteiten bepaald in het belastingreglement. Indien de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger dit aanvraagt in het bezwaar wordt hij uitgenodigd om door het college van burgemeester en schepenen gehoord te worden tijdens een hoorzitting.

§5. De indiening van het bezwaarschrift schort de invorderbaarheid van de belasting niet op en ontslaat niet van de verplichting om deze te betalen binnen de voorziene termijn.

§6. De belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger die de beslissing van het college van burgemeester en schepenen over zijn bezwaar betwist maar een onderhandse oplossing voor het geschil zoekt, in de vorm van een akkoord dat zich schikt naar de geldende wetgeving, kan een beroep doen op de Kamer voor minnelijke schikking (KMS) ingesteld bij de rechtbank

van eerste aanleg van Brussel. Het college van burgemeester en schepenen beslist of het deze verzoeningsfase al dan niet aanvaardt. In geval van mislukking kan de klassieke gerechtelijke procedure voortgezet worden en alles wat tijdens de verzoening besproken werd blijft vertrouwelijk.

§7. De indiener van het bezwaar die de beslissing van het college van burgemeester en schepenen, dat optreedt als administratieve rechtsbevoegdheid, betwist, kan een beroep in de vereiste vorm indienen bij de rechtbank van eerste aanleg.

Artikel 20: Beroepen

Tegen de beslissing van het college of bij gebrek aan beslissing binnen de in artikel 7 §5 bedoelde termijnen kan beroep ingesteld worden bij de rechtbank van eerste aanleg. Artikels 1385decies en 1385undecies van het Gerechtelijk Wetboek zijn van toepassing. Het vonnis van de rechtbank van eerste aanleg is vatbaar voor verzet of beroep. Tegen het arrest van het hof van beroep kan cassatieberoep ingesteld worden. De vormen, de termijnen en de procedure voor die beroepen worden geregeld zoals inzake rijksinkomstenbelastingen en gelden voor alle betrokken partijen.

Artikel 21: Herinkohiering

In geval van nietigverklaring van de belasting wegens materiële fout of procedurefout geïdentificeerd na een bezwaar voor het college van burgemeester en schepenen of een gerechtelijk beroep dient het college van burgemeester en schepenen de belastingbetaler te herinkohieren in de vorm en binnen de termijnen bepaald in artikel 355 tot 357 van het WIB 92.

IV. Diverse bepalingen

Artikel 22: Verjaring van de belasting

Overeenkomstig artikel 23 van het WMGI verjaren de gemeentebelastingen na vijf jaar vanaf de datum van uitvoerbaarverklaring van het kohier waarop ze betrekking hebben. Deze bepalingen zijn volledig van toepassing in het kader van het onderhavige reglement.

Artikel 23: Onderbreking van de verjaring van de belasting

In toepassing van artikel 24 van het WMGI kan er door de gemeenteontvanger een verjaringsonderbrekende betalingsaanmaning verstuurd worden, via eBox of aangetekende zending, zowel naar de belastingplichtige als naar de medeschuldenaar.

Artikel 24: Naleving van de AVG

Er kunnen gegevens over de gezins-, professionele, financiële, vermogensrechtelijke en juridische situatie van de personen verwerkt worden in het kader van de aanslag-, inkohierings-, invorderings- en geschillenprocedures van de belasting.

De verwerking van deze gegevens is noodzakelijk en gerechtvaardigd door de bepalingen van hoofdstuk III van Titel VII van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992: "Onderzoek en controle" en door de bepalingen van titel 4 van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering: "De onderzoeksbevoegdheden, de bewijsmiddelen en het

beroepsgeheim van de ambtenaren belast met de invordering". Deze bepalingen zijn van toepassing op de belasting zonder dat de toelating van de ingekohierde belastingplichtige en/of van de medeschuldenaars verkregen moet worden om de gegevens te verzamelen en zonder dat ze het recht hebben te vragen ze uit te wissen. De ingekohierde belastingplichtige of de medeschuldenaars hebben echter de mogelijkheid om de toegang tot hun gegevens te vragen en ze te laten corrigeren als ze onjuist zijn.

Krachtens deze bepalingen kunnen de verwerkte gegevens afkomstig zijn van alle authentieke gegevensbronnen (bv. de bevolkingsregisters, het rijksregister, de Dienst voor Inschrijving van Voertuigen, de Kruispuntbank van Ondernemingen, het erfregister, het faillissementenregister, het Centraal bestand van berichten van beslag, de kruispuntbank van de sociale zekerheid, enz.) of van inlichtingen die meegedeeld zijn door de belastingbetaler zelf of de medeschuldenaars of afkomstig zijn van personen of ondernemingen uit de privésector (bv. banken, ondernemingen, enz.) of uit de openbare sector (bv. het Gewest, de FOD Financiën, enz.), voor zover deze sectoren gegevens bezitten die betrekking hebben op de ingekohierde belastingplichtige en/of de medeschuldenaars.

Artikel 25: Invoegetreiding

Het onderhavige reglement trekt het reglement beraadslaagd door de gemeenteraad van 26 juni 2014 in en vervangt het.

Het treedt in werking op 1 januari 2026 na de uitvoering van de formaliteiten bepaald in artikel 112 en 114 van de Nieuwe Gemeentewet.

Taxes - Belastingen

13 Centimes additionnels communaux au précompte immobilier.- Modification

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu la réglementation concernant l'établissement et le recouvrement des taxes communales;

Vu le Code des impôts sur les revenus 1992 et notamment l'article 464, 1°; Vu

la situation financière de la Commune,

Décide :

Article 1 : Il est établi, pour l'exercice **2026**, **3400** centimes additionnels au précompte immobilier.

Article 2 : Les centimes additionnels communaux au précompte immobilier sont recouvrés conformément aux règles établies par la loi pour la perception de l'impôt auquel ils s'ajoutent.

Article 3 : Le présent règlement entre en vigueur dès sa publication.

Gemeentelijke opcentiemen op de onroerende voorheffing.- Wijziging

De Raad,

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de reglementering betreffende de vestiging en de invordering van gemeentebelastingen;

Gelet op artikel 464, 1° van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992; Gelet op de financiële toestand van de gemeente,

Beslist :

Artikel 1 : Voor het dienstjaar **2026** worden er **3400** opcentiemen op de onroerende voorheffing geheven;

Artikel 2 : De gemeentelijke opcentiemen op de onroerende voorheffing worden ingevorderd overeenkomstig de wettelijke regels inzake de inning van de belasting waarbij ze zich voegen.

Artikel 3 : Deze verordening wordt van kracht op de datum van zijn publicatie.

14 Taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques.- Modification

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu la réglementation concernant l'établissement et le recouvrement des taxes communales;

Vu le Code des impôts sur les Revenus 1992 et notamment les articles 464 à 470; Vu

la situation financière de la Commune,

Décide :

Article 1 : Il est établi pour l'exercice **2026**, une taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques à charge des habitants du Royaume qui sont imposables dans la commune au 1er janvier de l'année qui donne son nom à cet exercice.

Article 2 : Le taux de la taxe est fixé pour tous les contribuables à **5,6 %** de la base de calcul déterminée conformément aux articles 466 et 466bis du Code des impôts sur les revenus 1992.

Article 3 : La taxe additionnelle communale à l'impôt des personnes physiques est recouvrée conformément aux règles établies par la loi pour la perception de l'impôt auquel elle s'ajoute.

Article 4 : Le présent règlement entre en vigueur dès sa publication.

Bijkomende gemeentebelasting op de personenbelasting.- Wijziging

De Raad,

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de reglementering betreffende de vestiging en de invordering van gemeentebelastingen;

Gelet op artikel 464 tot 470 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992; Gelet op de financiële toestand van de Gemeente,

Beslist :

Artikel 1 : Er wordt voor het dienstjaar **2026** een bijkomende gemeentebelasting op de personenbelasting geheven ten laste van de inwoners van het Rijk die belastingplichtig zijn in de gemeente op 1 januari van het jaar van het betrokken dienstjaar.

Artikel 2 : Het belastingtarief voor alle belastingplichtigen is vastgelegd op **5,6 %** van de basisberekening, bepaald overeenkomstig artikels 466 en 466bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.

Artikel 3 : De bijkomende gemeentebelasting op de personenbelasting wordt ingevorderd overeenkomstig de wettelijke regels inzake de inning van de belasting waarbij ze zich voegen.

Artikel 4 : Deze verordening wordt van kracht op de datum van zijn publicatie.

15 Centimes additionnels à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique.Renouvellement

Le Conseil,

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique, article 13;

Vu l'ordonnance du 21 décembre 2012 établissant la procédure fiscale en Région de Bruxelles-Capitale, chapitres III, IV, V, VI, VII, et VIII du Titre I, et ses modifications ultérieures;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale , et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative et ses modifications ultérieures;

Considérant que la commune se doit d'obtenir des recettes afin de se procurer les ressources nécessaires en vue du financement des dépenses de sa politique générale et le financement de ses missions de service public;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Décide :

Article 1 : Il est établi, au profit de la commune d'Uccle, pour l'exercice **2026**, **4.384** centimes additionnels à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique.

Article 2 : L'établissement et la perception de ces centimes additionnels s'effectueront par les soins du Service public régional de Bruxelles Fiscalité.

Article 3 : Le présent règlement sera transmis à l'autorité de tutelle et au Service public régional de Bruxelles Fiscalité.

Article 4 : Le présent règlement entre en vigueur dès sa publication.

Opcentiemen op de gewestelijke belasting op de inrichtingen van toeristische logies. Vernieuwing

De Raad,

Gelet op artikel 170, § 4 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 23 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristische logies, artikel 13;

Gelet op de ordonnantie van 21 december 2012 tot vaststelling van de fiscale procedure in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, hoofdstukken III, IV, V, VI, VII et VIII van Titel I en latere wijzigingen;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en latere wijzigingen;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht en latere wijzigingen;

Overwegende dat de gemeente inkomsten moet hebben om zich de nodige middelen te verschaffen om de uitgaven van haar algemeen beleid te financieren en haar opdrachten als openbare dienst te financieren;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

Besluit :

Artikel 1 : Er worden voor het aanslagjaar **2026** ten voordele van de gemeente Ukkel, **4.384** opcentiemen geheven op de gewestelijke belasting op de inrichtingen van toeristische logies.

Artikel 2 : De vaststelling en de inning van deze opcentiemen zullen gebeuren door toedoen van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel Fiscaliteit.

Artikel 3 : Deze verordening wordt overgemaakt aan de toezichthoudende overheid en aan de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel Fiscaliteit.

16 **Règlement-taxe sur les immeubles inachevés, partiellement ou totalement inoccupés, inexploités ou laissés à l'abandon et les terrains laissés à l'abandon en bordure de la voie publique. – Renouvellement et adaptations.**

Le Conseil,

Vu la Constitution, spécialement l'article 170 § 4 ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi communale, qui impose l'équilibre budgétaire aux communes;

Vu les dispositions applicables aux taxes communales du Code des impôts sur les revenus 1992 (CIR 92, en abrégé), spécialement le titre VII, chapitres 1^{er}, 3, 4, 6 à 9 bis inclus ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, et ses modifications ultérieures, spécialement l'ordonnance du 12 février 2015 ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales (CRAF, en abrégé), et ses modifications ultérieures ;

Vu l'ordonnance du 17 décembre 2019 modifiant l'article 11 de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, et rendant applicables aux taxes communales les dispositions de la loi du 13 avril 2019 introduisant le CRAF, à partir du 1^{er} janvier 2020 ;

Vu la loi du 24 juin 2020 portant assentiment à la Charte européenne de l'autonomie locale, spécialement l'article 9.1. et 3. ;

Vu le règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales, tel qu'adopté par le Conseil communal d'Uccle et applicable pendant la période de validité du présent règlement ;

Considérant l'objectif de la Commune d'Uccle de se doter des moyens financiers nécessaires à l'accomplissement de ses missions et activités d'utilité publique ainsi qu'à la réalisation des politiques qu'elle entend mener ;

Considérant la nécessité de lutter efficacement contre les immeubles totalement ou partiellement inoccupés ou inachevés, ainsi que les terrains laissés à l'abandon ;

Considérant, de plus, la tension sur le marché immobilier bruxellois, qui résulte notamment du fait que l'offre d'habitations ne parvient pas à satisfaire la demande, en hausse plus rapide que la mise à disposition de nouveaux logements ;

Considérant que l'inoccupation et l'indisponibilité prolongées d'immeubles entraîne une dégradation de l'environnement urbain ;

Que, du fait de leur visibilité plus grande depuis l'espace public, les rez de chaussée inoccupés ou à l'abandon diminuent l'attractivité des zones du territoire communal où ils sont situés ;
Considérant que les immeubles visés par ce règlement perturbent la tranquillité et la sécurité publiques ;

Considérant que l'état du rez de chaussée d'un immeuble inoccupé, inexploité, à l'abandon ou mal entretenu, est susceptible de causer davantage de nuisances au voisinage que les autres étages ;

Considérant que le défaut de remédier à cette situation, constitue un frein et compromet le renouvellement ou la rénovation du patrimoine immobilier ;

Considérant que le présent règlement de taxe vise à améliorer le cadre de vie et procède d'une volonté d'augmenter les possibilités de logement, conformément à la Charte Sociale Européenne, de façon à d'étendre l'offre de résidences principales sur le marché immobilier ;

Qu'à cette fin, le présent règlement s'inscrit parmi les mesures de nature à inciter les propriétaires à bien entretenir, à remettre en état ou à réhabiliter leur patrimoine ;

Que, de plus, il convient d'encourager les propriétaires et titulaires de droits réels sur des rez de chaussée commerciaux ou des bureaux inexploités ou à l'abandon, à les réhabiliter et à les remettre sur le marché, de façon à dynamiser les quartiers concernés en y favorisant la mixité des fonctions ;

Considérant que, dans certaines situations indépendantes de leur volonté, il est raisonnable de considérer que les propriétaires ou titulaires de droits réels sur des immeubles soumis au présent règlement, doivent être exonérés du paiement de la taxe, soit en totalité lorsque la cause réside dans un plan d'expropriation, soit partiellement, pour un temps déterminable, en raison de circonstances qui les empêchent d'effectuer des travaux de remise en état du bien visé ;

Considérant que le montant de la taxe est déterminé sur la base de la surface cadastrale ou, en cas d'incohérence ou de doute, de la surface brute de plancher, et non plus en fonction du nombre de mètres courants de façade de l'immeuble ;

Que le mode de calcul par mètre carré, ci-avant, répond au souci de traiter les redevables de manière plus équitable, quelle que soit la disposition des façades au regard de la voie publique ;

Considérant que le règlement-taxe sur les immeubles inachevés, partiellement ou totalement inoccupés, inexploités ou laissés à l'abandon et les terrains laissés à l'abandon en bordure de la voie publique, délibéré par le Conseil communal, en séance du 24 novembre 2022, est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2023 et vient à expiration le 31 décembre 2025;

Considérant qu'une indexation annuelle de 5 % des montants de la taxe, est conforme aux prévisions de recettes courantes publiées dans le Plan triennal communal 2025-2027 ;

Considérant qu'il y a lieu de renouveler et adapter ce règlement-taxe pour un terme de trois ans prenant cours le 1^{er} janvier 2026, comme suit :

REGLEMENT

Article 1^{er} : ASSIETTE DE LA TAXE

Il est établi, à partir du 1^{er} janvier 2026 et pour un terme expirant le 31 décembre 2028, une taxe annuelle directe :

- sur les immeubles inachevés en cours de construction;
- sur les immeubles bâtis, partiellement ou totalement inoccupés;
- sur les immeubles bâtis, partiellement ou totalement inexploités ou laissés à l'abandon ; - sur les terrains non bâtis, laissés à l'abandon en bordure de la voie publique.

Article 2 : DEFINITIONS

Au sens du présent règlement, il faut entendre :

§ 1^{er}. par « immeuble »: toute unité d'habitation (logement ou chambre) ou unité d'établissement où sont développées des activités économiques de type commercial, artisanal, de bureaux, industriel, d'entrepôt, d'exposition et de vente, d'entretien et de réparation de véhicules (garages, show-rooms avec ateliers) ;

§ 2. par « indices » : les éléments de fait et de droit résultant des recherches légales, administratives, des repérages et constatations reprises dans le constat du contrôleur désigné par le Collège des Bourgmestre et Echevins, et qui constituent les critères sur lesquels l'administration se fonde pour estimer qu'un immeuble entre dans le champ d'application du présent règlement ;

§ 3. par immeubles « inachevés » : les immeubles en cours de construction pour lesquels l'arrêt des travaux dure depuis plus de quatre mois, à dater du constat de l'administration.

§ 4. par immeubles partiellement ou entièrement « inoccupés », les immeubles bâtis qui sont laissés en partie ou en totalité vides au cours de l'exercice de taxation, pendant une période d'au moins quatre mois consécutifs, que ces biens aient fait ou non l'objet d'une mesure de police administrative.

L'administration apprécie le caractère inoccupé du bien visé ci-avant, sur la base d'un ou de plusieurs indices tels que ceux mentionnés dans la liste non limitative suivante:

- l'absence de personne inscrite dans les registres de la population ou des étrangers ;
- le défaut de contrat portant sur l'usage du bien (bail d'habitation, contrat d'occupation précaire ou autre) ;
- boîte-aux-lettres débordante (courrier, journaux, imprimés publicitaires) ;
- bien non garni du mobilier indispensable à son utilisation (si habitation : lit, table, chaises, meubles de cuisine, sanitaires, appareils d'éclairage et de chauffage ; si établissement économique : meubles de bureaux, fauteuils, câblages et prises électriques spécifiques, appareils d'éclairage et de chauffage, sanitaires) ;

- absence de branchement aux réseaux de distribution d'eau, d'énergie et de télécommunications ;
- absence de consommation d'eau et d'énergie ;

§ 5. par immeubles partiellement ou totalement « inexploités » : les immeubles ou parties d'immeubles bâtis, prévus aux fins d'activités économiques mais qui ne sont pas utilisés de manière effective, au cours de l'exercice de taxation, pendant une période d'au moins quatre mois consécutifs, que ces biens aient fait ou non l'objet d'une mesure de police administrative.

L'administration apprécie le caractère inexploité du bien visé ci-avant, sur la base d'un ou de plusieurs indices tels que ceux mentionnés dans la liste non limitative suivante :

- absence de toute enseigne, nom ou appellation commerciale sur la sonnette, la boîte-auxlettres, la porte d'entrée, le garage ou la vitrine ;
- défaut d'accès pour les clients, aux locaux d'exploitation ;
- absence de toute indication quant aux heures d'ouverture, de toute information professionnelle ou sur les produits proposés ;
- absence d'inscription d'une société commerciale à la Banque Carrefour des Entreprises (BCE), dans l'immeuble ;
- défaut de déclaration à la taxe d'établissement (/d'implantation) du commerce
- défaut de bail commercial enregistré, de contrat de concession ou de tout autre contrat signé portant sur l'usage du bien ;
- absence de branchement aux réseaux de distribution d'eau, d'énergie et de télécommunications ;
- l'absence de consommation d'eau, de gaz et d'électricité ;
- diminution du revenu cadastral conformément à l'article 15 du CIR 1992 ;

§ 6. par immeubles partiellement ou totalement « à l'abandon », les immeubles d'habitation ou d'autre nature, ainsi que leurs cours et jardins, qui, au cours de l'exercice de taxation, présentent un ou plusieurs indices tels que ceux mentionnés dans la liste non limitative ci-après, pendant une période d'au moins quatre mois consécutifs :

- aspect extérieur de délabrement
- toiture en tout ou en partie écroulée ;
- tuiles ou ardoises manquantes ou brisées ;
- gouttières brisées, détachées ou absentes ;
- façade dégradée ;
- inclinaison anormale des murs ;
- murs en partie écroulés ;

- fissures structurelles (ouvertures qui affectent les éléments porteurs comme les murs, les fondations, les planchers ou les dalles, et qui sont susceptibles de menacer la stabilité de l'immeuble ou de provoquer des effondrements) ;
- effritement des joints entre les briques ou les blocs de pierres ou moellons ;
- bardages arrachés ;
- peintures des murs écaillées, isolants abîmés;
- présence de tags ;
- vitres cassées ;
- peintures ou vernis des châssis écaillés ;
- fenêtre(s) ou porte(s) obturée(s) par des panneaux publicitaires, par des panneaux ou planches clouées, ou par un procédé ou construction quelconque ;
- aménagement des abords négligé ;
- travaux de rénovation entamés mais interrompus et inscrits dans le registre visé ci-après, qui font état d'un début de processus d'abandon, selon le constat du contrôleur désigné par le Collège des Bourgmestre et Echevins ;

§ 7. par « terrains laissés à l'abandon », les parcelles ou parties de parcelles non bâties et en friche situées en bordure de la voie publique, et qui, durant l'exercice d'imposition, présentent plusieurs des indices suivants :

- défaut d'entretien de longue date : présence de mauvaises herbes et herbes folles, de plantes envahissantes nuisibles et/ou grimpantes, haies non taillées et arbres ou arbustes non élagués de longue date, branches et feuillage jonchant le sol,
- lieu de décharge clandestine de détrit, d'objets encombrants ou de matières polluantes
- permanence de surfaces non aplanies, suite à une destruction de l'immeuble préexistant,
- absence de clôture d'enceinte conforme à la législation en vigueur ;

§ 8. par « utilisation de l'immeuble » : l'usage de fait de l'immeuble ou de la partie d'immeuble, telle que décrite dans les constats visés à l'article 7 ;

§ 9. par « administration » : le Service des Taxes de l'Administration communale d'Uccle, chargé de l'application du présent règlement ;

§ 10. par « surface » : la surface bâtie au sol telle que renseignée par le cadastre. Si les constatations de l'administration font apparaître une incohérence de la surface cadastrale avec la situation réelle, la surface brute de plancher sera retenue comme base de taxation.

Au sens du présent règlement, la surface brute de plancher est entendue comme la somme des surfaces de tous les planchers d'un bâtiment y compris les entresols et demi-sous-sols, mais à l'exclusion des sous-sols. Elle englobe l'ensemble des espaces utilisables et est mesurée au nu extérieur des murs de façade, sans tenir compte de leur interruption par les dégagements, cloisons ou murs porteurs intérieurs.

Article 3 : REDEVABLES – CO-DEBITEURS

§ 1^{er}. La taxe est due par le(les) propriétaire(s), personne(s) physique(s) ou morale(s), d'un immeuble répondant aux définitions contenues à de l'article 2 ci-dessus.

En cas de démembrement du droit de propriété, la taxe est due par l'usufruitier, l'emphytéote ou le superficiaire. Lorsqu'il s'agit d'un immeuble appartenant en indivision à plusieurs personnes, ou lorsque plusieurs personnes sont titulaires d'un des droits énoncés au premier ou au second alinéa du présent paragraphe, ces dernières sont solidairement et indivisiblement responsables du paiement de la taxe.

§ 2. Si le(s) redevable(s) est(sont) en défaut de paiement, après qu'une sommation lui(leur) aura été adressée, la(les) personne(s) suivante(s) est(sont) solidairement tenu(s) au paiement de la taxe, en tant que co-débiteur(s) : le nu-propriétaire ou le tréfoncier.

Article 4 : EXONERATIONS

Sont exonérés en totalité, les redevables dont l'immeuble bâti ou le terrain à l'abandon est visé expressément par un plan d'expropriation pour cause d'utilité publique, approuvé par un arrêté du Gouvernement et en vigueur.

Article 5 : EXONERATIONS PARTIELLES

§ 1^{er}. Le redevable est exonéré temporairement du paiement de la taxe dans les cas suivants :

- s'il séjourne dans une maison de revalidation, dans un établissement de soins hospitalier ou psychiatriques, pour une durée excédant quatre mois consécutifs ;
- s'il fait exécuter des travaux de rénovation dans un immeuble bâti, de manière régulière et avec diligence, en les justifiant dans les 30 jours suivant l'envoi du constat, par la production de factures et de la preuve de paiement de ceux-ci. Ces documents doivent présenter un lien suffisant avec les travaux effectués sur le bien et être relatifs à l'exercice pour lequel la taxe est réclamée. Les factures produites devront attester d'une véritable volonté de réhabilitation et non simplement de conservation du bien. En cas de travaux de rénovation qui ne nécessitent pas de permis d'urbanisme, l'exonération est accordée pendant l'année du début des travaux ainsi que pour les deux exercices d'imposition suivants ;
- si la demande de permis d'urbanisme visant l'achèvement ou la rénovation de l'immeuble visé, a fait l'objet d'un accusé de réception complet, alors que le permis n'est pas encore délivré. Dans ce cas, l'exonération est accordée pour la période d'instruction du permis restant à courir jusqu'à la délivrance de celui-ci. La preuve de ce qui précède est apportée par la production de l'accusé de réception du dossier complet, remise au demandeur par l'autorité de délivrance du permis.

§ 2. La taxe n'est pas due si les conditions de la force majeure sont réunies.

Pour prétendre à l'exonération sur cette base, le redevable devra apporter la preuve que l'événement invoqué comme constitutif de force majeure, répond aux caractéristiques suivantes : présenter un caractère imprévisible, insurmontable et inévitable ainsi qu'être exempt de toute implication du redevable dans l'enchaînement des circonstances ayant conduit à cet événement.

Article 6 : TAUX DE LA TAXE

§ 1^{er}. Le taux annuel de la taxe est fixé, pour l'exercice 2026, à QUARANTE-SIX euros (46,00 €) par mètre carré de surface, pour un immeuble bâti.

Les constructions inachevées, limitées aux fondations, sont considérées comme un niveau à part entière.

§ 2. Le taux annuel de la taxe est doublé pour un rez de chaussée inachevé, inoccupé, inexploité ou à l'abandon. Il est fixé à NONANTE-DEUX euros (92,00 €) par mètre carré de surface

§ 3. Les montants visés au paragraphe 1^{er} ci-dessus sont multipliés par le nombre de niveaux, y compris les planchers sous combles, les entresols et les demi-sous-sols aménagés.

§ 4. Le montant de la taxe est fixé à VINGT-TROIS euros (23,00 €) par mètre carré de surface, lorsqu'il s'agit d'un terrain non bâti à l'abandon situé en bordure de la voie publique.

§ 5. Au 1^{er} janvier des exercices 2027 et 2028, les taux visés aux paragraphes 1^{er}, 2 et 4 ciavant sont majorés de 5 %, le résultat étant arrondi à l'unité supérieure, comme précisé dans le tableau ci-dessous.

§ 6. Pour la troisième année consécutive au cours de laquelle l'immeuble bâti visé aux paragraphes 1^{er} et 2, ou le terrain à l'abandon visé au paragraphe 4 ci-avant, est soumis à la taxe, ainsi que pour les exercices suivants, les montants de la taxe tels qu'indexés annuellement de 5 %, seront, en outre, majorés de 20 %, les résultats étant arrondis à l'unité supérieure, comme précisé dans le tableau ci-dessous.

§ 7. Les immeubles inachevés, inoccupés, inexploités ou l'abandon déjà enrôlés pendant deux années consécutives au moins, en application du règlement-taxé dont le terme est arrivé à échéance le 31 décembre 2025, sont soumis, à partir de l'exercice 2026 et pour les années de taxation suivantes, aux taux de la taxe correspondant à leur définition et indexés, tels que prévus dans le tableau ci-dessous. Pour chacun des exercices 2026, 2027 et 2028, ces montants sont, en outre, majorés de 20%.

Nature du bien	Taux taxe 2026	Taux taxe 2027	Taux taxe 2028
Article 5 § 1 ^{er} : 1 ^{ère} et 2 ^{ème} années	46,00 €/m ²	49,00 €/m ²	52,00 €/m ²
Article 5 § 5 : 3 ^{ème} année et s.	/	/	63,00 €/m ²
Article 5 § 2 : 1 ^{ère} et 2 ^{ème} années	92,00 €/m ²	97,00 €/m ²	102,00 €/m ²
Article 5 § 5 : 3 ^{ème} année et s.	/	/	123,00 €/m ²

Article 5 § 4: 1^{ère} et 2^{ème} années	23,00 €/m²	25,00 €/m²	27,00 €/m²
Article 5 § 5 : 3^{ème} année et s.	/	/	33,00 €/m²

Article 7 : CONSTATS ET DECLARATION

Article 7.1 : CONSTAT DE REPERAGE

§ 1^{er}. Lorsqu'un immeuble est susceptible de répondre aux critères définis à l'article 2 du présent règlement, un premier constat (constat de repérage) est réalisé par un agent du Service des Taxes communales, désigné par le Collège des Bourgmestre et Échevins.

Ce constat est daté et signé par l'agent et est notifié au redevable à son domicile ou siège social par lettre recommandée, accompagné d'une copie du règlement.

§ 2. Si le domicile ou siège social du redevable est inconnu, ou si la commune estime que la notification par recommandé ne pourra aboutir, celle-ci peut être effectuée :

- soit par e-mail, si le redevable a donné son accord préalable,
- soit par affichage d'un avis sur la porte d'entrée de l'immeuble (ou de la partie commerciale/bureaux).

L'avis mentionne :

- les dates du passage et de l'affichage,
- les coordonnées du Service des Taxes, où les documents peuvent être retirés.

§ 3. Le redevable dispose de 30 jours suivant la notification du constat de repérage, pour transmettre ses observations le cas échéant.

L'envoi peut se faire par courrier recommandé (le cachet de la poste faisant foi), par dépôt à l'administration contre récépissé, ou par e-mail ou autre moyen électronique.

Article 7.2 : SECOND CONSTAT

§ 1^{er}. Quatre mois après le constat de repérage, un second constat est réalisé par un agent du Service des Taxes communal, dûment désigné par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Il permet :

- soit de confirmer la situation décrite dans le constat de repérage
- soit de la contredire.

§ 2. Si le second constat confirme la situation du constat de repérage, le constat est daté et signé par l'agent et est notifié au redevable à son domicile ou siège social par lettre recommandée accompagné d'un formulaire de déclaration.

§ 3. Si le domicile ou siège social du redevable est inconnu, ou si la commune estime que la notification par recommandé ne pourra aboutir, celle-ci peut être effectuée :

- soit par e-mail, si le redevable a donné son accord préalable,
- soit par affichage d'un avis sur la porte d'entrée de l'immeuble (ou de la partie commerciale/bureaux).

L'avis mentionne :

- les dates du passage et de l'affichage,
- les coordonnées du Service des Taxes, où les documents peuvent être retirés.

§ 4. Le redevable dispose d'un délai de 30 jours à dater de l'envoi du formulaire de déclaration pour le renvoyer à l'Administration, dûment complété et signé.

L'envoi peut se faire par courrier recommandé (le cachet de la poste faisant foi), par dépôt à l'administration contre récépissé, ou par e-mail ou autre moyen électronique.

§ 5. La déclaration ne lie toutefois pas définitivement l'administration. Elle ne prive pas celle-ci du pouvoir de procéder à des contrôles et investigations, conformément à l'article 6 de l'ordonnance susvisée, et, le cas échéant, de rectifier le montant de la taxe par la voie d'une taxation d'office.

§ 6. Sur la base de ce double constat et selon la déclaration remplie par le redevable la taxe est établie et le redevable est enrôlé, conformément à l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes communales.

Article 7.3 : SITUATION INCHANGÉE

Pour chaque exercice qui suit l'enrôlement initial, un constat unique est effectué afin de vérifier que la situation de l'immeuble ou du terrain est demeurée inchangée.

Ce constat est accompagné d'un formulaire de déclaration, que le redevable complète et retourne, daté et signé, dans les trente jours de l'envoi de la déclaration.

Article 8 : TAXATION D'OFFICE – MAJORATIONS

§ 1^{er}. L'absence de déclaration, la déclaration tardive, incorrecte, incomplète, illisible ou imprécise de la part du redevable, entraîne l'enrôlement d'office de la taxe, sur la base des données en possession de l'Administration communale.

§ 2. Dans le cadre du contrôle ou de l'examen de l'application du présent règlement-taxe, les membres du personnel de l'administration désignés à cet effet par le Collège des Bourgmestre et Echevins, sont autorisés à exercer toutes les compétences qui s'appliquent aux taxes communales en vertu de l'article 11 de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, y compris celle de requérir de toute personne disposant de livres ou documents nécessaires à l'établissement de la taxe, qu'elle les produise sans déplacement.

§ 3. La taxation d'office peut entraîner une majoration progressive, selon l'échelle de gradation suivante :

- en cas de manquement la première année, la majoration est égale à 20 % du montant de la taxe, résultat arrondi à l'unité supérieure ;
- en cas de manquement la deuxième année, la majoration est égale à 40 % du montant de la taxe, résultat arrondi à l'unité supérieure ;
- en cas de manquement la troisième année et pour tout manquement additionnel, la majoration est égale à 100 % du montant de la taxe, résultat arrondi à l'unité supérieure.

Le montant de cette majoration est enrôlé simultanément et conjointement avec la taxe.

Article 9 : ETABLISSEMENT DU ROLE

La taxe est recouvrée par voie de rôle.

Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Le redevable reçoit, sans frais, un avertissement-extrait de rôle.

Article 10 : DELAI DE PAIEMENT

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Article 11 : CESSION DU DROIT DE PROPRIETE

§ 1^{er}. Dans le cas d'un changement de titulaire(s) du droit de propriété sur l'immeuble ou la partie d'immeuble visé par le présent règlement, en cours d'exercice de taxation, aux termes d'une cession entre vifs, quelle qu'en soit la cause, le propriétaire est tenu d'en communiquer la preuve à l'administration communale, dans les plus brefs délais.

§ 2. En cas de cession pour cause de décès, les ayants-cause sont solidairement tenus d'en communiquer la preuve à l'administration communale, dans les plus brefs délais.

§ 3. En cas d'extinction d'un droit d'usufruit, d'emphytéose ou de superficie, le plein propriétaire est tenu d'en communiquer la preuve à l'administration communale, dans les plus brefs délais.

Article 12 : DISPOSITIONS PARTICULIERES RELATIVES A LA PROCEDURE DE RECLAMATION

§ 1^{er}. Conformément à l'article 9, § 1^{er} de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative.

§ 2. La réclamation doit être introduite, par écrit, signée et motivée, et, sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois, pour les redevables, et d'un an, pour les co-débiteurs, à compter du

troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle ou à compter de la date de notification de la taxation.

§ 3. Les réclamations peuvent aussi être introduites par le biais d'un support durable, notamment un moyen électronique tel que l'e-mail.

§ 4. Si le redevable en fait la demande dans la réclamation, il est invité à être entendu par le Collège des bourgmestre et échevins lors d'une audition.

§ 5. L'introduction de la réclamation ne suspend pas l'exigibilité de la taxe et ne dispense pas de l'obligation de payer celle-ci dans le délai prévu.

§ 6. Le redevable qui conteste la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins rendue au sujet de sa réclamation, mais recherche une résolution amiable au contentieux, sous la forme d'un accord qui soit conforme à la législation en vigueur, peut avoir recours à la Chambre de règlement amiable des litiges fiscaux (CRA-F) instituée auprès du Tribunal de Première Instance francophone de Bruxelles.

Le Collège des Bourgmestre et Echevins décidera s'il accepte ou non cette phase de conciliation.

En cas d'échec, la procédure judiciaire classique pourra être poursuivie et tout ce qui a été discuté pendant la conciliation restera confidentiel.

§ 7. Le réclamant qui conteste la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins, peut introduire un recours en bonne et due forme auprès du tribunal de première instance.

§ 8. Les formes et délais ainsi que la procédure de réclamation, sont explicités dans le règlement général sur l'établissement et le recouvrement des taxes, tel qu'adopté par le Conseil communal d'Uccle et applicable pendant la période de validité du présent règlement.

Article 13 : ENTREE EN VIGUEUR

Le présent règlement renouvelle et adapte le règlement-taxe sur les immeubles inachevés, partiellement ou totalement inoccupés, inexploités ou laissés à l'abandon et les terrains laissés à l'abandon en bordure de la voie publique, délibéré par le Conseil communal du 24 novembre 2022.

Il entre en vigueur le 1^{er} janvier 2026, moyennant l'accomplissement des formalités prescrites aux articles 112 et 114 de la Nouvelle Loi communale.

Belastingreglement op de onafgewerkte, volledig of gedeeltelijk onbewoonde, onuitgebate of verwaarloosde gebouwen en op verwaarloosde terreinen langs de openbare weg. - Vernieuwing en aanpassingen.

De raad,

Gelet op de Grondwet, in het bijzonder artikel 170 §4;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet, dat de gemeenten een begrotingsevenwicht oplegt;

Gelet op de bepalingen die van toepassing zijn op de gemeentebelastingen van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 (afgekort WIB 92), in het bijzonder titel VII, hoofdstuk 1, 3, 4, 6 tot en met 9bis;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en de latere wijzigingen ervan, in het bijzonder de ordonnantie van 12 februari 2015;

Gelet op de wet van 13 april 2019 tot invoering van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen (afgekort WMGI) en de latere wijzigingen ervan;

Gelet op de ordonnantie van 17 december 2019 tot wijziging van artikel 11 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, die de bepalingen van de wet van 13 april 2019 tot invoering van het WMGI vanaf 1 januari 2020 van toepassing maakt op de gemeentebelastingen;

Gelet op de wet van 24 juni 2020 houdende instemming met het Europees Handvest inzake lokale autonomie, in het bijzonder artikel 9.1. en 3.;

Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van gemeentebelastingen, zoals aangenomen door de gemeenteraad van Ukkel en van toepassing tijdens de geldigheidsperiode van het onderhavige reglement;

Overwegende de doelstelling van de gemeente Ukkel om zich uit te rusten met de nodige financiële middelen voor de uitoefening van haar opdrachten en activiteiten van algemeen nut en voor de verwezenlijking van het beleid dat ze wil voeren;

Overwegende de noodzaak om volledig of gedeeltelijk onbewoonde of onafgewerkte gebouwen en verwaarloosde terreinen efficiënt te bestrijden;

Overwegende bovendien de spanning op de Brusselse vastgoedmarkt, die meer bepaald voortvloeit uit het feit dat het woningaanbod niet voldoet aan de vraag, die sneller stijgt dan de terbeschikkingstelling van nieuwe woningen;

Overwegende dat de langdurige leegstand en onbeschikbaarheid van gebouwen leidt tot een achteruitgang van het stedelijk milieu;

Dat de onbewoonde of verwaarloosde gelijkvloerse verdiepingen door hun grotere zichtbaarheid vanaf de openbare ruimte de aantrekkingskracht verkleinen van de zones op het gemeentelijk grondgebied waarin ze liggen;

Overwegende dat de in dit reglement bedoelde gebouwen de openbare rust en veiligheid verstoren;

Overwegende dat de staat van de gelijkvloerse verdieping van een onbewoond, onuitgebaat, verwaarloosd of slecht onderhouden gebouw meer overlast voor de buurt kan veroorzaken dan de andere verdiepingen;

Overwegende dat het gebrek aan verhelping van deze situatie een belemmering vormt en de vernieuwing of de renovatie van het onroerend erfgoed in het gedrang brengt;

Overwegende dat het onderhavige belastingreglement ertoe strekt de leefomgeving te verbeteren en uitgaat van een wens om de woonmogelijkheden te vergroten, overeenkomstig het Europees Sociaal Handvest, om het aanbod van hoofdverblijven op de vastgoedmarkt uit te breiden;

Dat het onderhavige reglement hiervoor deel uitmaakt van de maatregelen om de eigenaars aan te sporen hun erfgoed goed te onderhouden, te herstellen of te renoveren;

Dat de eigenaars en houders van zakelijke rechten op onuitgebate of verwaarloosde gelijkvloerse handelsverdiepingen of kantoren bovendien aangemoedigd moeten worden om ze te herstellen en ze opnieuw op de markt te brengen om de betrokken wijken dynamiek te geven en er de gemengdheid van functies te bevorderen;

Overwegende dat het in bepaalde situaties buiten hun wil om verstandig is te overwegen dat de eigenaars of houders van zakelijke rechten op gebouwen die onderworpen zijn aan het onderhavige reglement vrijgesteld moeten worden van de betaling van de belasting, hetzij volledig wanneer de oorzaak berust op een onteigeningsplan, hetzij gedeeltelijk, voor een bepaalde tijd, wegens omstandigheden die ze verhinderen herstellingswerken aan het beoogde goed uit te voeren;

Overwegende dat het bedrag van de belasting bepaald wordt op basis van de kadastrale oppervlakte of, in geval van incoherentie of twijfel, de bruto vloeroppervlakte en niet langer op basis van het aantal lopende meter gevel van het gebouw;

Dat de voornoemde berekeningswijze per vierkante meter gehoor geeft aan de bezorgdheid om de belastingplichtigen eerlijker te behandelen, ongeacht de schikking van de gevels ten aanzien van de openbare weg;

Overwegende dat het belastingreglement op de onafgewerkte, volledig of gedeeltelijk onbewoonde, onuitgebate of verwaarloosde gebouwen en op verwaarloosde terreinen langs de openbare weg, beraadslaagd door de gemeenteraad in zitting van 24 november 2022, in werking getreden is op 1 januari 2023 en afloopt op 31 december 2025;

Overwegende dat een jaarlijkse indexering met 5 % van de bedragen van de belasting zich schikt naar de voorzieningen van courante inkomsten gepubliceerd in het gemeentelijk driejarenplan 2025-2027;

Overwegende dat dit belastingreglement als volgt vernieuwd en aangepast moet worden voor een termijn van drie jaar, met ingang van 1 januari 2026:

REGLEMENT

Artikel 1: GRONDSLAG VAN DE BELASTING

Er wordt vanaf 1 januari 2026, voor een termijn die verstrijkt op 31 december 2028, een jaarlijkse directe belasting geheven op:

- op onafgewerkte gebouwen die opgetrokken worden;
- op reeds opgetrokken volledig of gedeeltelijk onbewoonde gebouwen;
- op reeds opgetrokken, volledig of gedeeltelijk onuitgebate of verwaarloosde gebouwen;
- op onbebouwde verwaarloosde terreinen langs de openbare weg.

Artikel 2: DEFINITIES

Voor de toepassing van dit reglement wordt verstaan:

§ 1 onder "gebouw": elke wooneenheid (woning of kamer) of vestigingseenheid waar commerciële, ambachtelijke, kantoor-, industriële, opslag-, tentoonstellings- en verkoop-, onderhouds- en herstellingsactiviteiten aan voertuigen (garages, showrooms met werkplaatsen) worden uitgevoerd;

§ 2. onder "indicaties": de feitelijke en juridische elementen die voortvloeien uit juridisch en administratief onderzoek, opsporingen en vaststellingen die zijn opgenomen in de vaststelling en in het verslag van de controleur, aangesteld door het college van burgemeester en schepenen, en die de criteria vormen waarop het bestuur zich baseert om te oordelen dat een gebouw binnen het toepassingsgebied van dit reglement valt.

§ 3. onder "onafgewerkte" gebouwen: elk gebouw dat opgetrokken wordt en waarvan de werken reeds meer dan vier maand, vanaf de datum van de vaststelling van het bestuur, stilliggen;

§ 4. onder gedeeltelijk of volledig "onbezette" gebouwen: bebouwde eigendommen die gedeeltelijk of volledig leeg staan tijdens het aanslagjaar, gedurende een periode van ten minste vier opeenvolgende maanden, ongeacht of deze goederen al dan niet het voorwerp hebben uitgemaakt van een bestuurlijke politiemaatregel.

Het bestuur beoordeelt het onbezet karakter van het goed op basis van één of meer indicatoren zoals vermeld in de volgende niet-exhaustieve lijst:

niemand is ingeschreven in het bevolkings- of vreemdelingenregister;

het ontbreken van een overeenkomst voor het gebruik van het goed (huurovereenkomst, preciaire bezettingsovereenkomst of andere); overvolle

brievenbus (post, kranten, reclamedrukwerk);

de woning is niet uitgerust met het meubilair dat nodig is voor het gebruik ervan (als de woning een woning is: bed, tafel, stoelen, keukenmeubilair, sanitair, verlichtings- en verwarmingstoestellen enz.); indien economische vestiging: kantoormeubilair, zetels, specifieke bekabeling en stopcontacten, verlichtings- en verwarmingsapparatuur, sanitair); geen verbinding met water-, energie- of telecommunicatienetwerken; geen water- of energieverbruik;

§ 5. onder gedeeltelijk of volledig "onuitgebate" onroerende gebouwen: gebouwen of delen van gebouwen, bestemd voor economische activiteiten maar die tijdens het aanslagjaar niet effectief gebruikt worden gedurende een periode van minstens vier opeenvolgende maanden, ongeacht of deze onroerende goederen al dan niet het voorwerp hebben uitgemaakt van een bestuurlijke politiemaatregel.

Het bestuur beoordeelt het onuitgebate karakter van het goed op basis van één of meer indicatoren zoals vermeld in de volgende niet-exhaustieve lijst:

afwezigheid van tekens, naam of commerciële aanduiding op de deurbel, brievenbus, voordeur, garage of etalage; gebrek aan toegang van klanten tot

de bedrijfsruimtes; geen vermelding van

openingstijden, professionele informatie of informatie

over de aangeboden producten;

geen inschrijving van een handelsvennootschap bij de Kruispuntbank van Ondernemingen (KBO), in het gebouw; geen aangifte inzake de vestigingsbelasting (inplanting)

van de zaak;

geen geregistreeerde handelshuurovereenkomst, concessieovereenkomst of andere ondertekende overeenkomst inzake het gebruik van het goed dekt; geen verbinding met water-,

energie- of telecommunicatienetwerken; geen water-, gas- of elektriciteitsverbruik;

vermindering van het kadastraal inkomen overeenkomstig artikel 15 van het WIB 1992;

§ 6. onder gedeeltelijk of volledig "verwaarloosde" gebouwen: residentiële of andere gebouwen, evenals hun koeren en tuinen, die tijdens het aanslagjaar gedurende een periode van ten minste vier opeenvolgende maanden één of meer indicaties vertonen zoals vermeld in de volgende nietexhaustieve lijst: uiterlijk verval dak dat volledig of gedeeltelijk is ingestort; ontbrekende of gebroken pannen of leistenen; gebroken, losgekomen of ontbrekende dakgoten; beschadigde gevel; abnormale helling van muren; gedeeltelijk ingestorte muren;

structurele scheuren (openingen die dragende elementen zoals muren, funderingen, vloeren of platen aantasten en die de stabiliteit van het gebouw in gevaar kunnen brengen of het kunnen doen instorten); afbrokkeling van voegen tussen bakstenen, blokstenen of breukstenen; losgekomen gevelbekleding; afbladderende muurverf, beschadigde isolatie; aangebrachte graffiti; gebroken ramen; afschilfering van de verf of het vernis van het raamwerk;

ra(a)m(en) of deur(en) afgeschermd met reclameborden, met vastgespijkerde planken of borden, of met een ander soort constructie;

verwaarloosde omgeving;

renovatiewerken die zijn begonnen maar onderbroken en geregistreerd in het hieronder genoemde register, wat duidt op het begin van een proces van verwaarlozing, volgens de vaststelling van de inspecteur aangesteld door het college van burgemeester en schepenen;

§ 7. onder "verwaarloosde terreinen": onbebouwde en braakliggende percelen of gedeelten van percelen die grenzen aan de openbare weg en die tijdens het aanslagjaar verschillende van de volgende indicaties vertonen:

langdurig gebrek aan onderhoud: onkruid en wilde grassen, schadelijke invasieve en/of klimplanten, ongetrimde hagen en bomen of struiken die lange tijd niet gesnoeid zijn, takken en gebladerte op de grond, illegale stortplaats voor afval, grofvuil of vervuilende stoffen onvlakke oppervlakken na afbraak van een bestaand gebouw, geen omheining in overeenstemming met de huidige wetgeving;

§ 8. onder "gebruik van het gebouw": het feitelijk gebruik van een gebouw of gedeelte ervan, zoals beschreven in de vaststellingen bedoeld in artikel 7;

§ 9. onder "bestuur": de dienst Belastingen van het gemeentebestuur van Ukkel, belast met de toepassing van dit reglement;

§ 10. onder "oppervlakte": de bebouwde oppervlakte op de grond zoals geregistreerd in het kadaster. Als de vaststellingen van het bestuur incoherentie vaststelt tussen de kadastrale oppervlakte en de werkelijke situatie, wordt de bruto vloeroppervlakte gebruikt als basis voor de belasting.

Voor de toepassing van dit reglement wordt bruto vloeroppervlak gedefinieerd als de som van de oppervlakten van alle verdiepingen van een gebouw, inclusief tussenverdiepingen en halve kelders, maar exclusief kelders. Het wordt gemeten aan de naakte buitenkant van de gevelmuren, zonder rekening te houden met hun onderbreking door interne vrije ruimtes, scheidingswanden of dragende muren, en omvat alle bruikbare ruimtes.

Artikel 3: BELASTINGPLICHTIGEN - MEDESCHULDENAREN

§ 1. De belasting is verschuldigd door de eigenaar(s), natuurlijke perso(o)n(en) of rechtsperso(o)n(en), van een gebouw dat beantwoordt aan de definities van artikel 2 hierboven.

In geval van splitsing van het eigendomsrecht is de belasting verschuldigd door de vruchtgebruiker, erfpachter of opstalhouder. Indien het een gebouw betreft dat in onverdeeldheid toebehoort aan meerdere personen of indien meerdere personen houder zijn van een recht zoals vermeld in de 1ste of 2de alinea van dit paragraaf, zijn deze laatsten op een solidaire en ondeelbare manier verantwoordelijk voor de betaling van de belasting.

§ 2. Als de belastingplichtige(n) in gebreke blijft (blijven) met de betaling, na de kennisgeving van een aanmaning, zijn de volgende personen solidair aansprakelijk voor de betaling van de belasting, als medeschuldenaren: de naakte eigenaar of de opstalgever.

Artikel 4: VRIJSTELLINGEN

Zijn volledig vrijgesteld: belastingplichtigen van wie het gebouw of het verwaarloosd terrein uitdrukkelijk is opgenomen in een onteigeningsplan in het algemeen belang, goedgekeurd door een regeringsbesluit en van kracht.

Artikel 5: GEDEELTELIJKE VRIJSTELLINGEN

§ 1. De belastingplichtige is gedeeltelijk vrijgesteld van de betaling van de belasting in de volgende gevallen:

- als hij/zij langer dan vier opeenvolgende maanden in een revalidatiecentrum, ziekenhuis of psychiatrische zorginstelling verblijft;

- indien de regelmatig uitgevoerde renovatiewerken in een bestaand gebouw met ijver voortgezet worden en bewezen worden binnen de 30 dagen, volgend op de verzending van de vaststelling, door de voorlegging van facturen en betalingsbewijzen hiervan. Deze documenten moeten een duidelijk verband aantonen met de uitgevoerde werken aan het goed en moeten betrekking hebben op het dienstjaar waarvoor de belasting geheven werd. De voorgelegde facturen moeten de reële wil tot renovatie aantonen en niet eenvoudigweg de wil tot behoud van het goed. In geval van renovatiewerken die geen stedenbouwkundige vergunning vereisen, wordt de belastingvrijstelling toegekend tijdens het jaar van de start van de werken en voor de volgende twee aanslagjaren;

- indien een stedenbouwkundige vergunning, bedoeld voor de afwerking of de renovatie van het gebouw, het onderwerp uitmaakt van een volledig ontvangstbewijs, terwijl de vergunning nog niet is afgegeven. In dit geval wordt de vrijstelling toegekend voor de periode waarin de vergunning in behandeling is totdat deze wordt afgegeven. Het bewijs van het bovenstaande wordt geleverd door de

voorlegging van de ontvangstbevestiging van het volledige dossier, overhandigd aan de aanvrager door de autoriteit die de vergunning afgeeft.

§ 2. De belasting is niet verschuldigd als aan de voorwaarden van overmacht is voldaan.

Om op deze basis aanspraak te kunnen maken op een vrijstelling dient de belastingplichtige te bewijzen dat het voorval, dat als bestanddeel van de overmacht ingeroepen wordt, beantwoordt aan de volgende eigen schappen: het feit was niet te voorzien, onoverkomelijk en onvermijdelijk en de belastingplichtige was op geen enkele manier betrokken in het verloop van de omstandigheden die tot dit voorval hebben geleid.

Artikel 6: AANSLAGVOET VAN DE BELASTING

§ 1. De jaarlijkse belasting is vastgelegd, voor het aanslagjaar 2026, op ZESSENVEERTIG euro (€ 46,00) per vierkante meter oppervlak, voor een opgetrokken gebouw.

Onafgewerkte constructies, beperkt tot funderingen, worden beschouwd als een niveau op zich.

§ 2. Het jaarlijkse belastingtarief wordt verdubbeld voor een onafgewerkte, onbezette, onuitgebate of verwaarloosde benedenverdieping. Het is vastgesteld op TWEEËNNEGENTIG euro (€ 92,00) per vierkante meter oppervlak.

§ 3. De bedragen waarnaar verwezen wordt in paragraaf 1 hierboven worden vermenigvuldigd met het aantal verdiepingen, inclusief zolderverdiepingen, tussenverdiepingen en ingerichte halve kelders.

§ 4. De jaarlijkse belasting is vastgelegd op DRIEENTWINTIG euro (€ 23,00) per vierkante meter indien het gaat om een onbebouwd verwaarloosd terrein langs de openbare weg.

§ 5. Voor de aanslagjaren 2027 en 2028 worden de tarieven bedoeld in paragraaf 1, 2 en 4 hierboven verhoogd met 5%, op 1 januari van elk jaar, waarbij het resultaat wordt afgerond naar de hoger gelegen eenheid, zoals gespecificeerd in de onderstaande tabel:

§ 6. Voor het derde opeenvolgende jaar waarin het opgetrokken gebouw, bedoeld in paragraaf 1 en 2, of het verwaarloosde terrein, bedoeld in paragraaf hiervoor, is onderworpen aan de belasting, en voor de daaropvolgende jaren, zullen de belastingbedragen zoals jaarlijks met 5% geïndexeerd bovendien met 20% verhoogd worden, waarbij de resultaten naar de hoger gelegen eenheid worden afgerond, zoals gespecificeerd in de onderstaande tabel.

§ 7. Onafgewerkte, onbezette, onuitgebate of verwaarloosde gebouwen die al ingekohierd zijn gedurende minstens twee opeenvolgende jaren in toepassing van het belastingreglement, dat verstrijkt op 31 december 2025, zullen vanaf het aanslagjaar 2026 en voor de daaropvolgende aanslagjaren worden onderworpen aan de belastingtarieven die overeenkomen met hun definitie en geïndexeerd zijn, zoals gespecificeerd in de onderstaande tabel. Voor elk van de aanslagjaren 2026, 2027 en 2028 worden deze bedragen ook verhoogd met 20%.

Aard van het goed	Tarief belasting 2026	Tarief belasting 2027	Tarief belasting 2028
Artikel 5 § 1: 1ste en 2de jaar	€ 46,00/m ²	€ 49,00/m ²	€ 52,00/m ²

Artikel 5 § 5: 3de jaar en v.	/	/	€ 63,00/m ²
Artikel 5 § 2: 1ste en 2de jaar	€ 92,00/m ²	€ 97,00/m ²	€ 102,00/m ²
Artikel 5 § 5: 3de jaar en v.	/	/	€ 123,00/m ²
Artikel 5 § 4: 1ste en 2de jaar	€ 23,00/m ²	€ 25,00/m ²	€ 27,00/m ²
Artikel 5 § 5: 3de jaar en v.	/	/	€ 33,00/m ²

Artikel 7: VASTSTELLINGEN EN AANGIFTE

Artikel 7.1: OPSPORINGSVASTSTELLING

§ 1. Wanneer een gebouw waarschijnlijk voldoet aan de criteria van artikel 2 van dit reglement, wordt een eerste vaststelling (opsporingsvaststelling) opgesteld door een ambtenaar van de dienst Gemeentebelastingen, aangesteld door het college van burgemeester en schepenen.

Deze vaststelling wordt gedateerd en ondertekend door de ambtenaar en samen met een kopie van dit reglement per aangetekende brief naar de belastingplichtige thuis of de maatschappelijke zetel gestuurd.

§ 2. Indien het thuisadres of de maatschappelijke zetel van de belastingplichtige onbekend is, of indien de gemeente van mening is dat kennisgeving per aangetekende post niet succesvol zal zijn, kan kennisgeving worden gedaan:

of per e-mail, indien de belastingplichtige vooraf toestemming heeft gegeven, of door affichage van een mededeling op de toegangsdeur van het gebouw (of de commerciële/kantoorruimte).

De mededeling vermeldt:

de datum van het bezoek en de datum van de affichering, de contactgegevens van de dienst Belastingen waar de documenten kunnen worden opgehaald.

§ 3. De belastingplichtige heeft 30 dagen de tijd na kennisgeving van de opsporingsvaststelling om desgevallend opmerkingen in te dienen.

De verzending kan gebeuren per aangetekende brief (de poststempel geldt als bewijs), door afgifte op het bestuur tegen ontvangstbewijs, of per e-mail of andere elektronische middelen.

Artikel 7.2: TWEEDE VASTSTELLING

§ 1. Vier maanden na de eerste opsporingsvaststelling wordt een tweede vaststelling opgesteld door een ambtenaar van de dienst Gemeentebelastingen, naar behoren aangesteld door het college van burgemeester en schepenen.

Het maakt mogelijk:

ofwel de in de opsporingsvaststelling beschreven situatie te bevestigen
of dit tegen te spreken.

§ 2. Als de tweede vaststelling de situatie van de opsporingsvaststelling bevestigt, wordt de vaststelling gedateerd en ondertekend door de ambtenaar en samen met een aangifteformulier per aangetekende brief post naar de belastingplichtige thuis of de maatschappelijke zetel gestuurd.

§ 3. Indien het thuisadres of de maatschappelijke zetel van de belastingplichtige onbekend is, of indien de gemeente van mening is dat kennisgeving per aangetekende post niet succesvol zal zijn, kan kennisgeving worden gedaan:

of per e-mail, indien de belastingplichtige vooraf toestemming heeft gegeven, of door affichage van een mededeling op de toegangsdeur van het gebouw (of de commerciële/kantoorruimte).

De mededeling vermeldt:

de datum van het bezoek en de datum van de affichering, de contactgegevens van de dienst Belastingen waar de documenten kunnen worden opgehaald.

§ 4. De belastingplichtige heeft 30 dagen vanaf de datum waarop het aangifteformulier is verzonden om het ingevuld en ondertekend terug te sturen naar het bestuur.

De verzending kan gebeuren per aangetekende brief (de poststempel geldt als bewijs), door afgifte op het bestuur tegen ontvangstbewijs, of per e-mail of andere elektronische middelen.

§ 5. De aangifte is echter niet bindend voor het bestuur. Dit ontnemt het bestuur echter niet de bevoegdheid om controles en onderzoeken uit te voeren, overeenkomstig artikel 6 van de voormelde ordonnantie, en, desgevallend, het belastingbedrag te corrigeren door middel van een ambtshalve inkohiering.

§ 6. Op basis van deze dubbele vaststelling en volgens de door de belastingplichtige ingevulde aangifte wordt de belasting vastgesteld en wordt de belastingplichtige ingekohierd, overeenkomstig de verordening van 3 april 2014 betreffende de vestiging en de invordering inzake gemeentebelastingen.

Artikel 7.3: ONGEWIJZIGDE SITUATIE

Voor elk aanslagjaar volgend op de initiële inkohiering wordt één vaststelling opgesteld om te controleren of de situatie van het gebouw of de grond ongewijzigd is gebleven.

Deze vaststelling gaat vergezeld van een aangifteformulier dat de belastingplichtige binnen dertig dagen na verzending van de aangifte invult en gedateerd en ondertekend terugstuurt.

Artikel 8: AMBTSHALVE INKOHIERING - VERMEERDERINGEN

§ 1. Bij gebrek aan een aangifte binnen de voorziene termijnen of in geval van een onjuiste, onvolledige, onnauwkeurige, onleesbare of laattijdige aangifte vanwege de belastingplichtige zal de belasting ambtshalve ingekohierd worden op basis van de gegevens waarover het gemeentebestuur beschikt.

§ 2. In het kader van de controle of het onderzoek van de toepassing van dit belastingreglement zijn de leden van de administratie, daartoe aangewezen door het college van burgemeester en schepenen, gemachtigd om alle bevoegdheden uit te oefenen die van toepassing zijn op de gemeentebelastingen krachtens artikel 11 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, met inbegrip van de bevoegdheid om elke persoon die in het

bezit is van boeken of documenten die nodig zijn voor de vaststelling van de belasting, te verzoeken deze zonder verplaatsing voor te leggen.

§ 3. De ambtshalve inkohiering kan leiden tot een progressieve stijging van het tarief volgens de volgende schaal:

bij een eerste gebrek is de vermeerdering gelijk aan 20% van het bedrag van de belasting; het resultaat zal afgerond worden naar de hoger gelegen eenheid;

bij een tweede gebrek is de vermeerdering gelijk aan 40% van het bedrag van de belasting; het resultaat zal afgerond worden naar de hoger gelegen eenheid;

bij een derde gebrek en voor elk bijkomend gebrek is de vermeerdering gelijk aan 100% van het bedrag van de belasting; het resultaat zal afgerond worden naar de hoger gelegen eenheid.

Het bedrag van deze vermeerdering wordt tegelijk en samen met de belasting ingekohierd.

Artikel 9: INKOHIERING

De belasting zal via inkohiering geïnd worden.

Het belastingkohier wordt opgemaakt en uitvoerbaar verklaard door het college van burgemeester en schepenen.

De belastingplichtige zal kosteloos een aanslagbiljet-kohieruittreksel ontvangen.

Artikel 10: BETALINGSTERMIJN

De belasting moet binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet-kohieruittreksel betaald worden.

Artikel 11: OVERDRACHT VAN HET EIGENDOMSRECHT

§ 1. In het geval van een wijziging van de houder(s) van het eigendomsrecht van het gebouw of een deel van het gebouw dat onder dit reglement valt, in de loop van het aanslagjaar, krachtens een overdracht onder levenden, om welke reden dan ook, moet de eigenaar zo snel mogelijk het bewijs hiervan leveren aan het gemeentebestuur.

§ 2. In geval van overdracht wegens een overlijden zijn de rechtverkrijgenden solidair gehouden om het gemeentebestuur zo snel mogelijk de volgende zaken mee te delen:

§ 3. Als een recht op vruchtgebruik, erfpacht of opstal vervalt, is de volle eigenaar verplicht om zo snel mogelijk een bewijs hiervan te leveren aan het gemeentebestuur.

Artikel 12: BIJZONDERE BEPALINGEN BETREFFENDE DE BEZWAARPROCEDURE

§ 1. Overeenkomstig artikel 9, § 1 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen kan de belastingplichtige of zijn

vertegenwoordiger een bezwaar indienen bij het college van burgemeester en schepenen, dat optreedt als administratieve overheid.

§ 2. Het bezwaar moet schriftelijk ingediend worden, ondertekend en met redenen omkleed zijn en, op straffe van verval, ingediend worden binnen een termijn van drie maanden voor de belastingplichtigen, en één jaar voor de medeschuldenaren, te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de verzendingsdatum van het aanslagbiljet-kohieruittreksel of vanaf de kennisgevingsdatum van de aanslag.

§ 3. De bezwaren kunnen ingediend worden op een duurzame drager, meer bepaald via een elektronisch communicatiemiddel zoals e-mail.

§ 4. Als de belastingplichtige dat in het bezwaarschrift heeft gevraagd, zal hij worden uitgenodigd om gehoord te worden door het college van burgemeester en schepenen tijdens een hoorzitting.

§ 5. De indiening van een bezwaar houdt geen opschorting van de opeisbaarheid van de belasting in en ontslaat de belastingplichtige niet van de verplichting deze te betalen binnen de voorziene termijn.

§ 6. De belastingplichtige die de beslissing van het college van burgemeester en schepenen met betrekking tot zijn bezwaar betwist, maar een minnelijke schikking voor het geschil zoekt in de vorm van een overeenkomst die in overeenstemming is met de geldende wetgeving, kan een beroep doen op de Kamer voor Minnelijke Schikking van de Brusselse rechtbank.

Het college van burgemeester en schepenen zal beslissen of het deze bemiddelingsfase al dan niet aanvaardt.

In geval van mislukking kan de klassieke gerechtelijke procedure worden voortgezet en blijft alles wat tijdens de bemiddeling wordt besproken vertrouwelijk.

§ 7. De indiener van het bezwaar die de beslissing van het college van burgemeester en schepenen betwist, kan een beroep indienen in de vereiste vorm bij de rechtbank van eerste aanleg.

§ 8. De formulieren en termijnen alsook de bezwaarprocedure worden beschreven in het algemeen reglement inzake de vestiging en de invordering van belastingen, zoals aangenomen door de gemeenteraad van Ukkel en van toepassing tijdens de geldigheidsduur van dit reglement.

Artikel 13: INWERKINGTREDING

Het onderhavige reglement vernieuwt op 1 januari 2026 het belastingreglement op de onafgewerkte, volledig of gedeeltelijk onbewoonde, onuitgebate of verwaarloosde gebouwen en op verwaarloosde terreinen langs de openbare weg, beraadslaagd door de gemeenteraad van 24 november 2022, en past het aan.

Het treedt in werking op 1 januari 2026 zodra de formaliteiten voorgeschreven in artikel 112 en 114 van de Nieuwe Gemeentewet, zijn vervuld.

17 Règlement-taxe sur les antennes GSM ou mobilophonie, de télécommunications, d'émission de signaux et d'échange d'informations par voie hertzienne. – Renouvellement et adaptations.

Le Conseil,

Vu la Constitution, spécialement l'article 170 § 4 ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi communale, qui impose l'équilibre budgétaire aux communes;

Vu les dispositions applicables aux taxes communales du Code des impôts sur les revenus 1992 (CIR 92, en abrégé), spécialement le titre VII, chapitres 1^{er}, 3, 4, 6 à 9 bis inclus ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, et ses modifications ultérieures, spécialement l'ordonnance du 12 février 2015 ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales (CRAF, en abrégé), et ses modifications ultérieures ;

Vu l'ordonnance du 17 décembre 2019 modifiant l'article 11 de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, et rendant applicables aux taxes communales les dispositions de la loi du 13 avril 2019 introduisant le CRAF, à partir du 1^{er} janvier 2020 ;

Vu la loi du 24 juin 2020 portant assentiment à la Charte européenne de l'autonomie locale, spécialement l'article 9.1. et 3. ;

Vu le règlement-général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales, tel qu'adopté par le Conseil communal d'Uccle et applicable pendant la période de validité du présent règlement ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune d'Uccle les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale;

Considérant que les antennes GSM ou mobilophonie, de télécommunication, d'émission de signaux et d'échange d'informations par la voie hertzienne constituent des infrastructures au travers desquelles se matérialise une activité économique génératrice de revenus permettant raisonnablement de considérer que les personnes physiques ou morales actives dans le secteur des télécommunications, d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie hertzienne disposent de capacités contributives leur permettant de s'acquies des taxes mises à leur charge;

Considérant qu'il y a lieu de ne soumettre à la taxe que les antennes exploitées à des fins commerciales et dans un but lucratif et d'exonérer les antennes utilisées en dehors d'une activité commerciale ou lucrative;

Considérant que les antennes GSM ou de mobilophonie, de télécommunications, d'émission de signaux et d'échange d'informations par la voie hertzienne exploités à des fins militaires ou

de services publics civils, telles que celles du réseau A.S.T.R.I.D., peuvent être exonérées étant donné que de telles infrastructures sont affectées à un service public ou d'intérêt général, qu'elles ne poursuivent aucun but de lucre et qu'elles sont improductives de revenus par elles-mêmes ;

Considérant que d'autres taxes sont déjà levées sur les entreprises qui ont leur siège social et/ou administratif ou une unité d'exploitation sur le territoire de la commune d'Uccle, et qu'il convient de ne pas alourdir d'avantage les charges fiscales de ces entreprises;

Considérant qu'en outre, les opérateurs qui exploitent des antennes sur le territoire de la commune d'Uccle n'y ont pas leur siège social ou administratif et considérant que la commune ne retire dès lors de ces implantations aucune compensation directe ou indirecte;

Considérant que les antennes visées propagent des ondes électromagnétiques dont certains effets liés aux rayonnements électromagnétiques constituent un type de pollution, il convient que les propriétaires de ces antennes contribuent au maintien d'un environnement propre et vert afin de tenter d'atténuer les effets négatifs ou ressentis comme tels, en particulier les nuisances visuelles portées à l'espace public et celles qui affectent la santé publique de la population locale dans des zones parfois restreintes ;

Considérant que les communes et les propriétaires sont de plus en plus fréquemment sollicités, notamment par des sociétés qui souhaitent implanter des pylônes afin d'accueillir des antennes, des nuisances à la diffusion d'ondes portant atteinte à l'environnement et à la santé publique dans un périmètre relativement important;

Considérant au surplus, que la commune est tenue de respecter le principe de précaution;

Que ce principe est particulièrement en cause dans le cas d'émission d'ondes pouvant entraîner des atteintes à la santé publique eu égard à la prolifération de ces antennes sur un territoire limité et plus particulièrement pour les habitants résidant sous ces antennes;

Considérant à cet égard que le pouvoir régional a déjà pris des mesures afin de pallier aux nuisances et aux dangers de ces émetteurs d'ondes en réduisant leur capacité de nuisance;

Qu'il est dès lors justifié que la commune prenne des mesures afin de réduire les nuisances occasionnées par ces mâts ou pylônes porteurs d'antennes tant en matière urbanistiques, environnementale et de santé publique;

Considérant que l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 mars 1999 fixe la liste des installations de classe IB, IC, ID, II, III en exécution de l'Ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement;

Qu'il en ressort que les antennes soumises à permis d'environnement selon cette réglementation sont considérées par la Région de Bruxelles-Capitale comme ayant une influence négative sur l'environnement ou la santé de la population;

Considérant que le règlement-taxé sur les antennes GSM ou mobilophonie, de télécommunications, d'émission de signaux et d'échange d'informations par voie hertzienne délibéré par le Conseil communal, le 24 novembre 2022, vient à expiration le 31 décembre 2025;

Considérant qu'une indexation annuelle de 5 % du montant de la taxe, est conforme aux prévisions de recettes courantes publiées dans le Plan triennal communal 2025-2027 ; annuelle;

Considérant qu'il y a lieu de renouveler et adapter le règlement-taxé sur les antennes GSM ou mobilophonie, de télécommunications, d'émission de signaux et d'échange d'informations par voie hertzienne, pour un terme de trois ans prenant cours le 1^{er} janvier 2026 comme suit :

REGLEMENT

Article 1^{er} : ASSIETTE DE LA TAXE

Il est établi au profit de la Commune d'Uccle à partir du 1^{er} janvier 2026 et pour une période se terminant le 31 décembre 2028, une taxe annuelle sur chaque antenne GSM ou mobilophonie, de télécommunication, d'émission de signaux et d'échange d'informations par la voie hertzienne soumise à permis d'environnement.

Article 2 : DEFINITIONS

Antenne : chaque système fixe d'émission conçu pour émettre ou capter un signal de radio télécommunication par ondes électromagnétiques pour toute technologie;

Puissance : la puissance effective de chaque antenne exprimée en dBm;

dBm : le rapport en décibels (dB) entre une valeur de référence exprimée en watt (W) et un milliwatt (mW).

Article 3 : REDEVABLES – CO-DEBITEUR

§ 1^{er}. La taxe est due solidairement, pour l'année en cours, par le titulaire ou les titulaires d'un droit réel sur l'antenne, quelles que soient l'époque d'installation et la durée de fonctionnement de l'antenne.

La détermination du redevable se fait en fonction des données communiquées dans la déclaration.

§ 2. A défaut pour le(s) redevable(s) d'acquies la taxe après qu'une somme on lui(leur) aura été no fiée, la personne suivante est tenue au paiement de la taxe, en tant que co-débiteur : le titulaire d'un droit d'exploiter l'antenne.

Article 4 : MONTANT DE LA TAXE

La taxe est établie en fonction de la puissance de chaque antenne et est fixée comme suit :

SEPTANTE-SEPT EUROS ET DIX CENTIMES (77,10 €) par dBm pour chaque antenne visée à l'article 1^{er}.

Ce montant sera augmenté au 1^{er} janvier de chaque année, au taux de 5%.

	2026	2027	2028
Montant	77,10 €	80,96 €	85,01 €

Article 5 : EXONERATIONS

Sont exonérés de la taxe :

- les personnes (physiques ou morales) u lisant des antennes GSM ou mobilophonie, detélécommunica ons, d'émission de signaux et d'échange d'informa ons par la voie hertzienne en dehors d'une activité commerciale ou lucrative;
- les antennes GSM ou mobilophonie, de télécommunica ons, d'émission de signaux etd'échange d'informa ons par la voie hertzienne exploitées à des fins militaires ou de service public. Ne peut être considéré comme exploité à des fins de service public, l'antenne exploitée par des personnes physiques ou morales poursuivant un but de lucre;
- le réseau de télécommunica ons ASTRID créé en exécu on de la loi du 8 juin 1998(Moniteur belge du 13 juin 1998) rela ve aux radiocommunica ons des services de secours et de sécurité.

Article 6 : DECLARATION

§ 1^{er}. L'Administra on communale adresse, chaque année, au redevable un formulaire de déclara on que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment complété, daté et signé, dans les 30 jours suivant la date d'envoi du dit formulaire.

§ 2. Le redevable qui n'a pas reçu de formulaire de déclaration est tenu d'en réclamer un à l'Administration, ou de le télécharger du site Internet communal :

www.uccle.be/MaCommune/Finances,taxes/Taxes, et de renvoyer ce formulaire dûment complété, daté et signé, dans les 30 jours suivant la mise en service de la (des) antenne(s) visée(s) par le présent règlement.

§ 3. En cas de modification en cours d'année, le redevable ou l'ayant droit est tenu d'introduire une nouvelle déclaration, auprès de l'Administration communale, dans les trente jours suivant la modification. Sont considérés comme tels :

1. l'installation, la modification de la puissance ou la suppression d'antennes ;
2. toute modification du droit de propriété ou du démembrement de propriété affectant ces antennes, y compris la cession ou la cession de droits d'usufruit, d'emphytéose ou de superficie.

§ 4. Le redevable ayant introduit une déclaration complète signée à l'Administration, dans les formes et délais prescrits, est enrôlé sur cette base, conformément à l'article 4 de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales.

§ 5. En cas de litige, seule la valeur de la puissance réelle sera prise en compte pour chaque antenne.

§ 6. La déclaration du redevable ne lie, toutefois, pas définitivement l'Administration. Elle ne prive pas celle-ci du pouvoir de procéder à des contrôles et investigations, conformément à l'article 6 de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, et, le cas échéant, de recueillir le montant de la taxe par la voie d'une taxation d'office, dans les cas énumérés au paragraphe suivant.

§ 7. Une déclaration tardive ne produit d'effet que pour l'avenir. Le propriétaire ne peut obtenir de révision ou de restitution pour des modifications non signalées dans les délais.

Article 7 : TAXATION D'OFFICE – MAJORATIONS

§ 1^{er}. L'absence de déclaration, la déclaration tardive, incorrecte, incomplète, illisible ou imprécise de la part du redevable, entraîne l'enrôlement d'office de la taxe, sur la base des données en possession de l'Administration communale.

§ 2. Dans le cadre du contrôle ou de l'examen de l'application du présent règlement-taxi, les membres du personnel de l'Administration désignés à cet effet par le Collège des Bourgmestre et Echevins, sont autorisés à exercer toutes les compétences qui s'appliquent aux taxes communales en vertu de l'article 11 de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, y compris celle de requérir

de toute personne disposant de livres ou documents nécessaires à l'établissement de la taxe, qu'elle les produise sans déplacement.

§ 3. La taxe on d'office peut entraîner une majora on progressive du taux, selon l'échelle de gradation suivante :

- en cas de manquement la première année, la majora on est égale à 20 % du montant de la taxe, résultat arrondi à l'unité supérieure ;
- en cas de manquement la deuxième année, la majora on est égale à 40 % du montant de la taxe, résultat arrondi à l'unité supérieure ;
- en cas de manquement la troisième année et pour tout manquement addi onnel, la majora on est égale à 100 % du montant de la taxe, résultat arrondi à l'unité supérieure.

Le montant de la majoration est enrôlé simultanément et conjointement à la taxe.

§ 4. Avant de procéder à la taxation d'office, le Collège des Bourgmestre et Echevins notifie au redevable, par le re recommandée à la poste, les mo fs du recours à ce e procédure, les éléments sur lesquels la taxe on est basée, ainsi que le mode de détermina on de ces éléments et le montant de la taxe. Le redevable dispose d'un délai de 30 jours de calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant l'envoi de la no fica on, pour faire valoir ses observations par écrit.

Article 8 : ETABLISSEMENT DU ROLE

La taxe est recouvrée par voie de rôle.

Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Le redevable reçoit, sans frais, un avertissement-extrait de rôle.

Article 9 : DELAI DE PAIEMENT

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Article 10 : CESSION DU DROIT DE PROPRIETE

§ 1^{er}. En cas de changement en cours d'exercice de taxa on, du titulaire de droit ou de la personne morale exploitante, la taxe sera mise à la charge du ou des différents titulaires de droit réel, en propor on du nombre de mois durant lesquels ils auront été titulaires du droit réel.

Tout mois entamé sera considéré comme un mois entier dû par le cessionnaire du droit réel.

§ 2. Ce e mise à charge de la taxe *prorata temporis* du nombre de mois, entre les différents redevables n'est pas automatique et il appartient au redevable d'informer la commune par écrit du changement de titulaire de droit réel, dans un délai de quinze jours suivant le changement.

Article 11 – DISPOSITIONS PARTICULIERES RELATIVES A LA PROCEDURE DE RECLAMATION

§ 1^{er}. Conformément à l'article 9, § 1^{er} de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative.

§ 2. La réclamation doit être introduite, par écrit, signée et motivée, et, sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois, pour le redevable, et dans un délai d'un an, pour le codébiteur, à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avisement extrait de rôle ou à compter de la date de notification de la taxation.

§ 3. Les réclamations peuvent aussi être introduites par le biais d'un support durable, notamment un moyen électronique tel que l'e-mail.

§ 4. Si le redevable en fait la demande dans la réclamation, il est invité à être entendu par le Collège des bourgmestre et échevins lors d'une audition.

§ 5. L'introduction de la réclamation ne suspend pas l'exigibilité de la taxe et ne dispense pas de l'obligation de payer celle-ci dans le délai prévu.

§ 6. Le redevable qui conteste la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins rendue au sujet de sa réclamation, mais recherche une résolution amiable au contentieux, sous la forme d'un accord qui soit conforme à la législation en vigueur, peut avoir recours à la Chambre de règlement amiable des litiges fiscaux (CRA-F) instituée auprès du Tribunal de Première Instance francophone de Bruxelles.

Le Collège des Bourgmestre et Echevins décidera s'il accepte ou non cette phase de conciliation.

En cas d'échec, la procédure judiciaire classique pourra être poursuivie et tout ce qui a été discuté pendant la conciliation restera confidentiel.

§ 7. Le réclamant qui conteste la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins, peut introduire un recours en bonne et due forme auprès du tribunal de première instance.

§ 8. Les formes et délais ainsi que la procédure de réclamation, sont explicités dans le règlement général sur l'établissement et le recouvrement des taxes, tel qu'approuvé par le Conseil communal d'Uccle, tel qu'adopté par le Conseil communal d'Uccle et applicable pendant la période de validité du présent règlement.

Article 12 : ENTREE EN VIGUEUR

Le présent règlement renouvelle et adapte le règlement-taxe sur les antennes GSM ou mobilophonie, de télécommunications, d'émission de signaux et d'échange d'informations par voie hertzienne, délibéré par le Conseil communal du 24 novembre 2022.

Il entre en vigueur le 1^{er} janvier 2026, moyennant l'accomplissement des formalités prescrites aux articles 112 et 114 de la Nouvelle Loi communale.

Belastingreglement op relaisantennes van gsm's of mobilofonie, van telecommunicatie, voor uitzending van signalen en informatie-uitwisseling via hertzgolven. - Vernieuwing en aanpassingen.

De raad,

Gelet op de Grondwet, in het bijzonder artikel 170 §4;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de nieuwe gemeentewet dat de gemeentes verplicht een begrotingsevenwicht te hebben;

Gelet op de bepalingen van toepassing op de gemeentelijke belastingen van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 (WIB 92), in het bijzonder tel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 6 t.e.m. 9 bis;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, en de latere wijzigingen ervan, in het bijzonder de ordonnantie van 12 februari 2015;

Gelet op de wet van 13 april 2019 tot invoering van het wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen (WIS), en de latere wijzigingen ervan;

Gelet op de ordonnantie van 17 december 2019 tot wijziging van artikel 11 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake

gemeentebelas ngen, en tot toepasselijkheid op de gemeentebelas ngen van de bepalingen van de wet van 13 april 2019 tot invoering van het WIS, vanaf 1 januari 2020;

Gelet op de wet van 24 juni 2020 houdende instemming met het Europees Handvest inzake lokale autonomie, in het bijzonder artikel 9.1. en 3.;

Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van gemeentebelas ngen, zoals goedgekeurd door de gemeenteraad van Ukkel en van toepassing gedurende de geldigheidsperiode van onderhavig reglement;

Overwegende dat de onderhavige belasting de doelstelling heeft om de gemeente toe te laten de nodige financiële middelen te verwerven voor de uitvoering van haar taken en haar beleid en om haar financieel evenwicht te behouden en, overwegende dat het met het oog op deze doelstelling rechtvaardig lijkt rekening te houden met de draagkracht van de belastingplichtigen, omwille van de legitieme bezorgdheid om een evenwichtige verdeling van de fiscale last te verzekeren;

Overwegende dat de antennes voor gsm of mobiele telefonie, telecomcommunicatie, verzending van signalen en uitwisseling van informatie via hertzgolven voorzieningen vormen waardoor een economisch winstgevende activiteit ontstaat waardoor redelijkerwijs beschouwd kan worden dat de natuurlijke of rechtspersonen die werkzaam zijn in de sector van telecomcommunicatie, verzending van signalen en uitwisseling van informatie via hertzgolven over draagkracht beschikken waardoor ze de belastingen voor hun rekening kunnen betalen; Overwegende bijgevolg dat enkel de antennes die gebruikt worden voor commerciële doeleinden en met een winstgevend doel aan de belasting onderworpen moeten worden en dat de antennes die niet gebruikt worden voor commerciële of winstgevende activiteiten vrijgesteld moeten worden;

Overwegende dat de antennes voor gsm of mobiele telefonie, telecomcommunicatie, verzending van signalen en uitwisseling van informatie via hertzgolven die gebruikt worden voor militaire doeleinden of overheidsdiensten, zoals het ASTRID-netwerk, vrijgesteld kunnen worden aangezien dergelijke infrastructuur wordt gebruikt voor een openbare dienst of een dienst van algemeen belang, geen winstoogmerk hebben en op zichzelf geen inkomsten genereren;

Overwegende dat er reeds andere belastingen worden geheven op de ondernemingen met maatschappelijke en/of administratieve zetel of een filiaal op het grondgebied van de gemeente Ukkel en het gepast is de fiscale lasten van deze ondernemingen niet verder te verzwaren;

Overwegende dat de operatoren die antennes uitbaten op het grondgebied van de gemeente Ukkel er bovendien niet hun maatschappelijke of administratieve zetel hebben en de gemeente uit deze vestigingen aldus geen enkele directe of indirecte compensatie krijgt;

Overwegende dat de bedoelde antennes elektromagnetische golven voortbrengen waarvan bepaalde gevolgen door elektromagnetische stralen een type van vervuiling zijn en het gepast is dat de eigenaars van deze antennes bijdragen aan het behoud van een proper en groen

milieu om de negatieve of als zodanig ervaren effecten te verzachten, met name de visuele hinder voor de openbare ruimte en de gevolgen voor de volksgezondheid van de lokale bevolking in soms beperkte gebieden;

Overwegende dat de gemeentes en de eigenaars steeds vaker gecontacteerd worden, meer bepaald door firma's die pylonen willen neerzetten om antennes op te plaatsen, bestemd voor de verspreiding van golven die schade berokkenen aan het milieu en aan de volksgezondheid in een relatief grote perimeter;

Overwegende dat de gemeente bovendien het voorzorgsprincipe moet naleven;

Overwegende dat dit principe in het bijzonder op het spel staat in het geval van verzending van golven die schade kunnen berokkenen aan de volksgezondheid gezien de wildgroei van deze antennes op een beperkt grondgebied en meer bepaald voor de inwoners die onder deze antennes wonen;

Overwegende in dit opzicht dat het gewest al maatregelen heeft getroffen als compensatie voor de overlast en de gevaren van deze zenders door hun vermogen om overlast te veroorzaken te beperken;

Overwegende dat het bijgevolg gerechtvaardigd is dat de gemeente maatregelen treft om de overlast van deze masten of pylonen met antennes voor de stedenbouw, het milieu en de volksgezondheid te beperken;

Overwegende dat het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 4 maart 1999 de lijst met installaties van klasse IB, IC, ID, II en III vastlegt, in uitvoering van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen;

Overwegende dat daaruit blijkt dat de antennes die volgens deze reglementering onderworpen zijn aan een milieuvergunning door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest beschouwd worden als een negatieve invloed op het milieu of de volksgezondheid;

Overwegende dat het belastingreglement op relaisantennes van gsm's of mobilofonie, van telecommunicatie, voor uitzending van signalen en informatie-uitwisseling via hertzgolven, beraadslaagd door de gemeenteraad van 24 november 2022, verstrijkt op 31 december 2025;

Overwegende dat het tarief van de belasting jaarlijks met 5% verhoogd zou moeten worden;

Overwegende dat het belastingreglement op relaisantennes van gsm's of mobilofonie, van telecommunicatie, voor uitzending van signalen en informatie-uitwisseling via hertzgolven als volgt vernieuwd en aangepast moet worden voor een termijn van 3 jaar, met ingang op 1 januari 2026:

REGLEMENT

Artikel 1: GRONDSLAG VAN DE BELASTING

Er wordt ten bate van de gemeente Ukkel vanaf 1 januari 2026 tot 31 december 2028 een jaarlijkse belasting geheven op relaisantennes van gsm's of mobilofonie, van telecomunicatie, voor uitzending van signalen en informatie-uitwisseling via hertzgolven, onderworpen aan een milieuvergunning.

Artikel 2: DEFINITIES

Antenne: elk vast zendsysteem ontworpen om een radiotelecommunicatiesignaal uit te zenden of te ontvangen via elektromagnetische golven voor elke technologie; Vermogen: het effectief vermogen van elke antenne, uitgedrukt in dBm;

dBm: de verhouding in decibel (dB) tussen een referentiewaarde, uitgedrukt in watt (W) en één milliwatt (mW).

Artikel 3: BELASTINGPLICHTIGEN - MEDESCHULDENAAR

§ 1. De belasting is verschuldigd voor een volledig jaar door de houder of de houders van een zakelijk recht op de antenne, ongeacht de installatieperiode en de werkingsduur van de antenne. De belastingplichtigen worden bepaald op 1 januari van het dienstjaar of op de datum van installatie van de antenne als dit na 1 januari is.

De bepaling van de belastingplichtige gebeurt op basis van de gegevens die op de aangifte werden vermeld.

§ 2. Als de belastingplichtige(n) in gebreke blijft (blijven) met de betaling van de belasting na de kennisgeving van een aanmaning, is de volgende persoon aansprakelijk voor de betaling van de belasting, als medeschuldenaar: de houder van een recht om de antenne te exploiteren.

Artikel 4: BEDRAG VAN DE BELASTING

De belasting hangt af van het vermogen van elke antenne en is als volgt vastgelegd:

ZEVENTIG EURO EN TIEN CENT (€ 77,10) per dBm voor elke antenne bedoeld in artikel 1.

Dit bedrag wordt op 1 januari van elk jaar verhoogd met 5%.

	2026	2027	2028
Bedrag	€ 77,10	€ 80,96	€ 85,01

Artikel 5: VRIJSTELLINGEN

Zijn van de belasting vrijgesteld:

- a) de personen (natuurlijke personen of rechtspersonen) die relaisantennes van gsm's of mobilofonie, van telecommunicatie, voor uitzending van signalen en informatie-uitwisseling via hertzgolven niet voor commerciële of lucratieve activiteiten gebruiken;
- b) de relaisantennes van gsm's of mobilofonie, van telecommunicatie, voor uitzending van signalen en informatie-uitwisseling via hertzgolven, uitgebaat voor doelstellingen van militaire aard of van openbare diensten; Wordt niet beschouwd als uitbaatng voor doelstellingen van openbare diensten: de antenne, uitgebaat door natuurlijke personen of rechtspersonen die een lucratieve doelstelling nastreven;
- c) het telecommunicatienetwerk ASTRID, opgericht in uitvoering van de wet van 8 juni 1998 (Belgisch Staatsblad van 13 juni 1998) betreffende de radiocommunicatie van de hulp- en veiligheidsdiensten.

Artikel 6: AANGIFTE

§ 1. Het gemeentebestuur stuurt jaarlijks een aangifformulier naar de belastingplichtige die dit behoorlijk ingevuld, gedateerd en ondertekend moet terugsturen binnen de 30 dagen volgend op de verzendingsdatum van dit formulier.

§2. De belastingplichtige die geen aangifformulier ontvangen heeft, moet er een aanvragen bij het bestuur, of downloaden van de gemeente website: www.ukkel.be/nl/mijngemeente/belastingen-retributies-en-taksen/taksen, en het behoorlijk ingevuld, gedateerd en ondertekend terugsturen binnen de 30 dagen volgend op de indienststelling van de door dit reglement bedoelde antenne(s).

§ 3. Bij een wijziging in de loop van het jaar moet de belastingplichtige of rechthebbende binnen der g dagen na de wijziging een nieuwe aangifte indienen bij het gemeentebestuur. Het volgende wordt als zodanig beschouwd:

1. antennes installeren, het vermogen ervan wijzigen of ze verwijderen;
2. elke verandering van het eigendomsrecht of van splitsing van eigendom die van invloed is op deze antennes, inclusief overdracht of toekenning van vruchtgebruik, erfpacht of opstal.

§ 4. De belastingplichtige die zijn volledige ondertekende aangifte naar het bestuur heeft gestuurd, in de vorm en binnen de termijn, wordt ingekohierd overeenkomstig artikel 4 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen.

§ 5. In geval van een geschil wordt alleen rekening gehouden met het werkelijke vermogen voor elke antenne.

§ 6. De aangeleg van de belastingplichtige is echter niet bindend voor het bestuur. De aangeleg ontnemt het bestuur echter niet de bevoegdheid om controles en onderzoeken uit te voeren, overeenkomstig artikel 6 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, en, indien nodig, het bedrag van de belasting te corrigeren door middel van een ambtshalve inkohiering, in de gevallen die in de volgende alinea worden opgesomd.

§ 7. Een laajdige aangeleg heeft alleen gevolgen voor de toekomst. De eigenaar kan geen herziening of terugbetaling krijgen voor wijzigingen die niet binnen de deadline zijn doorgegeven.

Artikel 7: AMBTSHALVE INKOHIERING - VERMEERDERINGEN

§ 1. Bij gebrek aan een aangeleg binnen de voorziene termijnen of in geval van een onjuiste, onvolledige, onnauwkeurige, onleesbare of laajdige aangeleg vanwege de belastingplichtige zal de belasting ambtshalve ingekohierd worden op basis van de gegevens waarover het gemeentebestuur beschikt.

§ 2. In het kader van de controle of het onderzoek van de toepassing van dit belastingreglement zijn de leden van de administratie, daartoe aangewezen door het college van burgemeester en schepenen, gemachtigd om alle bevoegdheden uit te oefenen die van toepassing zijn op de gemeentebelastingen krachtens artikel 11 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, met inbegrip van de bevoegdheid om elke persoon die in het bezit is van boeken of documenten die nodig zijn voor de vaststelling van de belasting, te verzoeken deze zonder verplaatsing voor te leggen.

§ 3. De ambtshalve inkohiering kan leiden tot een progressieve stijging van het tarief volgens de volgende schaal:

- bij een eerste gebrek is de vermeerdering gelijk aan 20 % van het bedrag van de belasting; het resultaat zal afgerond worden naar de hoger gelegen eenheid;
- bij een tweede gebrek is de vermeerdering gelijk aan 40 % van het bedrag van de belasting; het resultaat zal afgerond worden naar de hoger gelegen eenheid;
- bij een derde gebrek en voor elk bijkomend gebrek is de vermeerdering gelijk aan 100 % van het bedrag van de belasting; het resultaat zal afgerond worden naar de hoger gelegen eenheid.

Het bedrag van deze vermeerdering wordt tegelijk en samen met de belasting ingekohierd.

§ 4. Alvorens over te gaan tot de ambtshalve inkohiering zal het college van burgemeester en schepenen de belastingplichtige per aangetekend schrijven de redenen meedelen om tot deze

procedure over te gaan, de elementen waarop de aanslag werd gebaseerd en de wijze van de vaststelling van deze elementen en het bedrag van de belasting. De belastingplichtige beschikt over een termijn van 30 kalenderdagen, te rekenen vanaf de derde werkdag die volgt op de verzending van de kennisgeving, om zijn opmerkingen schriftelijk mee te delen.

Artikel 8: INKOHIERING

De belasting zal via inkohiering geïnd worden.

Het belastingkohier wordt opgemaakt en uitvoerbaar verklaard door het college van burgemeester en schepenen.

De belastingplichtige zal kosteloos een aanslagbiljet-kohier uittreksel ontvangen.

Artikel 9: BETALINGSTERMIJN

De belasting moet betaald worden binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet-kohier uittreksel.

Artikel 10: OVERDRACHT VAN HET EIGENDOMSRECHT

§ 1. In het geval van een wijziging tijdens het aanslagjaar van de houder van het recht of de exploiterende rechtspersoon wordt de belasting aangerekend aan de verschillende houders van het zakelijk recht, naar rato van het aantal maanden dat zij houder waren van het zakelijk recht.

Elke begonnen maand wordt beschouwd als een volledige maand verschuldigd door de verkrijger van het zakelijk recht.

§ 2. Deze tenlastelegging van de belasting *pro rata temporis* van het aantal maanden, tussen de verschillende partijen belastingplichtigen is niet automatisch en het is de verantwoordelijkheid van de belastingplichtige om de gemeente schriftelijk op de hoogte te stellen van de wijziging in de houder van het zakelijk recht, binnen de vijftien dagen volgend op de wijziging.

Artikel 11 - BIJZONDERE BEPALINGEN BETREFFENDE DE BEZWAARPROCEDURE

§ 1. Overeenkomstig artikel 9, § 1 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen kan de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger een bezwaar indienen bij het college van burgemeester en schepenen, dat optreedt als administratieve overheid.

§ 2. Het bezwaar moet schriftelijk ingediend worden, ondertekend en met redenen omkleed zijn en, op straffe van verval, ingediend worden binnen een termijn van drie maanden voor de belastingplichtige, en één jaar voor de medeschuldenaar, te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de verzendingsdatum van het aanslagbiljet of vanaf de kennisgevingsdatum van de aanslag.

§ 3. De bezwaren kunnen ingediend worden op een duurzame drager, meer bepaald via een elektronisch communicatiemiddel zoals e-mail.

§ 4. Als de belastingplichtige dat in het bezwaarschrift heeft gevraagd, zal hij worden uitgenodigd om gehoord te worden door het college van burgemeester en schepenen tijdens een hoorzitting.

§ 5. De indiening van een bezwaar houdt geen opschorting van de opeisbaarheid van de belasting in en ontslaat de belastingplichtige niet van de verplichting deze te betalen binnen de voorziene termijn.

§ 6. De belastingplichtige die de beslissing van het college van burgemeester en schepenen met betrekking tot zijn bezwaar betwist, maar een minnelijke schikking voor het geschil zoekt in de vorm van een overeenkomst die in overeenstemming is met de geldende wetgeving, kan een beroep doen op de Kamer voor Minnelijke Schikking (KMS), opgericht bij de Franstalige rechtbank van eerste aanleg van Brussel.

Het college van burgemeester en schepenen zal beslissen of het deze bemiddelingsfase al dan niet aanvaardt.

In geval van mislukking kan de klassieke gerechtelijke procedure worden voortgezet en blijft alles wat tijdens de bemiddeling wordt besproken vertrouwelijk.

§ 7. De indiener van het bezwaar die de beslissing van het college van burgemeester en schepenen betwist, kan een beroep indienen in de vereiste vorm bij de rechtbank van eerste aanleg.

§ 8. De formulieren en termijnen, evenals de bezwaarprocedure, zijn opgenomen in het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen, zoals vastgelegd door de gemeenteraad van Ukkel en van toepassing gedurende de geldigheidsperiode van dit reglement.

Artikel 12: INWERKINGTREDING

Het onderhavige reglement vernieuwt het belastingreglement op relaisantennes van gsm's of mobilofonie, van telecomcommunicatie, voor uitzending van signalen en informatie-uitwisseling via hertzgolven, beraadslaagd door de gemeenteraad van 24 november 2022, en past het aan.

Het treedt in werking op 1 januari 2026 zodra de formaliteiten voorgeschreven in artikel 112 en 114 van de Nieuwe Gemeentewet zijn vervuld.

18 **Règlement-taxe sur la distribution toutes-boîtes d'imprimés publicitaires non nominatifs et non adressés. - Renouvellement et adaptations.**

Le Conseil,

Vu la Constitution, spécialement l'article 170 § 4 ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale,

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi communale, qui impose l'équilibre budgétaire aux communes;

Vu les dispositions applicables aux taxes communales du Code des impôts sur les revenus 1992 (CIR 92, en abrégé), spécialement le titre VII, chapitres 1^{er}, 3, 4, 6 à 9 bis inclus ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, et ses modifications ultérieures, spécialement l'ordonnance du 12 février 2015 ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales (CRAF, en abrégé), et ses modifications ultérieures ;

Vu l'ordonnance du 17 décembre 2019 modifiant l'article 11 de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, et rendant applicables aux taxes communales les dispositions de la loi du 13 avril 2019 introduisant le CRAF, à partir du 1^{er} janvier 2020 ;

Vu la loi du 24 juin 2020 portant assentiment à la Charte européenne de l'autonomie locale, spécialement l'article 9.1. et 3. ;

Vu le règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales, tel qu'adopté par le Conseil communal d'Uccle et applicable pendant la période de validité du présent règlement ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la Commune d'Uccle les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier;

Considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des redevables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale;

Considérant que la distribution à domicile d'imprimés publicitaires non nominatifs et non adressés est une activité économique génératrice de revenus, qui permet raisonnablement de considérer que les personnes physiques ou morales actives dans ce secteur d'activité disposent de capacités contributives leur permettant de s'acquitter des taxes mises à leur charge;

Considérant que la distribution d'imprimés publicitaires se fait souvent de manière négligente, qu'il en résulte une dispersion croissante de papier sur la voie publique, que par ailleurs, cette pratique excessive nuit à la distribution de courrier adressé nominativement et à la propreté des voies publiques, qu'elle impose donc un surcoût pour la commune en matière de nettoyage des voiries;

Considérant que les publicités adressées arrivent souvent dans les boîtes aux lettres à la demande ou avec le consentement du consommateur, tandis que les publicités non-adressées sont déposées de manière intempestive, pour une partie des habitants, qui n'ont pas souhaité les recevoir;

Considérant que l'utilisation du papier n'est pas neutre pour l'environnement, en effet, les processus de fabrication, d'impression et de recyclage du papier ont un impact environnemental non négligeable;

Considérant en outre que la distribution d'imprimés publicitaires contribue à augmenter la quantité de déchets ménagers;

Considérant que l'annonceur qui réalise et/ou commande l'insertion ainsi que la distribution de ses propres produits publicitaires, bénéficie en premier lieu des retombées économiques et financières des campagnes publicitaires en faveur de la ou des marques ou produits dont il fait la promotion ;

Qu'à cet égard, il est justifié de le considérer comme redevable principal de la taxe établie par le présent règlement ;

Que le diffuseur et l'éditeur participent au processus commercial des imprimés publicitaires, à titre lucratif, et qu'il se justifie, dès lors, de les considérer comme co-débiteurs, eu égard aux buts principaux et accessoires poursuivis par la Commune, tels que décrits dans le présent préambule ;

Qu'il en résulte que leur intervention dans le paiement de la taxe se justifie en cas de défaut de paiement du redevable principal ;

Considérant, toutefois, que doit être exonérée de la présente taxation, la catégorie suivante d'annonceurs faisant la promotion d'événements ou d'activités, à savoir les collectifs, clubs ou groupements de citoyens, constitués ou non sous une forme juridique, qui développent des activités associatives de type sportif, culturel, social, de loisirs, festives, d'amélioration du cadre de vie, d'entraide citoyenne, au service de la jeunesse, des seniors, des personnes handicapées ou de publics fragilisés, sur le territoire communal et qui sont subsidiés par la Commune d'Uccle ;

Que les associations de fait ou les associations sans but lucratif (ASBL) visées ci-dessus favorisent, en effet, la participation et contribuent à l'entente et à la cohésion sociale entre riverains et usagers des quartiers ucclois, en remplissant une fonction et en rendant des services à la collectivité, sur le territoire d'Uccle ;

Vu que le règlement-taxe sur la distribution toutes-boîtes d'imprimés publicitaires non-nominatifs et non-adressés, délibéré par le Conseil communal le 24 novembre 2022, vient à expiration le 31 décembre 2025;

Considérant qu'une indexation annuelle de 5 % des montants de la taxe, est conforme aux prévisions de recettes courantes publiées dans le Plan triennal communal 2025-2027;

Considérant qu'il y a lieu de renouveler et adapter ce règlement-taxe pour un terme de trois ans prenant cours le 1^{er} janvier 2026, comme suit :

REGLEMENT

Article 1^{er} : ASSIETTE DE LA TAXE

Il est établi, à partir du 1^{er} janvier 2026 et pour un terme expirant le 31 décembre 2028, une taxe communale sur la distribution toutes-boîtes d'imprimés publicitaires non nominatifs et non adressés.

Article 2 : DEFINITIONS

§ 1^{er}. Au sens du présent règlement, il faut entendre par :

1. « distribution toutes-boîtes d'imprimés publicitaires » : le dépôt dans les boîtes-aux-lettres des destinataires, sur le territoire communal, d'imprimés publicitaires non-nominatifs et nonadressés, consistant en des échantillons ou en des feuilles et cartes publicitaires à caractère commercial, ainsi que des catalogues et dépliants dont la surface totale est supérieure au format A3, des journaux publicitaires et de la presse régionale gratuite, distribuée selon une périodicité régulière d'un minimum de 40 fois l'an et contenant de la publicité à caractère commercial, lorsque ces imprimés sont ouverts à tous les annonceurs ou émanent d'une seule entreprise ou d'un groupe d'entreprises et comportent moins de 40 % de textes rédactionnels non-publicitaires. Le pourcentage de 40 % de textes rédactionnels sera calculé en tenant compte de la surface qu'ils occupent dans l'imprimé, y compris les pages de couverture ;
2. « textes rédactionnels » : notamment
 - les textes écrits par les journalistes dans l'exercice de leur profession, pour autant qu'il n'y soit pas fait mention, soit explicitement, soit implicitement, de firmes ou de produits déterminés;
 - les textes, qui au niveau de la population de la commune, jouent un rôle social et d'information générale en dehors des informations commerciales ou apportent une information officielle d'utilité publique en faveur de l'ordre ou du bien-être comme les services d'aide, les services publics, les mutuelles, les hôpitaux, les services de garde (médecins, infirmiers, pharmaciens) ou des informations d'utilité publique telles que les informations communales et les faits divers nationaux et internationaux;
 - les nouvelles générales et régionales, politiques, sportives, culturelles, artistiques, folkloriques, littéraires et scientifiques et les informations non commerciales aux consommateurs;
 - les informations sur les cultes, les annonces d'activité telles que fêtes et kermesses, fêtes scolaires, activités de maisons de jeunes et de centres culturels; - les annonces notariales;
 - la propagande électorale.
3. « textes publicitaires » : notamment
 - les articles dans lesquels il est fait mention, soit explicitement, soit implicitement de firmes ou de produits déterminés;
 - ceux qui, sous une forme directe ou voilée, renvoient le lecteur à des réclames;
 - ceux qui, d'une façon générale, visent à signaler, à faire connaître, à recommander des firmes ou des produits, y compris des services, en vue d'aboutir à une transaction;
 - les annonces émanant de particuliers relatives à des transactions mobilières ou immobilières;
 - les offres de services rémunérés.

§ 2. Au sens du présent règlement, il faut entendre par

1. « annonceur » : la personne physique ou morale qui réalise et/ou commande et paie à la fois l'insertion d'une annonce, sous la forme d'un imprimé publicitaire, et la distribution de celui-ci qui concerne ses propres produits, en vue de faire passer un message auprès du public pour inciter celui-ci à acheter les marques et/ou produits dont il fait la promotion ;
2. « diffuseur » : la personne physique ou morale qui répand ou transmet auprès du public des imprimés publicitaires destinés à promouvoir les produits, y compris les services, de l'annonceur, au moyen de techniques de communication textuelles, visuelles et graphiques, et est considérée comme agissant au nom et pour le compte de l'annonceur ;
3. « éditeur » : la personne physique ou morale qui conçoit le contenu textuel, visuel et graphique des imprimés publicitaires, et en assure la production technique (design, mise en page,

couverture, infographie, correction) et éditoriale (aspects légaux). Les travaux d'édition peuvent comprendre l'activité d'impression, dans les cas où celle-ci n'est pas confiée à un imprimeur distinct.

Article 3 : REDEVABLES – CO-DEBITEURS

§ 1^{er}. La taxe est due par l'annonceur, personne physique ou morale, conformément à la définition susmentionnée à l'article 2.

§ 2. Si le redevable est en défaut de paiement, après qu'une sommation lui aura été notifiée, les personnes suivantes sont tenues au paiement de la taxe, en tant que co-débiteurs : le diffuseur et l'éditeur, tels que définis à l'article 2 ci-dessus.

Article 4 : EXONERATION

La taxe n'est pas due par les collectifs, clubs ou groupements de citoyens, constitués ou non sous une forme juridique prévue par la loi, qui développent des activités associatives de type sportif, culturel, social, de loisirs, festives, d'amélioration du cadre de vie, d'entraide citoyenne, au service de la jeunesse, des seniors, des personnes handicapées ou de publics fragilisés, sur le territoire communal et qui sont subsidiés par la Commune d'Uccle.

Article 5 : EXONERATION PARTIELLE

La taxe n'est pas due si les conditions de la force majeure sont réunies.

Pour prétendre à l'exonération sur cette base, le redevable devra apporter la preuve que l'événement invoqué comme constitutif de force majeure, répond aux caractéristiques suivantes : présenter un caractère imprévisible, insurmontable et inévitable ainsi qu'être exempt de toute implication du redevable dans l'enchaînement des circonstances ayant conduit à cet événement.

Article 6 : CALCUL ET TAUX DE LA TAXE

§ 1^{er}. Les taux de taxation sont fixés comme suit.

1. Cartes et feuilles publicitaires : surface inférieure ou égale à un format A4 : 0,0154 € par exemplaire, nombre d'exemplaires arrondi à la centaine supérieure, avec une taxe minimum de 16,00 € par distribution (taux 1); surface supérieure à un format A4 : 0,0466 € par exemplaire, nombre d'exemplaires arrondi à la centaine supérieure, avec une taxe minimum de 26,00 € par distribution (taux 2);
2. Catalogues, dépliants dont la surface totale est supérieure à un A3, ou journaux publicitaires ou échantillons gratuits : 0,0775 € par exemplaire, nombre d'exemplaires arrondi à la centaine supérieure, avec une taxe minimum de 52,00 € par distribution (taux 3);
3. Ecrit de presse régionale gratuite :
 - de 40 pages et plus : 0,0092 € par exemplaire, nombre d'exemplaires arrondi à la centaine supérieure (taux 4);
 - de moins de 40 pages : 0,0061 € par exemplaire, nombre d'exemplaires arrondi à la centaine supérieure (taux 5).

§ 2. Les montants sont indexés, le 1^{er} janvier de chaque année, au taux de 5 %, comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

	2026	2027	2028
Taux 1	0,0154 €	0,0162 €	0,0170 €
Taux 2	0,0466 €	0,0489 €	0,0513 €
Taux 3	0,0775 €	0,0814 €	0,0855 €
Taux 4	0,0092 €	0,0097 €	0,0102 €
Taux 5	0,0061 €	0,0064 €	0,0067 €

Article 7 : DECLARATION

§ 1^{er}. Le redevable est tenu de faire une déclaration à la commune contenant tous les renseignements nécessaires à la taxation, au plus tard, 15 jours de calendrier avant chaque distribution. Le formulaire de déclaration, disponible soit par téléchargement depuis le site Internet communal : www.uccle.be/MaCommune/Finances_taxes/Taxes, soit sur demande, par e-mail, doit être dûment rempli, signé et renvoyé par le redevable.

§ 2. Le redevable ayant introduit une déclaration complète, exacte et signée auprès de l'administration, est enrôlé sur cette base, conformément à l'article 4 de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales.

§ 3. La déclaration ne lie toutefois pas définitivement l'administration. Elle ne prive pas celle-ci du pouvoir de procéder à des contrôles et investigations, conformément à l'article 6 de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, et, le cas échéant, de rectifier le montant de la taxe par la voie d'une taxation d'office, en cas d'absence, de retard, d'insuffisance ou d'inexactitude de la déclaration.

§ 4. Une déclaration tardive ne produit d'effet que pour l'avenir. Le redevable ne peut obtenir de révision ou de restitution pour des modifications non signalées dans les délais.

§ 5. Toute déclaration émanant d'un redevable ou de l'un ou l'autre des codébiteurs les engage ensemble.

Article 8 : TAXATION D'OFFICE – MAJORATIONS

§ 1^{er}. L'absence de déclaration dans les délais prescrits, la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise du redevable entraînent l'enrôlement d'office de la taxe.

§ 2. Dans le cadre du contrôle ou de l'examen de l'application du présent règlement-taxe, les membres du personnel de l'administration désignés à cet effet par le Collège des Bourgmestre et Echevins sont autorisés à exercer toutes les compétences qui s'appliquent aux taxes communales en vertu de l'article 11 de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, y compris celle de requérir de toute personne disposant de livres ou documents nécessaires à l'établissement de la taxe, qu'elle les produise sans déplacement.

§ 3. Avant de procéder à la taxation d'office, l'administration notifie au redevable par lettre recommandée, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe.

§ 4. Le redevable dispose d'un délai de 30 jours de calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant l'envoi de la notification, pour faire valoir ses observations par écrit.

§ 5. La taxation d'office peut entraîner une majoration progressive du taux, selon l'échelle de gradation suivante :

- en cas de manquement la première année, la majoration est égale à 20 % du montant de la taxe, résultat arrondi à l'unité supérieure ;
- en cas de manquement la deuxième année, la majoration est égale à 40 % du montant de la taxe, résultat arrondi à l'unité supérieure ;
- en cas de manquement la troisième année et pour tout manquement additionnel, la majoration est égale à 100 % du montant de la taxe, résultat arrondi à l'unité supérieure.

Le montant de cette majoration est enrôlé simultanément et conjointement avec la taxe enrôlée d'office.

Article 9 : ETABLISSEMENT DU ROLE

La taxe est perçue par voie de rôle, l'enrôlement étant trimestriel.

Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Le redevable reçoit, sans frais, un avertissement-extrait de rôle.

Article 10 : DELAI DE PAIEMENT

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Article 11 : DISPOSITIONS PARTICULIERES RELATIVES A LA PROCEDURE DE RECLAMATION

§ 1^{er}. Conformément à l'article 9, § 1^{er} de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative.

§ 2. La réclamation doit être introduite, par écrit, signée et motivée, et, sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois, pour le redevable principal, et d'un an, pour les co-débiteurs, à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle ou à compter de la date de notification de la taxation.

§ 3. Les réclamations peuvent aussi être introduites par le biais d'un support durable, notamment un moyen électronique tel que l'e-mail.

§ 4. Si le redevable en fait la demande dans la réclamation, il est invité à être entendu par le Collège des bourgmestre et échevins lors d'une audition.

§ 5. L'introduction de la réclamation ne suspend pas l'exigibilité de la taxe et ne dispense pas de l'obligation de payer celle-ci dans le délai prévu.

§ 6. Le redevable qui conteste la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins rendue au sujet de sa réclamation, mais recherche une résolution amiable au contentieux, sous la forme d'un accord qui soit conforme à la législation en vigueur, peut avoir recours à la Chambre de règlement amiable des litiges fiscaux (CRA-F) instituée auprès du Tribunal de Première Instance francophone de Bruxelles.

Le Collège des Bourgmestre et Echevins décidera s'il accepte ou non cette phase de conciliation.

En cas d'échec, la procédure judiciaire classique pourra être poursuivie et tout ce qui a été discuté pendant la conciliation restera confidentiel.

§ 7. Le réclamant qui conteste la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins, peut introduire un recours en bonne et due forme auprès du tribunal de première instance.

§ 8. Les formes et délais ainsi que la procédure de réclamation, sont explicités dans le règlement général sur l'établissement et le recouvrement des taxes, tel qu'adopté par le Conseil communal d'Uccle et applicable pendant la période de validité du présent règlement.

Article 12 : ENTREE EN VIGUEUR

Le présent règlement renouvelle et adapte le règlement-taxe sur la distribution toutes-boîtes d'imprimés publicitaires non nominatifs et non adressés, délibéré par le Conseil communal du 24 novembre 2022.

Il entre en vigueur le 1^{er} janvier 2026, moyennant l'accomplissement des formalités prescrites aux articles 112 et 114 de la Nouvelle Loi communale.

Belastingreglement op de huis-aan-huisverdeling van niet-nominatief en niet-geadresseerd reclamedrukwerk.- Vernieuwing en aanpassingen.

De raad,

Gelet op de Grondwet, in het bijzonder artikel 170 §4;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de nieuwe gemeentewet dat de gemeentes verplicht een begrotingsevenwicht te hebben;

Gelet op de bepalingen van toepassing op de gemeentelijke belastingen van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 (WIB 92), in het bijzonder titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 6 t.e.m. 9 bis;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, en de latere wijzigingen ervan, in het bijzonder de ordonnantie van 12 februari 2015;

Gelet op de wet van 13 april 2019 tot invoering van het wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen (WIS), en de latere wijzigingen ervan;

Gelet op de ordonnantie van 17 december 2019 tot wijziging van artikel 11 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, en tot toepasselijkheid op de gemeentebelastingen van de bepalingen van de wet van 13 april 2019 tot invoering van het WIS, vanaf 1 januari 2020;

Gelet op de wet van 24 juni 2020 houdende instemming met het Europees Handvest inzake lokale autonomie, in het bijzonder artikel 9.1. en 3.;

Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van gemeentebelastingen, zoals goedgekeurd door de gemeenteraad van Ukkel en van toepassing gedurende de geldigheidsperiode van onderhavig reglement;

Overwegende dat de onderhavige belasting de gemeente Ukkel de financiële middelen wil verstrekken die nodig zijn voor haar beleid en om het financieel evenwicht te kunnen garanderen;

Overwegende dat het met het oog op deze doelstelling rechtvaardig lijkt rekening te houden met de draagkracht van de belastingplichtigen, omwille van de legitieme bezorgdheid om een evenwichtige verdeling van de fiscale last te verzekeren;

Overwegende dat de verdeling-aan-huis van niet-geadresseerd reclamedrukwerk een economische activiteit is die inkomsten genereert waarbij redelijkerwijs beschouwd kan worden dat de natuurlijke of rechtspersonen actief in deze activiteitensector over de fiscale draagkracht beschikken die hen toelaat belastingen te hunnen laste te vereffenen;

Overwegende dat de verdeling van reclamedrukwerk vaak op een slordige wijze gebeurt, waardoor er meer papier op de openbare weg terecht komt en deze praktijk de verdeling van nominatieve briefwisseling benadeelt en eveneens de reinheid van de openbare wegen, hetgeen een meerkost inhoudt van de gemeente om de wegen schoon te maken;

Overwegende dat geadresseerd reclamedrukwerk vaak in de bus valt op vraag of met instemming van de consument terwijl niet-geadresseerd reclamedrukwerk niet gewenst is voor een gedeelte van de inwoners;

Overwegende dat het gebruik van papier niet neutraal is voor het milieu; dat het fabricatie-, druk- en recycleerproces van papier een niet te verwaarlozen impact heeft op het milieu;

Overwegende dat de verdeling van reclamedrukwerk bovendien de hoeveelheid huishoudelijk afval verhoogt;

Overwegende dat de adverteerder die de invoeging en distributie van zijn eigen reclameproducten uitvoert en/of laat uitvoeren, in de eerste plaats profiteert van de economische en financiële gevolgen van reclamecampagnes ten gunste van het merk of de merken die hij promoot;

Overwegende dat het in dit opzicht gerechtvaardigd is hen als hoofdbelastingplichtigen te beschouwen door dit reglement;

Overwegende dat de verdeler en de deelnemen aan het commerciële proces van reclamedrukwerk, met winstoogmerk, en dat het daarom gerechtvaardigd is hen als medeschuldenaren te beschouwen, gelet op de hoofd- en nevendoelen van de gemeente, zoals beschreven in dit voorwoord;

Overwegende dat hun tussenkomst in de betaling van de belasting alleen gerechtvaardigd is bij gebrek aan betaling door de hoofdbelastingplichtige;

Overwegende evenwel dat een categorie adverteerders of verspreiders van drukwerk of geschriften waarmee evenementen of activiteiten worden gepromoot, moet worden vrijgesteld van de door dit

reglement ingestelde belasting, namelijk collectieven, clubs of burgergroeperingen, al dan niet met een rechtsvorm, die op het grondgebied van de gemeente verenigingsactiviteiten organiseren van sportieve, culturele, sociale, vrijetijds- of feestelijke aard, ter verbetering van het leefklimaat, ter wederzijdse ondersteuning van burgers, ten behoeve van jongeren, senioren, gehandicapten of kwetsbare groepen, en die door de gemeente Ukkel worden gesubsidieerd;

Overwegende dat de hierboven vermelde feitelijke verenigingen of verenigingen zonder winstoogmerk par cipae bevorderen en bijdragen tot begrip en sociale cohesie tussen bewoners en gebruikers van de wijken, door een nu ge functie te vervullen en diensten te verlenen aan de gemeenschap, op het grondgebied van Ukkel;

Aangezien het belastingreglement op de huis-aan-huisverdeling van niet-nominatief en nietgeadresseerd reclaimedrukwerk, beraadslaagd door de gemeenteraad van 24 november 2022, verstrijkt op 31 december 2025;

Overwegende dat een jaarlijkse indexering van 5% van de belastingbedragen in overeenstemming is met de huidige ontvangstenprognoses zoals gepubliceerd in het gemeentelijke driejarenplan 20252027;

Overwegende dat dit belastingreglement vernieuwd en aangepast moet worden voor een termijn van drie jaar, met ingang vanaf 1 januari 2026, als volgt;

REGLEMENT

Artikel 1: GRONDSLAG VAN DE BELASTING

Er wordt van 1 januari 2026 tot 31 december 2028 een gemeentebelasting geheven op de huis-aanhuisverdeling van niet-nominatief en niet-geadresseerd reclaimedrukwerk.

Artikel 2: DEFINITIES

§ 1. Voor de toepassing van dit reglement wordt verstaan onder:

1. "verspreiding van huis-aan-huis reclaimedrukwerk": het deponeren in de brievenbussen van de ontvangers, op het gemeentelijke grondgebied, van niet-geadresseerd reclaimedrukwerk zonder naamsvermelding, bestaande uit monsters of reclamefolders en -kaarten, alsmede catalogi en folders met een totale oppervlakte van meer dan A3-formaat, advertentiekranten en de gratis regionale pers, die met regelmatige tussenpozen van ten minste 40 keer per jaar worden verspreid en commerciële reclame bevatten, voor zover dit drukwerk openstaat voor alle adverteerders of afkomstig is van één bedrijf of groep bedrijven en minder dan 40% redactionele tekst zonder reclame bevat. Het percentage van 40% redactionele teksten wordt berekend op basis van hun volledige oppervlakte in het drukwerk, inclusief de voorbladen;
2. "redactionele teksten": meer bepaald
 - teksten die door journalisten werden geschreven in de uitoefening van hun beroep, voor zover er niet aan promotie werd gedaan, expliciet of impliciet, voor bepaalde firma's of producten;
 - teksten die op het niveau van de gemeentebewoeling een sociale en informatieve rol hebben naast de commerciële informatie of die officiële informatie bevatten van openbaar nut ten gunste van de openbare orde of het welzijn, zoals hulpdiensten, openbare diensten, ziekenfondsen, ziekenhuizen, wachtdiensten (geneesheren, verpleegkundigen, apothekers)

of informatie van openbaar nut zoals gemeentelijke informatie en (inter)nationale nieuwtjes;

- algemeen en regionaal nieuws, politieke, sportieve, culturele, artistieke, folkloristische, literaire, wetenschappelijke en niet-commerciële informatie voor de consumenten;
- informatie over erediensten, aankondigingen van activiteiten zoals feesten en kermissen, schoolfeesten, activiteiten van jeugthuizen en culturele centra; - notariële aankondigingen; - verkiezingspropaganda.

3. "reclameteksten": meer bepaald

- artikels waarin, expliciet of impliciet, promotie wordt gemaakt voor bepaalde firma's of producten;
- artikels die op een rechtstreekse of verdoken wijze de lezer verwijzen naar reclameboodschappen;
- artikels die op een algemene manier firma's, producten of diensten willen signaleren, bekendmaken of aanbevelen met het oog op een transactie.
- aankondigingen van particulieren voor transacties van roerende of onroerende goederen; - betaalde dienstverleningen.

§ 2. Voor de toepassing van dit reglement wordt verstaan onder

1. "adverteerder": de natuurlijke of rechtspersoon die een advertentie, in de vorm van reclaimedrukwerk, produceert en/of bestelt voor de verspreiding ervan met betrekking tot zijn eigen producten, met de bedoeling een boodschap over te brengen aan het publiek en het aan te zetten tot het kopen van de merken en/of producten die hij promoot;
2. "verspreider": de natuurlijk persoon of rechtspersoon die reclaimedrukwerk bestemd om de eigen producten of diensten of die van de adverteerder te promoten, verspreidt of aan het publiek doorgeeft door middel van tekstuele, visuele en grafische communicatietechnieken, en wordt beschouwd als handelend namens en voor rekening van de adverteerder;
3. "uitgever": de natuurlijk persoon of rechtspersoon die de tekstuele, visuele en grafische inhoud van reclaimedrukwerk ontwerpt en zorgt voor de technische productie (ontwerp, opmaak, omslag, grafische vormgeving, drukproeven) en de redactie (juridische aspecten). Het uitgeven kan ook het drukken omvatten, indien dit niet aan een afzonderlijke drukker is toevertrouwd.

Artikel 3: BELASTINGPLICHTIGEN - MEDESCHULDENAREN

§ 1. De belasting is verschuldigd door de adverteerder, natuurlijk of rechtspersoon, zoals gedefinieerd in artikel 2 hierboven.

§ 2. Als de belastingplichtige in gebreke blijft te betalen nadat hij werd aangemaand, zijn de volgende personen als gezamenlijke schuldenaars aansprakelijk voor de betaling van de belasting, als medeschuldenaren: de verspreider en de uitgever, zoals gedefinieerd in artikel 2 hierboven.

Artikel 4: VRIJSTELLING

De belasting is niet verschuldigd door collectieven, clubs of burgergroeperingen, al dan niet met een rechtsvorm, die op het grondgebied van de gemeente verenigingsactiviteiten ontwikkelen van sportieve, culturele, sociale, vrijetijds- of feestelijke aard, ter verbetering van het leefklimaat, ter wederzijdse ondersteuning van burgers, ten behoeve van jongeren, senioren, gehandicapten of kwetsbare groepen, op het gemeentelijke grondgebied en die door de gemeente Ukkel worden gesubsidieerd.

Artikel 5: GEDEELTELIJKE VRIJSTELLING

De belasting is niet verschuldigd als aan de voorwaarden van overmacht is voldaan.

Om op deze basis aanspraak te kunnen maken op een vrijstelling dient de belastingplichtige te bewijzen dat het voorval, dat als bestanddeel van de overmacht ingeroepen wordt, beantwoordt aan de volgende eigenschappen: het feit was niet te voorzien, onoverkomelijk en onvermijdelijk en de belastingplichtige was op geen enkele manier betrokken in het verloop van de omstandigheden die tot dit voorval hebben geleid.

Artikel 6: BEREKENING EN TARIEF VAN DE BELASTING

§ 1. De belastingtarieven zijn als volgt vastgelegd:

1. Reclamebladen en -kaarten:

- oppervlakte kleiner of gelijk aan het A4-formaat: € 0,0154 per exemplaar, aantal exemplaren afgerond naar het bovenliggend honderdtal, met een minimumtarief van € 16 per verdeling (tarief 1);
- oppervlakte groter dan het A4-formaat: € 0,0466 per exemplaar, aantal exemplaren afgerond naar het bovenliggend honderdtal, met een minimumtarief van € 26 per verdeling (tarief 2);

2. Catalogi, folders met een totaaloppervlakte groter dan het A3-formaat of reclamekranten, gratis stalen: € 0,0775 per exemplaar, aantal exemplaren afgerond naar het bovenliggend honderdtal, met een minimumtarief van € 52 per verdeling (tarief 3);

3. Gratis regionale geschreven pers:

- - vanaf 40 en meer bladzijden: € 0,0092 per exemplaar, aantal exemplaren afgerond naar het bovenliggend honderdtal (tarief 4);
- - minder dan 40 bladzijden: € 0,0061 per exemplaar, aantal exemplaren afgerond naar het bovenliggend honderdtal (tarief 5);

§ 2. De bedragen worden op 1 januari van elk jaar geïndexeerd met een tarief van 5%, zoals weergegeven in de onderstaande tabel:

	2026	2027	2028
Tarief 1	€ 0,0154	€ 0,0162	€ 0,0170
Tarief 2	€ 0,0466	€ 0,0489	€ 0,0513
Tarief 3	€ 0,0775	€ 0,0814	€ 0,0855
Tarief 4	€ 0,0092	€ 0,0097	€ 0,0102
Tarief 5	€ 0,0061	€ 0,0064	€ 0,0067

Artikel 7: AANGIFTE

§ 1. De belastingplichtige moet uiterlijk 15 kalenderdagen voor elke verdeling een aangifte indienen bij de gemeente met alle informatie die nodig is voor belastingheffing. Het aangifteformulier, dat beschikbaar is door het te downloaden van de gemeentelijke website: www.ukkel.be/nl/mijngemeente/belastingen-retributies-en-taksen/taksen, of op verzoek per e-mail, moet behoorlijk worden ingevuld, ondertekend en teruggestuurd door de belastingplichtige.

§ 2. De belastingplichtige die zijn volledige ondertekende aangifte naar het bestuur heeft gestuurd, wordt ingekohierd overeenkomstig artikel 4 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen.

§ 3. De aangifte is echter niet bindend voor het bestuur. De aangifte ontnemt het bestuur echter niet de bevoegdheid om controles en onderzoeken uit te voeren, overeenkomstig artikel 6 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, en, desgevallend, het bedrag van de belasting te corrigeren door middel van een ambtshalve inkohiering, in geval van afwezigheid, vertraging, onvolledigheid of onjuistheid van de aangifte.

§ 4. Een laattijdige aangifte heeft alleen gevolgen voor de toekomst. De belastingplichtige kan geen herziening of terugbetaling krijgen voor wijzigingen die niet binnen de deadline zijn doorgegeven.

§ 5. Elke verklaring die wordt afgelegd door een belastingplichtige of een van de medeschuldenaren is bindend voor hen beiden.

Artikel 8: AMBTSHALVE INKOHIERING - VERMEERDERINGEN

§ 1. Bij gebrek aan een aangifte binnen de vastgelegde termijnen, of in geval van een onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte van de belastingplichtige, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd.

§ 2. In het kader van de controle of het onderzoek van de toepassing van dit belastingreglement zijn de leden van de administratie, daartoe aangewezen door het college van burgemeester en schepenen, gemachtigd om alle bevoegdheden uit te oefenen die van toepassing zijn op de gemeentebelastingen krachtens artikel 11 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, met inbegrip van de bevoegdheid om elke persoon die in het bezit is van boeken of documenten die nodig zijn voor de vaststelling van de belasting, te verzoeken deze zonder verplaatsing voor te leggen.

§ 3. Alvorens over te gaan tot de ambtshalve inkohiering zal het bestuur de belastingplichtige per aangetekend schrijven de redenen meedelen om tot deze procedure over te gaan, de elementen waarop de aanslag werd gebaseerd en de wijze van de vaststelling van deze elementen en het bedrag van de belasting.

§ 4. De belastingplichtige beschikt over een termijn van 30 kalenderdagen, te rekenen vanaf de derde werkdag die volgt op de verzending van de kennisgeving, om zijn opmerkingen schriftelijk mee te delen.

§ 5. De ambtshalve inkohiering kan leiden tot een progressieve stijging van het tarief volgens de volgende schaal:

- bij een eerste gebrek is de vermeerdering gelijk aan 20 % van het bedrag van de belasting; het resultaat zal afgerond worden naar de hoger gelegen eenheid;
- bij een tweede gebrek is de vermeerdering gelijk aan 40 % van het bedrag van de belasting; het resultaat zal afgerond worden naar de hoger gelegen eenheid;
- bij een derde gebrek en voor elk bijkomend gebrek is de vermeerdering gelijk aan 100 % van het bedrag van de belasting; het resultaat zal afgerond worden naar de hoger gelegen eenheid.

Het bedrag van deze verhoging wordt tegelijk ingekohierd met de ambtshalve ingekohierde belasting.

Artikel 9: INKOHIERING

De belasting wordt elk kwartaal ingekohierd.

Het belastingkohier wordt opgemaakt en uitvoerbaar verklaard door het college van burgemeester en schepenen.

De belastingplichtige zal kosteloos een aanslagbiljet-kohier uittreksel ontvangen.

Artikel 10: BETALINGSTERMIJN

De belasting moet betaald worden binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljetkohier uittreksel.

Artikel 11: BIJZONDERE BEPALINGEN BETREFFENDE DE BEZWAARPROCEDURE

§ 1. Overeenkomstig artikel 9, § 1 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen kan de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger een bezwaar indienen bij het college van burgemeester en schepenen, dat optreedt als administratieve overheid.

§ 2. Het bezwaar moet schriftelijk ingediend worden, ondertekend en met redenen omkleed zijn en, op straffe van verval, ingediend worden binnen een termijn van drie maanden voor de belastingplichtigen, en één jaar voor de medeschuldenaren, te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de verzendingsdatum van het aanslagbiljet of vanaf de kennisgevingsdatum van de aanslag.

§ 3. De bezwaren kunnen ingediend worden op een duurzame drager, meer bepaald via een elektronisch communicatiemiddel zoals e-mail.

§ 4. Als de belastingplichtige dat in het bezwaarschrift heeft gevraagd, zal hij worden uitgenodigd om gehoord te worden door het college van burgemeester en schepenen tijdens een hoorzitting.

§ 5. De indiening van een bezwaar houdt geen opschorting van de opeisbaarheid van de belasting in en ontslaat de belastingplichtige niet van de verplichting deze te betalen binnen de voorziene termijn.

§ 6. De belastingplichtige die de beslissing van het college van burgemeester en schepenen met betrekking tot zijn bezwaar betwist, maar een minnelijke schikking voor het geschil zoekt in de vorm van een overeenkomst die in overeenstemming is met de geldende wetgeving, kan een beroep doen op de Kamer voor Minnelijke Schikking (KMS), opgericht bij de Franstalige rechtbank van eerste aanleg van Brussel.

Het college van burgemeester en schepenen zal beslissen of het deze bemiddelingsfase al dan niet aanvaardt.

In geval van mislukking kan de klassieke gerechtelijke procedure worden voortgezet en blijft alles wat tijdens de bemiddeling wordt besproken vertrouwelijk.

§ 7. De indiener van het bezwaar die de beslissing van het college van burgemeester en schepenen betwist, kan een beroep indienen in de vereiste vorm bij de rechtbank van eerste aanleg.

§ 8. De formulieren en termijnen, evenals de bezwaarprocedure, zijn opgenomen in het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen, zoals vastgelegd door de gemeenteraad van Ukkel en van toepassing gedurende de geldigheidsperiode van dit reglement.

Artikel 12: INWERKINGTREDING

Het onderhavige reglement vernieuwt op 1 januari 2026 het belastingreglement op de huis-aanhuisverdeling van niet-nominatief en niet-geadresseerd reclamedrukwerk, beraadslaagd door de gemeenteraad van 24 november 2022, en past het aan.

Het treedt in werking op 1 januari 2026 zodra de formaliteiten voorgeschreven in artikel 112 en 114 van de Nieuwe Gemeentewet zijn vervuld.

19 **Règlement-taxe sur les surfaces de bureaux. – Renouvellement et adaptations**

Le Conseil,

Vu la Constitution, spécialement l'article 170 § 4 ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes;

Vu les dispositions applicables aux taxes communales du Code des impôts sur les revenus 1992 (CIR 92, en abrégé), spécialement le titre VII, chapitres 1^{er}, 3, 4, 6 à 9 bis inclus ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, et ses modifications ultérieures, spécialement l'ordonnance du 12 février 2015 ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales (CRAF, en abrégé), et ses modifications ultérieures ;

Vu l'ordonnance du 17 décembre 2019 modifiant l'article 11 de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, et rendant applicables aux taxes communales les dispositions de la loi du 13 avril 2019 introduisant le CRAF, à partir du 1^{er} janvier 2020 ;

Vu la loi du 24 juin 2020 portant assentiment à la Charte européenne de l'autonomie locale, spécialement l'article 9.1. et 3. ;

Vu le règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales, tel qu'adopté par le Conseil communal d'Uccle et applicable pendant la période de validité du présent règlement ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune d'Uccle les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier ;

Considérant que les propriétaires de surface de bureaux tirent un bénéfice direct ou indirect de l'occupation de ces dernières, à travers la perception de loyers ou de l'exploitation pour leur propre compte ;

Qu'en outre et afin d'éviter que des surfaces subdivisées en espaces de travail cloisonnés et dont la surface individuelle est le plus souvent inférieure à 75 m², n'échappent à la taxe, il paraît opportun d'enrôler les propriétaires ou, en cas de démembrement du droit de propriété, les titulaires de droits réels d'usage sur les surfaces de bureaux établies sur le territoire de la commune d'Uccle, plutôt que les occupants de celles-ci ;

Considérant qu'afin de favoriser la relance économique et l'implantation de petits bureaux sur le territoire de la Commune d'Uccle, il convient d'appliquer une exonération sur les premiers 75 m² de surfaces de bureaux ;

Considérant que l'exonération établie au profit des surfaces utilisées par les institutions publiques, des surfaces utilisées par les cultes et maisons de laïcité, par des établissements d'enseignement organisés par les pouvoirs publics ou subsidiés par eux, par les établissements de soins, centres médicaux et maisons médicales organisés par les pouvoirs publics ou subsidiés par eux, ainsi que celles utilisées par des organismes s'occupant, sans but de lucre, d'œuvres de bienfaisance, d'activités d'aide sociale ou encore d'activités culturelles ou sportives, pour autant que ces organismes soient agréés ou subventionnés par les pouvoirs publics, se justifie au motif que ces structures ne poursuivent pas de but de lucre ;

Considérant que le règlement-taxe sur les surfaces de bureaux, délibéré par le Conseil communal du 24 novembre 2022, vient à expiration le 31 décembre 2025;

Considérant qu'une indexation annuelle de 5 % du montant de la taxe, est conforme aux prévisions de recettes courantes publiées dans le Plan triennal communal 2025-2027 ;

Considérant qu'il y a lieu de renouveler et d'adapter ce règlement-taxe pour un terme de trois ans prenant cours le 1^{er} janvier 2026, comme suit :

REGLEMENT

Article 1^{er} : ASSIETTE DE LA TAXE

A partir du 1^{er} janvier 2026 et pour un terme expirant le 31 décembre 2028, une taxe annuelle est établie sur les surfaces de bureaux telles que définies à l'article 2 ci-après et installés sur le territoire de la Commune d'Uccle.

Article 2 : DEFINITIONS

Au sens du présent règlement, l'on entend par

1. « bureau » : un lieu à usage professionnel, autre qu'un établissement de commerce ou d'artisanat, où est situé le siège social ou une unité d'établissement de l'entreprise, personne physique ou morale de droit privé ou de droit public, et où sont accomplis, dans un but de lucre ou non, des actes ou travaux liés au traitement de l'information, tels qu'activités de gestion, d'administration, de direction, d'études, de conception et de réalisation de projets, de modèles ou de plans, activités qui peuvent comprendre, à titre accessoire et complémentaire, des opérations commerciales telles que la vente de biens et services ;

2. « surface de bureaux » : tout espace de travail, qu'il soit situé dans un immeuble d'habitation ou non, occupé de manière effective, doté d'un équipement et d'un mobilier adaptés aux activités décrites en 1. ci-dessus, et pouvant permettre une occupation flexible dans le temps et dans l'espace (telle que le "coworking"). Les annexes éventuelles, comme, à titre d'exemples, des locaux techniques, de rangement et d'archivage de dossiers, vestiaires, cuisine et sanitaires pour le personnel, sont inclus dans cette notion ;
3. « information » : un ensemble de données écrites, sonores ou visuelles, contenues, mémorisées et stockées ou archivées sur n'importe quel support physique ou numérique, le cas échéant, dans des échantillons ou prototypes ;
4. « surface brute de plancher hors sol » : la somme des surfaces de tous les planchers d'un bâtiment de bureaux ou d'une partie d'immeuble utilisée comme bureaux, à l'exclusion des sous-sols. Elle est mesurée au nu extérieur des murs de façade, sans tenir compte de leur interruption par les dégagements, cloisons ou murs porteurs intérieurs, et englobe l'ensemble des espaces utilisables.

Article 3 : REDEVABLES – CO-DEBITEURS

§ 1^{er}. La taxe est due, pour l'année entière, par le(s) propriétaire(s), personne(s) physique(s) ou morale(s) d'un bien immobilier répondant aux définitions de l'article 2.

En cas de démembrement du droit de propriété, la taxe est due par l'usufruitier, l'emphytéote ou le superficiaire.

Lorsqu'il s'agit d'un immeuble appartenant en indivision à plusieurs personnes ou lorsque plusieurs personnes sont titulaires d'un des droits énoncés à l'article 1^{er} ou 2, ces dernières sont solidairement et indivisiblement responsables du paiement de la taxe.

§ 2. Si le(s) redevable(s) est(sont) en défaut de paiement, après qu'une sommation lui(leur) aura été notifiée, les personnes suivantes sont tenues au paiement de la taxe, en tant que codébiteurs : le nu-propriétaire, le tréfoncier et le bailleur s'il est distinct des titulaires de droit réels énumérés ci-avant.

Article 4 : EXONERATIONS

Sont exonérés en totalité de la taxe :

- les premiers 75 m²;
- les surfaces utilisées par des personnes de droit public ne poursuivant aucun but de lucre ;
- les surfaces utilisées par les cultes et maisons de laïcité reconnus par les pouvoirs publics
- les surfaces utilisées par les établissements d'enseignement organisés par les pouvoirs publics ou subsidiés par eux ;
- les surfaces utilisées par les établissements de soins, centres médicaux et maisons médicales organisés par les pouvoirs publics ou subsidiés par eux ;
- les surfaces utilisées par les organismes s'occupant, sans but de lucre, d'œuvres de bienfaisance, d'activités d'aide sociale ou encore d'activités culturelles ou sportives, pour autant que ces organismes soient agréés ou subventionnés par les pouvoirs publics.

Article 5 : EXONERATION PARTIELLE

La taxe n'est pas due si les conditions de la force majeure sont réunies. Pour prétendre à l'exonération sur cette base, le redevable devra apporter la preuve que l'événement invoqué comme constitutif de force majeure, répond aux caractéristiques suivantes : présenter un caractère imprévisible, insurmontable et inévitable ainsi qu'être exempt de toute implication du redevable dans l'enchaînement des circonstances ayant conduit à cet événement.

Article 6 : MONTANT DE LA TAXE

§ 1^{er}. La taxe est calculée sur la surface brute de plancher hors sol.

Le montant de la taxe est fixé à QUATORZE euros SEPTANTE centimes (14,70 €) par m², pour l'année 2026.

Les montants sont indexés au 1^{er} janvier de chaque année, au taux de 5 % l'an, comme il est précisé dans le tableau suivant :

Exercice	2026	2027	2028
Taux	14,70 €	15,44 €	16,21 €

§ 2. La taxe est calculée *prorata temporis* du nombre effectif de mois d'utilisation en bureaux, tout mois entamé étant compté entièrement.

Article 7 : DECLARATION

§ 1^{er}. L'administration communale adresse, chaque année, au redevable un formulaire de déclaration, que celui-ci est tenu de renvoyer dûment complété, daté et signé, dans les 30 jours suivant la date d'envoi de ce formulaire. Le redevable qui n'a pas reçu de formulaire de déclaration, est tenu de fournir à l'Administration communale les éléments écrits nécessaires à la taxation, dans les 30 jours de son installation sur le territoire d'Uccle.

§ 2. Toute nouvelle occupation de bureaux doit être déclarée dans le même délai d'un mois.

§ 3. Le redevable ayant introduit une déclaration complète et signée auprès de l'administration, dans les formes et délais prescrits, est enrôlé sur cette base, conformément à l'article 4 de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales.

§ 4. Le propriétaire ne peut obtenir de révision ou de restitution pour des modifications non signalées dans les délais.

§ 5. La déclaration ne lie toutefois pas définitivement l'administration communale. Elle ne prive pas celle-ci du pouvoir de procéder à des contrôles et investigations, conformément à l'article 6 de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux

en matière de taxes communales, et, le cas échéant, de rectifier le montant de la taxe par la voie d'une taxation d'office, en cas d'absence, de retard, d'insuffisance ou d'inexactitude de la déclaration.

§ 6. Une déclaration tardive ne produit d'effet que pour l'avenir.

Article 8: TAXATION D'OFFICE – MAJORATIONS

§ 1^{er}. L'absence de déclaration, la déclaration tardive, incorrecte, incomplète, illisible ou imprécise de la part du redevable, entraîne l'enrôlement d'office de la taxe, sur la base des données en possession de l'Administration communale.

§ 2. Dans le cadre du contrôle ou de l'examen de l'application du présent règlement-taxe, les membres du personnel de l'administration désignés à cet effet par le Collège des Bourgmestre et Echevins, sont autorisés à exercer toutes les compétences qui s'appliquent aux taxes communales en vertu de l'article 11 de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, y compris celle de requérir de toute personne disposant de livres ou documents nécessaires à l'établissement de la taxe, qu'elle les produise sans déplacement.

§ 3. La taxation d'office peut entraîner une majoration progressive du taux, selon l'échelle de gradation suivante :

- en cas de manquement la première année, la majoration est égale à 20 % du montant de la taxe, résultat arrondi à l'unité supérieure ;
- en cas de manquement la deuxième année, la majoration est égale à 40 % du montant de la taxe, résultat arrondi à l'unité supérieure ;
- en cas de manquement la troisième année et pour tout manquement additionnel, la majoration est égale à 100 % du montant de la taxe, résultat arrondi à l'unité supérieure.

Le montant de la majoration est enrôlé simultanément et conjointement avec la taxe.

§ 4. Avant de procéder à la taxation d'office, le Collège des Bourgmestre et Echevins notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe. Le redevable dispose d'un délai de 30 jours de calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant l'envoi de la notification, pour faire valoir ses observations par écrit.

Article 9 : ETABLISSEMENT DU ROLE

§ 1^{er}. La taxe est perçue par voie de rôle.

§ 2. Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Le redevable reçoit, sans frais, un avertissement-extrait de rôle.

Article 10 : DELAI DE PAIEMENT

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Article 11 : CESSION DU DROIT DE PROPRIETE

§ 1^{er}. En cas de cession de la propriété d'un bien immobilier, la taxe n'est pas due par le nouvel acquéreur ou cessionnaire, pour les six mois qui suivent la date de l'acquisition du bien, de façon à lui permettre de procéder aux travaux.

La taxe reste due par le propriétaire vendeur ou cédant du bien, *prorata temporis* depuis le premier janvier de l'exercice de taxation, jusqu'au jour de la vente ou de la cession.

Toutefois, la réduction du montant de la taxe n'est pas automatique et il appartient au redevable qui a vendu le bien soumis à la taxe ou cédé son droit réel sur celui-ci, d'en communiquer la preuve à l'administration communale, dans les plus brefs délais.

§ 2. En cas de cession pour cause de décès, les ayants-cause sont solidairement tenus d'en communiquer la preuve à l'administration communale, dans les plus brefs délais.

§ 3. En cas d'extinction d'un droit d'usufruit, d'emphytéose ou de superficie, le plein propriétaire est tenu d'en communiquer la preuve à l'administration communale, dans les plus brefs délais.

Article 12 : DISPOSITIONS PARTICULIERES RELATIVES A LA PROCEDURE DE RECLAMATION

§ 1^{er}. Conformément à l'article 9, § 1^{er} de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative.

§ 2. La réclamation doit être introduite, par écrit, signée et motivée, et, sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois, pour les redevables, et d'un an, pour les co-débiteurs, à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle ou à compter de la date de notification de la taxation.

§ 3. Les réclamations peuvent aussi être introduites par le biais d'un support durable, notamment un moyen électronique tel que l'e-mail.

§ 4. Si le redevable en fait la demande dans la réclamation, il est invité à être entendu par le Collège des bourgmestre et échevins lors d'une audition.

§ 5. L'introduction de la réclamation ne suspend pas l'exigibilité de la taxe et ne dispense pas de l'obligation de payer celle-ci dans le délai prévu.

§ 6. Le redevable qui conteste la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins rendue au sujet de sa réclamation, mais recherche une résolution amiable au contentieux, sous la forme d'un accord qui soit conforme à la législation en vigueur, peut avoir recours à la Chambre de règlement amiable des litiges fiscaux (CRA-F) instituée auprès du Tribunal de Première Instance francophone de Bruxelles.

Le Collège des Bourgmestre et Echevins décidera s'il accepte ou non cette phase de conciliation.

En cas d'échec, la procédure judiciaire classique pourra être poursuivie et tout ce qui a été discuté pendant la conciliation restera confidentiel.

§ 7. Le réclamant qui conteste la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins, peut introduire un recours en bonne et due forme auprès du tribunal de première instance.

§ 8. Les formes et délais ainsi que la procédure de réclamation, sont explicités dans le règlement général sur l'établissement et le recouvrement des taxes, tel qu'approuvé par le Conseil communal d'Uccle, tel qu'adopté par le Conseil communal d'Uccle et applicable pendant la période de validité du présent règlement.

Article 13 : ENTREE EN VIGUEUR

Le présent règlement renouvelle et adapte le règlement-taxe sur les surfaces de bureaux, délibéré par le Conseil communal, le 24 novembre 2022.

Il entre en vigueur le 1^{er} janvier 2026, moyennant l'accomplissement des formalités prescrites aux articles 112 et 114 de la Nouvelle Loi communale.

Belastingreglement op de kantooroppervlakten. - Vernieuwing en aanpassingen.

De raad,

Gelet op de Grondwet, in het bijzonder artikel 170 §4;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de nieuwe gemeentewet dat de gemeentes verplicht een begrotingsevenwicht te hebben;

Gelet op de bepalingen van toepassing op de gemeentelijke belastingen van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 (WIB 92), in het bijzonder titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 6 t.e.m. 9 bis;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, en de latere wijzigingen ervan, in het bijzonder de ordonnantie van 12 februari 2015;

Gelet op de wet van 13 april 2019 tot invoering van het wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen (WIS), en de latere wijzigingen ervan;

Gelet op de ordonnantie van 17 december 2019 tot wijziging van artikel 11 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, en tot toepasselijkheid op de gemeentebelastingen van de bepalingen van de wet van 13 april 2019 tot invoering van het WIS, vanaf 1 januari 2020;

Gelet op de wet van 24 juni 2020 houdende instemming met het Europees Handvest inzake lokale autonomie, in het bijzonder artikel 9.1. en 3.;

Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van gemeentebelastingen, zoals goedgekeurd door de gemeenteraad van Ukkel en van toepassing gedurende de geldigheidsperiode van onderhavig reglement;

Overwegende dat de onderhavige belasting de gemeente Ukkel de financiële middelen wil verstrekken die nodig zijn voor haar beleid en om het financieel evenwicht te kunnen garanderen;

Overwegende dat de eigenaars van kantooroppervlakten direct of indirect voordeel halen uit het gebruik van deze ruimte door het innen van huurgelden of de exploitatie van de ruimte voor eigen rekening;

Overwegende dat het bovendien, om te voorkomen dat oppervlakten die zijn onderverdeeld in gescheiden werkruimten en waarvan de individuele oppervlakte gewoonlijk minder dan 75 m² bedraagt, aan de belasting ontsnappen, passend lijkt om de eigenaars of, in geval van splitsing van het eigendomsrecht, de houders van reële gebruiksrechten van de kantooroppervlakten die op het grondgebied van de gemeente Ukkel zijn gevestigd, in te kohieren in plaats van de bezetters ervan;

Overwegende dat het, om de economische heropleving en de inplanting van kleine kantoren op het Ukkelse grondgebied aan te moedigen, gepast is vrijstellingsdrempel op de eerste 75 m² kantooroppervlakte te handhaven;

Overwegende dat de vrijstelling ten gunste van oppervlakten die worden gebruikt door openbare instellingen, oppervlakten die worden gebruikt door religieuze genootschappen en wereldlijke huizen, door onderwijsinstellingen die door de overheid worden georganiseerd of gesubsidieerd, door zorginstellingen, medische centra en verpleeghuizen die door de overheid worden georganiseerd of gesubsidieerd alsmede die welke worden gebruikt door organisaties zonder winstoogmerk die liefdadigheids-, sociale, culturele of sportieve activiteiten organiseren, mits deze organisaties door de overheid erkend of gesubsidieerd zijn, gerechtvaardigd is op grond van het feit dat deze structuren geen winstoogmerk hebben;

Overwegende dat het belastingreglement op de kantooroppervlakten, beraadslaagd door de gemeenteraad op 24 november 2022, verstrijkt op 31 december 2025;

Overwegende dat een jaarlijkse indexering van 5% van het belastingbedrag in overeenstemming is met de huidige ontvangstenprognoses zoals gepubliceerd in het gemeentelijke driejarenplan 2025-2027;

Overwegende dat dit belastingreglement als volgt vernieuwd en aangepast moet worden voor een termijn van drie jaar, met ingang vanaf 1 januari 2026:

REGLEMENT

Artikel 1: GRONDSLAG VAN DE BELASTING

Er wordt vanaf 1 januari 2026 tot en met 31 december 2028 een jaarlijkse directe belasting geheven op de kantooroppervlakken zoals gedefinieerd in artikel 2 hierboven en gevestigd op het grondgebied van de gemeente Ukkel.

Artikel 2: DEFINITIES

Voor de toepassing van dit reglement wordt verstaan onder:

1. "kantoor" : een plaats voor beroepsmatig gebruik die geen handels- of ambachtsvestiging is, of waar de maatschappelijke zetel of een vestigingseenheid van de onderneming, privaat- of publiekrechtelijk natuurlijk of rechtspersoon, is gevestigd en waar, al dan niet met winstoogmerk, handelingen of werkzaamheden op het gebied van informatieverwerking worden verricht, zoals beheer, administratie, directie, studies, ontwerp en productie van projecten, modellen of plannen, activiteiten die in bijkomende en aanvullende orde commerciële transacties kunnen omvatten, zoals de verkoop van goederen en diensten;
2. "kantooroppervlak": elke werkruimte, al dan niet of gelegen in een woongebouw, ongeacht of dit oppervlak feitelijk in gebruik is of leegstaat, voorzien van uitrusting en meubilair geschikt voor de activiteiten beschreven in 1. hierboven, en die flexibele bezetting in tijd en ruimte mogelijk maken (zoals "coworking"), evenals eventuele bijgebouwen, zoals technische ruimtes, opslag- en archief ruimtes, garderobes, keukens en sanitair voor het personeel;
3. "informatie": een verzameling gegevens - geschriften, geluiden of beelden - die zijn bewaard en opgeslagen of gearchiveerd op gelijk welke fysieke of digitale drager, desgevallend in stalen of prototypes;
4. "bruto bovengrondse vloeroppervlakte": de som van alle vloeroppervlakken van een gebouw dat wordt gebruikt als kantoor, exclusief kelders. Het wordt gemeten aan de naakte buitenkant van de gevelmuren, zonder rekening te houden met hun onderbreking door interne vrije ruimtes, scheidingswanden of dragende muren, en omvat alle bruikbare ruimtes.

Artikel 3: BELASTINGPLICHTIGEN - MEDESCHULDENAREN

§ 1. De belasting is verschuldigd voor het volledige jaar, door de eigenaar(s), natuurlijke perso(o)n(en) of rechtsperso(o)n(en), van een onroerend goed dat beantwoordt aan de definities van artikel 2.

In geval van splitsing van het eigendomsrecht is de belasting solidair verschuldigd door de vruchtgebruiker, de erfpachter en de opstalhouder.

Indien het een gebouw betreft dat in onverdeeldheid toebehoort aan meerdere personen of indien meerdere personen houder zijn van een recht zoals vermeld in alinea 1 of 2, zijn deze laatsten op een solidaire en ondeelbare manier verantwoordelijk voor de betaling van de belasting.

§ 2. Als de belastingplichtige(n) in gebreke blijft (blijven) met de betaling, na de kennisgeving van een aanmaning, zijn de volgende personen aansprakelijk voor de betaling van de belasting, als medeschuldenaren: de naakte eigenaar of de opstalgever en de verhuurder als deze te onderscheiden is van de houders van de hiervoor opgesomde zakelijke rechten.

Artikel 4: VRIJSTELLINGEN

Zijn volledig vrijgesteld van de belasting:

- de eerste 75 m²;
- oppervlakten die worden ingenomen door publiekrechtelijke instellingen zonder winstoogmerk;
- oppervlakten die worden gebruikt door religieuze genootschappen en wereldlijke huizen die door de overheid zijn erkend
- de door de overheid georganiseerde of gesubsidieerde onderwijsinstellingen;
- oppervlakten die worden gebruikt door zorginstellingen, medische centra en verpleeghuizen die door de overheid worden georganiseerd of gesubsidieerd;
- de oppervlakten gebruikt door instellingen die zich, zonder winstoogmerk, bezighouden met liefdadigheid, sociale hulp- of gezondheidsactiviteiten, culturele of sportieve activiteiten, voor zover deze instellingen door de overheid erkend zijn of gesubsidieerd worden.

Artikel 5: GEDEELTELIJKE VRIJSTELLING

De belasting is niet verschuldigd als aan de voorwaarden van overmacht is voldaan. Om op deze basis aanspraak te kunnen maken op een vrijstelling dient de belastingplichtige te bewijzen dat het voorval, dat als bestanddeel van de overmacht ingeroepen wordt, beantwoordt aan de volgende eigenschappen: het feit was niet te voorzien, onoverkomelijk en onvermijdelijk en de belastingplichtige was op geen enkele manier betrokken in het verloop van de omstandigheden die tot dit voorval hebben geleid;

Artikel 6: BEDRAG VAN DE BELASTING

§ 1. De belasting wordt berekend over het bruto bovengrondse vloeroppervlak.

Het bedrag van de belasting is vastgesteld op VEERTIEN euro ZEVENTIG cent (€ 14,70) per m², voor het jaar 2026.

Deze bedragen worden geïndexeerd op 1 januari van elk jaar, met 5% per jaar, zoals aangegeven in de onderstaande tabel:

Dienstjaar	2026	2027	2028
Tarieven	€ 14,70	€ 15,44	€ 16,21

§ 2. De belasting wordt *pro rata temporis* berekend op basis van het werkelijke aantal maanden bestemming als kantoor, waarbij elke begonnen maand volledig wordt meegerekend.

Artikel 7: AANGIFTE

§ 1. Het gemeentebestuur stuurt de belastingplichtige een aangifteformulier dat naar behoren ingevuld, gedateerd en ondertekend moet worden, terug te sturen binnen de 30 dagen na de verzendingsdatum van het formulier. De belastingplichtige die geen aangifteformulier heeft ontvangen, moet het gemeentebestuur de schriftelijke elementen bezorgen die nodig zijn voor de belastingheffing binnen de 30 dagen na de installatie op het Ukkelse grondgebied.

§ 2. Elke nieuwe bezetting van kantoren moet aangegeven worden binnen dezelfde termijn van een maand.

§ 3. De belastingplichtige die zijn volledige ondertekende aangifte naar het bestuur heeft gestuurd, in de vorm en binnen de termijn voorzien door dit reglement, wordt ingekohierd overeenkomstig artikel 4 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen.

§ 4. De eigenaar kan geen revisie of restitutie krijgen voor wijzigingen die niet op tijd zijn doorgegeven.

§ 5. De aangifte is echter niet bindend voor het gemeentebestuur. De aangifte ontnemt het bestuur echter niet de bevoegdheid om controles en onderzoeken uit te voeren, overeenkomstig artikel 6 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, en, desgevallend, het bedrag van de belasting te corrigeren door middel van een ambtshalve inkohiering, in geval van afwezigheid, vertraging, onvolledigheid of onjuistheid van de aangifte.

§ 6. Een laattijdige aangifte heeft alleen gevolgen voor de toekomst.

Artikel 8: AMBTSHALVE INKOHIERING - VERMEERDERINGEN

§ 1. Bij gebrek aan een aangifte binnen de voorziene termijnen of in geval van een onjuiste, onvolledige, onnauwkeurige, onleesbare of laattijdige aangifte vanwege de belastingplichtige zal de belasting ambtshalve ingekohierd worden op basis van de gegevens waarover het gemeentebestuur beschikt.

§ 2. In het kader van de controle of het onderzoek van de toepassing van dit belastingreglement zijn de leden van de administratie, daartoe aangewezen door het college van burgemeester en schepenen, gemachtigd om alle bevoegdheden uit te oefenen die van toepassing zijn op de gemeentebelastingen krachtens artikel 11 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, met inbegrip van de

bevoegdheid om elke persoon die in het bezit is van boeken of documenten die nodig zijn voor de vaststelling van de belasting, te verzoeken deze zonder verplaatsing voor te leggen.

§ 3. De ambtshalve inkohiering kan leiden tot een progressieve stijging van het tarief volgens de volgende schaal:

- bij een eerste gebrek is de vermeerdering gelijk aan 20 % van het bedrag van de belasting; het resultaat zal afgerond worden naar de hoger gelegen eenheid;
- bij een tweede gebrek is de vermeerdering gelijk aan 40 % van het bedrag van de belasting; het resultaat zal afgerond worden naar de hoger gelegen eenheid;
- bij een derde gebrek en voor elk bijkomend gebrek is de vermeerdering gelijk aan 100 % van het bedrag van de belasting; het resultaat zal afgerond worden naar de hoger gelegen eenheid.

Het bedrag van deze vermeerdering wordt tegelijk en samen met de belasting ingekohierd.

§ 4. Alvorens over te gaan tot de ambtshalve inkohiering zal het college van burgemeester en schepenen de belastingplichtige per aangetekend schrijven de redenen meedelen om tot deze procedure over te gaan, de elementen waarop de aanslag werd gebaseerd en de wijze van de vaststelling van deze elementen en het bedrag van de belasting. De belastingplichtige beschikt over een termijn van 30 kalenderdagen, te rekenen vanaf de derde werkdag die volgt op de verzending van de kennisgeving, om zijn opmerkingen schriftelijk mee te delen.

Artikel 9: INKOHIERING

§ 1. De belasting zal via inkohiering geïnd worden.

§ 2. Het belastingkohier wordt opgemaakt en uitvoerbaar verklaard door het college van burgemeester en schepenen.

De belastingplichtige zal kosteloos een aanslagbiljet-kohier uittreksel ontvangen.

Artikel 10: BETALINGSTERMIJN

De belasting moet binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet-kohier uittreksel betaald worden.

Artikel 11: OVERDRACHT VAN HET EIGENDOMSRECHT

§ 1. in geval van eigendomsoverdracht van een onroerend goed is de belasting niet verschuldigd door de nieuwe koper of overnemer gedurende zes maanden na de datum van verwerving van het onroerend goed, om hem in staat te stellen de werken uit te voeren.

De belasting blijft verschuldigd door de eigenaar die het eigendom verkoopt of overdraagt, *pro rata temporis* vanaf 1 januari van het aanslagjaar tot de dag van verkoop of overdracht.

De vermindering van het belastingbedrag is echter niet automatisch en het is aan de belastingplichtige die het onroerend goed dat onderworpen is aan de belasting heeft verkocht of zijn zakelijk recht erop heeft overgedragen om zo snel mogelijk het bewijs hiervan te leveren aan het gemeentebestuur.

§ 2. In geval van overdracht wegens een overlijden zijn de rechtverkrijgenden solidair gehouden om het gemeentebestuur zo snel mogelijk de volgende zaken mee te delen:

§ 3. Als een recht op vruchtgebruik, erfpacht of opstal vervalst, is de volle eigenaar verplicht om zo snel mogelijk een bewijs hiervan te leveren aan het gemeentebestuur.

Artikel 12: BIJZONDERE BEPALINGEN INZAKE DE BEZWAARPROCEDURE

§ 1. Overeenkomstig artikel 9, § 1 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen kan de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger een bezwaar indienen bij het college van burgemeester en schepenen, dat optreedt als administratieve overheid.

§ 2. Het bezwaar moet schriftelijk ingediend worden, ondertekend en met redenen omkleed zijn en, op straffe van verval, ingediend worden binnen een termijn van drie maanden voor de belastingplichtigen, en één jaar voor de medeschuldenaren, te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de verzendingsdatum van het aanslagbiljet of vanaf de kennisgevingsdatum van de aanslag.

§ 3. De bezwaren kunnen ingediend worden op een duurzame drager, meer bepaald via een elektronisch communicatiemiddel zoals e-mail.

§ 4. Als de belastingplichtige dat in het bezwaarschrift heeft gevraagd, zal hij worden uitgenodigd om gehoord te worden door het college van burgemeester en schepenen tijdens een hoorzitting.

§ 5. De indiening van een bezwaar houdt geen opschorting van de opeisbaarheid van de belasting in en ontslaat de belastingplichtige niet van de verplichting deze te betalen binnen de voorziene termijn.

§ 6. De belastingplichtige die de beslissing van het college van burgemeester en schepenen met betrekking tot zijn bezwaar betwist, maar een minnelijke schikking voor het geschil zoekt in de vorm van een overeenkomst die in overeenstemming is met de geldende wetgeving, kan een beroep doen op de Kamer voor Minnelijke Schikking (KMS), opgericht bij de Franstalige rechtbank van eerste aanleg van Brussel.

Het college van burgemeester en schepenen zal beslissen of het deze bemiddelingsfase al dan niet aanvaardt.

In geval van mislukking kan de klassieke gerechtelijke procedure worden voortgezet en blijft alles wat tijdens de bemiddeling wordt besproken vertrouwelijk.

§ 7. De indiener van het bezwaar die de beslissing van het college van burgemeester en schepenen betwist, kan een beroep indienen in de vereiste vorm bij de rechtbank van eerste aanleg.

§ 8. De formulieren en termijnen, evenals de bezwaarprocedure, zijn opgenomen in het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen, zoals vastgelegd door de gemeenteraad van Ukkel en van toepassing gedurende de geldigheidsperiode van dit reglement.

Artikel 13: INWERKINGTREDING

Het onderhavige reglement vernieuwt op 1 januari 2026, het belastingreglement op de kantooroppervlakten, beraadslaagd door de gemeenteraad van 24 november 2022, en past het aan.

Het treedt in werking op 1 januari 2026 zodra de formaliteiten voorgeschreven in artikel 112 en 114 van de Nieuwe Gemeentewet zijn vervuld.

20 Règlement-taxe sur les résidences non principales. – Renouvellement et adaptations.

Le Conseil,

Vu la Constitution, spécialement l'article 170 § 4 ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi communale, qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu les dispositions applicables aux taxes communales du Code des impôts sur les revenus 1992 (CIR 92, en abrégé), spécialement le titre VII, chapitres 1^{er}, 3, 4, 6 à 9 bis inclus;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, et ses modifications ultérieures, spécialement l'ordonnance du 12 février 2015 ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales (CRAF, en abrégé), et ses modifications ultérieures ;

Vu l'ordonnance du 17 décembre 2019 modifiant l'article 11 de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, et rendant applicables aux taxes communales les dispositions de la loi du 13 avril 2019 introduisant le CRAF, à partir du 1^{er} janvier 2020 ;

Vu la loi du 24 juin 2020 portant assentiment à la Charte européenne de l'autonomie locale, spécialement l'article 9.1. et 3. ;

Vu le règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales, tel qu'adopté par le Conseil communal d'Uccle et applicable pendant la période de validité du présent règlement ;

Considérant la situation financière de la Commune et la nécessité pour celle-ci de se doter de moyens en vue de financer ses activités et son fonctionnement ;

Considérant que la taxe sur les résidences non principales vise à compenser, en partie, le manque de recettes résultant du fait que des personnes non domiciliées à Uccle, mais qui possèdent, ont l'usage ou occupent un ou plusieurs biens situés sur le territoire communal ne contribuent pas en proportion suffisante au financement des services communaux dont elles bénéficient ;

Que les propriétaires non-résidents, ou titulaires d'un droit d'usage, d'une ou plusieurs résidences non principales situées sur le territoire de la Commune d'Uccle, ne contribuent pas aux centimes additionnels à l'impôt des personnes physiques, contrairement aux propriétaires domiciliés sur le territoire communal ou titulaires d'un droit réel d'usage sur une ou plusieurs résidences non principales situées à Uccle ; Qu'il y a dès lors lieu de prévoir que, par défaut, la taxe est due par le propriétaire ou le titulaire d'un droit d'usage, sauf lorsqu'il est en mesure de démontrer que le bien est occupé par quelqu'un d'autres qui peut être identifié ; Qu'en effet, dans ce second cas, c'est l'occupant ayant l'usage principal du bien qui bénéficie des services de la commune sans contribution suffisante et il est donc cohérent que la taxe lui soit alors imputée ; Considérant que certaines personnes morales, propriétaires ou titulaires d'un droit d'usage sur un ou plusieurs biens d'habitation, mettent ces biens à disposition de tiers sans que ces derniers ne s'y domicilent, bénéficiant ainsi des services communaux sans y contribuer en proportion suffisante ; Que cependant, lorsque ces biens sont utilisés de manière principale et exclusive par un ou plusieurs préposés ou tier(s) non domicilié(s), l'occupation est alors considérée comme une « occupation unique » il semble opportun que le(s) occupant(s) soient considéré(s) comme redevable(s) de la taxe, en tant que bénéficiaire(s) effectif(s) des services communaux ; Considérant qu'une indexation annuelle de 5% du montant de la taxe, est conforme aux prévisions de recettes courantes publiées dans le Plan triennal communal 2025-2027 ;

Considérant, en outre, que l'exonération de la taxe se justifie au profit des étudiants majeurs de moins de 25 ans inscrits comme élèves réguliers dans des établissements d'enseignement supérieur de plein exercice, étant donné, d'une part, l'absence de bâtiments de logement spécifiquement aménagés pour étudiants à Uccle, et, d'autre part, eu égard à l'absence ou au faible niveau de leurs revenus ;

Considérant qu'afin d'éviter que les résidents ucclois, propriétaires ou titulaires d'un droit d'usage sur une ou plusieurs résidences non principale situées sur le territoire d'Uccle ne soient, d'une part, doublement taxés pour le même fait et dans le même but, au cours du même exercice fiscal, et, d'autre part, traités de manière identique à la première catégorie de propriétaires et titulaires de droits réels visés ci-avant, sans justification objective et raisonnable, il convient d'exonérer les redevables domiciliés à Uccle de la taxe sur la(les) résidence(s) non principale(s) qu'ils possèdent sur le territoire communal ;

Considérant que le règlement-taxe sur les résidences non principales, délibéré par le Conseil communal du 24 novembre 2022, est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2023 et vient à expiration le 31 décembre 2025 ;

Considérant la nécessité de renouveler et adapter le règlement-taxe sur les résidences non principales, pour un terme de trois années prenant cours le 1^{er} janvier 2026, comme suit :

REGLEMENT

Article 1^{er} : ASSIETTE DE LA TAXE

A partir du 1^{er} janvier 2026 et pour un terme arrivant à échéance le 31 décembre 2028, une taxe annuelle directe est établie sur les résidences non principales situées sur le territoire de la Commune d'Uccle.

Article 2 : DEFINITIONS

§ 1^{er}. Par « résidence non-principale », il convient d'entendre toute habitation de type privé occupée comme logement, de manière continue, temporaire ou intermittente, à titre onéreux ou gratuit, quelle qu'en soit la durée au cours de l'année de taxation, par une ou plusieurs personnes physiques, dont aucune n'est domiciliée dans le bien et inscrite dans les registres de la population ou des étrangers de la Commune d'Uccle.

§ 2. Dans les maisons dites de rapport et immeubles à appartements multiples, chaque unité de logement est considérée comme une seule habitation, pour l'application du présent règlement.

Dans ce cas, la taxe est due autant de fois que l'immeuble visé comprend d'unités de logement.

§3. Par « usage principal », il convient d'entendre l'utilisation effective et régulière de la résidence non-principale par une personne physique, sur une période (intermittente ou continue) représentant la majorité de l'année de taxation. L'usage temporaire à très court terme n'est pas considéré comme un usage principal.

§4. Par « occupation unique », il convient d'entendre l'occupation exclusive et effective de la résidence non-principale pour la majorité de l'année de taxation par une ou plusieurs personnes physique(s) en vertu d'un contrat ou d'une convention écrite.

Article 3 : REDEVABLES

§1^{er}. La taxe est due par la personne physique propriétaire ou, en cas de démembrement du droit, titulaire du droit d'usufruit, d'emphytéose ou de superficie sur une résidence non-principale.

Lorsque le bien appartient indivisément à plusieurs personnes ou, lorsque plusieurs personnes sont titulaires d'un des droits d'usage énoncés ci-avant, elles sont solidairement et indivisiblement responsables du paiement de la taxe.

Si le ou les redevables susmentionnés prouvent qu'ils n'ont pas l'usage principal du bien, la taxe est due par la ou les personne(s) physique(s) ayant l'usage principal en tant que locataire ou occupant, en vertu d'un contrat ou de toute autre autorisation.

Lorsque plusieurs personnes ont l'usage principal du bien, elles sont solidairement et indivisiblement responsables du paiement de la taxe.

§2. La taxe est due par la personne morale, propriétaire ou détentrice d'un droit réel d'usage sur une résidence non-principale, lorsqu'elle met ce bien à disposition de personnes physiques.

Si la personne morale prouve qu'une ou plusieurs personne(s) physique(s) bénéficient d'une occupation unique du bien, la taxe est due par ce(s) dernier(s). Si aucune occupation unique n'est constatée ou aucun élément probant n'est fourni, la taxe reste due par la personne morale susmentionnée.

Article 4 : EXONERATIONS

§ 1^{er}. La taxe n'est pas due par les étudiants majeurs de moins de 25 ans, inscrits régulièrement dans un établissement d'enseignement supérieur de plein exercice.

Ceux-ci sont tenus d'apporter la preuve de leur inscription aux cours, au début de chaque nouvelle année académique, en l'annexant à la déclaration visée à l'article 7.

Si une personne perd son statut d'étudiant en cours d'année de taxation, le bénéfice de l'exonération lui reste toutefois acquis jusqu'à la fin de cet exercice fiscal.

§ 2. La taxe n'est pas due par les propriétaires ou titulaires d'un droit d'usage, personnes physiques, inscrits dans les registres de la population ou des étrangers de la Commune d'Uccle.

§ 3 La personne qui entend bénéficier d'une exonération, doit en invoquer le ou les motif(s) en complétant la rubrique prévue à cet effet sur le formulaire de déclaration, et en y joignant les pièces justificatives.

Article 5 : EXONERATIONS PARTIELLES

§ 1^{er}. Est exonérée temporairement du paiement de la taxe :

- la personne physique ou morale se trouvant dans l'impossibilité d'occuper ou d'utiliser la résidence non-principale, en raison de la réalisation de travaux indispensables, qui rendent celle-ci temporairement inhabitable. Pour autant que ces travaux justifient l'exonération, le bénéfice de celle-ci est accordé pour la durée effective des travaux et au plus pendant un an depuis la date de commencement des travaux.

Les factures et métrés démontrant l'importance et la durée des travaux, ainsi que l'impossibilité de jouir du bien pendant la durée de ceux-ci, doivent être communiquées à l'Administration ;

- la personne présumée propriétaire, copropriétaire ou titulaire d'un droit réel démembre, à la suite de l'ouverture d'une succession dont la résidence non-principale fait partie, dans l'attente du règlement de la succession et jusqu'au jour où l'héritier(ère) a la jouissance du bien visé, attestée par la délivrance d'un certificat ou d'un acte d'hérédité ;
- le nouvel acquéreur ou cessionnaire, en cas de cession de la propriété de la résidence non principale, pour les six mois qui suivent la date de l'acquisition du bien, et ce de façon à lui permettre de procéder aux travaux.

§ 2. La taxe n'est pas due si les conditions de la force majeure sont réunies.

Pour prétendre à l'exonération sur cette base, le redevable devra apporter la preuve que l'événement invoqué comme constitutif de force majeure, répond aux caractéristiques suivantes : présenter un caractère imprévisible, insurmontable et inévitable ainsi qu'être exempt de toute implication du redevable dans l'enchaînement des circonstances ayant conduit à cet événement.

Article 6 : MONTANT DE LA TAXE

§ 1^{er}. Le montant de la taxe est fixé à DEUX MILLE euros (2.000,00 €) par résidence non principale, pour l'année 2026.

Les montants seront indexés, au 1^{er} janvier de chaque année, au taux de 5% l'an, le résultat étant arrondi à l'unité supérieure, comme il est précisé dans le tableau suivant :

	2026	2027	2028
Taux	2.000,00 €	2.100,00 €	2.205,00 €

§ 2. La taxe est calculée *prorata temporis* du nombre de mois de disposition réelle et effective de la résidence-non principale, tout mois commencé étant dû.

Article 7 : DECLARATION

§ 1^{er}. Le redevable est tenu, dans les 15 jours de son installation sur le territoire de la Commune d'Uccle, de signaler spontanément son identité et l'adresse de la seconde résidence auprès de l'administration communale (Service des Taxes), ainsi que de se procurer un formulaire de déclaration, soit en se présentant au guichet de l'administration communale (Service des Taxes) qui lui délivrera alors ce document, soit en le téléchargeant depuis le site Internet communal : [www.uccle.be/MaCommune/Finances, taxes/Taxes](http://www.uccle.be/MaCommune/Finances_taxes/Taxes), soit par e-mail.

Le formulaire de déclaration doit être dûment rempli, signé et renvoyé par le redevable dans un délai de 30 jours à compter de sa délivrance.

§ 2. La déclaration reste valable jusqu'à la modification de la situation taxable, la preuve incombant au redevable.

§ 3. Lorsque l'Administration communale constate l'existence d'une seconde résidence et que le redevable ne s'est pas présenté à l'administration communale dans le délai prescrit, elle adresse alors au redevable un formulaire de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment rempli et signé dans un délai de 30 jours à compter de son envoi.

§ 4. Le redevable ayant introduit une déclaration complète et signée auprès de l'administration, dans les formes et délais prescrits, est enrôlé sur cette base, conformément à l'article 4 de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales.

§ 5. La déclaration ne lie toutefois pas définitivement l'administration. Elle ne prive pas celle-ci du pouvoir de procéder à des contrôles et investigations, conformément à l'article 6 de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, et, le cas échéant, de rectifier le montant de la taxe par la voie d'une taxation d'office, en cas d'absence, de retard, d'insuffisance ou d'inexactitude de la déclaration.

§ 6. Une déclaration tardive ne produit d'effet que pour l'avenir. Le propriétaire ne peut obtenir de révision ou de restitution pour des modifications non signalées dans les délais.

Article 8 : TAXATION D'OFFICE - MAJORATIONS

§ 1^{er}. L'absence de déclaration, la déclaration tardive, incorrecte, incomplète, illisible ou imprécise, de la part du redevable, entraînent l'enrôlement d'office de la taxe, sur la base des données en possession de l'Administration communale.

§ 2. Dans le cadre du contrôle ou de l'examen de l'application du présent règlement-taxe, les membres du personnel de l'administration désignés à cet effet par le Collège des Bourgmestre et Echevins, sont autorisés à exercer toutes les compétences qui s'appliquent aux taxes communales en vertu de l'article 11 de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en

matière de taxes communales, y compris celle de requérir de toute personne disposant de livres ou documents nécessaires à l'établissement de la taxe, qu'elle les produise sans déplacement.

§ 3. Avant de procéder à la taxation d'office, l'administration notifie au contribuable par lettre recommandée, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe. Le redevable dispose d'un délai de 30 jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant l'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit.

§ 3. La taxation d'office peut entraîner une majoration progressive, selon l'échelle de gradation suivante :

- en cas de manquement la première année, la majoration est égale à 20 % du montant de la taxe, arrondis à l'unité supérieure
- en cas de manquement la deuxième année, la majoration est égale à 40 % du montant de la taxe
- en cas de manquement la troisième année et pour tout manquement additionnel, la majoration est égale à 100 % du montant de la taxe, résultat arrondi à l'unité supérieure.

Le montant de cette majoration est enrôlé simultanément et conjointement avec la taxe.

Article 9 : ETABLISSEMENT DU ROLE

La taxe est perçue par voie de rôle.

Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Le redevable reçoit, sans frais, un avertissement-extrait de rôle.

Article 10 : DELAI DE PAIEMENT

La taxe est payable dans les deux mois à dater de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Article 11 : CESSIION DU DROIT DE PROPRIETE

§ 1^{er}. En cas de vente ou de cession entre vifs de la propriété d'un bien immobilier visé par le présent règlement, le cédant est tenu d'en communiquer la preuve à l'administration communale, dans les plus brefs délais.

§ 2. En cas de cession pour cause de décès, les ayants-cause sont solidairement tenus d'en communiquer la preuve à l'administration communale, attestée par un certificat ou un acte d'hérédité, dans les plus brefs délais.

§ 3. En cas d'extinction d'un droit d'usufruit, d'emphytéose ou de superficie, le plein propriétaire est tenu d'en communiquer la preuve à l'administration communale, dans les plus brefs délais.

Article 12 – DISPOSITIONS PARTICULIERES RELATIVES A LA PROCEDURE DE RECLAMATION

§ 1^{er}. Conformément à l'article 9, § 1^{er} de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, Le redevable ou son représentant peut

introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative.

§ 2. La réclamation doit être introduite, par écrit, signée et motivée, et, sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle ou à compter de la date de notification de la taxation.

§ 3. Les réclamations peuvent aussi être introduites par le biais d'un support durable, notamment un moyen électronique tel que l'e-mail.

§ 4. Si le redevable en fait la demande dans la réclamation, il est invité à être entendu par le Collège des bourgmestre et échevins lors d'une audition.

§ 5. L'introduction de la réclamation ne suspend pas l'exigibilité de la taxe et ne dispense pas de l'obligation de payer celle-ci dans le délai prévu.

§ 6. Le redevable qui conteste la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins rendue au sujet de sa réclamation, mais recherche une résolution amiable au contentieux, sous la forme d'un accord qui soit conforme à la législation en vigueur, peut avoir recours à la Chambre de règlement amiable des litiges fiscaux (CRA-F) instituée auprès du Tribunal de Première Instance francophone de Bruxelles.

Le Collège des Bourgmestre et Echevins décidera s'il accepte ou non cette phase de conciliation. En cas d'échec, la procédure judiciaire classique pourra être poursuivie et tout ce qui a été discuté pendant la conciliation restera confidentiel.

§ 7. Le réclamant qui conteste la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins, peut introduire un recours en bonne et due forme auprès du tribunal de première instance.

§ 8. Les formes et délais ainsi que la procédure de réclamation, sont explicités dans le règlement général sur l'établissement et le recouvrement des taxes, tel qu'adopté par le Conseil communal d'Uccle et applicable pendant la période de validité du présent règlement.

Article 13 : ENTREE EN VIGUEUR

Le présent règlement renouvelle et adapte le règlement-taxe sur les résidences non-principales, délibéré par le Conseil communal du 24 novembre 2022.

Il entre en vigueur le 1^{er} janvier 2026, moyennant l'accomplissement des formalités prescrites aux articles 112 et 114 de la Nouvelle Loi communale.

Belastingreglement op de niet-hoofdverblijven. - Vernieuwing en aanpassingen.

De raad,

Gelet op de Grondwet, in het bijzonder artikel 170 §4;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de nieuwe gemeentewet dat de gemeentes verplicht een begrotingsevenwicht te hebben;

Gelet op de bepalingen van toepassing op de gemeentelijke belastingen van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 (WIB 92), in het bijzonder titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 6 t.e.m. 9 bis;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, en de latere wijzigingen ervan, in het bijzonder de ordonnantie van 12 februari 2015;

Gelet op de wet van 13 april 2019 tot invoering van het wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen (WIS), en de latere wijzigingen ervan;

Gelet op de ordonnantie van 17 december 2019 tot wijziging van artikel 11 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, en tot toepasselijkheid op de gemeentebelastingen van de bepalingen van de wet van 13 april 2019 tot invoering van het WIS, vanaf 1 januari 2020;

Gelet op de wet van 24 juni 2020 houdende instemming met het Europees Handvest inzake lokale autonomie, in het bijzonder artikel 9.1. en 3.;

Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van gemeentebelastingen, zoals goedgekeurd door de gemeenteraad van Ukkel en van toepassing gedurende de geldigheidsperiode van onderhavig reglement;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente en de noodzaak om zich de middelen te verschaffen om haar activiteiten en werkzaamheden te financieren;

Overwegende dat de belasting op niet-hoofdverblijven ten doel heeft het gebrek aan ontvangsten gedeeltelijk te compenseren dat het gevolg is van het feit dat personen die niet in Ukkel gedomicilieerd zijn, maar die een of meer goederen bezitten en gebruiken of bewonen die gelegen zijn op het gemeentelijk grondgebied niet in voldoende mate bijdragen aan de financiering van de gemeentediensten waarvan zij genieten;

Overwegende dat niet-residentiële eigenaars of houders van een zakelijk recht op één of meerdere tweede woningen gelegen op het grondgebied van Ukkel aan de gemeente Ukkel geen opcentiemen op de personenbelasting betalen, in tegenstelling tot eigenaars of houders van een zakelijk recht op het gebruik van één of meer tweede woningen gelegen in Ukkel;

Overwegende dat het aldus gepast is te bepalen dat de belasting bij verstek verschuldigd is door de eigenaar of de houder van een gebruiksrecht, behalve wanneer hij kan aantonen dat het onroerend goed wordt bewoond door iemand anders die kan worden geïdentificeerd;

Overwegende dat het in dit tweede geval de hoofdgebruiker is die profiteert van de diensten van de gemeente zonder een voldoende bijdrage te leveren, en dat het daarom consequent is dat de belasting hem/haar wordt aangerekend.

Overwegende dat bepaalde rechtspersonen, eigenaars of houders van een gebruiksrecht op een of meer woningen, deze woningen ter beschikking stellen van derden zonder dat deze er gaan wonen, en aldus profiteren van gemeentediensten zonder dat zij een toereikende bijdrage leveren

Overwegende dat, wanneer het onroerend goed echter hoofdzakelijk en uitsluitend wordt gebruikt door een of meer aangestelden of derden die niet gedomicilieerd zijn, in welk geval het gebruik wordt beschouwd als een "enige bezetting", lijkt het gepast om de bezetter(s) aan te merken als belastingplichtig, als de feitelijke begunstigde(n) van de gemeentediensten.

Overwegende dat een jaarlijkse indexering van 5% van het belastingbedrag in overeenstemming is met de huidige ontvangstenprognoses zoals gepubliceerd in het gemeentelijke driejarenplan 20252027;

Overwegende, bovendien, dat de vrijstelling van de belasting gerechtvaardigd is ten gunste van meerderjarige studenten die als regelmatige leerling zijn ingeschreven aan volwaardige instellingen voor hoger onderwijs, gelet enerzijds op de afwezigheid van gebouwen voor studentenhuysvesting in Ukkel en anderzijds op de afwezigheid of het lage niveau van hun inkomsten;

Overwegende, om te voorkomen dat Ukkelse residenten, eigenaars of houders van een gebruiksrecht op één of meerdere niet-hoofdverblijven op het Ukkelse grondgebied, enerzijds, in hetzelfde aanslagjaar tweemaal worden belast voor hetzelfde feit en hetzelfde doel, en, anderzijds, zonder objectieve en redelijke rechtvaardigingsgrond op dezelfde wijze worden behandeld als de eerste categorie van eigenaars en houders van de voormelde zakelijke rechten, dat het passend is de in Ukkel gedomicilieerde belastingplichtigen vrij te stellen van de belasting op het(de) niet-hoofdverblijf(ven) dat(die) zij bezitten op het grondgebied van de gemeente.

Overwegende dat het belastingreglement op de niet-hoofdverblijven, beraadslaagd door de gemeenteraad op 24 november 2022, in werking is getreden op 1 januari 2023 en verstrijkt op 31 december 2025;

Gelet op de noodzaak om het belastingreglement op de niet-hoofdverblijven te vernieuwen en aan te passen voor een termijn van drie jaar vanaf 1 januari 2026, als volgt:

REGLEMENT

Artikel 1 : GRONDSLAG VAN DE BELASTING

Er wordt vanaf 1 januari 2026 tot en met 31 december 2028 een jaarlijkse directe belasting geheven op de niet-hoofdverblijven die op het grondgebied van de gemeente Ukkel gelegen zijn.

Artikel 2 : DEFINITIES

§ 1. “Niet-hoofdverblijf”: elke particuliere woning die permanent, tijdelijk of met tussenpozen, al dan niet tegen betaling, gedurende om het even welke periode van het aanslagjaar als woning wordt bezet door één of meer natuurlijke personen die geen van allen in de woning gedomicilieerd zijn en ingeschreven zijn in het bevolkings- of vreemdelingenregister van de gemeente Ukkel.

§ 2. In de zogenaamde opbrengstwoningen en gebouwen met meerdere appartementen wordt elke wooneenheid beschouwd als één woning voor de toepassing van dit reglement.

In dit geval is de belasting zo vaak verschuldigd als het gebouw in kwestie wooneenheden bevat.

beschouwd als één enkele woning, voor de toepassing van dit reglement.

In dit geval is de belasting zo vaak verschuldigd als het gebouw in kwestie wooneenheden bevat.

§3. “Hoofdgebruik”: het werkelijke en regelmatige gebruik van de niet-hoofdverblijfplaats door een natuurlijk persoon gedurende een periode (met tussenpozen of ononderbroken) die het grootste deel van het aanslagjaar beslaat. Tijdelijk gebruik van zeer korte duur wordt niet beschouwd als hoofdgebruik.

§4. “Enige bezetting” betekent het exclusieve en effectieve gebruik van de niet-hoofdverblijfplaats gedurende het grootste deel van het aanslagjaar door een of meer personen op basis van een contract of schriftelijke overeenkomst.

Artikel 3 : BELASTINGPLICHTIGEN

§1. De belasting is verschuldigd door de natuurlijke persoon die de eigenaar is of, in geval van splitsing van het recht, de houder van het recht van vruchtgebruik, erfpacht of opstal op een niethoofdverblijf.

Indien het een gebouw betreft dat in onverdeeldheid toebehoort aan meerdere personen of indien meerdere personen houder zijn van een voormeld gebruiksrecht, zijn deze laatsten op een solidaire en ondeelbare manier verantwoordelijk voor de betaling van de belasting.

Als de bovengenoemde belastingplichtige(n) bewijzen dat ze niet het hoofdgebruik van het onroerend goed hebben, is de belasting verschuldigd door de natuurlijke persoon of personen die het hoofdgebruik hebben als huurder of bezetter, op grond van een contract of een andere machtiging.

Als meerdere personen het hoofdgebruik van het onroerend goed hebben, zijn ze solidair en onverdeeld aansprakelijk voor de betaling van de belasting.

§2. De belasting is verschuldigd door de rechtspersoon, eigenaar of houder van een zakelijk gebruiksrecht op een niet-hoofdverblijfplaats, wanneer deze dit eigendom ter beschikking stelt aan natuurlijke personen.

Als de rechtspersoon bewijst dat een of meer natuurlijke personen profiteren van een enige bezetting van het onroerend goed, is de belasting verschuldigd door deze laatste(n). Als er geen enige bezetting wordt vastgesteld of geen bewijs wordt geleverd, blijft de belasting verschuldigd door de bovenvermelde rechtspersoon.

Artikel 4 : VRIJSTELLINGEN

§ 1. De belasting is niet verschuldigd door meerderjarige studenten jonger dan 25 jaar die regelmatig staan ingeschreven bij een volwaardige instelling voor hoger onderwijs.

Zij moeten aan het begin van elk nieuw academisch jaar een bewijs van inschrijving voor de lessen voorleggen door dit bij de in artikel 8 bedoelde aangifte te voegen.

Als iemand in de loop van een aanslagjaar zijn studentenstatus verliest, blijft de begunstigde echter profiteren van de vrijstelling tot het einde van dat aanslagjaar.

§ 2. De belasting is niet verschuldigd door de eigenaars of houders van een gebruiksrecht, die natuurlijke personen zijn, ingeschreven in de bevolkings- of vreemdelingenregisters van de gemeente Ukkel.

§ 3 De persoon die aanspraak wil maken op een vrijstelling, moet de reden(en) daarvoor opgeven door de hiertoe voorziene rubriek van het aangifteformulier in te vullen en bewijsstukken bij te voegen.

Artikel 5 : GEDEELTELIJKE VRIJSTELLINGEN

§ 1. Worden tijdelijk van de betaling van de belasting vrijgesteld:

de natuurlijk of rechtspersoon die het niet-hoofdverblijf niet kan bewonen of gebruiken omdat er essentiële werken moeten worden uitgevoerd die de woning tijdelijk onbewoonbaar maken. Mits het werk de vrijstelling rechtvaardigt, wordt deze verleend voor de duur van het werk en voor maximaal een jaar vanaf de datum van aanvang van de werken. Facturen en meetstaten die de omvang en de duur

van de werken aangeven, evenals de onmogelijkheid om het eigendom te gebruiken tijdens de duur van de werken, moeten naar het bestuur worden gestuurd.

de persoon die verondersteld eigenaar, mede-eigenaar of houder van een gesplitst zakelijk recht te zijn, ingevolge de opening van een nalatenschap waarvan het niet-hoofdverblijf deel uitmaakt, zonder evenwel gemachtigd te zijn te beschikken over het genot ervan, in afwachting van de regeling van de nalatenschap en tot de dag waarop de erfgena(a)m(en) het genot van het betreffende goed heeft(hebben), wat wordt bevestigd door de afgifte van een certificaat of een akte van erfopvolging;

de nieuwe eigenaar of overnemer, in geval van eigendomsoverdracht van een niethoofdverblijfplaats, gedurende zes maanden na de datum van verwerving van het onroerend goed, om hem in staat te stellen de werken uit te voeren.

§ 2. De belasting is niet verschuldigd als aan de voorwaarden van overmacht is voldaan.

Om op deze basis aanspraak te kunnen maken op een vrijstelling dient bewezen te worden dat het voorval, dat als bestanddeel van de overmacht ingeroepen wordt, beantwoordt aan de volgende eigenschappen: het feit was niet te voorzien, onoverkomelijk en onvermijdelijk en de belastingplichtige was op geen enkele manier betrokken in het verloop van de omstandigheden die tot dit voorval hebben geleid;

Artikel 6 : BEDRAG VAN DE BELASTING

§ 1. Het bedrag van de belasting is vastgelegd op TWEEDUIZEND (€ 2.000,00) per niethoofdverblijf, voor het jaar 2026.

Deze bedragen worden geïndexeerd op 1 januari van elk jaar, met 5% per jaar. Het resultaat zal afgerond worden naar de hoger gelegen eenheid, zoals aangegeven in de onderstaande tabel.

	2026	2027	2028
Tarieven	€ 2.000,00	€ 2.100,00	€ 2.205,00

§ 2. De belasting wordt pro rata temporis berekend op basis van het aantal maanden dat het niethoofdverblijf daadwerkelijk beschikbaar is geweest voor gebruik, waarbij elke begonnen maand verschuldigd is.

Artikel 7 : AANFIGTE

§ 1. Binnen de 15 dagen na zijn intrek op het grondgebied van de gemeente Ukkel moet de belastingplichtige spontaan zijn identiteit en adres melden aan het gemeentebestuur (Dienst Belastingen) en een aangifteformulier aanvragen, ofwel persoonlijk aan het loket van het gemeentebestuur (Dienst Belastingen) dat het document zal afleveren, ofwel door het te downloaden van de gemeentelijke website: www.ukkel.be/nl/mijn-gemeente/belastingen-retributies-entaksen/taksen, of per e-mail. Dit aangifteformulier moet behoorlijk ingevuld en ondertekend door de belastingplichtige teruggestuurd worden binnen een termijn van 30 dagen na de uitreiking ervan.

§ 2. De aangifte blijft geldig totdat de belastbare situatie verandert, waarbij de bewijslast bij de belastingbetaler ligt.

§ 3. Als het gemeentebestuur het bestaan van een tweede verblijfplaats vaststelt en de belastingplichtige zich niet binnen de gestelde termijn bij het gemeentebestuur heeft gemeld, stuurt de gemeente de belastingplichtige een aangifteformulier dat hij ingevuld en ondertekend moet terugsturen binnen 30 dagen na de datum van verzending.

§ 4. De belastingplichtige die zijn volledige ondertekende aangifte naar het bestuur heeft gestuurd, in de vorm en binnen de termijn, wordt ingekohierd overeenkomstig artikel 4 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen.

§ 5. De aangifte is echter niet bindend voor het bestuur. De aangifte ontnemt het bestuur echter niet de bevoegdheid om controles en onderzoeken uit te voeren, overeenkomstig artikel 6 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, en, desgevallend, het bedrag van de belasting te corrigeren door middel van een ambtshalve inkohiering, in geval van afwezigheid, vertraging, onvolledigheid of onjuistheid van de aangifte.

§ 6. Een te late aangifte heeft alleen gevolgen voor de toekomst. De eigenaar kan geen revisie of restitutie krijgen voor wijzigingen die niet op tijd zijn doorgegeven.

Artikel 8 : AMBTSHALVE INKOHIERING - VERMEERDERINGEN

§ 1. Een afwezige, laattijdige, onjuiste, onvolledige, onleesbare of onnauwkeurige aangifte vanwege de belastingplichtige zal leiden tot de ambtshalve inkohiering van de belasting op basis van de gegevens waarover het gemeentebestuur beschikt.

§ 2. In het kader van de controle of het onderzoek van de toepassing van dit belastingreglement zijn de leden van de administratie, daartoe aangewezen door het college van burgemeester en schepenen, gemachtigd om alle bevoegdheden uit te oefenen die van toepassing zijn op de gemeentebelastingen krachtens artikel 11 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, met inbegrip van de bevoegdheid om elke persoon die in het bezit is van boeken of documenten die nodig zijn voor de vaststelling van de belasting, te verzoeken deze zonder verplaatsing voor te leggen.

§ 2. Alvorens over te gaan tot de ambtshalve inkohiering zal het bestuur de belastingplichtige per aangetekend schrijven de redenen meedelen om tot deze procedure over te gaan, de elementen waarop de aanslag werd gebaseerd en de wijze van de vaststelling van deze elementen en het bedrag van de belasting. De belastingplichtige beschikt over een termijn van 30 kalenderdagen, te rekenen vanaf de derde werkdag die volgt op de verzending van de kennisgeving, om zijn opmerkingen schriftelijk mee te delen.

§ 3. De ambtshalve inkohiering kan leiden tot een progressieve stijging van het tarief volgens de volgende schaal:

bij een eerste gebrek is de vermeerdering gelijk aan 20% van het bedrag van de belasting; afgerond naar de hoger gelegen eenheid

bij een tweede gebrek is de vermeerdering gelijk aan 40% van het bedrag van de belasting

bij een derde gebrek en voor elk bijkomend gebrek is de vermeerdering gelijk aan 100% van het bedrag van de belasting; het resultaat afgerond naar de hoger gelegen eenheid.

Het bedrag van deze vermeerdering wordt tegelijk en samen met de belasting ingekohierd.

§ 4. Alvorens over te gaan tot de ambtshalve inkohiering zal het bestuur de belastingplichtige per aangetekend schrijven de redenen meedelen om tot deze procedure over te gaan, de elementen waarop de aanslag werd gebaseerd en de wijze van de vaststelling van deze elementen en het bedrag van de belasting. De belastingplichtige beschikt over een termijn van 30 kalenderdagen, te rekenen vanaf de

derde werkdag die volgt op de verzending van de kennisgeving, om zijn opmerkingen schriftelijk mee te delen.

Artikel 9 : INKOHIERING

De belasting zal via inkohiering geïnd worden.

Het belastingkohier wordt opgemaakt en uitvoerbaar verklaard door het college van burgemeester en schepenen.

De belastingplichtige zal kosteloos een aanslagbiljet-kohier uittreksel ontvangen.

Artikel 10 : BETALINGSTERMIJN

De belasting moet binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet-kohier uittreksel betaald worden.

Artikel 11 : OVERDRACHT VAN HET EIGENDOMSRECHT

§ 1. In het geval van verkoop of overdracht onder levenden van de eigendom van een onroerend goed dat valt onder dit reglement, is de overdrager verplicht het gemeentebestuur zo snel mogelijk het bewijs hiervan mee te delen.

§ 2. In het geval van een overdracht door overlijden zijn de rechthebbenden hoofdelijk verplicht om de gemeente zo snel mogelijk het bewijs van de overdracht te leveren, in de vorm van een verklaring of akte van erfopvolging.

§ 3. Als een recht op vruchtgebruik, erfpacht of opstal vervalst, is de volle eigenaar verplicht om zo snel mogelijk een bewijs hiervan te leveren aan het gemeentebestuur.

Artikel 12 - BIJZONDERE BEPALINGEN BETREFFENDE DE BEZWAARPROCEDURE

§ 1. Overeenkomstig artikel 9, § 1 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen kan de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger een bezwaar indienen bij het college van burgemeester en schepenen, dat optreedt als administratieve overheid.

§ 2. Het bezwaar moet schriftelijk ingediend worden, ondertekend en met redenen omkleed zijn en, op straffe van verval, ingediend worden binnen een termijn van drie maanden, te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de verzendingsdatum van het aanslagbiljet kohieruittreksel of vanaf de kennisgevingsdatum van de aanslag.

§ 3. De bezwaren kunnen ingediend worden op een duurzame drager, meer bepaald via een elektronisch communicatiemiddel zoals e-mail.

§ 4. Als de belastingplichtige dat in het bezwaarschrift heeft gevraagd, zal hij worden uitgenodigd om gehoord te worden door het college van burgemeester en schepenen tijdens een hoorzitting.

§ 5. De indiening van een bezwaar houdt geen opschorting van de opeisbaarheid van de belasting in en ontslaat de belastingplichtige niet van de verplichting deze te betalen binnen de voorziene termijn.

§ 6. De belastingplichtige die de beslissing van het college van burgemeester en schepenen met betrekking tot zijn bezwaar betwist, maar een minnelijke schikking voor het geschil zoekt in de vorm van een overeenkomst die in overeenstemming is met de geldende wetgeving, kan een beroep doen op de Kamer voor Minnelijke Schikking (KMS), opgericht bij de Franstalige rechtbank van eerste aanleg van Brussel.

Het college van burgemeester en schepenen zal beslissen of het deze bemiddelingsfase al dan niet aanvaardt. In geval van mislukking kan de klassieke gerechtelijke procedure worden voortgezet en blijft alles wat tijdens de bemiddeling wordt besproken vertrouwelijk.

§ 7. De indiener van het bezwaar die de beslissing van het college van burgemeester en schepenen betwist, kan een beroep indienen in de vereiste vorm bij de rechtbank van eerste aanleg.

§ 8. De formulieren en termijnen, evenals de bezwaarprocedure, zijn opgenomen in het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen, zoals vastgelegd door de gemeenteraad van Ukkel en van toepassing gedurende de geldigheidsperiode van dit reglement.

Artikel 13 : INWERKINGTREDING

Het onderhavige reglement vernieuwt op 1 januari 2026 het belastingreglement op de niethoofdverblijven, beraadslaagd door de gemeenteraad van 24 november 2022, en past het aan.

Het treedt in werking op 1 januari 2026 zodra de formaliteiten voorgeschreven in artikel 112 en 114 van de Nieuwe Gemeentewet zijn vervuld.

21 Règlement-taxe sur les biens immeubles faisant l'objet d'un arrêté du Bourgmestre, déclarés insalubres ou inhabitables ou ne satisfaisant pas aux exigences élémentaires de sécurité et de salubrité – Renouvellement et adaptations.

Le Conseil,

Vu la Constitution, spécialement l'article 170 § 4 ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi communale, qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu les dispositions applicables aux taxes communales du Code des impôts sur les revenus 1992 (CIR 92, en abrégé), spécialement le titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 6 à 9 bis inclus ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, et ses modifications ultérieures, spécialement l'ordonnance du 12 février 2015 ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales (CRAF, en abrégé), et ses modifications ultérieures;

Vu l'ordonnance du 17 décembre 2019 modifiant l'article 11 de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, et rendant applicables aux taxes communales les dispositions de la loi du 13 avril 2019 introduisant le CRAF, à partir du 1er janvier 2020 ;

Vu la loi du 24 juin 2020 portant assentiment à la Charte européenne de l'autonomie locale, spécialement l'article 9.1. et 3. ;

Vu le règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales, adopté par le Conseil communal d'Uccle et applicable pendant la période de validité du présent règlement ;

Vu la situation financière de la Commune;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune d'Uccle les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, dont celle de garantir et d'améliorer le cadre de vie des habitants, ainsi que d'assurer son équilibre financier;

Considérant la nécessité de lutter efficacement contre les biens immeubles faisant l'objet d'un arrêté du Bourgmestre pour des raisons de salubrité ou de sécurités publiques ou pour le non-respect des exigences élémentaires de sécurité et/ou de salubrité prévues par des législations émanant des autorités supérieures;

Considérant que la présente taxe vise à inciter les propriétaires d'immeubles déclarés insalubres ou inhabitables à effectuer les travaux indispensables à leur remise en état et plus généralement, à bien entretenir leur patrimoine immobilier ucclois et à respecter les règles de salubrité et de sécurité;

Qu'en effet, ces immeubles ne sont plus en mesure d'être mis en location ou entraînent une dégradation du cadre de vie pour les éventuels occupants, pour le voisinage et plus généralement pour toute la population de la Commune;

Considérant que le règlement-taxe sur les biens immeubles faisant l'objet d'un arrêté du Bourgmestre déclarés insalubres ou inhabitables ou ne satisfaisant pas aux exigences élémentaires de sécurité et de salubrité, délibéré par le Conseil communal le 24 novembre 2022, vient à expiration le 31 décembre 2025;

Considérant qu'il convient d'adapter le taux de taxation de 5 % sur base annuelle;

Considérant qu'il y a lieu de renouveler et adapter ce règlement-taxe pour un terme de trois ans prenant cours le 1er janvier 2026, comme suit :

REGLEMENT

Article 1er : ASSIETTE DE LA TAXE

Il est établi, à partir du 1er janvier 2026 jusqu'au 31 décembre 2028, une taxe annuelle sur les biens immeubles faisant l'objet d'un arrêté du bourgmestre et par lequel ils sont déclarés insalubres ou inhabitables ou ne satisfaisant pas aux exigences élémentaires de sécurité et de salubrité.

Article 2 : DEFINITIONS

Au sens du présent règlement :

§ 1. Par « bien immeuble », on entend tout immeuble ou partie d'immeuble destiné à l'habitation ainsi que tout immeuble ou partie d'immeuble non destiné à l'habitation mais dont il est constaté dans les faits qu'il est illicitement utilisé à ce titre;

On entend également tout immeuble ou partie d'immeuble destiné à l'exploitation d'un lieu accessible au public.

§ 2. Par « bien immeuble déclaré insalubre ou inhabitable », on entend l'immeuble ou la partie d'immeuble faisant l'objet d'un arrêté du bourgmestre, pris sur base des articles 133 et 135 de la

nouvelle loi communale, déclarant le bien insalubre ou inhabitable et pour lesquels des travaux de réparation, de sécurisation ou d'assainissement sont exigés.

§ 3. Par « bien immeuble qui ne satisfait pas aux exigences élémentaires de sécurité et de salubrité », on entend :

- l'immeuble ou la partie d'immeuble frappé par un arrêté du bourgmestre pris, sur la base de l'article 133 de la Nouvelle Loi Communale, en exécution de l'interdiction de mise en location ou d'occupation du logement prononcée par le service de l'Inspection régionale du logement, conformément aux dispositions du Code bruxellois du logement;

- l'immeuble ou la partie d'immeuble pour lequel le Service d'Incendie et d'Aide médicale urgente a constaté qu'il ne satisfait pas aux exigences en matière de sécurité incendie et qui ont fait l'objet d'un arrêté de fermeture du Bourgmestre sur la base de l'article 133 de la Nouvelle Loi Communale.

Article 3 : MONTANT DE LA TAXE

Le montant de la taxe est fixé à TROIS MILLE TROIS CENT VINGT euros (3.320,00 €) par bien immeuble, pour l'année 2026. Ce montant est indexé le premier janvier de chaque année, au taux de 5 %, le résultat étant arrondi à l'unité supérieure, comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

	2026	2027	2028
Montant	3.320,00 €	3.486,00 €	3.661,00 €

En cas d'abrogation de l'arrêté du Bourgmestre sur la base duquel le bien immeuble fait l'objet de la taxation, la taxe n'est plus due à partir du mois suivant l'introduction formelle d'une demande d'attestation de conformité auprès de la DURL, pour autant que cette demande ait donné lieu à la délivrance effective de ladite attestation. La date d'introduction de la demande d'attestation doit pouvoir être prouvée. Le montant de la taxe sera calculé prorata temporis des mois pendant lesquels elle est due, tout mois commencé étant compté pour un mois entier.

Article 4 : REDEVABLES – CO-DEBITEURS

§ 1er La taxe est due, pour l'année entière, par le(s) propriétaire(s), personne(s) physique(s) ou morale(s), d'un bien immeuble répondant aux définitions de l'article 2.

En cas de démembrement du droit de propriété, la taxe est due par l'usufruitier, l'emphytéote ou le superficiaire.

Lorsqu'il s'agit d'un immeuble appartenant en indivision à plusieurs personnes ou lorsque plusieurs personnes sont titulaires d'un des droits énoncés à l'article 2, ces dernières sont solidairement responsables du paiement de la taxe.

§ 2. Si le(s) redevable(s) est(sont) en défaut de paiement, après qu'une sommation lui(leur) aura été notifiée, en cas de démembrement du droit de propriété, la personne suivante est tenue au paiement de la taxe, en tant que co-débiteur : le nu-propriétaire ou le tréfoncier.

Article 5 : CONSTAT

La taxe est établie sur la base d'un constat signé et daté effectué par un agent du Service des Taxes dûment désigné par le Collège des Bourgmestre et Echevins. Ce constat est notifié par lettre recommandée à la poste, au domicile ou au siège social accompagnée d'une copie du règlement. La taxe frappe le bien immobilier dès l'adoption d'un arrêté du Bourgmestre.

Article 6 : EXONERATION

La taxe n'est pas due si l'immobilier est visé par un plan d'expropriation en vigueur, approuvé par arrêté du Gouvernement.

Article 7 : EXONERATIONS PARTIELLES

§ 1er. La taxe n'est temporairement pas due :

- si l'immobilier a été déclaré insalubre ou inhabitable à la suite d'un incendie ou d'une inondation, uniquement pendant les 6 mois qui suivent le sinistre. La Commune se réserve le droit de demander toute pièce probante au redevable ;
- en cas de cession de la propriété d'un bien immobilier visé par l'article 2 du présent règlement, la taxe n'est pas due par le nouvel acquéreur ou cessionnaire, pour les six mois qui suivent la date de l'acquisition du bien, de façon à lui permettre de procéder aux travaux. La taxe reste due par le propriétaire vendeur ou cédant du bien, prorata temporis depuis le premier janvier de l'exercice de taxation, jusqu'au jour de la vente ou de la cession.

§ 2. En outre, la taxe n'est pas due si les conditions de la force majeure sont réunies.

Pour prétendre à l'exonération sur cette base, le redevable devra apporter la preuve que l'événement invoqué comme constitutif de force majeure répond aux caractéristiques suivantes: présenter un caractère imprévisible, insurmontable et inévitable ainsi qu'être exempt de toute implication du redevable dans l'enchaînement des circonstances ayant conduit à cet événement.

Article 8 : CESSION DU DROIT DE PROPRIETE

§ 1er. En cas de vente ou de cession entre vifs de la propriété d'un bien immobilier visé par l'article 2 du présent règlement, le cédant est tenu d'en communiquer la preuve à l'administration communale, dans les plus brefs délais.

§ 2. En cas de cession pour cause de décès, les ayants-cause sont solidairement tenus d'en communiquer la preuve à l'administration communale, attestée par un certificat ou un acte d'hérédité, dans les plus brefs délais.

§ 3. En cas d'extinction d'un droit d'usufruit, d'emphytéose ou de superficie, le plein propriétaire est tenu d'en communiquer la preuve à l'administration communale, dans les plus brefs délais.

Article 9 : ETABLISSEMENT DU ROLE

§ 1er. La taxe est recouvrée par voie de rôle.

§ 2. Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Le redevable reçoit, sans frais, un avertissement-extrait de rôle.

§ 3. La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Article 10 : DISPOSITIONS PARTICULIERES RELATIVES A LA PROCEDURE DE RECLAMATION

§ 1er. Conformément à l'article 9, § 1er de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative.

§ 2. La réclamation doit être introduite, par écrit, signée et motivée, et, sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois, pour le redevable, et d'un an, pour le co-débiteur, à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle ou à compter de la date de notification de la taxation.

§ 3. Les réclamations peuvent aussi être introduites par le biais d'un support durable, notamment un moyen électronique tel que l'e-mail.

§ 4. Si le redevable en fait la demande dans la réclamation, il est invité à être entendu par le Collège des bourgmestre et échevins lors d'une audition.

§ 5. L'introduction de la réclamation ne suspend pas l'exigibilité de la taxe et ne dispense pas de l'obligation de payer celle-ci dans le délai prévu.

§ 6. Le redevable qui conteste la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins rendue au sujet de sa réclamation, mais recherche une résolution amiable au contentieux, sous la forme d'un accord qui soit conforme à la législation en vigueur, peut avoir recours à la Chambre de règlement amiable des litiges fiscaux (CRA-F) instituée auprès du Tribunal de Première Instance francophone de Bruxelles.

Le Collège des Bourgmestre et Echevins décidera s'il accepte ou non cette phase de conciliation. En cas d'échec, la procédure judiciaire classique pourra être poursuivie et tout ce qui a été discuté pendant la conciliation restera confidentiel.

§ 7. Le réclamant qui conteste la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins, peut introduire un recours en bonne et due forme auprès du tribunal de première instance.

§ 8. Les formes et délais ainsi que la procédure de réclamation, sont explicités dans le règlement général sur l'établissement et le recouvrement des taxes, tel qu'adopté par le Conseil communal d'Uccle, et applicable pendant la période de validité du présent règlement.

Article 11 : ENTREE EN VIGUEUR

Le présent règlement renouvelle et adapte le règlement-taxe sur les biens immeubles faisant l'objet d'un arrêté du Bourgmestre déclarés insalubres ou inhabitables ou ne satisfaisant pas aux exigences élémentaires de sécurité et de salubrité, délibéré par le Conseil communal, le 24 novembre 2022.

Il entre en vigueur le 1er janvier 2026, moyennant l'accomplissement des formalités prévues aux articles 112 et 114 de la Nouvelle Loi communale.

Belastingreglement op onroerende goederen die krachtens een besluit van de burgemeester ongezond of onbewoonbaar verklaard werden of die niet voldoen aan de minimumvereisten inzake veiligheid en gezondheid. - Vernieuwing en aanpassingen.

De raad,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de bepalingen van toepassing op de gemeentelijke belastingen van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 (WIB 92), in het bijzonder titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 6 t.e.m. 9 bis;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, en de latere wijzigingen ervan, in het bijzonder de ordonnantie van 12 februari 2015;

Gelet op de wet van 13 april 2019 tot invoering van het wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen (WIS), en de latere wijzigingen ervan;

Gelet op de ordonnantie van 17 december 2019 tot wijziging van artikel 11 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, en tot toepasselijkheid op de gemeentebelastingen van de bepalingen van de wet van 13 april 2019 tot invoering van het WIS, vanaf 1 januari 2020;

Gelet op de wet van 24 juni 2020 houdende instemming met het Europees Handvest inzake lokale autonomie, in het bijzonder artikel 9.1. en 3.;

Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van gemeentebelastingen, goedgekeurd door de gemeenteraad van Ukkel en van toepassing gedurende de geldigheidsperiode van onderhavig reglement;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Overwegende dat het de bedoeling van deze belasting is om de gemeente Ukkel de nodige financiële middelen te bezorgen voor haar opdrachten en het beleid dat ze wil voeren, waaronder het verzekeren en verbeteren van de leefomgeving van de inwoners en het verzekeren van haar financieel evenwicht;

Gelet op de noodzaak om onroerende goederen efficiënt te bestrijden die krachtens een besluit van de burgemeester ongezond of onbewoonbaar verklaard werden of die niet voldoen aan de minimumvereisten inzake veiligheid en/of gezondheid, voorzien door wetgevingen van hogere overheden;

Overwegende dat de onderhavige belasting beoogt de eigenaars van gebouwen die ongezond of onbewoonbaar verklaard zijn ertoe aan te zetten de noodzakelijke werken voor het herstel ervan te verrichten, en meer in het algemeen hun Ukkels onroerend vermogen goed te onderhouden en de gezondheids- en veiligheidsregels na te leven;

Overwegende dat deze gebouwen immers niet meer verhuurd kunnen worden of leiden tot een verslechtering van de leefomgeving voor de eventuele bewoners, voor de buurt en meer in het algemeen voor de volledige bevolking van de gemeente;

Overwegende dat het belastingreglement op onroerende goederen die krachtens een besluit van de burgemeester ongezonder of onbewoonbaar verklaard werden of die niet voldoen aan de minimumvereisten inzake veiligheid en gezondheid, beraadslaagd door de gemeenteraad van 24 november 2022, verstrijkt op 31 december 2025;

Overwegende dat het tarief van de belasting jaarlijks met 5% verhoogd zou moeten worden;
Overwegende dat dit belastingreglement vernieuwd en aangepast moet worden voor een termijn van drie jaar, met ingang vanaf 1 januari 2026, als volgt :

REGLEMENT

Artikel 1: Grondslag van de belasting

Er wordt vanaf 1 januari 2026 t.e.m. 31 december 2028 een jaarlijkse directe belasting geheven op onroerende goederen die krachtens een besluit van de burgemeester ongezonder of onbewoonbaar verklaard werden of die niet voldoen aan de minimumvereisten inzake veiligheid en gezondheid.

Artikel 2: Definities

In het onderhavige reglement:

§ 1. Onder "onroerend goed" verstaan we elk gebouw of deel van een gebouw dat bestemd is voor woningen, alsook elk gebouw of deel van een gebouw dat niet bestemd is voor woningen, maar waarvan in de praktijk vastgesteld is dat het hiervoor onrechtmatig gebruikt wordt;

We verstaan ook elk gebouw of deel van een gebouw dat bestemd is voor de uitbating van een publiek toegankelijke plaats.

§ 2. Onder "onroerend goed ongezonder of onbewoonbaar verklaard" wordt verstaan: elk gebouw of gedeelte van een gebouw dat krachtens een besluit van de burgemeester - genomen op basis van artikel 133 en 135 van de nieuwe gemeentewet - ongezonder of onbewoonbaar verklaard werd en waarvoor herstellingen en werkzaamheden inzake beveiliging en schoonmaak vereist zijn;

§ 3. Onder "onroerend goed dat niet voldoet aan de minimumvereisten inzake veiligheid en gezondheid" wordt verstaan:

- elk gebouw of gedeelte van een gebouw dat het onderwerp uitmaakt van een besluit van de burgemeester, genomen op basis van artikel 133 van de nieuwe gemeentewet, in uitvoering van het verbod tot verhuring of bezetting van de woning, uitgesproken door de Gewestelijke Huisvestingsinspectie, overeenkomstig de bepalingen van de Brusselse Huisvestingscode;

- elk gebouw of gedeelte van een gebouw waarvan de Dienst voor Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp heeft vastgesteld dat het niet voldoet aan de vereisten inzake brandveiligheid en dat het onderwerp heeft uitgemaakt van een bevel tot sluiting van de burgemeester op basis van artikel 133 van de nieuwe gemeentewet.

Artikel 3: Aanslagvoet van de belasting

Het bedrag van de belasting wordt vastgesteld op DRIE DUIZEND DRIEHONDERD TWINTIG euro (€ 3.320,00) per onroerend goed, voor het jaar 2026. Dit bedrag wordt geïndexeerd op één januari van elk jaar, met 5%. Het resultaat zal afgerond worden naar de hoger gelegen eenheid, zoals aangegeven in de onderstaande tabel.

	2026	2027	2028
--	------	------	------

Bedrag	€ 3.320,00	€ 3.486,00	€ 3.661,00
--------	------------	------------	------------

In geval van intrekking van het besluit van de burgemeester op basis waarvan het onroerend goed onderworpen is aan de belasting, is de belasting niet langer verschuldigd vanaf de maand die volgt op de formele indiening van een aanvraag voor een conformiteitscontroleattest bij de DGHI, op voorwaarde dat dit verzoek heeft geleid tot de daadwerkelijke afgifte van het vermelde attest. De datum waarop de aanvraag voor een attest werd ingediend, moet bewezen kunnen worden. Het bedrag van de belasting zal berekend worden “pro rata temporis” van de maanden tijdens dewelke de belasting verschuldigd is, waarbij elke begonnen maand meetelt voor een volledige maand.

Artikel 4: Belastingplichtigen - medeschuldenaren

§ 1. De belasting is verschuldigd, voor het volledige jaar, door de eigenaar(s), natuurlijke perso(o)n(en) of rechtsperso(o)n(en), van een onroerend goed dat beantwoordt aan de definities van artikel 2.

In geval van splitsing van het eigendomsrecht is de belasting verschuldigd door de vruchtgebruiker, erfpachter of opstalhouder.

Indien het een gebouw betreft dat in onverdeeldheid toebehoort aan meerdere personen of indien meerdere personen houder zijn van een recht zoals vermeld in alinea 2, zijn deze laatsten op een solidaire manier verantwoordelijk voor de betaling van de belasting.

§ 2. Als de belastingplichtige(n) in gebreke blijft (blijven) met de betaling, na de kennisgeving van een aanmaning, zijn de volgende personen aansprakelijk voor de betaling van de belasting, als medeschuldenaren: de naakte eigenaar of de opstalgever.

Artikel 5: Vaststelling

De belasting wordt bepaald op basis van een vaststelling, ondertekend en gedateerd door een ambtenaar van de dienst Belastingen die hiervoor door het college van burgemeester en schepenen behoorlijk werd aangesteld. Deze vaststelling wordt samen met een kopie van het reglement naar de woonplaats of de maatschappelijke zetel gestuurd.

De belasting treft het onroerend goed vanaf de goedkeuring van een besluit van de burgemeester.

Artikel 6: Vrijstelling

De belasting is niet verschuldigd

- indien het gebouw onderworpen is aan lopend onteigeningsplan, goedgekeurd door een besluit van de regering;

Artikel 7: Gedeeltelijke vrijstelling

§ 1. De belasting is tijdelijk niet verschuldigd:

Indien het gebouw ongezond of onbewoonbaar verklaard is ingevolge een brand of een overstroming, enkel tijdens de 6 maanden die volgen op het schadegeval. De gemeente behoudt zich het recht voor om bewijsstukken op te vragen bij de belastingplichtige.

in geval van eigendomsoverdracht van een onroerend goed dat valt onder artikel 2 van dit reglement, is de belasting niet verschuldigd door de nieuwe koper of overnemer gedurende zes maanden na de datum van verwerving van het onroerend goed, om hem in staat te stellen de werken uit te voeren. De belasting blijft verschuldigd door de eigenaar die het eigendom verkoopt of overdraagt, pro rata temporis vanaf 1 januari van het aanslagjaar tot de dag van verkoop of overdracht.

§ 2. Bovendien is de belasting niet verschuldigd als aan de voorwaarden van overmacht is voldaan.

Om op deze basis aanspraak te kunnen maken op een vrijstelling dient bewezen te worden dat het voorval, dat als bestanddeel van de overmacht ingeroepen wordt, beantwoordt aan de volgende eigenschappen: het feit was niet te voorzien, onoverkomelijk en onvermijdelijk en de belastingplichtige was op geen enkele manier betrokken in het verloop van de omstandigheden die tot dit voorval hebben geleid;

Artikel 8: Overdracht van de belasting

§ 1. In het geval van verkoop of overdracht onder levenden van de eigendom van een onroerend goed dat valt onder artikel 2 van dit reglement, is de overdrager verplicht het gemeentebestuur zo snel mogelijk het bewijs hiervan mee te delen.

§ 2. In het geval van een overdracht door overlijden zijn de rechthebbenden hoofdelijk verplicht om de gemeente zo snel mogelijk het bewijs van de overdracht te leveren, in de vorm van een verklaring of akte van erfrecht.

§ 3. Als een recht op vruchtgebruik, erfpacht of opstal vervalt, is de volle eigenaar verplicht om zo snel mogelijk een bewijs hiervan te leveren aan het gemeentebestuur.

Artikel 9: Inkohiering

§ 1. De belasting zal via inkohiering geïnd worden.

§ 2. Het belastingkohier wordt opgemaakt en uitvoerbaar verklaard door het college van burgemeester en schepenen.

De belastingplichtige zal kosteloos een aanslagbiljet-kohier uittreksel ontvangen.

§ 3. De belasting moet betaald worden binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet-kohier uittreksel.

Artikel 10: Bijzondere bepalingen inzake de bezwaarprocedure

§ 1. Overeenkomstig artikel 9, § 1 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen kan de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger een bezwaar indienen bij het college van burgemeester en schepenen, dat optreedt als administratieve overheid.

§ 2. Het bezwaar moet schriftelijk ingediend worden, ondertekend en met redenen omkleed zijn en, op straffe van verval, ingediend worden binnen een termijn van drie maanden voor de belastingplichtigen, en één jaar voor de medeschuldenaren, te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de verzendingsdatum van het aanslagbiljet of vanaf de kennisgevingsdatum van de aanslag.

§ 3. De bezwaren kunnen ingediend worden op een duurzame drager, meer bepaald via een elektronisch communicatiemiddel zoals e-mail.

§ 4. Als de belastingplichtige dat in het bezwaarschrift heeft gevraagd, zal hij worden uitgenodigd om gehoord te worden door het college van burgemeester en schepenen tijdens een hoorzitting.

§ 5. De indiening van een bezwaar houdt geen opschorting van de opeisbaarheid van de belasting in en ontslaat de belastingplichtige niet van de verplichting deze te betalen binnen de voorziene termijn.

§ 6. De belastingplichtige die de beslissing van het college van burgemeester en schepenen met betrekking tot zijn bezwaar betwist, maar een minnelijke schikking voor het geschil zoekt in de vorm van een overeenkomst die in overeenstemming is met de geldende wetgeving, kan een beroep doen op de Kamer voor Minnelijke Schikking (KMS), opgericht bij de Franstalige rechtbank van eerste aanleg van Brussel.

Het college van burgemeester en schepenen zal beslissen of het deze bemiddelingsfase al dan niet aanvaardt. In geval van mislukking kan de klassieke gerechtelijke procedure worden voortgezet en blijft alles wat tijdens de bemiddeling wordt besproken vertrouwelijk.

§ 7. De indiener van het bezwaar die de beslissing van het college van burgemeester en schepenen betwist, kan een beroep indienen in de vereiste vorm bij de rechtbank van eerste aanleg.

§ 8. De formulieren en termijnen, evenals de bezwaarprocedure, zijn opgenomen in het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen, zoals vastgelegd door de gemeenteraad van Ukkel en van toepassing gedurende de geldigheidsperiode van dit reglement;

Artikel 11: Inwerkingtreding

Het onderhavige reglement vernieuwt op 1 januari 2026 het belastingreglement op onroerende goederen die krachtens een besluit van de burgemeester ongezond of onbewoonbaar verklaard werden of die niet voldoen aan de minimumvereisten inzake veiligheid en gezondheid, beraadslaagd door de gemeenteraad van 24 november 2022, en past het aan.

Het treedt in werking op 1 januari 2026 zodra de formaliteiten voorgeschreven in artikel 112 en 114 van de Nieuwe Gemeentewet zijn vervuld.

DÉPARTEMENT ESPACE PUBLIC - DEPARTEMENT OPENBARE RUIMTE

Voirie - Wegen

22 Conduite du fossé du Vivier d'Oie – fin de la tolérance de déversement d'eaux usées.

Le Conseil,

Considérant que le territoire communal d'Uccle est traversé, entre la chaussée de Waterloo et l'avenue du Prince de Ligne, par une ancienne conduite historiquement identifiée comme le "Fossé canalisé du Vivier d'Oie", voué à la fin des années 1940 probablement afin de permettre l'urbanisation du « Domaine de Carloo »;

Vu les documents retrouvés dans les archives communales qui démontrent que cet aqueduc a de longue date été reconnu comme privé, comme en atteste notamment une décision du Collège échevinal en séance du 19 août 1949;

Considérant que cette canalisation, qualifiée dans certains documents d'époque d'« aqueduc », a été construite par des tiers alors même que la Commune disposait déjà, ou était sur le point de disposer, d'un réseau d'égouttage public fonctionnel dans les voiries avoisinantes;

Considérant que, dans ce contexte, le Collège communal avait, à titre tout à fait exceptionnel et sous réserve expresse de pouvoir y mettre un terme, autorisé l'utilisation de cette conduite par certains riverains, décision assortie d'une clause de tolérance « jusqu'à nouvel ordre »;

Considérant qu'il convient dès lors de rappeler le caractère temporaire et dérogatoire de cette autorisation, laquelle ne saurait être interprétée comme une reconnaissance d'un statut public de la conduite;

Considérant que cette conduite traverse plusieurs propriétés privées et ne figure pas parmi les éléments repris dans le réseau d'assainissement public géré par Vivaqua;

Considérant que Vivaqua, dans ses courriels des 21 mars et 7 avril 2025, confirme ne pas gérer cet aqueduc, tout en ayant observé plusieurs raccordements irréguliers d'habitations vers cette conduite;

Considérant que des actes authentiques retrouvés auprès de notaires et des Archives de l'État confirment que cette canalisation fut vouée par le propriétaire du Domaine de Carloo, traversé par le fossé, dans le but d'en permettre l'urbanisation;

Considérant que ce "fossé canalisé du Vivier d'Oie" n'est donc pas un égout mais bien un cours d'eau non classé au sens de l'ordonnance du 16 mai 2019 relative à la gestion et à la protection des cours d'eau non navigables;

Considérant que l'état de cette conduite, sa localisation dans des propriétés privées, l'absence d'éléments établissant une gestion publique de l'ouvrage, ainsi que l'existence d'un réseau public d'égouttage opérationnel dans toutes les voiries concernées en 1951, année lors de laquelle l'extrémité amont de cette conduite fut déconnectée de l'égout, ne sont pas de nature à justifier une intervention ou une reprise de gestion par la Commune;

Considérant que l'îlot délimité par la chaussée de Waterloo et les avenues de Beloeil, Victor Emmanuel III et du Prince de Ligne est desservi depuis 1949 par un réseau d'égouttage public réalisé par la Commune d'Uccle;

Considérant que, compte tenu des éléments susmentionnés, il semble opportun de mettre un terme à l'accord donné le 19 août 1949 aux riverains par le Collège, à titre exceptionnel et à titre de pure tolérance, pour maintenir ce raccordement jusqu'à nouvel ordre;

Considérant qu'afin d'assurer la bonne exécution de la fin de cette tolérance, il semble dès lors opportun de mettre fin aux raccordements "pirates" existants et d'imposer aux propriétaires riverains concernés de régulariser leur situation par la suppression des raccordements pirates et la connexion directe au réseau public situé en voirie;

Considérant que le suivi de ces régularisations sera effectué par le service Voirie une fois la fin de la tolérance actée formellement par le Conseil communal;

Vu les décisions prises par le Collège en séance du 18 novembre 2025 de prendre acte du caractère purement privé de la conduite dite "Fossé du Vivier d'Oie", d'inviter tout propriétaire concerné à engager le cas échéant, en concertation avec son assureur, les investigations nécessaires à sa charge et de mettre fin à la tolérance décrétée par le Collège en sa séance du 19 août 1949 qui permettait à certains riverains de déverser leurs eaux usées dans ladite conduite;

Décide:

- d'approuver les décisions prises par le Collège en séance du 18 novembre 2025 et notamment de mettre fin à la tolérance accordée par le Collège le 19 août 1949;

- de demander à Vivaqua la liste des biens non raccordés à l'égout public en voirie et donc potentiellement raccordés au fossé privé du Vivier d'Oie;

- de notifier aux propriétaires de ces biens la fin de la tolérance visée plus haut et l'obligation deraccorder leurs biens respectifs, sans délai et à leurs frais, à l'égout en voirie.

Leiding van de Diesdelle gracht - einde van het tolereren voor het lozen van afvalwater.

De raad,

Overwegende dat het gemeentelijk grondgebied van Ukkel tussen de Waterlooosesteenweg en de Prins de Lignelaan doorkruist wordt door een oude leiding die historisch geïdentificeerd wordt als de "Leiding van de Diesdelle gracht", overwelfd aan het einde van de jaren 1940 waarschijnlijk om de urbanisatie van het "Carloodomein" mogelijk te maken;

Gelet op de documenten die in het gemeentearchief zijn aangetroffen en waaruit blijkt dat dit aquaduct al lange tijd als privaat wordt erkend, zoals met name blijkt uit een beslissing van het schepencollege in zitting van 19 augustus 1949;

Overwegende dat deze leiding, die in bepaalde documenten uit die tijd als een "aquaduct" werd beschreven, door derden werd aangelegd, terwijl de gemeente al een functioneel openbaar rioolnetwerk in de aangrenzende wegen had of op het punt stond dat te krijgen;

Overwegende dat de gemeenteraad in deze context bij wijze van uitzondering en onder de uitdrukkelijke voorwaarde dat er een einde aan kon worden gemaakt, het gebruik van deze leiding door bepaalde buurtbewoners had toegestaan, een beslissing die vergezeld ging van een gedoogclausule "tot nader order";

Overwegende dat derhalve rekening moet worden gehouden met het tijdelijke en uitzonderlijke karakter van deze toelating, die niet kan worden geïnterpreteerd als een erkenning van de openbare status van de leiding;

Overwegende dat deze leiding verschillende privé-eigendommen doorkruist en niet is opgenomen in het openbare rioolnetwerk dat wordt beheerd door Vivaqua;

Overwegende dat Vivaqua in haar e-mails van 21 maart en 7 april 2025 bevestigt dat zij dit aquaduct niet beheert, terwijl zij verschillende onregelmatige huisaansluitingen op deze leiding heeft waargenomen;

Overwegende dat authentieke akten die zijn gevonden in notariskantoren en het Staatsarchief bevestigen dat deze leiding door de eigenaar van het Carloodomein, waar de gracht doorheen loopt, werd overwelfd om het geschikt te maken voor stadsontwikkeling;

Overwegende dat deze "leiding van de Diesdelle gracht" dus geen riool is, maar een niet-geklasseerde waterloop in de zin van de ordonnantie van 16 mei 2019 houdende het beheer en de bescherming van onbevaarbare waterlopen;

Overwegende dat de toestand van deze leiding, de ligging ervan op privé-eigendom, de afwezigheid van bewijzen van openbaar beheer van de structuur en het bestaan van een operationeel openbaar rioleringsnet in alle betrokken wegen in 1951, het jaar waarin het bovenstroomse uiteinde van deze leiding van het riool werd losgekoppeld, geen interventie of overname van het beheer door de gemeente rechtvaardigen;

Overwegende dat het blok dat wordt begrensd door de Waterlooosesteenweg, de Beloeillaan, de Victor Emmanuel III-laan en de Prins de Lignelaan sinds 1949 wordt bediend door een openbare riolering, aangelegd door de gemeente Ukkel;

Overwegende dat het, gelet op het bovenstaande, gepast lijkt om de op 19 augustus 1949 door het college aan de omwonenden verleende instemming om deze verbinding tot nader order in stand te houden, bij wijze van uitzondering en louter bij wijze van tolerantie, te beëindigen;

Overwegende dat het, met het oog op een correcte handhaving van het einde van deze gedoogperiode, derhalve wenselijk lijkt een einde te maken aan de bestaande "illegale" aansluitingen en de betrokken naburige eigenaars te verplichten hun situatie te regulariseren door de illegale aansluitingen te

verwijderen en rechtstreeks aan te sluiten op het openbare netwerk dat zich op de rijweg situeert; Overwegende dat de opvolging van deze regularisaties zal worden uitgevoerd door de Wegendienst zodra het einde van de gedoogperiode formeel is goedgekeurd door de gemeenteraad; Gelet op het besluit van het college van 18 november 2025 om akte te nemen van het louter particuliere karakter van de leiding die bekend staat als de "Leiding van de Diesdelle gracht", om elke betrokken eigenaar uit te nodigen om, desgevallend, in overleg met zijn verzekeraar, op eigen kosten de nodige onderzoeken te verrichten en om een einde te maken aan de door het college van 19 augustus 1949 uitgevaardigde gedoogregeling die bepaalde buurtbewoners toestond hun afvalwater in de vermelde leiding te lozen;

Beslist:

- de beslissingen van het college van 18 november 2025 goed te keuren en met name de door het college op 19 augustus 1949 verleende tolerantie te beëindigen;
- Vivaqua te vragen om een lijst van eigendommen die niet zijn aangesloten op de openbare rioleringen daarom mogelijk zijn aangesloten op de private leiding van Diesdelle;
- de eigenaars van deze eigendommen op de hoogte te brengen van het einde van de hierboven vermelde tolerantie en van de verplichting om hun respectieve eigendommen onverwijld en op eigen kosten aan te sluiten op de straatriolering.

Rés. Stationnement - Res. Stationeren

23 **Règlement-redevances sur les demandes d'autorisation d'occupation temporaire de la voie publique à l'occasion de travaux. Approbation et remplacement du règlement préexistant.**

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 137bis de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes; Considérant que le règlement-taxe sur l'occupation temporaire de la voie publique à l'occasion de travaux, adopté par le Conseil communal du 17 octobre 2024, vient à expiration le 31 décembre 2025; Considérant qu'il convient d'adapter les taux des redevances des tarifs visés à l'article 14, à raison de 5% sur base annuelle afin de prendre en compte l'inflation intervenue au cours des trois dernières années ;

Considérant que les différents ajouts et/ou modifications apparaissent en vert dans les documents en annexe;

Considérant qu'il y a lieu d'abroger le règlement actuellement en vigueur et de le remplacer par le présent règlement-redevance pour un terme de trois ans prenant cours le 1er janvier 2026;

Que ledit règlement établit les modalités et conditions relatives à l'octroi d'une autorisation d'occupation temporaire de la voie publique à l'occasion de travaux, ainsi qu'à la perception des redevances y afférentes ;

Considérant que les services Réservation de Stationnement, Voirie et Juridique proposent les modifications suivantes par rapport à la version actuelle du texte ;

Article 2 : Demande d'autorisation

Ajout du paragraphe : §1. Toute demande d'occupation temporaire de la voie publique à l'occasion de travaux, y compris par des objets, matériel, échafaudages, zones de stockage, etc. nécessite une autorisation préalable délivrée par le Bourgmestre.

Ajout du paragraphe : §2. §2. Pour toute demande de stationnement portant sur des travaux se situant sur une voirie régionale, une autorisation préalable de la Région de Bruxelles-Capitale doit être obtenue via les plateformes officielles (<https://my.osiris.brussels/helpdesk> ou <https://apps.osiris.brussels>), avant toute demande auprès de la commune.

Les voiries régionales situées sur le territoire de la commune d'Uccle sont les suivantes: Chaussée d'Alseberg (excepté le tronçon entre la gare de Calevoet et le croisement avec la Chaussée de Drogenbos/la Rue du Château d'Or/la Rue du Bourdon), Avenue Brugmann, Avenue De Fré, Square des Héros, Avenue Winston Churchill, Chaussée de Waterloo, Rue de Stalle, Rue de Stalle prolongée, Chaussée de Neerstalle, Chaussée de Ruisbroek, Chaussée de la Hulpe, Avenue Albert, Avenue Legrand, Rue Engeland (tronçon entre la chaussée de Saint-Job et le Dieweg), Drève de Lorraine, Drève Saint-Hubert, Place Léon Vanderkindere, Square Georges Marlow

Ajout du paragraphe : §6. La demande d'occupation de la voie publique pour travaux n'inclut pas la réservation de stationnement par la pose de panneaux de type E1 conformément au code de la route. Toute demande de réservation de stationnement doit être introduite selon les modalités du règlement relatif à la redevance sur les réservations d'emplacement de stationnement sur la voie publique et accessoires.

Ajout du paragraphe : §7. Une fois que la demande est traitée, le demandeur reçoit un email incluant l'autorisation ou lorsqu'il fait la demande directement au guichet, reçoit l'autorisation imprimée. Ajout du paragraphe : §8. La demande n'est effective que lorsque le demandeur reçoit un email incluant l'autorisation ou lorsqu'il fait la demande directement au guichet et reçoit l'autorisation imprimée. Cette autorisation ne prive toutefois pas l'administration de la faculté de procéder à des contrôles, et le cas échéant, de rectifier le montant de la redevance au regard du procès-verbal de constat.

Ajout de l'article : Article 6 : Toute demande de modification, prolongation, réduction de la durée ou annulation

Toute demande de modification, prolongation, réduction de la durée ou annulation de l'occupation sur la voie publique, visée aux articles 7, 8, 9 et 10, doit être notifiée à l'administration communale par courrier électronique à l'adresse : reservationdestationnement@uccle.brussels.

Ajout de l'article : Article 11 : Occupation irrégulière

§1. En cas d'occupation sans autorisation, constatée par un agent assermenté lors d'un contrôle, la redevance éventuelle est établie sur la base des éléments figurant dans le procès-verbal de constat. Il est présumé que l'occupation a débuté quinze (15) jours calendrier avant la date du constat. Dès lors, l'occupant est redevable d'une redevance couvrant cette période présumée de quinze jours, à laquelle s'ajoute la redevance correspondant au nombre de jours d'occupation effectivement constatés après cette date.

Toutefois, si le redevable est en mesure de prouver que l'occupation a commencé à une date précise différente de celle présumée, la redevance est ajustée en conséquence.

§2. Une sanction administrative communale d'un montant maximal de 500€ peut également être infligée par le fonctionnaire sanctionnateur.

Ajout de l'article : Article 12 : Responsabilités

§1. L'autorisation est accordée à titre précaire, révocable, personnelle et non cessible.

§2. La commune décline toute responsabilité quant aux dommages résultant de l'utilisation de la voie publique par le bénéficiaire de l'autorisation.

§3. L'autorisation peut être retirée sans préavis ni indemnité si l'intérêt général l'exige.

§4. L'autorisation n'entraîne, pour la commune, aucune obligation spéciale de surveillance.

L'occupation privative du domaine public se fait aux risques et périls et sous la responsabilité du bénéficiaire de l'autorisation.

§5. Au terme de l'autorisation, l'occupant est tenu de remettre les lieux dans leur pristin état, qui est supposé être en parfait état d'entretien et de propreté, et de s'assurer du ramassage des éventuels déchets.

§6. Le redevable doit respecter les dispositions du Règlement Général de Police commun aux 19 Communes bruxelloises relatives, notamment, l'obligation de maintenir sur les trottoirs, un passage de 1m50 pour la circulation des piétons, ainsi que le respect de la tranquillité publique.

§7. En cas de non-respect des injonctions, la commune procède à l'enlèvement d'office des installations aux frais, risques et périls du redevable.

Ajout de l'article : Article 13 : Redevance à titre de frais administratifs

Toute modification, prolongation ou annulation de l'autorisation mène à des redevances couvrant les frais administratifs engendrés par le traitement du dossier, qui s'appliquent de manière distincte pour chaque type d'occupation sollicitée, à savoir :

- 75€ en cas de prolongation de la durée de l'occupation de la voie publique 3 jours ouvrables avant la fin de la période d'occupation initiale et après-midi;

- 25€ en cas de modification ou d'annulation de l'occupation avant le début de celle-ci ; - 75€ en cas de modification ou d'annulation de l'occupation après le début de celle-ci.

Article 14 : Redevance spécifique

Modifier les prix pour les années 2026, 2027 et 2028 avec une indexation de 5% au 1er janvier de chaque année.

Ajout de l'article : Article 16 : Paiement de la redevance

§1. La redevance est due par la personne ou l'organisme privé ou public qui sollicite de l'Administration le service tarifé et est payable au Receveur Communal, à ses préposés ou aux agents régulièrement mandatés à cet effet.

§2. La redevance due conformément aux dispositions du présent règlement, doit être payée par virement bancaire dès réception du document confirmant l'autorisation de l'occupation.

§3. La redevance pour toute demande de d'occupation traitée aux guichets du service Réservation de stationnement, doit être payée sur place par carte bancaire. Les cartes de crédit ne sont pas acceptées.

Modifier l'article 17 : Recouvrement

A défaut de paiement, le recouvrement de cette redevance est poursuivi sur la base de l'article 137bis de la Nouvelle Loi Communale ou, le cas échéant, par la voie judiciaire.

Décide :

- d'adopter le règlement-redevance sur les demandes d'autorisation d'occupation temporaire de lavoie publique à l'occasion de travaux, intégrant les ajouts et modifications repris ci-dessus, pour la période du 1er janvier 2026 au 31 décembre 2028 ;

- d'abroger le règlement-taxe précédent adopté par le Conseil communal le 17 octobre 2024.

Vergoedingsreglement op de tijdelijke bezetting van de openbare weg ter gelegenheid van werken – Intrekking en vervanging van het bestaande reglement.

De Raad,

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 137bis van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de nieuwe gemeentewet dat de gemeentes verplicht een begrotingsevenwicht te hebben;

Overwegende dat het belastingreglement op de tijdelijke bezetting van de openbare weg ter gelegenheid van werken, goedgekeurd door de gemeenteraad van 17 oktober 2024, verstrijkt op 31 december 2025;

Overwegende dat de in artikel 14 bedoelde tarieven jaarlijks met 5% moeten worden aangepast om rekening te houden met de inflatie in de afgelopen drie jaar;

Overwegende dat elke toevoeging en/of wijziging in een groene kleur werd gezet in de documenten als bijlage;

Overwegende dat een nieuwe versie van dit vergoedingsreglement moet worden goedgekeurd voor een termijn van drie van drie jaar, met ingang vanaf 1 januari 2026;

Dit reglement bevat daarom de modaliteiten en voorwaarden voor de toekenning van een tijdelijke bezettingstoelating van de openbare weg ter gelegenheid van werken, en voor het innen van de daarbij horende vergoedingen;

Artikel 2 : Toelatingsaanvraag

Toevoegen van een paragraaf : §1. Voor elk verzoek om de openbare weg tijdelijk te bezetten ter gelegenheid van werken, met inbegrip van voorwerpen, materiaal, steigers en opslagzones enz., is de voorafgaande toestemming van de burgemeester vereist.

Toevoegen van een paragraaf : §2. Voor elke parkeeraanvraag met betrekking tot werken op een gewestweg moet de voorafgaande toestemming worden verkregen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest via de officiële platforms (<https://my.osiris.brussels/helpdesk> of <https://apps.osiris.brussels>), vóór elke aanvraag bij de gemeente.

De volgende gewestwegen liggen op het Ukkelse grondgebied: Alsebergsesteenweg (behalve het gedeelte tussen het station Kalevoet en het kruispunt Drogenbossesteenweg/Gulden Kasteelstraat/Horzelstraat), Brugmannlaan, De Frélaan, Heldensquare, Winston Churchilllaan, Waterloosesteenweg, Stallestraat, Verlengde Stallestraat, Neerstallesteenweg, Ruisbroeksesteenweg, Terhulpensesteenweg, Albertlaan, Legrandlaan, Engelandstraat (gedeelte tussen de Sint-Jobsesteenweg en de Dieweg), Lorrainedreef, Sint-Hubertusdreef, Léon Vanderkindereplein, Georges Marlowsquare

Toevoegen van een paragraaf : §6. Elke aanvraag voor een bezetting van de openbare weg voor werken omvat niet de parkeerreservering door de plaatsing van E1-borden overeenkomstig de wegcode. Alle aanvragen voor parkeerreserveringen moeten worden ingediend in overeenstemming met de modaliteiten van het vergoedingsreglement voor de reservering van parkeerplaatsen op de openbare weg en toebehoren.

Toevoegen van een paragraaf : §7. Zodra de aanvraag is verwerkt, ontvangt de aanvrager een e-mail met de toelating of, als de aanvraag rechtstreeks aan het loket wordt gedaan, ontvangt hij de geprinte toelating.

Toevoegen van een paragraaf : §8. De aanvraag is pas geldig wanneer de aanvrager een e-mail met de toelating ontvangt of wanneer hij/zij de aanvraag rechtstreeks aan het loket indient en de geprinte autorisatie ontvangt. Deze toestemming belet het bestuur echter niet om controles uit te voeren en, indien nodig, het bedrag van de vergoeding aan te passen op basis van het proces-verbaal van de vaststelling.

Toevoegen van een artikel : Artikel 6: Elk verzoek tot wijziging, verlenging, verkorting van de duur of annulering van de bezetting van de openbare weg, zoals bedoeld in de artikels 7, 8, 9 en 10, moet per e-mail worden meegedeeld aan het gemeentebestuur op het adres: reserveringvanparkeerplaatsen@ukkel.brussels.

Toevoegen van een artikel : Artikel 11: Ilegale bezetting

§1. In het geval van een bezetting zonder toelating vastgesteld door een beëdigd ambtenaar tijdens een controle, wordt de eventuele vergoeding vastgesteld op basis van de elementen in het proces-verbaal van vaststelling.

Er wordt verondersteld dat de bezetting vijftien (15) kalenderdagen voor de datum van de vaststelling aangevangen is. Bijgevolg is de bezetter een vergoeding verschuldigd die deze veronderstelde periode van vijftien dagen dekt. Daarbij komt de vergoeding die overeenkomt met het aantal bezettingsdagen die daadwerkelijk vastgesteld werden na deze datum.

Als de belastingplichtige echter kan bewijzen dat de bezetting op een andere datum is begonnen dan de veronderstelde datum, wordt de vergoeding dienovereenkomstig aangepast.

§2. De gemeentelijke sanctionerend ambtenaar kan eveneens een gemeentelijke administratieve boete van max. € 500 opleggen.

Toevoegen van een artikel : Artikel 12: Aansprakelijkheid

§1. De toelating wordt verleend op een precaire, herroepelijke, persoonlijke en niet-overdraagbare basis.

§2. De gemeente wijst alle verantwoordelijkheid af voor schade die voortvloeit uit het gebruik van de openbare weg door de begunstigde van de toelating.

§3. De toelating kan zonder opzeg of compensatie worden ingetrokken als het algemeen belang dit vereist.

§4. De toelating houdt geen enkele bijzondere toezichtsplicht in vanwege de gemeente.

De privatieve bezetting van het openbaar domein gebeurt op risico en onder de verantwoordelijkheid van de begunstigde van de toelating.

§5. Na afloop van de toelating moet de bezetter de plaatsen terug in de oorspronkelijke staat brengen, die in perfecte staat van onderhoud en reinheid worden geacht te zijn, en eventueel afval verwijderen.

§6. De belastingplichtig moet zich houden aan de bepalingen van het gemeenschappelijk algemeen politiereglement voor de 19 gemeentes van Brussel, in het bijzonder aan de verplichting om een vrije ruimte van 1,5 m op trottoir te handhaven voor voetgangers, en om de openbare rust te respecteren. §7. Als de instructies niet worden nageleefd, verwijdt de gemeente de installaties ambtshalve automatisch op kosten en risico van de belastingplichtige.

Toevoegen van een artikel : Artikel 13: Vergoeding bij wijze van administratiekosten

Voor elke wijziging, verlenging of annulering van de toelating moeten vergoedingen worden betaald ter dekking van de administratieve kosten die zijn gemaakt voor de verwerking van het dossier, die afzonderlijk van toepassing zijn voor elk type bezetting die werd aangevraagd, meer bepaald:

- € 75 in geval van verlenging van de bezettingsduur van de openbare weg 3 werkdagen vóór het einde van de initiële bezettingsperiode en 's middags;
- € 25 in geval van wijziging of annulering van de bezetting vóór het begin ervan;
- € 75 in geval van wijziging of annulering van de bezetting na het begin ervan;

Artikel 14: Specifieke vergoeding

Wijzigen van de prijzen voor de jaren 2026, 2027 en 2028 met een jaarlijkse indexatie van 5% op 1 januari van elk jaar

Toevoegen van een artikel : Artikel 16: Betaling van de vergoeding

§1. De vergoeding is verschuldigd door de persoon of door de private of openbare instelling die bij het bestuur deze dienst aanvraagt en moet betaald worden aan de gemeenteontvanger, aan zijn beambten of aan de ambtenaren die hiertoe rechtmatig werden aangesteld.

§2. De overeenkomstig de bepalingen van dit reglement verschuldigde vergoeding moet per bankoverschrijving worden betaald na ontvangst van het document dat de bezettingstoelating bevestigt.

§3. De vergoeding voor elke aanvraag voor een parkeerreservering aan de loketten van de dienst Reserveren van Parkeerplaatsen moet ter plaatse met een bankkaart worden betaald. Kredietkaarten worden niet aanvaard.

Wijzigen van artikel 17 : Invordering

Bij gebrek aan betaling zal de invordering van deze vergoeding gebeuren op basis van artikel 137bis van de Nieuwe Gemeentewet of desgevallend via juridische weg.

Beslist:

- Het vergoedingsreglement op de tijdelijke besetting van de Openbare weg ter gelegenheid van werken, voor de periode van 1 januari 2026 tot 31 december 2028 aan te nemen, overeenkomstig de bovenstaande toevoegingen en wijzigingen;
- Het vorige belastingsreglement aangenomen door de gemeenteraad op 17 oktober 2024 in te trekken.

24 **Règlement-redevances sur les réservations d'emplacements de stationnement sur la voie publique et accessoires. Approbation et remplacement du règlement préexistant.**

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 137bis de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes; Vu le règlement-redevance sur les réservations d'emplacements de stationnement sur la voie publique et

accessoires adopté par le Conseil communal du 17 octobre 2024, qui vient à expiration le 31 décembre 2025;

Considérant qu'il convient d'adapter les tarifs des redevances visés à l'article 3, par une indexation de 5% sur base annuelle et ce afin de prendre en compte l'inflation intervenue au cours des trois dernières années;

Considérant que les différents ajouts et/ou modifications apparaissent en vert dans les documents en annexe;

Considérant qu'il y a lieu d'abroger le règlement actuellement en vigueur et de le remplacer par le présent règlement-redevance pour un terme de trois ans prenant cours le 1er janvier 2026 ;

Considérant que les services Réservation de Stationnement, Voirie et Juridique proposent les modifications suivantes;

Rajouter un article : Article 1: Objet et définition

Du 1er janvier 2026 au 31 décembre 2028, une redevance est due pour les réservations d'emplacements de stationnement sur la voie publique et accessoires à l'occasion de : déménagement, emménagement, livraison de mobilier, travaux, brocante, fêtes d'écoles, fêtes des voisins,... Par « voie publique », on vise la voirie publique en ce compris notamment les accotements, les trottoirs, les sentiers, les places publiques.

Par « jour ouvrable », on vise les jours du lundi au vendredi, hors jours fériés.

Par « jour calendrier », on vise tous les jours du lundi au dimanche y compris jours fériés.

Article 3 : Tarifs

Modifier les prix pour les années 2026, 2027 et 2028 avec une indexation de 5% au 1er janvier de chaque année

Article 4 : Demande d'autorisation

Rajouter un paragraphe : §1. Toute demande de réservation d'un emplacement de stationnement nécessite une autorisation préalable délivrée par le Bourgmestre.

Rajouter un paragraphe : §2. Pour toute demande de réservation de stationnement portant sur des travaux se situant sur une voirie régionale, une autorisation préalable de la Région de BruxellesCapitale doit être obtenue via les plateformes officielles (<https://my.osiris.brussels/helpdesk> ou <https://apps.osiris.brussels>), avant toute demande auprès de la commune.

Les voiries régionales situées sur le territoire de la Commune d'Uccle sont les suivantes : Chaussée d'Alseberg (excepté le tronçon entre la gare de Calevoet et le croisement avec la Chaussée de Drogenbos/la Rue du Château d'Or/la Rue du Bourdon), Avenue Brugmann, Avenue De Fré, Square des Héros, Avenue Winston Churchill, Chaussée de Waterloo, Rue de Stalle, Rue de Stalle prolongée, Chaussée de Neerstalle, Chaussée de Ruisbroek, Chaussée de la Hulpe, Avenue Albert, Avenue Legrand, Rue Engeland (tronçon entre la chaussée de Saint-Job et le Dieweg), Drève de Lorraine, Drève Saint-Hubert, Place Léon Vanderkindere, Square Georges Marlow

Rajouter un paragraphe : §6. La demande de réservation de stationnement par la pose de panneaux de type E1 conformément au code de la route n'inclut pas l'occupation de la voie publique, comme prévu dans le règlement – redevance sur les demandes d'autorisation d'occupation temporaire de la voie publique à l'occasion de travaux. Toute demande d'occupation temporaire de la voie publique à l'occasion de travaux doit être introduite selon les modalités du règlement relatif à la redevance sur les demandes d'autorisation d'occupation temporaire de la voie publique à l'occasion de travaux.

Rajouter un paragraphe : §7. Une fois que la demande est traitée, le demandeur reçoit un email incluant l'autorisation ou lorsqu'il fait la demande directement au guichet, reçoit l'autorisation imprimée.

Rajouter un paragraphe : §8. La demande n'est effective que lorsque le demandeur reçoit un email incluant l'autorisation ou lorsqu'il fait la demande directement au guichet et reçoit l'autorisation imprimée. Cette autorisation ne prive toutefois pas l'administration de la faculté de procéder à des contrôles, et le cas échéant, de rectifier le montant de la redevance au regard du procès-verbal de constat.

Rajouter un article : Article 5: Début et fin de la réservation de stationnement sur la voie publique §1. Les dates de début et de la fin de la réservation de stationnement sont à mentionner sur le formulaire de demande.

§2. La redevance est due du premier jusqu'au dernier jour de la réservation de stationnement sur la voie publique. Tout jour entamé est considéré en entier.

Les dates de début et de fin de la réservation de stationnement mentionnées sur l'autorisation délivrée sont présumées constituer le premier et dernier jour de la réservation de stationnement.

Rajouter un article : Article 6 : Toute demande de modification, prolongation, réduction de la durée ou annulation

Toute demande de modification, prolongation, réduction de la durée ou annulation de l'occupation sur la voie publique, visée aux articles 7, 8, 9 et 10, doit être notifiée à l'administration communale par courrier électronique à l'adresse : reservationdestationnement@uccle.brussels.

Rajouter un article : Article 11 : Interdiction de stationnement irrégulière

§1. En cas d'interdiction de stationnement sans autorisation, constatée par un agent assermenté lors d'un contrôle, la redevance éventuelle est établie sur la base des éléments figurant dans le procès-verbal de constat.

Il est présumé que l'interdiction de stationnement a débuté quinze (15) jours calendrier avant la date du constat. Dès lors, l'occupant est redevable d'une redevance couvrant cette période présumée de quinze jours, à laquelle s'ajoute la redevance correspondant au nombre de jours de l'interdiction de stationnement effectivement constatés après cette date.

Toutefois, si le redevable est en mesure de prouver que l'occupation a commencé à une date précise différente de celle présumée, la redevance est ajustée en conséquence.

§2. Une sanction administrative communale d'un montant maximal de 500€ peut également être infligée par le fonctionnaire sanctionnateur.

Rajouter un article : Article 12 : Responsabilités

§1. L'autorisation est accordée à titre précaire, révocable, personnelle et non cessible.

§2. La commune décline toute responsabilité quant aux dommages résultant de l'utilisation de la voie publique par le bénéficiaire de l'autorisation.

§3. L'autorisation peut être retirée sans préavis ni indemnité si l'intérêt général l'exige.

§4. L'autorisation n'entraîne, pour la commune, aucune obligation spéciale de surveillance.

L'occupation privative du domaine public se fait aux risques et périls et sous la responsabilité du bénéficiaire de l'autorisation.

§5. Au terme de l'autorisation, l'occupant est tenu de remettre les lieux dans leur pristin état, qui est supposé être en parfait état d'entretien et de propreté, et de s'assurer du ramassage des éventuels déchets.

§6. Le redevable doit respecter les dispositions du Règlement Général de Police commun aux 19 Communes bruxelloises relatives, notamment, à l'obligation de maintenir sur les trottoirs, un passage de 1m50 pour la circulation des piétons, ainsi que le respect de la tranquillité publique.

§7. En cas de non-respect des injonctions, la commune procède à l'enlèvement d'office des installations aux frais, risques et périls du redevable.

Rajouter un article : Article 13 : Redevance à titre de frais administratifs

Toute modification, prolongation ou annulation de l'autorisation donne lieu à des redevances couvrant les frais administratifs engendrés par le traitement du dossier, et ce, pour toute demande distincte, liée au dossier traité, à savoir :

- 75€ en cas de prolongation de la durée de l'interdiction de stationnement entre 3 jours ouvrables et 48 heures avant la date de fin de la réservation de stationnement;
- 25€ en cas de modification ou d'annulation de la réservation de stationnement avant la date de fin; -
- 75€ en cas de modification ou d'annulation de la réservation de stationnement après la date de fin.

Modifier l'article 17 : Recouvrement

A défaut de paiement, le recouvrement de cette redevance sera poursuivi sur la base de l'article 137bis de la Nouvelle Loi Communale ou, le cas échéant, par la voie judiciaire,

Décide :

- d'adopter le règlement-redevance sur les réservations d'emplacements de stationnement sur la voie publique et accessoires, intégrant les ajouts et modifications repris ci-dessus, pour la période du 1er janvier 2026 au 31 décembre 2028;
- d'abroger le règlement-redevance précédent adopté par le Conseil communal le 17 octobre 2024.

Vergoedingsreglement voor de reservering van parkeerplaatsen op de openbare weg en toebehoren - Intrekking en vervanging van het bestaande reglement.

De Raad,

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 137bis van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de nieuwe gemeentewet, dat de gemeenten een begrotingsevenwicht oplegt; Overwegende dat het vergoedingsreglement voor de reservering van parkeerplaatsen op de openbare weg en toebehoren, beraadslaagd door de gemeenteraad van 17 oktober 2024, afloopt op 31 december 2025;

Overwegende dat het tarief van de vergoedingen beoogd in artikel 3 jaarlijks met 5 % moeten worden aangepast om rekening te houden met de inflatie in de afgelopen drie jaar;

Overwegende dat elke toevoeging en/of wijziging in een groene kleur werd gezet in de documenten als bijlage;

Overwegende het huidige reglement in te trekken en het te vervangen door dit vergoedingsreglement voor een termijn van drie jaar, met ingang vanaf 1 januari 2026;

Overwegende dat de dienst Reservering van parkeerplaatsen, Wegendienst en Juridischdienst voorstellen om volgende aanpassingen aan te brengen :

Toevoegen van een artikel : Artikel 1: Artikel 1: Voorwerp en definitie

Van 1 januari 2026 tot 31 december 2028 is er een vergoeding verschuldigd voor de reservering van parkeerplaatsen op de openbare weg en toebehoren ter gelegenheid van: verhuizing, levering van meubilair, werken, rommelmarkt, schoolfeest, buurtfeest, ...

Onder "openbare weg" wordt verstaan: de openbare weg, inclusief de bermen, de trottoirs, de paden en de openbare pleinen.

Onder "werkdag" wordt verstaan: de dagen van maandag tot vrijdag, uitgezonderd feestdagen.

Onder "kalenderdag" wordt verstaan: alle dagen van maandag tot zondag, inclusief feestdagen.

Artikel 3: Tarieven

Wijzigen van de prijzen voor de jaren 2026, 2027 en 2028 met een jaarlijkse indexatie van 5% op 1 januari van elk jaar

Artikel 4 : Toelatingsaanvraag

Toevoegen van een paragraaf : §1. Voor elk verzoek om een parkeerplaats te reserveren is de voorafgaande toestemming van de burgemeester vereist.

Toevoegen van een paragraaf : §2. Voor elke parkeeraanvraag met betrekking tot werken op een gewestweg moet de voorafgaande toestemming worden verkregen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest via de officiële platforms (<https://my.osiris.brussels/helpdesk> of <https://apps.osiris.brussels>), vóór elke aanvraag bij de gemeente.

De volgende gewestwegen liggen op het Ukkelse grondgebied: Alsebergsesteenweg (behalve het gedeelte tussen het station Kalevoet en het kruispunt Drogenbossesteenweg/Gulden Kasteelstraat/Horzelstraat), Brugmannlaan, De Frélaan, Heldensquare, Winston Churchilllaan, Waterloo-sesteenweg, Stallestraat, Verlengde Stallestraat, Neerstallesteenweg, Ruisbroeksesteenweg, Terhulpensesteenweg, Albertlaan, Legrandlaan, Engelandstraat (gedeelte tussen de SintJobsesteenweg en de Dieweg), Lorrainedreef, Sint-Hubertusdreef, Léon Vanderkindereplein, Georges Marlow-square.

Toevoegen van een paragraaf : §6. De aanvraag voor een parkeerreservering door het plaatsen van borden type E1 in overeenstemming met de wegcode omvat niet de bezetting van de openbare weg, zoals bepaald in het vergoedingsreglement voor de tijdelijke bezetting van de openbare weg ter gelegenheid van werken. Alle aanvragen voor de tijdelijke bezetting van de openbare weg ter gelegenheid van werken moeten worden ingediend in overeenstemming met het vergoedingsreglement voor de tijdelijke bezetting van de openbare weg ter gelegenheid van werken.

Toevoegen van een paragraaf : §7. Zodra de aanvraag is verwerkt, ontvangt de aanvrager een e-mail met de toelating of, als de aanvraag rechtstreeks aan het loket wordt gedaan, ontvangt hij de geprinte toelating.

Toevoegen van een paragraaf : §8. De aanvraag is pas geldig wanneer de aanvrager een e-mail met de toelating ontvangt of wanneer hij/zij de aanvraag rechtstreeks aan het loket indient en de geprinte autorisatie ontvangt. Deze toestemming belet het bestuur echter niet om controles uit te voeren en, indien nodig, het bedrag van de vergoeding aan te passen op basis van het proces-verbaal van de vaststelling.

Toevoegen van een artikel : Artikel 5: Begin en einde van de parkeerreservering op de openbare weg §1. De begin- en einddata van de parkeerreservering moeten worden aangegeven op het aanvraagformulier.

§2. De vergoeding is verschuldigd vanaf de eerste dag tot de laatste dag van de reservering van parkeerplaats op de openbare weg. Elke begonnen dag wordt in zijn geheel beschouwd.

De op de afgegeven toelating vermelde begin- en einddata van de reservering van parkeerplaatsen de openbare weg worden geacht de eerste en de laatste dag van de parkeerreservering te zijn.

Toevoegen van een artikel : Artikel 6: Elk verzoek tot wijziging, verlenging, verkorting van de duur of annulering

Elk verzoek tot wijziging, verlenging, verkorting van de duur of annulering van de bezetting van de openbare weg, zoals bedoeld in de artikels 7, 8, 9 en 10, moet per e-mail worden meegedeeld aan het gemeentebestuur op het adres: reserveringvanparkeerplaatsen@ukkel.brussels.

Toevoegen van een artikel : Artikel 11: Illegaal parkeerverbod

§1. In het geval van een parkeerverbod zonder toelating, zoals vastgesteld door een beëdigd ambtenaar tijdens een controle, wordt de eventuele vergoeding vastgesteld op basis van de elementen vermeld in het proces-verbaal van de vaststelling.

Het parkeerverbod wordt geacht vijftien (15) kalenderdagen vóór de datum van de vaststelling te zijn begonnen. De bezetter is aldus een vergoeding verschuldigd voor deze veronderstelde periode van vijftien dagen, waarbij de vergoeding wordt opgeteld die overeenkomt met het aantal dagen parkeerverbod dat daadwerkelijk na deze datum is vastgesteld.

Als de belastingplichtige echter kan bewijzen dat de bezetting op een andere datum is begonnen dan de veronderstelde datum, wordt de vergoeding dienovereenkomstig aangepast.

§2. De gemeentelijke sanctionerend ambtenaar kan eveneens een gemeentelijke administratieve boete van max. € 500 opleggen.

Toevoegen van een artikel : Artikel 12: Aansprakelijkheden

§1. De toelating wordt verleend op een precaire, herroepelijke, persoonlijke en niet-overdraagbare basis.

§2. De gemeente wijst alle verantwoordelijkheid af voor schade die voortvloeit uit het gebruik van de openbare weg door de begunstigde van de toelating.

§3. De toelating kan zonder opzeg of compensatie worden ingetrokken als het algemeen belang dit vereist.

§4. De toelating houdt geen enkele bijzondere toezichtsplicht in vanwege de gemeente.

De privatieve bezetting van het openbaar domein gebeurt op risico en onder de verantwoordelijkheid van de begunstigde van de toelating.

§5. Na afloop van de toelating moet de bezetter de plaatsen terug in de oorspronkelijke staat brengen, die in perfecte staat van onderhoud en reinheid worden geacht te zijn, en eventueel afval verwijderen.

§6. De belastingplichtig moet zich houden aan de bepalingen van het gemeenschappelijk algemeen politiereglement voor de 19 gemeentes van Brussel, in het bijzonder aan de verplichting om een vrije ruimte van 1,5 m op trottoir te handhaven voor voetgangers, en om de openbare rust te respecteren. §7.

Als de instructies niet worden nageleefd, verwijdt de gemeente de installaties automatisch op kosten en risico van de belastingplichtige.

Toevoegen van een artikel : Artikel 13: Vergoeding voor administratieve kosten

Voor elke wijziging, verlenging of annulering van de toelating moeten vergoedingen worden betaald ter dekking van de administratieve kosten die zijn gemaakt voor de verwerking van het dossier, die afzonderlijk van toepassing zijn voor elk type bezetting die werd aangevraagd, meer bepaald: - € 75 in geval van verlenging van de duur van het parkeerverbod tussen 3 werkdagen en 48 uur voor de einddatum van de parkeerreservering;

- € 25 in geval van wijziging of annulering van de parkeerreservering voor de einddatum;

- € 75 in geval van wijziging of annulering van de parkeerreservering na de einddatum;

Wijzigen van artikel 17 : Invordering

Bij gebrek aan betaling zal de invordering van deze vergoeding gebeuren op basis van artikel 137bis van de Nieuwe Gemeentewet of desgevallend via juridische weg.

Beslist:

- Het vergoedingsreglement voor de reservering van parkeerplaatsen op de openbare weg en toebehoren voor de periode van 1 januari 2026 tot 31 december 2028 aan te nemen, overeenkomstig de bovenstaande toevoegingen en wijzigingen;

- Het vorige vergoedingsreglement aangenomen door de gemeenteraad op 17 oktober 2024 in te trekken.

DÉPARTEMENT AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET POLITIQUE FONCIÈRE DEPARTEMENT RUIMTELIJKE ORDENING EN GRONDBELEID

Propriétés communales - Gemeente-eigendommen

25 Propriétés communales. – Terrain communal situé entre la rue Geleytsbeek et la chaussée de Saint-Job – Approbation d’une nouvelle convention d’occupation précaire - Principe et conditions.

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 117 et 232;

Considérant qu’en date du 18 juin 2019, le Conseil communal a consenti, à titre précaire et pour une durée de cinq années, l’occupation d’une partie du terrain communal d’environ 270 m², situé entre la rue Geleytsbeek et la chaussée Saint-Job, cadastré 4^{ème} division, section E, 234 X 11 (anciennement 234 A 9) au profit d’un habitant riverain ;

Considérant que la partie ainsi occupée ne concernait pas le sentier public traversant la parcelle mais uniquement une surface d’environ 215 m² ;

Considérant que cette bande de terrain, connue au numéro 291, a été acquise par la Commune pour cause d’utilité publique, en vue de servir de support au réseau d’égoutage desservant les deux voies précitées ;

Considérant que cette parcelle comporte quatre tranchées d’égout, ce qui rend impossible l’établissement de potagers ou toute installation susceptible de gêner l’accès ou la maintenance du réseau ;

Considérant que l'entretien régulier de cette parcelle contribue non seulement à son maintien en bon état (tonte du gazon, arrachage des mauvaises herbes, élagage des arbustes), mais également à la préservation et à l'entretien de la clôture en lierre qui la borde ;

Considérant, en outre, que l'occupant entretient également la parcelle de cette clôture en lierre située du côté du chemin reliant les deux voiries, assurant ainsi une cohérence esthétique et un maintien optimal de l'ensemble du dispositif végétal ;

Considérant que l'implication constante de l'occupant dans l'entretien de cette parcelle permet aux services communaux de ne pas devoir intervenir pour ces tâches, ce qui représente un gain de temps, de ressources et de moyens pour la Commune ;

Considérant que l'occupation vigilante de ce terrain permet d'éviter les dépôts clandestins (notamment des sapins et caravanes enflammés et divers détritiques) et par conséquent contribue ainsi à la propreté publique ainsi qu'au renforcement de la sécurité du quartier ;

Considérant que l'avenir de ce terrain n'est pas encore déterminé ;

Considérant que la première convention est arrivée à échéance et qu'il y a lieu d'établir une nouvelle convention d'occupation précaire d'une durée de six ans, renouvelable, reprenant les mêmes conditions que la précédente ;

Que la redevance annuelle serait portée à un montant de 120,00 € indexable, en remplacement du montant actuel de 70,42 € indexés, les deux personnes concernées étant à présent pensionnées et ne disposant pas des ressources financières nécessaires pour supporter une augmentation plus importante.

Considérant que, pour les mois suivants, il convient de maintenir le caractère précaire de l'occupation :

- la Commune doit pouvoir reprendre à tout moment l'usage du terrain ;
- les principes de bonne gestion du patrimoine public s'opposent à la concession d'une occupation privative pour une durée indéterminée, sauf réglementation particulière applicable aux logements sociaux ;

Considérant enfin que l'occupation doit être strictement personnelle et ne peut faire l'objet d'aucune sous-location, ni d'aucune cession, à quelque titre que ce soit ; Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins,

Décide :

De consentir, l'avenir du terrain n'étant pas encore déterminé, à titre précaire et pour une durée de six années, prenant cours le 1^{er} janvier 2025 mais résiliable avant terme, l'occupation d'une parcelle du terrain communal, d'environ 215 m², situé entre la rue Geleytsbeek et la chaussée Saint-Job, cadastré 4^{ème} division, section E, 234 X 11 (anciennement 234 A 9) au profit de Monsieur Michel DEVILLERS, domicilié à 1180 Uccle, chaussée de Saint-Job 289, moyennant le paiement d'une redevance annuelle indexable de 120,00€ (cent vingt euros), en vue d'assurer l'entretien régulier du terrain et d'en prévenir toute occupation sauvage ou dépôt de détritiques et objets encombrants;

D'adopter la convention annexée, reprenant l'ensemble des autres conditions de l'occupation.

Gemeente-eigendommen. - Gemeentelijk terrein gelegen tussen de Geleytsbeekstraat en de SintJobsesteenweg - Goedkeuring van een nieuwe preciaire bezettingsovereenkomst - Principe en voorwaarden.

De raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikels 117 en 232;

Overwegende dat de gemeenteraad op 27 juni 2019 heeft ingestemd met de preciaire bezetting voor een periode van vijf jaar en een deel van het gemeentelijke terrein van ongeveer 270 m², gelegen tussen de Geleytsbeekstraat en de Sint-Jobsesteenweg, gekadastreerd als 4de afdeling, sectie E, 234 X 11 (vroeger 234 A 9), ten bate van een buurtbewoner;

Overwegende dat het aldus bezette perceel geen betrekking had op het openbare voetpad dat het perceel doorkruiste, maar slechts een oppervlakte van ongeveer 215 m²;

Overwegende dat deze strook grond, grenzend aan nummer 291, door de gemeente is aangekocht in het algemeen belang, om te dienen als basis voor het rioleringsnet dat de twee voormelde wegen bedient;

Overwegende dat dit perceel vier rioolsleuven heeft, waardoor het onmogelijk is om moestuinen aan te leggen of andere installaties die de toegang tot of het onderhoud van het netwerk kunnen belemmeren;

Overwegende dat regelmatig onderhoud van dit perceel niet alleen helpt om het in goede staat te houden (grasmaaien, onkruid verwijderen, struiken snoeien), maar ook helpt om de klimopomheining die het perceel begrenst te behouden en te onderhouden;

Overwegende, bovendien dat de bezetter eveneens het deel van deze klimopafscheiding, aan de kant van het pad dat de twee wegen met elkaar verbindt, onderhoudt, zodat de esthetische samenhang en het optimale onderhoud van de hele beplanting gewaarborgd zijn;

Overwegende dat de constante betrokkenheid van de bezetter bij het onderhoud van dit perceel betekent dat de gemeentediensten niet hoeven in te grijpen voor deze taken, wat een besparing van tijd, mankracht middelen voor de gemeente betekent;

Overwegende dat de waakzame bezetting van dit terrein sluikstorten (met name van brandende dennenbomen en caravans en verschillende soorten afval) helpt voorkomen en zo actief bijdraagt aan de openbare reinheid en de versterking van de veiligheid van de buurt;

Overwegende dat de toekomst van dit terrein nog niet is vastgesteld;

Overwegende dat de eerste overeenkomst is verstreken en dat een nieuwe preciaire bezettingsovereenkomst moet worden afgesloten voor een periode van zes jaar, vernieuwbaar, onder dezelfde voorwaarden als de vorige;

Overwegende dat de jaarlijkse bijdrage zou worden verhoogd tot € 120, voortaan geïndexeerd, om het huidige bedrag van €70,42 geïndexeerd te vervangen, aangezien de twee betrokken

personen nu gepensioneerd zijn en niet de financiële middelen hebben om een grotere verhoging te dragen;

Overwegende dat het precaire karakter van de bezetting om de volgende redenen moet worden gehandhaafd:

- de gemeente moet het gebruik van het terrein te allen tijde kunnen hernemen;
- de beginselen van goed beheer van openbaar eigendom verzeilen zich tegen het verlenen van een private bezetting van onbepaalde duur, behalve in het geval van bijzondere regelingen die van toepassing zijn op sociale huisvesting;

Overwegende, ten slotte, dat de bezetting strikt persoonlijk moet zijn en op geen enkele wijze mag worden onderverhuurd of overgedragen;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist:

In te stemmen, aangezien de toekomst van het terrein nog niet is bepaald, met de precaire bezetting voor een termijn van zes jaar, met ingang op 1 januari 2025 maar opzegbaar voor het einde van de termijn, van een gedeelte van het gemeentelijke terrein, van ongeveer 215 m², gelegen tussen de Geleytsbeekstraat en de Sint-Jobsesteenweg, gekadastraard 4de afdeling, sectie E, 234 X 11 (vroeger 234 A 9) ten bate van de heer Michel DEVILLERS, gedomicilieerd te 1180 Ukkel, Sint-Jobsesteenweg 289, tegen de betaling van een indexeerbare jaarlijkse vergoeding van € 120 (honderdtwintig euro), met het oog op een regelmatig onderhoud van het terrein en het voorkomen van illegale bezetting of het achterlaten van afval en grof huisvuil;

De bijgevoegde overeenkomst goed te keuren, waarin alle andere voorwaarden van de bezetting zijn opgenomen.

26 **Propriétés communales – Projet Stroobant : acquisition de 8 parties de parcelles situées le long de l’avenue Paul Stroobant – Introduction de l’action en révision.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, spécialement l’article 270 et l’article 123, 8° ;

Vu la loi du 17 avril 1835 sur l’expropriation pour cause d’utilité publique ;

Vu la loi du 27 mai 1870 portant simplification des formalités prescrites en matière d’expropriation pour cause d’utilité publique ;

Vu la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d’extrême urgence en matière d’expropriation pour cause d’utilité publique ;

Vu l’ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 février 1990 relative aux expropriations pour cause d’utilité publique poursuivies ou autorisées par l’Exécutif de la Région de BruxellesCapitale ;

Vu le Code bruxellois de l'aménagement du territoire (en abrégé « CoBAT »), adopté par arrêté du Gouvernement du 9 avril 2004, tel que modifié successivement, spécialement les articles 69 à 80 ;

Vu la délibération n°016/25.06.2020/A/0014 par laquelle le Conseil Communal a adopté définitivement le plan général d'alignement pour l'avenue Paul Stroobant ;

Considérant la nécessité d'équiper la voirie d'un égout vu les projets en développement dans le quartier et ceux à venir sur le site, notamment l'agrandissement de la Famille – la CIME, Ecole privée d'enseignement spécialisé, le chenil de la zone de Police, le Service Vert de l'Administration communale d'Uccle, la nouvelle Salle de sport Stroobant (complexe sportif communal), ou encore le projet privé du Tennis Club de l'Observatoire (TCO) ;

Considérant le refus de VIVAQUA d'intervenir sur les parcelles concernées tant qu'elles ne sont pas acquises et qu'elles ne font pas partie du domaine public. Ce refus justifie la nécessité de la procédure d'extrême urgence afin de permettre la prise de possession immédiate des parcelles et de ne pas entraver le programme de raccordement des divers projets à l'égout ;

Considérant le fait que les installations individuelles (fosses septiques et puits perdants) des équipements publics situés au numéro 43 de l'avenue dysfonctionnent depuis des années, ce qui occasionne un surcoût conséquent pour la Commune ;

Considérant que le bon aménagement des lieux et l'amélioration de la sécurité routière requièrent la mise aux normes de la voirie pour la circulation et l'accessibilité des véhicules de secours, afin de pouvoir notamment réaliser des sauvetages et lutter contre les incendies. Actuellement, la voirie n'a pas été conçue pour le trafic qu'elle subit, sa largeur étant insuffisante pour un double sens ;

Vu la délibération n° 016/28.10.2021/A/0068 par laquelle le Conseil Communal a notamment décidé d'acquérir, par préférence à l'amiable, ou de manière forcée, huit bandes de terrain à prendre dans des parcelles privées situées avenue Paul Stroobant, entre les numéros 1 et 44, d'adopter un plan d'expropriation avec tableau des emprises, de solliciter un arrêté du Gouvernement régional pour autoriser la Commune d'Uccle à exproprier, et de solliciter l'intervention d'un Notaire ;

Vu la délibération n°16/10.01.2023/B/0025 par laquelle le Collège a décidé de désigner Maître Pierre-Edouard NOTERIS, Notaire à Bruxelles, et de lui confier la mission de faire offre de cession amiable, de négocier avec les propriétaires et d'établir les projets d'actes de vente ;

Considérant que la Commune d'Uccle, face au manque de réponse positive des propriétaires, a saisi la justice de paix pour faire fixer le montant de l'indemnité d'expropriation, pour les propriétaires refusant de vendre ou ne répondant pas à l'ultime offre de cession amiable ;

Considérant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 mars 2025, qui déclare d'utilité publique et d'une "prise de possession immédiate" l'expropriation des parcelles ;

Considérant que l'objectif de la Commune est d'obtenir une décision contraignante pour finaliser l'expropriation et devenir légalement propriétaire des parcelles ;

Considérant que, dans le cadre de cette procédure, la Justice de paix a rendu un jugement le 6 novembre 2025 rejetant la demande de la Commune d'Uccle pour les motifs suivants :

« A l'examen des pièces produites, il y'a lieu de relever que le projet d'expropriation ne date pas d'hier.

En octobre 2021, la COMMUNE D'UCCLE avait décidé que la procédure ordinaire serait utilisée, faute d'éléments dans le dossier démontrant la nécessité d'user de la procédure en extrême urgence.

La COMMUNE D'UCCLE fait état à présent de différents projets en cours d'élaboration ou à venir dans le quartier pour justifier l'introduction d'une procédure en extrême urgence.

Comme le relèvent à juste titre Monsieur Quy ADJEMIAN, Madame My LY et Monsieur Hoa-Binh ADJEMIAN, la Commune d'UCCLE ne prouve pas que la date de mise en œuvre des différents permis relatifs aux projets et ne communique aucune pièce à ce sujet de sorte qu'il est impossible de vérifier la réalité de ces projets et si ceux-ci nécessitent effectivement un réaménagement de la voirie et dans quels délais.

Le refus de VIVAQUA d'intervenir pour la pose d'un réseau d'égouttage tant que les parcelles concernées ne sont pas transférées au domaine public ne peut justifier le recours à une procédure en extrême urgence. Ce refus existait déjà lorsque la COMMUNE D'UCCLE décidait en 2021 de recourir à une procédure ordinaire d'expropriation.

Quant à l'amélioration de la sécurité routière, il s'agit d'une motivation trop vague et trop générale pour pouvoir être admise comme un motif suffisant et une justification adéquate pour ne pas appliquer la procédure ordinaire.

Partant, la Commune d'UCCLE n'établit pas le bien-fondé de sa demande procéder d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. »

Considérant que cette motivation est succincte et apparaît contestable dans la mesure où elle se fonde essentiellement sur le constat qu'il n'existerait pas assez de preuve de l'utilité publique et/ou de l'extrême urgence ;

Que des éléments neufs ont été ciblés, permettant d'apporter des précisions substantielles et de renforcer de manière significative la démonstration de l'utilité publique ainsi que celle de l'urgence invoquée ;

Considérant qu'il est possible d'introduire une action en révision dans les deux mois du jugement, c'est-à-dire jusqu'au 6 janvier 2026, par citation devant le Tribunal de première instance ;

Décide

D'autoriser le Collège des Bourgmestre et Echevins à ester en justice afin d'introduire une action en révision auprès du Tribunal de première instance au plus tard le 6 janvier 2026.

Gemeentelijke eigendommen – Project Stroobant: verwerving van 8 perceelsgedeelten gelegen langs de Paul Stroobantlaan – Inleiding van de herzieningsvordering.

De raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, in het bijzonder artikel 270 en 123, 8° ;

Gelet op de wet van 17 april 1835 op de onteigening ten algemene nutte;

Gelet op de wet van 27 mei 1870 houdende vereenvoudiging van de administratieve formaliteiten inzake onteigening ten algemene nutte;

Gelet op de wet van 26 juli 1962 betreffende de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden inzake onteigening ten algemene nutte;

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 22 februari 1990 betreffende de onteigeningen van openbaar nut doorgevoerd of toegestaan door de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve;

Gelet op het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening (afgekort BWRO), goedgekeurd door een besluit van de regering van 9 april 2004, zoals achtereenvolgens gewijzigd, in het bijzonder artikel 69 tot 80;

Gelet op beraadslaging nr. 016/25.06.2020/A/0014, waardoor de gemeenteraad het algemeen rooilijnplan voor de Paul Stroobantlaan definitief aangenomen heeft;

Overwegende de noodzaak om de weg uit te rusten met een riolering gezien de projecten die in de wijk uitgerold worden en de toekomstige projecten op het terrein, meer bepaald de uitbreiding van La Famille - La Cime, privéschool voor buitengewoon onderwijs, de kennel van de politiezone, de Groendienst van het gemeentebestuur van Ukkel, de nieuwe sportzaal Stroobant (gemeentelijk sportcomplex) of het privéproject van Tennis Club de l'Observatoire (TCO);

Overwegende de weigering van VIVAQUA om op de betrokken percelen te interveniëren zolang ze niet verworven zijn en geen deel uitmaken van het openbaar domein. Deze weigering rechtvaardigt de noodzaak van de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden om de percelen onmiddellijk in bezit te kunnen nemen en het programma van aansluiting van de verschillende projecten op de riolering niet te belemmeren;

Overwegende het feit dat de individuele installaties (septische putten en zinkputten) van de openbare voorzieningen op nummer 43 van de laan al enkele jaren niet werken, wat een aanzienlijke meerkost veroorzaakt voor de gemeente;

Overwegende dat de goede plaatselijke aanleg en de verbetering van de verkeersveiligheid de aanpassing aan de normen van de weg voor het verkeer en de toegankelijkheid voor de hulpdiensten vereisen om meer bepaald reddingen te kunnen uitvoeren en branden te bestrijden. Momenteel is de weg niet ontworpen voor het verkeer dat erop rijdt, hij is niet breed genoeg voor tweerichtingsverkeer;

Gelet op beraadslaging nr. 016/28.10.2021/A/0068, waardoor de gemeenteraad meer bepaald beslist heeft om bij voorkeur onderhands of gedwongen acht stroken grond op privépercelen gelegen in de Paul Stroobantlaan tussen nummer 1 en 44 aan te schaffen, een onteigeningsplan met tabel van de grondinnemingen goed te keuren, een besluit van de gewestregering te vragen om de gemeente Ukkel toe te staan te onteigenen en de tussenkomst van een notaris te vragen;

Gelet op beraadslaging nr. 16/10.01.2023/B/0025, waardoor het college beslist heeft meester PierreEdouard NOTERIS, notaris in Brussel, aan te stellen en hem de opdracht toe te vertrouwen om een onderhands bod uit te brengen, te onderhandelen met de eigenaars en de ontwerpen van verkoopaktes op te stellen;

Overwegende dat de gemeente Ukkel, tegenover het gebrek aan een positief antwoord van de eigenaars, een zaak aanhangig gemaakt heeft bij het vrederecht om het bedrag van de onteigeningsvergoeding te laten vastleggen voor de eigenaars die weigeren te verkopen of die niet reageren op het laatste bod van afstand in der minne;

Overwegende het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 maart 2025, dat de onteigening van de percelen van algemeen nut en van een "onmiddellijke inbezitname" verklaart;

Overwegende dat het de bedoeling van de gemeente is om een dwingende beslissing te krijgen om de onteigening af te ronden en wettelijk eigenaar van de percelen te worden;

Overwegende dat het vrederecht in het kader van deze procedure op 6 november 2025 een vonnis geveld heeft, dat de vraag van de gemeente Ukkel verworpt om te volgende redenen:

"Bij het onderzoek van de voorgelegde stukken moeten we aanhalen dat het onteigeningsproject niet van gisteren dateert.

In oktober 2021 had de gemeente Ukkel beslist dat de gewone procedure gebruikt zou worden, bij gebrek aan elementen in het dossier die de noodzaak om de uiterst dringende procedure te gebruiken aantonen.

De gemeente Ukkel maakt nu gewag van verschillende projecten in opmaak of toekomstige projecten in de wijk om de indiening van een uiterst dringende procedure te rechtvaardigen.

Zoals de heer Quy ADJEMIAN, mevrouw My LY en de heer Hoa-Binh ADJEMIAN terecht aanhalen bewijst de gemeente Ukkel de uitvoeringsdatum van de verschillende vergunningen met betrekking tot de projecten niet en deelt ze hierover geen enkel stuk mee, zodat de werkelijkheid van deze projecten niet gecontroleerd kan worden, alsook of ze daadwerkelijk een heraanleg van de weg vereisen en desgevallend binnen welke termijn.

De weigering van VIVAQUA om te interveniëren voor de aanleg van een rioolnet zolang de betrokken percelen niet overgedragen zijn naar het openbaar domein kan het beroep op een uiterst dringende procedure niet rechtvaardigen. Deze weigering bestond al toen de gemeente Ukkel in 2021 besliste om een beroep te doen op een gewone onteigeningsprocedure.

Wat betreft de verbetering van de verkeersveiligheid: het is een te vage en te algemene motivering om toegestaan te kunnen worden als een toereikend motief en een geschikte rechtvaardiging om de gewone procedure niet toe te passen.

Bijgevolg stelt de gemeente Ukkel de gegrondheid van haar verzoek om uiterst dringend te handelen inzake onteigening ten algemenen nutte niet vast."

Overwegende dat deze motivering beknopt is en betwistbaar lijkt in die zin dat ze zich voornamelijk baseert op de vaststelling dat er niet genoeg bewijzen van het algemeen nut en/of van de hoogdringendheid zijn;

Dat er nieuwe elementen beoogd werden waardoor er substantiële verduidelijkingen aangebracht konden worden en de bewijsvoering van het algemeen nut en die van de ingeroepen hoogdringendheid aanzienlijk versterkt konden worden;

Overwegende dat het mogelijk is een vordering tot herziening in te dienen binnen de twee maanden na het vonnis, met andere woorden tot 6 januari 2026, via dagvaarding voor de rechtbank van eerste aanleg;

Beslist:

Het College van Burgemeester en Schepenen te machtigen om in rechte op te treden teneinde uiterlijk op 6 januari 2026 van vordering tot herziening in te dienen bij de Rechtbank van Eerste Aanleg.

27 **Propriétés communales/Solidarité internationale. – Appartement duplex sis Chaussée de Neerstalle, 489 : occupation temporaire en faveur d’une association à vocation sociale, pour le logement et l’accompagnement de réfugiés en attente – Avenant à la convention d’occupation précaire.**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle Loi communale, spécialement les articles 117 et 232 ;

Vu la délibération du 25 avril 2024 par laquelle le Conseil communal a approuvé le projet de convention d’occupation précaire et temporaire, pour un terme de huit mois arrivant à échéance le 31 décembre 2024, sans possibilité de reconduction tacite, portant sur la mise à disposition de l’appartement duplex sis chaussée de Neerstalle, 489, au bénéfice de l’association sans but lucratif « BXL (Bel) Refugees -

Plate-forme Citoyenne de Soutien aux réfugiés » en vue du logement temporaire et de l'accompagnement social de personnes réfugiées ;

Vu la délibération 28 novembre 2024 par laquelle le Conseil Communal a accepté de prolonger cette convention précaire jusqu'au 31 décembre 2025 ;

Considérant que le Service de la Participation citoyenne a confirmé ne pas disposer des subsides nécessaires pour couvrir les dépenses de charges durant l'année 2026 ;

Que la convention arrivera dès lors à échéance de plein droit le 31 décembre 2025 mais que l'asbl BXL (Bel) Refugees a sollicité une prolongation de l'occupation jusqu'au 31 mars 2026, en s'engageant à s'acquitter de l'intégralité des charges inhérentes à l'occupation du bien ;

Considérant que le Collège communal, en date du 18 novembre 2025 a accepté cette prolongation ;

Considérant que l'occupant s'engage à maintenir ou prolonger les polices d'assurances adéquates couvrant tant les risques de type locatif que sa responsabilité civile ;

Considérant que l'occupant s'engage à continuer de payer les charges inhérentes au logement (eau, gaz, électricité) ;

Considérant que le service des Propriétés communales a préparé un avenant à la convention en ce sens ;

Décide :

De marquer son accord sur une nouvelle prolongation de la convention d'occupation précaire relative à l'appartement duplex sis Chaussée de Neerstalle, 489, pour la période du 1^{er} janvier 2026 au 31 mars 2026, au moyen d'un avenant portant sur la durée ;

D'approuver le projet d'avenant à conclure avec l'asbl BXL (Bel) Refugees - Plate-forme Citoyenne de Soutien aux réfugiés, dont le siège social est établi rue Royale, 215 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode.

Gemeente-eigendommen/Internationale Solidariteit. - Duplexappartement gelegen Neerstallesteenweg 489: tijdelijke bezetting ten gunste van een vereniging met sociaal oogmerk voor de huisvesting en de begeleiding van wachtende vluchtelingen - Bijvoegsel bij de preciaire gebruiksovereenkomst.

De raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 117 en 232;

Gelet op beraadslaging van 25 april 2024 waardoor de gemeenteraad het ontwerp van preciaire en tijdelijke gebruiksovereenkomst goedgekeurd heeft, voor een termijn van acht maanden die afloopt op 31 december 2024, zonder mogelijkheid tot stilzwijgende verlenging, met betrekking tot de terbeschikkingstelling van het duplexappartement gelegen Neerstallesteenweg 489 ten gunste van de vereniging zonder winstoogmerk "BXL (Bel) Refugees - Burgerplatform voor ondersteuning van vluchtelingen", met het oog op de tijdelijke huisvesting en de maatschappelijke begeleiding van vluchtelingen;

Gelet op beraadslaging van 28 november 2024, waardoor de gemeenteraad aanvaard heeft om deze preciaire overeenkomst te verlengen tot 31 december 2025;

Overwegende dat de dienst Burgerinspraak bevestigt niet over de nodige subsidies te beschikken om de uitgaven voor lasten in 2026 te dekken;

Dat de overeenkomst bijgevolg van rechtswege afloopt op 31 december 2025 maar dat vzw BXL (Bel) Refugees een verlenging van het gebruik tot 31 maart 2026 gevraagd heeft en zich ertoe verbindt de volledige lasten die samenhangen met het gebruik van het goed te betalen;

Overwegende dat het gemeentebestuur op 18 november 2025 deze verlenging heeft aanvaard;

Overwegende dat de gebruiker zich ertoe verbindt de gepaste verzekeringspolissen te behouden of te verlengen om de risico's inzake huur en burgerlijke aansprakelijkheid te dekken;

Overwegende dat de huurder zich ertoe verbindt de kosten die inherent zijn aan de woning (water, gas, elektriciteit) te blijven betalen;

Overwegende dat de dienst Gemeente-eigendommen in die zin een bijvoegsel bij de overeenkomst voorbereid heeft;

Beslist:

Zijn goedkeuring te verlenen aan een nieuwe verlenging van de preciaire gebruiksovereenkomst met betrekking tot het duplexappartement gelegen Neerstallesteenweg 489, voor de periode van 1 januari 2026 tot 31 maart 2026, door middel van een bijvoegsel met betrekking tot de duur;

Het ontwerp van bijvoegsel, te sluiten met vzw BXL (Bel) Refugees - Burgerplatform voor ondersteuning van vluchtelingen, met maatschappelijke zetel gelegen Koningsstraat 215 te 1210 SintJoost-ten-Node, goed te keuren.

Régie foncière - Grondregie

28 Régie foncière.- Inscription dans le patrimoine de la Régie foncière du bien immobilier sis au 915, chaussée de Waterloo.

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, spécialement l'article 117, alinéa 1er ;

Vu la délibération n° 016/19.10.2023/A/0042 du Collège des Bourgmestre et Échevins acceptant définitivement, le legs universel de Monsieur Lorenzo Rigoli, décédé à Uccle le 16 octobre 2021 ;

Considérant que la maison sise au 915 chaussée de Waterloo, héritée par la Commune d'Uccle, n'a jamais été inscrite dans son patrimoine, et ne figure dès lors pas dans les actifs de la Commune ni dans ceux de la Régie foncière ;

Considérant toutefois que certaines dépenses ont été effectuées au budget ordinaire de la Commune, à savoir :

- des travaux divers aux articles 922/125-06/87 (logements, prestations de tiers pour les bâtiments) et 124/125-06/87 (propriétés, prestations de tiers pour les bâtiments), essentiellement liés à la mission d'assainissement du bâtiment, pour un montant total de 18.389 € ; des frais d'honoraires de notaires et de droits de succession, pour un montant total de
- 48.438,98 € ; ainsi que des frais de consommation divers (eau, électricité, etc.) ;
-

Considérant que la maison sise au 915 chaussée de Waterloo est enregistrée au cadastre au nom de la Commune d'Uccle ;

Considérant la réponse de la Tutelle datée du 16 mai 2025 , précise qu'aucune objection n'est formulée quant à l'enregistrement du bien soit dans le bilan de la Commune, soit directement dans le bilan de la Régie foncière, pour autant que :

1. Si les travaux sont terminés, une comptabilisation rétroactive des amortissements soit effectuée à partir de la date de mise en service du bien;
2. Si des travaux sont encore en cours, ceux-ci soient transférés en "travaux en cours", l'amortissement débutant à la fin desdits travaux ;

Considérant qu'aucun travail spécifique n'est actuellement en cours pour ce dossier ;

Considérant que, sont inscrits au budget 2025 de la Régie foncière des travaux de rénovation et transformation de ladite maison ;

Considérant dès lors la proposition de la Régie foncière d'inscrire directement ce bien dans son bilan au 1^{er} janvier 2026 ;

Considérant qu'une telle inscription permettra de régulariser la situation patrimoniale de ce bien et d'assurer une gestion comptable conforme aux prescriptions de la Tutelle ; Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins,

Décide :

D'approuver l'inscription directe, au 1er janvier 2026, dans le patrimoine de la Régie foncière du bien immobilier sis au 915, chaussée de Waterloo, reçu par la Commune d'Uccle dans le cadre de la succession de Monsieur Lorenzo Rigoli, en vue de son affectation au logement ;

De charger la Régie foncière de procéder à la comptabilisation du bien sur la base du rapport d'expertise établi pour son estimation, et d'appliquer les amortissements conformément aux règles comptables en vigueur au sein de la Régie.

Grondregie - Inschrijving van het onroerend goed Waterloosesteenweg 915 van het patrimonium van de Grondregie.

De raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, in het bijzonder artikel 117, alinea 1;

Gelet op beraadslaging nr. 016/19.10.2023/A/0042 van het college van burgemeester en schepenen tot definitieve aanvaarding van het universeel legaat van de heer Lorenzo Rigoli, overleden te Ukkel op 16 oktober 2021;

Overwegende dat de woning aan de Waterlooosesteenweg 915, dat door de gemeente Ukkel is geërfd, nooit deel heeft uitgemaakt van haar patrimonium en dus ook niet van de activa van de gemeente of die van de Grondregie;

Overwegende echter dat bepaalde uitgaves zijn gedaan in de gewone begroting van de gemeente, namelijk:

- diverse werken onder artikels 922/125-06/87 (woningen, prestaties van derden voor gebouwen) en 124/125-06/87 (eigendommen, prestaties van derden voor gebouwen), voornamelijk met betrekking tot de sanering van het gebouw, voor een totaalbedrag van € 18.389;
- erelonen van notarissen en successierechten, voor een totaal van € 48.438,98;
- evenals verschillende verbruikskosten (water, elektriciteit ...);

Overwegende dat de woning in de Waterlooosesteenweg 915 in het kadaster is geregistreerd op naam van de gemeente Ukkel;

Gelet op het antwoord van Toezicht van 16 mei 2025, waarin wordt verklaard dat er geen bezwaar wordt geformuleerd tegen de inschrijving van het goed in de balans van de gemeente, of rechtstreeks op de balans van de Grondregie, op voorwaarde dat:

1. Als het werk is voltooid, worden afschrijvingen met terugwerkende kracht geboekt vanaf de datum waarop het actief in gebruik werd genomen;
2. Als het werk nog in uitvoering is, moet het worden overgebracht naar "werken in uitvoering", waarbij de afschrijving begint aan het einde van deze werken;

Overwegende dat er op dit moment geen specifiek werk wordt verricht in dit dossier;

Overwegende dat de renovatie en verbouwing van de bovenvermelde woning zijn ingeschreven in de begroting 2025 van de Grondregie;

Gelet op het voorstel van de Grondregie om dit goed op 1^{er} januari 2026 rechtstreeks in de balans op te nemen;

Overwegende dat een dergelijke registratie het mogelijk zal maken de patrimoniale situatie van dit goed te regulariseren en de boeking te beheren in overeenstemming met de voorschriften van Toezicht;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist:

Zijn goedkeuring te verlenen aan de rechtstreekse inschrijving, op 1 januari 2026, in het patrimonium van de Grondregie, van het onroerend goed, Waterlooosesteenweg 915, ontvangen door de gemeente Ukkel als onderdeel van de nalatenschap van de heer Lorenzo Rigoli, met het oog op de bestemming ervan als huisvesting;

De Grondregie te belasten met de boeking van het goed op basis van het expertiseverslag, opgesteld voor de raming ervan, en afschrijvingen toe te passen overeenkomstig de geldende boekhoudregels binnen de Regie.

29 **Approbation du budget de la Régie foncière pour l'exercice 2026.**

Le Conseil,

Vu que le Collège soumet au vote du Conseil communal les prévisions budgétaires de la Régie foncière pour l'exercice 2026;

Vu que la nouvelle présentation du budget imposée par l'Arrêté du Gouvernement de la Région de

Bruxelles-Capitale du 6.11.2003 se subdivise en budget d'exploitation et en budget patrimonial;

Vu le budget de la Régie foncière pour l'exercice 2026;

Vu les articles 93, 117 et 261 à 263 de la nouvelle loi communale organisant les Régies communales;

Vu les articles 1 à 13 de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6.11.2003 relatifs aux budgets des Régies communales;

Sur proposition du Collège échevinal,

Décide :

- d'adopter le budget de la Régie foncière pour l'exercice 2026;
- de rendre non limitatives les allocations des chapitres des dépenses d'exploitation et de gestion ordinaire de la Régie;
- de soumettre la présente résolution et ses annexes aux formalités de publication et à l'approbation des autorités de tutelle.

Goedkeuring van de begroting van de Grondregie voor het dienstjaar 2026.

De Raad,

Aangezien het College de begrotingsvoorzieningen van de Grondregie voor het dienstjaar 2026 aan de stemming van de Gemeenteraad onderwerpt;

Aangezien het nieuwe voorstellen van de begroting opgelegd door het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 november 2003 wordt onderverdeeld in exploitatiebegroting en patrimoniale begroting;

Gelet op de begroting van de Grondregie voor het dienstjaar 2026;

Gelet op artikels 93, 117 en 261 tot 263 van de nieuwe Gemeentewet houden organisatie van de Gemeentebedrijven;

Gelet op artikels 1 tot 13 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Gewestregering van 6.11.2003 met betrekking tot de begrotingen van de Gemeentebedrijven;

Op voorstel van het Schepencollege,

Besluit :

- de begroting van de Grondregie voor het dienstjaar 2026 te aanvaarden;
- een onbeperkt karakter te geven aan de posten van de hoofdstukken van de exploitatieuitgaven van gewoon beheer van de Regie;
- de huidige beslissing en haar bijlagen aan de formaliteiten van bekendmaking en goedkeuring vande voorgedijoverheid te onderwerpen.

30 Régie foncière.- Vote de douzièmes provisoires.

Le Conseil,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 novembre 2003, relatif à la gestion financière des régies communales, spécialement l'article 12;
Considérant qu'il est prévu de soumettre à l'Assemblée plénière l'approbation du budget de la Régie foncière pour 2026 ;
Considérant que des crédits provisoires doivent être approuvés, afin de pouvoir engager et payer les dépenses obligatoires ;
Que, dès lors, la disponibilité de trois douzièmes provisoires des allocations portées au budget ordinaire de l'exercice précédent, devrait suffire, dans l'attente de l'approbation définitive du budget de 2026, sous la réserve que l'autorité de tutelle n'y voie pas d'objection ;
Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et échevins,

Décide :

de voter des crédits provisoires pour la Régie foncière, à concurrence de trois douzièmes des allocations portées au budget ordinaire de l'exercice précédent, approuvées par la Région Bruxelles-Capitale, afin d'engager et de régler les dépenses obligatoires au début de l'année 2026.

Grondregie.- Stemming van voorlopige twaalfden.

De Raad,

Gezien het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 novembre 2003 met betrekking tot het financieel beheer van de gemeentebedrijven, inzonderheid op artikel 12;
Overwegende dat voorzien is om de goedkeuring van de begroting van de Grondregie voor 2026 voor te leggen;
Overwegende dat voorlopige kredieten zouden dienen goedgekeurd te worden, opdat de verplichte uitgaven zouden kunnen vastgelegd en betaald worden,
Dat de beschikbaarheid van drie voorlopige twaalfden van de toelagen op de gewone begroting van het vorige dienstjaar bijgevolg zou moeten volstaan, in afwachting van de definitieve goedkeuring van de begroting van 2026, onder voorbehoud dat de toezichthoudende overheid er geen bezwaar tegen heeft;
Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist :

de stemming van voorlopige kredieten voor de Grondregie, ten belope van 3 twaalfden van de toewijzingen die op de gewone begroting van het vorige dienstjaar, die door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest werden goedgekeurd, teneinde de verplichte uitgaven in het begin van 2026 te kunnen vastleggen en betalen.

Urbanisme - Stedenbouw

31 **Délivrance par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du permis d'urbanisme n°16-47253-2023 - Chaussée d'Alseberg 1091 - S.A. SFAR-ALSEMBERG c/o Monsieur Philippe Fisette - Construire 59 logements sociaux sur un terrain longeant la chaussée d'Alseberg sous la forme de 4 immeubles avec un parking sous-terrain de 25 places, et aménager les abords modifié en construire 57 logements sociaux sur un terrain longeant la chaussée d'Alseberg sous la forme de 4 immeubles avec un parking sous-terrain de 25 places, et aménager les abords - Introduction d'une requête en annulation auprès du Conseil d'Etat introduite par l'ABSL We are Nature. Brussels – Introduction d'une requête en annulation**

Le Conseil,

Vu la délivrance du permis d'urbanisme n°16-47253-2023 – 16/SOC/1907582 le 19 juin 2025 par le fonctionnaire délégué à la S.A. SFAR-ALSEMBERG c/o Monsieur Philippe Fisette et visant à construire 59 logements sociaux sur un terrain longeant la chaussée d'Alseberg sous la forme de 4 immeubles avec un parking sous-terrain de 25 places, et aménager les abords modifié en construire 57 logements sociaux sur un terrain longeant la chaussée d'Alseberg sous la forme de 4 immeubles avec un parking sous-terrain de 25 places, et aménager les abords sis Chaussée d'Alseberg 1091 à Uccle ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 1^{er} juillet 2025 visant à introduire un recours auprès du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale à l'encontre du permis d'urbanisme n° 16-47253-2023 (réf. 16/SOC/1907482) délivré le 19 juin 2025 par le fonctionnaire délégué à la S.A. SFAR-ALSEMBERG c/o Monsieur Philippe Fisette et visant à construire 59 logements sociaux sur un terrain longeant la chaussée d'Alseberg sous la forme de 4 immeubles avec un parking sous-terrain de 25 places, et aménager les abords modifié en construire 57 logements sociaux sur un terrain longeant la chaussée d'Alseberg sous la forme de 4 immeubles avec un parking sous-terrain de 25 places, et aménager les abords sis Chaussée d'Alseberg 1091 à Uccle ; Vu la délibération du Conseil communal du 16 octobre 2025 visant à introduire une requête en annulation à l'encontre de la confirmation automatique du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du permis d'urbanisme n°16-47253-2023 – 16/SOC/1907582 le 19 juin 2025 délivré par le fonctionnaire délégué à la S.A. SFAR-ALSEMBERG c/o Monsieur Philippe Fisette et visant à construire 59 logements sociaux sur un terrain longeant la chaussée d'Alseberg sous la forme de 4 immeubles avec un parking sous-terrain de 25 places, et aménager les abords modifié en construire 57 logements sociaux sur un terrain longeant la chaussée d'Alseberg sous la forme de 4 immeubles avec un parking sous-terrain de 25 places, et aménager les abords sis Chaussée d'Alseberg 1091 à Uccle ;

Considérant que la Commune d'Uccle a reçu une requête en annulation introduite par l'ASBL We are Nature.Brussels et consorts en date du 9 novembre 2025 à l'encontre de la confirmation automatique du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du permis d'urbanisme n°16-47253-2023 – 16/SOC/1907582 le 19 juin 2025 délivré par le fonctionnaire délégué à la S.A. SFAR-ALSEMBERG c/o Monsieur Philippe Fisette et visant à construire 59 logements sociaux sur un terrain longeant la chaussée d'Alseberg sous la forme de 4 immeubles avec un parking sous-terrain de 25 places, et aménager les abords modifié en construire 57 logements sociaux sur un terrain longeant la chaussée d'Alseberg sous la forme de 4 immeubles avec un parking sous-terrain de 25 places, et aménager les abords sis Chaussée d'Alseberg 1091 à Uccle ;

Considérant que dans cette affaire la partie adverse est la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que le projet étant situé sur le territoire de la Commune d'Uccle, le Conseil d'Etat interroge la commune afin de savoir si elle veut intervenir dans la procédure ;

Considérant que la Commune d'Uccle a introduit une requête en annulation à l'encontre du même acte attaqué ;

Considérant qu'il y a lieu d'introduire une requête en intervention à l'encontre de la confirmation automatique du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du permis d'urbanisme n°1647253-2023 – 16/SOC/1907582 le 19 juin 2025 délivré par le fonctionnaire délégué à la S.A.

SFARALSEMBERG c/o Monsieur Philippe Fisette et visant à construire 59 logements sociaux sur un terrain longeant la chaussée d'Alseberg sous la forme de 4 immeubles avec un parking sous-terrain de 25 places, et aménager les abords modifié en construire 57 logements sociaux sur un terrain longeant la chaussée d'Alseberg sous la forme de 4 immeubles avec un parking sous-terrain de 25 places, et aménager les abords sis Chaussée d'Alseberg 1091 à Uccle ;

Décide :

De prendre connaissance de la requête en annulation introduite auprès du Conseil d'Etat par l'ASBL We are Nature.Brussels à l'encontre de la confirmation automatique du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du permis d'urbanisme n°16-47253-2023 – 16/SOC/1907582 le 19 juin 2025 délivré par le fonctionnaire délégué à la S.A. SFAR-ALSEMBERG c/o Monsieur Philippe Fisette e visant à construire 59 logements sociaux sur un terrain longeant la chaussée d'Alseberg sous la forme de 4 immeubles avec un parking sous-terrain de 25 places, et aménager les abords modifié en construire 57 logements sociaux sur un terrain longeant la chaussée d'Alseberg sous la forme de 4 immeubles avec un parking sous-terrain de 25 places, et aménager les abords sis Chaussée d'Alseberg 1091 à Uccle ;
D'introduire une requête en intervention dans le cadre de la procédure en annulation ;
De charger la cellule juridique de l'urbanisme de représenter les intérêts de la commune en la prés ente affaire.

Afgifte door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van stedenbouwkundige vergunning 1647253-2023 - Alsebergsesteenweg 1091 - nv SFAR-ALSEMBERG p/a de heer Philippe Fisette - 59 sociale woningen bouwen op een terrein langs de Alsebergsesteenweg in de vorm van 4 gebouwen met een ondergrondse parkeergarage voor 25 plaatsen en aanleg van de omgeving, gewijzigd in bouwen van 57 sociale woningen op een terrein langs de Alsebergsesteenweg in de vorm van 4 gebouwen met een ondergrondse parkeergarage voor 25 auto's en aanleg van de omgeving - Indiening van een verzoekschrift tot nietigverklaring bij de Raad van State door vzw We are Nature.Brussels - Indiening van een verzoekschrift tot nietigverklaring

De raad,

Gelet op de afgifte van stedenbouwkundige vergunning 16-47253-2023 - 16/SOC/1907582 op 19 juni 2025 door de gemachtigde ambtenaar aan nv SFAR-ALSEMBERG p/a de heer Philippe Fisette en strekkend tot het bouwen van 59 sociale woningen op een terrein langs de Alsebergsesteenweg in de vorm van 4 gebouwen met een ondergrondse parkeergarage voor 25 plaatsen en het aanleggen van de omgeving, gewijzigd in bouwen van 57 sociale woningen op een terrein langs de Alsebergsesteenweg in de vorm van 4 gebouwen met een ondergrondse parkeergarage voor 25 auto's en aanleg van de omgeving gelegen Alsebergsesteenweg 1091 te Ukkel;

Gelet op de beraadslaging van het college van burgemeester en schepenen van 1 juli 2025 die ertoe strekt beroep bij de Brusselse Hoofdstedelijke Regering aan te tekenen tegen stedenbouwkundige vergunning 16-47253-2023 (kenm. 16/SOC/1907582), afgeleverd op 19 juni 2025 door de gemachtigde ambtenaar aan nv SFAR-ALSEMBERG p/a de heer Philippe Fisette en strekkend tot het bouwen van 59 sociale woningen op een terrein langs de Alsebergsesteenweg in de vorm van 4 gebouwen met een ondergrondse parkeergarage voor 25 plaatsen en het aanleggen van de omgeving, gewijzigd in bouwen van 57 sociale woningen op een terrein langs de Alsebergsesteenweg in de vorm van 4 gebouwen met een ondergrondse parkeergarage voor 25 auto's en aanleg van de omgeving gelegen Alsebergsesteenweg 1091 te Ukkel;

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 16 oktober 2025, die ertoe strekt een verzoekschrift tot nietigverklaring in te dienen tegen de automatische bevestiging door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van stedenbouwkundige vergunning 16-47253-2023 - 16/SOC/1907582, afgeleverd op 19 juni 2025 door de gemachtigde ambtenaar aan nv SFAR-ALSEMBERG p/a de heer Philippe Fisette en

strekkend tot het bouwen van 59 sociale woningen op een terrein langs de Alsebergsesteenweg in de vorm van 4 gebouwen met een ondergrondse parkeergarage voor 25 plaatsen en het aanleggen van de omgeving, gewijzigd in bouwen van 57 sociale woningen op een terrein langs de Alsebergsesteenweg in de vorm van 4 gebouwen met een ondergrondse parkeergarage voor 25 auto's en aanleg van de omgeving gelegen Alsebergsesteenweg 1091 te Ukkel;

Overwegende dat de gemeente Ukkel op 9 november 2025 een verzoekschrift tot nietigverklaring ontvangen heeft, ingediend door vzw We are Nature.Brussels en consorten, tegen de automatische bevestiging door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van stedenbouwkundige vergunning 1647253-2023 - 16/SOC/1907582, afgeleverd op 19 juni 2025 door de gemachtigde ambtenaar aan nv SFAR-ALSEMBERG p/a de heer Philippe Fisette en strekkend tot het bouwen van 59 sociale woningen op een terrein langs de Alsebergsesteenweg in de vorm van 4 gebouwen met een ondergrondse parkeergarage voor 25 plaatsen en het aanleggen van de omgeving, gewijzigd in bouwen van 57 sociale woningen op een terrein langs de Alsebergsesteenweg in de vorm van 4 gebouwen met een ondergrondse parkeergarage voor 25 auto's en aanleg van de omgeving gelegen

Alsebergsesteenweg 1091 te Ukkel;

Overwegende dat de tegenpartij in deze zaak het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is;

Overwegende dat, aangezien het project gelegen is op het grondgebied van de gemeente Ukkel, de Raad van State de gemeente bevraagt om te weten of ze wil tussenkomen in de procedure;

Overwegende dat de gemeente Ukkel een verzoekschrift tot nietigverklaring ingediend heeft tegen dezelfde bestreden beslissing;

Overwegende dat er een verzoekschrift tot tussenkomst ingediend moet worden tegen de automatische bevestiging door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van stedenbouwkundige vergunning 1647253-2023 - 16/SOC/1907582, afgeleverd op 19 juni 2025 door de gemachtigde ambtenaar aan nv SFAR-ALSEMBERG p/a de heer Philippe Fisette en strekkend tot het bouwen van 59 sociale woningen op een terrein langs de Alsebergsesteenweg in de vorm van 4 gebouwen met een ondergrondse parkeergarage voor 25 plaatsen en het aanleggen van de omgeving, gewijzigd in bouwen van 57 sociale woningen op een terrein langs de Alsebergsesteenweg in de vorm van 4 gebouwen met een ondergrondse parkeergarage voor 25 auto's en aanleg van de omgeving gelegen Alsebergsesteenweg 1091 te Ukkel;

Beslist:

Kennis te nemen van het verzoekschrift tot nietigverklaring, ingediend bij de Raad van State door vzw We are Nature.Brussels, tegen de automatische bevestiging door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van stedenbouwkundige vergunning 16-47253-2023 - 16/SOC/1907582, afgeleverd op 19 juni 2025 door de gemachtigde ambtenaar aan nv SFAR-ALSEMBERG p/a de heer Philippe Fisette en strekkend tot het bouwen van 59 sociale woningen op een terrein langs de Alsebergsesteenweg in de vorm van 4 gebouwen met een ondergrondse parkeergarage voor 25 plaatsen en het aanleggen van de omgeving, gewijzigd in bouwen van 57 sociale woningen op een terrein langs de Alsebergsesteenweg in de vorm van 4 gebouwen met een ondergrondse parkeergarage voor 25 auto's en aanleg van de omgeving gelegen Alsebergsesteenweg 1091 te Ukkel;

Een verzoekschrift tot tussenkomst in te dienen in het kader van de procedure tot nietigverklaring; De juridische cel van de dienst Stedenbouw ermee te belasten de belangen van de gemeente in deze zaak te behartigen.

DÉPARTEMENT ESPACE PUBLIC - DEPARTEMENT OPENBARE RUIMTE

32 Police de la circulation routière - règlement général complémentaire – abrogations.

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 3 de l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière et sur la pose et le coût de la signalisation routière;

Vu les articles 60 et suivants de l'Arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique;

Vu l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu la circulaire ministérielle du 14 novembre 1977 relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière;

Considérant que les mesures prévues ci-après concernent la voirie communale et/ou régionale;

Considérant que certains articles doivent être abrogés; Abrogations :

Article 1.A.- Il est interdit à tout conducteur de circuler sur les voies ci-après dans le sens et sur le tronçon indiqué en regard de chacune d'elles.

1.A.182.- Drève des Gendarmes, de l'avenue des Chênes à la chaussée de La Hulpe;

Article 1.C.- Il est interdit à tout conducteur de circuler sur les voies ci-après dans le sens et sur le tronçon indiqué en regard de chacune d'elles, sauf pour les cyclistes.

1.C.7.- Rue Langeveld, depuis l'accès carrossable de la Clinique Sainte Elisabeth jusqu'à la rue du Framboisier;

1.C.123.- Rue de Linkebeek, de la chaussée d'Alseberg au Moensberg;

Article 2.A.- L'accès est interdit dans les deux sens à tout conducteur, dans les voies ci-après :

2.A.21.- Moensberg, entre le n° 127 et la rue du Bourdon;

Article 2.C.- L'accès est interdit, sauf pour la circulation locale, sur les voies ci-après :

2.C.1.- Avenue des Alisiers, depuis le n° 13;

2.C.52.- Avenue des Sophoras, de l'avenue des Alisiers jusqu'au n° 1;

Article 4.A.- L'accès des voies ci-après est interdit aux conducteurs de véhicules dont le poids en charge dépasse le poids indiqué :

4.A.4.- Drève des Gendarmes : 2,5 tonnes (excepté desserte locale);

4.A.22.- Moensberg : 3,5 tonnes (excepté desserte locale);

4.A.23.- Rue de Linkebeek : 3,5 tonnes (excepté desserte locale);

Article 13.E.- Des passages pour piétons sont délimités aux endroits suivants :

13.E.114.- Avenue Paul Stroobant, à hauteur du n° 56;

13.E.322.- Avenue Paul Stroobant, 72;

13.E.490.- Avenue des Alisiers, au carrefour avec l'avenue des Hospices;

13.E.491.- Avenue des Sophoras, au carrefour avec l'avenue des Hospices;

13.E.509.- Avenue des Sophoras, à hauteur du n°1;

13.E.588.- Moensberg, au carrefour avec la rue du Bourdon;

Article 13.J.- Des zones d'évitement, ayant une longueur qui se situe entre 1 m et 3 m, sauf spécification contraire, sont établies aux endroits suivants :

13.J.481.- Avenue des Sophoras, à hauteur du n°9;

13.J.485.- Avenue des Sophoras, à hauteur du n°17;

13.J.491.- Avenue des Sophoras, du côté opposé au n°1;

13.J.492.- Avenue des Sophoras, du côté opposé au n°9;

13.J.661.- Rue du Repos, 46;

13.J.662.- Rue du Repos, 103;

13.J.663.- Rue du Repos, 77;

13.J.666.- Rue du Repos, 51;

13.J.668.- Rue du Repos, du côté opposé au n°13;

13.J.669.- Rue du Repos, du côté opposé au n°39;

13.J.671.- Rue du Repos, 21;

Article 14.- Le stationnement est interdit sur les voies ou tronçons de voies suivantes :

14.153.- Rue Langeveld, côté impair, entre l'avenue de Sumatra et l'avenue de la Floride;

14.322.- Avenue des Sophoras, du côté opposé au n°17 jusqu'au côté opposé au n°9;

Article 17.I.- Le stationnement est autorisé à tous les véhicules aux endroits suivants :

17.I.13.- Drève des Gendarmes, du côté opposé au n°3, sur 13 m;

17.I.14.- Drève des Gendarmes, du côté opposé aux n°s 7-9, sur 15 m;

17.I.15.- Drève des Gendarmes, du côté opposé aux n°s 11-13, sur 15 m;

17.I.16.- Drève des Gendarmes, du côté opposé au n°51c, sur 15 m;

17.I.17.- Drève des Gendarmes, du côté opposé au n°57, sur 15 m;

Article 17.II.- Le stationnement est réservé aux endroits suivants :

17.II.1- à certaines catégories de véhicules :

17.II.1.c- Police.

17.II.1.c.2.- Avenue du Fort-Jaco, 47, sur 6 m;

Article 17.II.- Le stationnement est réservé aux endroits suivants, sur une distance de 6 m sauf spécifié autrement:

17.II.1- à certaines catégories de véhicules :

17.II.1.d- Handicapés.

17.II.1.d.69.- Avenue des Ormeaux, du côté opposé aux n°s 32 à 28, sur une distance de 10 m;

17.II.1.d.129.- Rue des Glaïeuls, 10, sur une distance de 6 m;

17.II.1.d.136.- Rue Edith Cavell, 95, sur une distance de 6 m;

17.II.1.d.141.- Rue Pierre de Puysseleer, à hauteur du n° 92, sur une distance de 6 m;

17.II.1.d.144.- Rue Egide Van Ophem, à hauteur du n° 141, sur une distance de 6 m;

17.II.1.d.150.- Rue Stanley, 37, sur une distance de 5 m;

17.II.1.d.156.- Rue Jean Ballegeer, 53, sur une distance de 6 m;

17.II.1.d.163.- Avenue Coghen, 135, sur une distance de 6 m;

17.II.1.d.167.- Rue Zeecrabbe, 83, sur une distance de 6 m;

17.II.1.d.176.- Rue François Vervloet, 167, sur 12 m;

17.II.1.d.219.- Rue François Vervloet, à hauteur du mitoyen des n°s 141/143;

17.II.1.d.233.- Drève des Gendarmes, du côté opposé au n°13;

17.II.1.d.279.- Avenue Bel-Air, 7, sur une distance de 6 m;

17.II.1.d.282.- Rue Rittweger, 17, sur une distance de 12 m;

17.II.1.d.305.- Avenue des Hospices, 41;

17.II.1.d.311.- Rue Geleytsbeek, 10;

17.II.1.d.325.- Place du Chat Botté, 9;

17.II.1.d.341.- Rue de la Fauvette, du côté opposé au n°51;

17.II.1.d.342.- Avenue de Messidor, 336;

17.II.1.d.343.- Avenue des Alisiers, 59;

17.II.1.d.359.- Rue Geleytsbeek, 110;

17.II.1.d.362.- Rue Dodonée, 5;

17.II.1.d.363.- Avenue Bel-Air, 105;

17.II.1.d.366.- Rue du Framboisier, 59;

17.II.1.d.367.- Avenue Hamoir, du côté opposé au n°44;

17.II.1.d.368.- Rue Victor Gambier, 18;

17.II.1.d.383.- Rue Gatti de Gamond, à hauteur du n°126;

17.II.1.d.386.- Rue Alphonse Asselbergs, à hauteur du n°70;

17.II.1.d.396.- Avenue des Sophoras, 25;

17.II.1.d.401.- Rue du Roetaert, 70;

17.II.1.d.414.- Moensberg, 14;
17.II.1.d.420.- Rue Général Lotz, 50;
17.II.1.d.427.- Rue Vanderkindere, 117;
17.II.1.d.430.- Rue du Victor Allard, 238;
Article 17.II.- Le stationnement est réservé aux endroits suivants :
17.II.3- aux vélos.
17.II.3.4.- Rue Vanderkindere, 117;
Article 17.II.- Le stationnement est réservé aux endroits suivants :
17.II.4- aux autocars.
17.II.4.33.- Dieweg, au droit du carrefour avec l'avenue d'Overhem, le vendredi, de 7 h 30 à 9 h 00, sur une distance de 12 m;
Article 18.- Le stationnement est payant dans les emplacements de stationnement tracés dans les rues suivantes.
18.37.- Place de Saint-Job, 31-33, du lundi au vendredi, de 7h à 15h, sur 15 m; 18.40.- Rue Edith Cavell, 151, du mercredi au vendredi, de 8h à 12h, sur 12 m; Article 19.- Le stationnement est interdit aux endroits suivants :
19.22.- Rue Vanderkindere, devant l'église (encoche);
19.95.- Rue Langeveld, à hauteur des n°s 115-113A-104;
19.123.- Rue Langeveld, du mitoyen des n°s 88-90 au carrefour avec l'avenue de la Floride;
19.124.- Rue Langeveld, du côté opposé au n° 88 au carrefour avec l'avenue de la Floride;
19.193.- Rue Langeveld, du n° 32 au n° 36;
Article 20.- Une zone de stationnement de 2 mètres minimum de largeur sera délimitée sur la chaussée parallèlement au trottoir dans les voies suivantes :
20.141.- Avenue des Sophoras, du côté opposé au n°7 jusqu'au côté opposé au n°1;
20.142.- Avenue des Sophoras, du n°17 jusqu'au n°9;
Article 22.C.- Une zone résidentielle est réalisée aux endroits suivants, conformément aux plans annexés :
22.C.23.- Drève des Gendarmes, de la chaussée de la Hulpe à l'avenue des Chênes; Article
22.F.- Des dispositifs surélevés sont aménagés aux endroits suivants (plateaux):
22.F.50.- Drève des Gendarmes, à hauteur du n° 45 (2 plateaux);
Article 28.- Des zones dans lesquelles la vitesse est limitée à 50 km/h sont prévues aux endroits suivants:
28.17.- Avenue Wolvendael;
28.20.- Avenue Winston Churchill, à l'exception du rond-point;
28.24.- Avenue Jean et Pierre Carsoel, du Dieweg au carrefour avec la rue de la Pêcherie;
28.33.- Avenue Albert, de la place Vanderkindere à la limite communale;

Décide:
d'abroger les mesures susmentionnées.

Politie op het wegverkeer - algemeen aanvullend reglement - intrekkingen.

De raad,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;
Gelet op artikel 3 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens;
Gelet op artikel 60 en volgende van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg;
Gelet op het ministerieel besluit van 11 oktober 1976 waarbij de minimum afmetingen en de bijzondere plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens worden bepaald;

Overwegende de ministeriële omzendbrief van 14 november 1977 betreffende de aanvullende reglementen en de plaatsing van de verkeerstekens;

Overwegende dat de hierna voorziene maatregelen betrekking hebben op gemeente- en/of gewestwegen;

Overwegende dat bepaalde artikels ingetrokken moeten worden; Intrekkingen:

Artikel 1.A.- Op navolgende wegen is het ieder bestuurder verboden te rijden in de richting en op het wegvak, als aangeduid voor elk van deze wegen.

1.A.182.- Gendarmendreef, van de Eikenlaan tot de Terhulpensesteenweg;

Artikel 1.C.- Op navolgende wegen is het voor iedere bestuurder verboden te rijden in de richting en op het wegvak aangeduid voor elk van deze wegen, behalve voor fietsers.

1.C.7.- Langeveldstraat, van de oprit van het Sint-Elisabethziekenhuis tot de Frambozenstruikstraat;

1.C.123.- Linkebeekstraat, van de Alsebergsesteenweg tot de Moensberg;

Artikel 2.A.- De toegang is verboden, in beide richtingen, voor iedere bestuurder, tot de volgende wegen:

2.A.21.- Moensberg, tussen nummer 127 en de Horzelstraat;

Artikel 2.C.- De toegang is verboden, behalve voor plaatselijk verkeer, op de volgende wegen:

2.C.1.- Meelbessenlaan, vanaf nummer 13;

2.C.52.- Sophoraslaan, van de Meelbessenlaan tot nummer 1;

Artikel 4.A.- De toegang tot de hierna vermelde wegen is verboden voor bestuurders van voertuigen waarvan het laadgewicht het aangeduide gewicht overschrijdt:

4.A.4.- Gendarmendreef: 2,5 ton (uitgezonderd plaatselijke bediening);

4.A.22.- Moensberg: 3,5 ton (uitgezonderd plaatselijke bediening);

4.A.23.- Linkebeekstraat: 3,5 ton (uitgezonderd plaatselijke bediening);

Artikel 13.E.- Op de volgende plaatsen worden voetgangersoversteekplaatsen afgebakend:

13.E.114.- Paul Stroobantlaan, ter hoogte van nummer 56;

13.E.322.- Paul Stroobantlaan 72;

13.E.490.- Meelbessenlaan, op het kruispunt met de Godshuizenlaan;

13.E.491.- Sophoraslaan, op het kruispunt met de Godshuizenlaan;

13.E.509.- Sophoraslaan, ter hoogte van nummer 1;

13.E.588.- Moensberg, op het kruispunt met de Horzelstraat;

Artikel 13.J.- Op de volgende plaatsen worden verdrijvingsvlakken aangelegd met een lengte van 1 tot 3 meter, behalve anders gespecificeerd: 13.J.481.- Sophoraslaan, ter hoogte van nummer 9;

13.J.485.- Sophoraslaan, ter hoogte van nummer 17;

13.J.491.- Sophoraslaan, tegenover nummer 1;

13.J.492.- Sophoraslaan, tegenover nummer 9;

13.J.661.- Ruststraat 46;

13.J.662.- Ruststraat 103;

13.J.663.- Ruststraat 77;

13.J.666.- Ruststraat 51;

13.J.668.- Ruststraat, tegenover nummer 13;

13.J.669.- Ruststraat, tegenover nummer 39;

13.J.671.- Ruststraat 21;

Artikel 14.- Het parkeren is verboden op de volgende wegen of weggedeeltes:

14.153.- Langeveldstraat, oneven kant, tussen de Sumatrалаan en de Floridalaan;

14.322.- Sophoraslaan, van tegenover nummer 17 tot tegenover nummer 9;

Artikel 17.I.- Het parkeren is toegestaan voor alle voertuigen op de volgende plaatsen:

17.I.13.- Gendarmendreef, tegenover nummer 3, over 13 meter;

17.I.14.- Gendarmendreef, tegenover nummer 7-9, over 15 meter;

17.I.15.- Gendarmendreef, tegenover nummer 11-13, over 15 meter;

17.I.16.- Gendarmendreef, tegenover nummer 51c, over 15 meter;

17.I.17.- Gendarmendreef, tegenover nummer 57, over 15 meter;

Artikel 17.II.- Het parkeren is voorbehouden op de volgende plaatsen:

17.II.1- aan bepaalde voertuigen:

17.II.1.c- Politie.

17.II.1.c.2.- Fort-Jacolaan 47, over 6 meter;

Artikel 17.II.- Het parkeren is voorbehouden op de volgende plaatsen, over een afstand van 6 meter behalve anders gespecificeerd:

17.II.1- aan bepaalde voertuigen:

17.II.1.d- Gehandicapten.

17.II.1.d.69.- Olmpjeslaan, tegenover nummer 32 tot 28, over een afstand van 10 meter;

17.II.1.d.129.- Lisbloemenstraat 10, over een afstand van 6 meter;

17.II.1.d.136.- Edith Cavellstraat 95, over een afstand van 6 meter;

17.II.1.d.141.- Pierre de Puyselaerstraat, ter hoogte van nummer 92, over een afstand van 6 meter;

17.II.1.d.144.- Egide Van Ophemstraat, ter hoogte van nummer 141, over een afstand van 6 meter;

17.II.1.d.150.- Stanleystraat 37, over een afstand van 5 meter;

17.II.1.d.156.- Jean Ballegeerstraat 53, over een afstand van 6 meter;

17.II.1.d.163.- Coghenaan 135, over een afstand van 6 meter;

17.II.1.d.167.- Zeecrabbestraat 83, over een afstand van 6 meter;

17.II.1.d.176.- François Vervloetstraat 167, over 12 meter;

17.II.1.d.219.- François Vervloetstraat, op de scheiding van nummer 141/143;

17.II.1.d.233.- Gendarmendreef, tegenover nummer 13;

17.II.1.d.279.- Schoon Uitzichtlaan 7, over een afstand van 6 meter;

17.II.1.d.282.- Rittwegerstraat 17, over een afstand van 12 meter;

17.II.1.d.305.- Godshuizenlaan 41;

17.II.1.d.311.- Geleytsbeekstraat 10;

17.II.1.d.325.- Gelaarsde Katplein 9;

17.II.1.d.341.- Grasmusstraat, tegenover nummer 51;

17.II.1.d.342.- Messidorlaan 336;

17.II.1.d.343.- Meelbessenlaan 59;

17.II.1.d.359.- Geleytsbeekstraat 110;

17.II.1.d.362.- Dodonéestraat 5;

17.II.1.d.363.- Schoon Uitzichtlaan 105;

17.II.1.d.366.- Frambozenstruikstraat 59;

17.II.1.d.367.- Hamoirlaan, tegenover nummer 44;

17.II.1.d.368.- Victor Gambierstraat 18;

17.II.1.d.383.- Gatti de Gamondstraat, ter hoogte van nummer 126;

17.II.1.d.386.- Alphonse Asselbergsstraat, ter hoogte van nummer 70;

17.II.1.d.396.- Sophoraslaan 25;

17.II.1.d.401.- Roetaertstraat 70;

17.II.1.d.414.- Moensberg 14;

17.II.1.d.420.- Generaal Lotzstraat 50;

17.II.1.d.427.- Vanderkinderestraat 117;

17.II.1.d.430.- Victor Allardstraat 238;

Artikel 17.II.- Het parkeren is voorbehouden op de volgende plaatsen:

17.II.3- aan fietsen.

17.II.3.4.- Vanderkinderestraat 117;

Artikel 17.II.- Het parkeren is voorbehouden op de volgende plaatsen:

17.II.4- aan autocars.

17.II.4.33.- Diweg, ter hoogte van het kruispunt met de Overhemlaan, op vrijdag van 7.30 tot 9.00 uur, over een afstand van 12 meter;

Artikel 18.- Het parkeren is betalend op de afgebakende parkeerplaatsen in de volgende straten:

18.37.- Sint-Jobsplein 31-33, van maandag tot vrijdag van 7.00 tot 15.00 uur, over 15 meter; 18.40.- Edith Cavellstraat 151, van woensdag tot vrijdag van 8.00 tot 12.00 uur, over 12 meter; Artikel 19.- Het parkeren is verboden op de volgende plaatsen:

19.22.- Vanderkinderestraat, voor de kerk (inkeping);

19.95.- Langeveldstraat, ter hoogte van nummer 115-113A-104;

19.123.- Langeveldstraat, van de scheiding van nummer 88-90 tot het kruispunt met de Floridalaan;

19.124.- Langeveldstraat, van tegenover nummer 88 tot het kruispunt met de Floridalaan;

19.193.- Langeveldstraat, van nummer 32 tot nummer 36;

Artikel 20.- Op navolgende wegen zal op de rijbaan en evenwijdig met het trottoir een parkeerzone van minimaal 2 meter breed afgebakend worden:

20.141.- Sophoraslaan, van tegenover nummer 7 tot tegenover nummer 1;

20.142.- Sophoraslaan, van nummer 17 tot nummer 9;

Artikel 22.C.- Op de volgende plaatsen wordt een woonerf aangelegd, overeenkomstig de bijgevoegde plannen:

22.C.23.- Gendarmendreef, van de Terhulpensesteenweg tot de Eikenlaan;

Artikel 22.F.- Op de volgende plaatsen worden verhoogde inrichtingen aangelegd (plateaus):

22.F.50.- Gendarmendreef, ter hoogte van nummer 45 (2 verkeersdrempels); Artikel 28.- Op de volgende plaatsen worden zones 50 aangelegd:

28.17.- Wolvendaellaan;

28.20.- Winston Churchilllaan, uitgezonderd de rotonde;

28.24.- Jean en Pierre Carsoellaan, van de Dieweg tot het kruispunt met de Visserijstraat;

28.33.- Albertlaan, van het Vanderkindereplein tot de gemeentegrens;

Beslist:
de bovenvermelde maatregelen intrekken.

33 **Police de la circulation routière - règlement général complémentaire - abrogations et nouvelles dispositions.**

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 3 de l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière et sur la pose et le coût de la signalisation routière;

Vu les articles 60 et suivants de l'Arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique;

Vu l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu la circulaire ministérielle du 14 novembre 1977 relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière;

Considérant que les mesures prévues ci-après concernent la voirie communale et/ou régionale;

Abrogations:

Article 1 : Interdictions et restrictions de circulation.

Art.1.4. Accès interdit (masse)

Art.1.4.1. L'accès est interdit aux conducteurs de véhicules dont la masse en charge dépasse la masse indiquée. La mesure est matérialisée par des signaux C21, complétés éventuellement par un panneau additionnel portant la mention adéquate (par exemple excepté circulation locale).

Art.1.4.1.1. Moensberg, 3,5 tonnes (excepté circulation locale);

Article 4 : Canalisation de la circulation

Art.4.1. Ilot directionnel et zone d'évitement

Art.4.1.2. Une zone d'évitement est tracée sur les voies suivantes. La mesure est matérialisée par les marques de couleur blanche prévues à l'art. 77.4. de l'A.R.

Art.4.1.2.77. Rue Meyerbeer, 144 (1-3 m);

Art.4.1.2.035. Rue Stanley, 87 (1-3 m);

Art.4.1.2.036. Rue Stanley, 89 (1-3 m);

Nouvelles dispositions:

Article 1 : Interdictions et restrictions de circulation.

Art.1.1. Sens interdit

Art.1.1.1. Il est interdit à tout conducteur de circuler sur les voies ci-après, dans le sens et sur le tronçon indiqué en regard de chacune d'elles. La mesure est matérialisée par des signaux C1 et F19.

Art.1.1.1.1. Drève des Gendarmes, de l'avenue des Chênes vers la chaussée de la Hulpe;

Art.1.1.2. Il est interdit à tout conducteur de circuler sur les voies ci-après, dans le sens et sur le tronçon indiqué en regard de chacune d'elles, sauf pour les cyclistes. La mesure est matérialisée par le signal C1 complété par le panneau M2 ainsi que le F19 complété par le panneau M4. Art.1.1.2.17. Rue de Linkebeek, de la chaussée d'Alseberg vers le Moensberg;

Art.1.1.2.18. Rue Langeveld, de l'avenue de la Floride vers la rue des Framboisiers;

Art.1.1.2.19. Avenue des Alisiers, de l'avenue des Sophoras vers le n° 4; Art.1.2.

Accès interdit

Art.1.2.2. L'accès est interdit, sauf pour certaines catégories d'usagers, sur les voies ci-après. La mesure est matérialisée par des signaux C3 complétés par un panneau additionnel portant la mention ;1) Circulation locale ;2) Desserte locale ;3) Usage agricole ;4) Usage forestier ;5) ... 6) ...

Art.1.2.2.1. Avenue des Alisiers, du n° 13 jusqu'au n° 73;

Art.1.2.2.2. Avenue des Sophoras, de l'avenue des Alisiers jusqu'au n° 1;

Art.1.4. Accès interdit (masse)

Art.1.4.1. L'accès est interdit aux conducteurs de véhicules dont la masse en charge dépasse la masse indiquée. La mesure est matérialisée par des signaux C21, complétés éventuellement par un panneau additionnel portant la mention adéquate (par exemple excepté circulation locale).

Art.1.4.1.2. Rue de Linkebeek, 3,5 tonnes (excepté circulation locale);

Art.1.4.1.3. Drève des Gendarmes, 2,5 tonnes (excepté circulation locale);

Article 4 : Canalisation de la circulation

Art.4.1. Ilot directionnel et zone d'évitement

Art.4.1.2. Une zone d'évitement est tracée sur les voies suivantes. La mesure est matérialisée par les marques de couleur blanche prévues à l'art. 77.4. de l'A.R.

Art.4.1.2.208. Rue Meyerbeer, 144-146 (8 m);

Art.4.1.2.209. Avenue des Sophoras, 9 (1-3 m);

Art.4.1.2.210. Avenue des Sophoras, 17 (1-3 m);

Art.4.1.2.211. Avenue des Sophoras, côté opposé au n° 9 (1-3 m); Art.4.3.

Traversées

Art.4.3.1. Des passages pour piétons sont délimités aux endroits suivants. La mesure est matérialisée par des bandes de couleur blanche, parallèles à l'axe de la chaussée, conformément à l'art. 76.3. de l'A.R.

Art.4.3.1.55. Avenue des Alisiers, au carrefour avec l'avenue des Hospices;

Art.4.3.1.56. Avenue des Sophoras, au carrefour avec l'avenue des Hospices;

Art.4.3.1.57. Avenue des Sophoras, 1;

Article 5 : Arrêt et stationnement (signaux routiers)

Art.5.1. Stationnement interdit (interdiction générale)

Art.5.1.1. Le stationnement est interdit sur les voies ou tronçons de voies suivantes. La mesure sera matérialisée par des signaux E1, éventuellement complétés par un panneau additionnel portant la mention limitative prévue dans chaque cas.

Art.5.1.1.9. Avenue des Sophoras, du côté opposé au n° 17 au côté opposé au n° 9;

Art.5.1.1.10. Avenue des Alisiers, du n° 4 jusqu'à l'avenue des Sophoras;

Art.5.1.1.11. Avenue des Alisiers, du côté opposé au n° 1 au côté opposé au n° 11;

Art.5.4. Arrêt et stationnement interdits

Art.5.4.1. L'arrêt et le stationnement sont interdits sur les voies ou tronçons de voies suivantes. La mesure sera matérialisée par des signaux E3, éventuellement complétés par un panneau additionnel portant la mention limitative prévue dans chaque cas.

Art.5.4.1.4. Avenue des Sophoras, côté opposé au n° 1 (10 m);

Art.5.8. Stationnement autorisé

Art.5.8.1. Le stationnement est autorisé à tous les véhicules dans les endroits suivants. La mesure est matérialisée par des signaux E9a.

Art.5.8.1.33. Drève des Gendarmes, côté opposé au n° 3 (13 m);

Art.5.8.1.34. Drève des Gendarmes, côté opposé aux n°s 7-9 (15 m);

Art.5.8.1.35. Drève des Gendarmes, côté opposé aux n°s 11-15 (15 m);

Art.5.8.1.36. Drève des Gendarmes, côté opposé au n° 51C (15 m);

Art.5.8.1.37. Drève des Gendarmes, côté opposé au n° 57 (15 m);

Art.5.9. Stationnement réservé

Art.5.9.1. Le stationnement est réservé, dans les endroits suivants, à certaines catégories de véhicules: Personnes handicapées. La mesure est matérialisée par des signaux E9a complétés par un panneau additionnel sur lequel est reproduit le symbole d'une chaise roulante pour personnes handicapées.

Art.5.9.1.155. Drève des Gendarmes, côté opposé au n° 13 (6 m);

Art.5.9.1.156. Drève de Touraine, 11 (6 m);

Art.5.9.1.157. Avenue des Alisiers, 59 (6 m);

Art.5.9.1.158. Rue Joseph Bens, côté opposé au n° 1 (6 m);

Art.5.9.1.159. Avenue des Sophoras, 25 (6 m);

Art.5.9.1.160. Rue Vanderkindere, 115A (6 m);

Art.5.9.16. Le stationnement est réservé aux autocars aux endroits suivants. La mesure est matérialisée par des signaux E9d.

Art.5.9.16.3. Rue de Stalle, côté opposé au n° 19, du lundi au vendredi de 8 à 13h (15 m);

Article 6 : Arrêt et stationnement (marques routières)

Art.6.1. Stationnement interdit

Art.6.1.1. Le stationnement est interdit aux endroits suivants. La mesure est matérialisée par une ligne discontinue de couleur jaune tracée sur le bord réel de la chaussée ou sur la bordure du trottoir ou d'un accotement en saillie.

Art.6.1.1.3. Avenue des Alisiers, 1-3 (16 m);

Art.6.1.1.4. Avenue des Alisiers, du côté opposé au n° 4 jusqu'à l'avenue des Sophoras; Art.6.2.

Bande de stationnement

Art.6.2.1. Une bande de stationnement de 2 m au moins de largeur est délimitée parallèlement au trottoir dans les voies suivantes. La mesure est matérialisée par une large ligne continue de couleur blanche marquant le bord fictif de la chaussée, conformément à l'art. 75.2. de l'A.R.

Art.6.2.1.6. Avenue des Sophoras, du n° 17 au n° 9 et du côté opposé au n° 7 au côté opposé au n° 1;

Article 10 : Dispositions finales

Art.10.1. La signalisation prévue ci-dessus sera placée conformément aux dispositions de l'Arrêté Royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique et de l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Art.10.2. Le présent règlement sera soumis à l'approbation du Ministre de la Mobilité, après avis de la Commission Consultative pour la Circulation Routière, conformément à l'article 3 de l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière, la pose et le coût de la signalisation routière;

Décide:

d'approuver les mesures susmentionnées.

Politie op het wegverkeer - algemeen bijkomend reglement - intrekkingen en nieuwe bepalingen.

De Raad,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 3 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens;

Gelet op artikel 60 e.v. van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg;

Gelet op het ministerieel besluit van 11 oktober 1976 houdende de minimum afmetingen en de bijzondere plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens;

Gelet op de ministeriële omzendbrief van 14 november 1977 betreffende de aanvullende reglementen en de plaatsing van verkeerstekens;

Overwegende dat de hierna voorziene maatregelen gemeentewegen en/of gewestwegen betreffen;
Intrekkingen:

Artikel 1 : Verkeersverbod en -beperking.

Art.1.4. Verboden toegang (massa)

Art.1.4.1. De toegang is verboden voor bestuurders van voertuigen waarvan het gewicht in beladen toestand hoger is dan het aangeduide gewicht. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden C21, eventueel aangevuld met een onderbord met de geschikte vermelding (bv. uitgezonderd plaatselijk verkeer).

Art.1.4.1.1. Moensberg, 3,5 ton (uitgezonderd plaatselijk verkeer);

Artikel 4 : Kanaliseren van het verkeer

Art.4.1. Verkeersgeleider en verdrijvingsvlak

Art.4.1.2. Een verdrijvingsvlak wordt aangebracht op de volgende wegen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door witte strepen, conform artikel 77.4. van het K.B.

Art.4.1.2.77. Meyerbeerstraat, 144 (1-3m);

Art.4.1.2.035. Stanleystraat, 87 (1-3m);

Art.4.1.2.036. Stanleystraat, 89 (1-3m);

Nieuwe bepalingen:

Artikel 1 : Verkeersverbod en -beperking.

Art.1.1. Verboden richting

Art.1.1.1. Het is voor iedere bestuurder verboden te rijden op de onderstaande wegen, in de richting en weggedeelte zoals aangegeven op deze wegen. Deze maatregel wordt kenbaar gemaakt door het plaatsen van de verkeersborden C1 en F19.

Art.1.1.1.1. Gendarmendreef, van de Eikenlaan naar de Terhulpensesteenweg;

Art.1.1.2. Het is voor iedere bestuurder verboden te rijden op de onderstaande wegen, in de richting en weggedeelte zoals aangegeven op deze wegen, behalve voor fietsers. Deze maatregel wordt kenbaar gemaakt met het verkeersbord C1 aangevuld met het bord M2 alsook F19 aangevuld met het bord M4.

Art.1.1.2.17. Linkebeekstraat, van de Alsebergsesteenweg naar de Moensberg;

Art.1.1.2.18. Langeveldstraat, van de Floridalaan naar de Frambozenstraat;

Art.1.1.2.19. Meelbessenlaan, van de Sophoraslaan naar het nr. 4;

Art.1.2. Verboden toegang

Art.1.2.2. De toegang is verboden, behalve voor bepaalde categorieën gebruikers, tot de volgende wegen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door het plaatsen van verkeersborden C3 aangevuld met een bijkomend bord met de vermelding:1) Plaatselijk verkeer;2) Plaatselijke bediening;3) Landbouwersgebruik;4) Bosbouwgebruik;5) ... 6) ...

Art.1.2.2.1. Meelbessenlaan, van het nr. 13 tot aan het nr. 73;

Art.1.2.2.2. Sophoraslaan, van de Meelbessenlaan tot aan het nr. 1;

Art.1.4. Verboden toegang (massa)

Art.1.4.1. De toegang is verboden voor bestuurders van voertuigen waarvan het gewicht in beladen toestand hoger is dan het aangeduide gewicht. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden C21, eventueel aangevuld met een onderbord met de geschikte vermelding (bv. uitgezonderd plaatselijk verkeer).

Art.1.4.1.2. Linkebeekstraat, 3,5 ton (uitgezonderd plaatselijk verkeer);

Art.1.4.1.3. Gendarmendreef, 2,5 ton (uitgezonderd plaatselijk verkeer);

Artikel 4 : Kanaliseren van het verkeer

Art.4.1. Verkeersgeleider en verdrijvingsvlak

Art.4.1.2. Een verdrijvingsvlak wordt aangebracht op de volgende wegen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door witte strepen, conform artikel 77.4. van het K.B.

Art.4.1.2.208. Meyerbeerstraat, 144-146 (8m);

Art.4.1.2.209. Sophoraslaan, 9 (1-3m);

Art.4.1.2.210. Sophoraslaan, 17 (1-3m);

Art.4.1.2.211. Sophoraslaan, aan de overkant van het nr. 9 (1-3m);

Art.4.3. Oversteekplaatsen

Art.4.3.1. Oversteekplaatsen voor voetgangers worden afgebakend op de volgende plaatsen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door witte evenwijdige strepen, parallel met de as van de rijweg, conform artikel 76.3. van het K.B.

Art.4.3.1.55. Meelbessenlaan, aan het kruispunt met de Godshuizenlaan;

Art.4.3.1.56. Sophoraslaan, aan het kruispunt met de Godshuizenlaan;

Art.4.3.1.57. Sophoraslaan, 1;

Artikel 5 : Stilstaan en parkeren (verkeersborden)

Art.5.1. Parkeerverbod (algemeen verbod)

Art.5.1.1. Het parkeren is verboden op de volgende wegen of straatsectie. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden E1, eventueel aangevuld door een onderbord met de beperkende bemerking.

Art.5.1.1.9. Sophoraslaan, van de overkant van het nr. 17 tot aan de overkant van het nr. 9;

Art.5.1.1.10. Meelbessenlaan, van het nr. 4 tot aan de Sophoraslaan ;

Art.5.1.1.11. Meelbessenlaan, van de overkant van het nr. 1 tot aan de overkant van het nr. 11;

Art.5.4. Stilstaan en parkeren verboden

Art.5.4.1. Het stilstaan en parkeren zijn verboden op de volgende wegen of straatsectie. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden E3, eventueel aangevuld met een onderbord met de beperkende vermelding voorzien in elk betreffend geval.

Art.5.4.1.4. Sophoraslaan, aan de overkant van het nr. 1 (10m);

Art.5.8. Parkeren toegelaten

Art.5.8.1. Het parkeren is toegelaten voor alle voertuigen op de volgende plaatsen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden E9a.

Art.5.8.1.33. Gendarmendreef, aan de overkant van het nr. 3 (13m);

Art.5.8.1.34. Gendarmendreef, aan de overkant van de nrs. 7-9 (15m);

Art.5.8.1.35. Gendarmendreef, aan de overkant van de nrs. 111-15 (15m);

Art.5.8.1.36. Gendarmendreef, aan de overkant van het nr. 51C (15m);

Art.5.8.1.37. Gendarmendreef, aan de overkant van het nr. 57 (15m);

Art.5.9. Parkeren voorbehouden

Art.5.9.1. Het parkeren is voorbehouden op de volgende plaatsen voor bepaalde categorieën voertuigen: Personen met een handicap. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden E9a aangevuld met een onderbord waarop het symbool van een rolstoel voor personen met een handicap afgebeeld is.

Art.5.9.1.155. Gendarmendreef, aan de overkant van het nr. 13 (6m);

Art.5.9.1.156. Tourainedreef, 11 (6m);

Art.5.9.1.157. Meelbessenlaan, 59 (6m);

Art.5.9.1.158. Joseph Bensstraat, aan de overkant van het nr. 1 (6m);

Art.5.9.1.159. Sophoraslaan, 25 (6m);

Art.5.9.1.160. Vanderkinderestraat, 115A (6m);

Art.5.9.16. Het parkeren is voorbehouden op de volgende plaatsen voor autocars. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door de verkeersborden E9d.

Art.5.9.16.3. Stallestraat, aan de overkant van het nr. 19, maandag tot vrijdag van 8 tot 13u (15m);

Artikel 6 : Stilstaan en parkeren (wegmarkeringen)

Art.6.1. Parkeerverbod

Art.6.1.1. Parkeren is verboden op de volgende plaatsen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door een gele onderbroken streep op de werkelijke rand van de rijbaan of op de boord van het trottoir of van een verhoogde berm.

Art.6.1.1.3. Meelbessenlaan, 1-3 (16m);

Art.6.1.1.4. Meelbessenlaan, van de overkant van het nr. 4 tot aan de Sophoraslaan; Art.6.2.

Parkeerstrook

Art.6.2.1. Een parkeerstrook van minimaal 2 meter breedte wordt afgebakend op de rijbaan parallel met het trottoir in de volgende wegen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door een doorlopende witte streep die de fictieve boord aangeeft van de rijbaan, conform artikel 75.2. van het K.B.

Art.6.2.1.6. Sophoraslaan, van het nr° 17 tot het nr. 9 en van de overkant van het nr. 7 tot aan de overkant van het nr. 1;

Artikel 10 : Slotbepalingen

Art.10.1. De hierboven voorziene signalisatie wordt geplaatst conform de bepalingen van het K.B. van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg en het M.B. van 11 oktober 1976 waarbij de minimum afmetingen en de bijzondere plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens worden bepaald;

Art.10.2. Het onderhavige reglement wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de Minister van Mobiliteit, na advies van de Raadgevende Commissie voor het Wegverkeer, conform artikel 3 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens;

Beslist:

de bovenvermelde maatregelen goed te keuren.

DÉPARTEMENT AFFAIRES ÉDUCATIVES - DEPARTEMENT EDUCATIEVE ZAKEN

Egalité - Gelijkheid

34

Service Egalité des Chances et des Genres.- Conseil Consultatif pour l'Egalité des genres.Rapport annuel 2024.

Le Conseil,

Vu qu'en séance du 9 février 2021, l'Assemblée a marqué son accord sur la création d'un Conseil Consultatif;

Vu que le Collège a pris acte du Rapport annuel 2024 du Conseil Consultatif pour l'Egalité des Genres.

Décide :

de prendre acte du rapport annuel 2024 du Conseil Consultatif pour l'Egalité des Genres.

Dienst Gelijke Kansen en Gendergelijkheid.- Adviesraad voor Gendergelijkheid: jaarverslag 2024.

De raad,

Aangezien de vergadering in zitting van 9 februari 2021 haar goedkeuring verleend heeft aan de oprichting van een adviesraad;

Aangezien het college akte genomen heeft van het jaarverslag 2024 van de Adviesraad voor Gendergelijkheid.

Beslist :

Akte te nemen van het jaarverslag 2024 van de Adviesraad voor Gendergelijkheid.

DÉPARTEMENT AFFAIRES SOCIALES ET ÉCONOMIQUES - DEPARTEMENT SOCIALE EN ECONOMISCHE ZAKEN

Action sociale - Sociale actie

35 Maisons de quartier - Adoption d'un règlement d'ordre intérieur.

Le Conseil,

Attendu la décision du Collège du 28/11/2023 de transformer les centres seniors en Maisons de quartier;
Attendu que les Maisons de quartier, en accord avec la déclaration de politique communale, ont pour mission de favoriser le lien social et lutter contre l'isolement, en proposant des lieux de socialisation et en mettant en place des projets socio-culturels et citoyens visant à renforcer la participation et la mixité des publics;

Considérant que le bon fonctionnement des Maisons de quartier nécessite l'adoption d'un règlement d'ordre intérieur devant garantir une cohabitation harmonieuse des usagers, le bien-être de chacun et leur accessibilité.

Décide :

D'adopter le règlement d'ordre intérieur des maisons de quartier qui entrera en vigueur le 1er janvier 2026.

Buurhuis - Goedkeuring

De raad,

Gelet op de beslissing van het college van 28/11/2023 om de seniorencentra om te vormen tot buurthuizen;

Aangezien de buurthuizen, in overeenstemming met de gemeentelijke beleidsverklaring, tot taak hebben de sociale cohesie te bevorderen en isolement te bestrijden door plaatsen aan te bieden waar mensen met elkaar in contact kunnen komen en door sociaal-culturele en maatschappelijke projecten op te zetten die de participatie en diversiteit van het publiek vergroten;

Aangezien de goede werking van de buurthuizen een huishoudelijk reglement vereist dat een harmonieus samenleven tussen de gebruikers, het welzijn van iedereen en hun toegankelijkheid moet garanderen. Beslist:
Zijn goedkeuring te verlenen aan het huishoudelijk reglement van de buurthuizen dat op 1 januari 2026 van kracht wordt

36 CENTRALE DES MOINS MOBILES UCCLOISE - MPACT

Le Conseil,

Considérant que, en séance du Conseil du 22 mai 2014, la Commune a adhéré au projet « Centrale des Moins Mobiles » (actuellement "Mpact");
Considérant qu'il s'agit d'un service payant de transport social visant à permettre aux personnes moins mobiles (reconnaissance de handicap de minimum 9 points auprès du SPF Sécurité Sociale ou un certificat médical attestant de l'incapacité à prendre les transports en commun) et disposant de faibles revenus (revenu égal ou inférieur au plafond du montant BIM) de rompre leur isolement social, grâce au soutien et à l'accompagnement de chauffeurs bénévoles utilisant leur propre véhicule, défrayés au kilomètre et bénéficiant d'une assurance à charge de "Mpact" ;
Considérant que Mpact ASBL gère elle-même le service Mobitwin sur le territoire de la région de Bruxelles-Capitale, à l'exception des communes de Jette, Watermael-Boitsfort et Uccle qui ont leur propre centrale Mobitwin ;
Considérant que, depuis l'épidémie de Covid-19 en 2021, une diminution significative du nombre de trajets effectués dans le cadre du projet "Mpact " a été constatée ;

Année	Trajets effectués	Nombre d'inscrits	Nombre de chauffeurs inscrits
2016	733	66	8
2017	583	47	11
2018	520	68	10
2019	483	47	10
2020	106	30	10
2021	74	7	4
2022	164	17	4
2023	40	12	3
2024	15	2	2
2025	26	1	2

Considérant qu'il est de plus en plus difficile de trouver des chauffeurs bénévoles vu le coût d'entretien d'un véhicule, le faible défraiement octroyé aux bénévoles (actuellement 0.42 € par kilomètre parcouru) et que la circulation en milieu urbain (intensité du trafic aux heures de pointe) est chronophage ;
Considérant que les Ucclois(es) de 75 ans au moins ou reconnus handicapé(e)s à 66% et plus (9 points) par le SPF Sécurité Sociale bénéficiant d'un revenu BIM peuvent obtenir des chèques-taxis auprès de la commune ;
Considérant qu'il existe d'autres offres de transports pour les personnes à mobilité réduite ;
Considérant que, dans ce contexte, il apparaît opportun de mettre fin à l'adhésion ;

Décide:

- D'approuver la fin de l'adhésion au projet « Mpact »

UCCLES CENTRAAL VOOR DE MINDER MOBIELE - MPACT

De raad,

Overwegende dat de gemeente zich tijdens de raad in zitting van 22 mei 2014 heeft aangesloten bij het project "Minder Mobielen Centrale" (nu "Mpact");

Overwegende dat het hier gaat om een betalende sociale vervoersdienst die erop gericht is mensen die minder mobiel zijn (erkenning van een handicap van minstens 9 punten door de FOD Sociale Zekerheid of een medisch attest waaruit blijkt dat ze geen gebruik kunnen maken van het openbaar vervoer) en die een laag inkomen hebben (inkomen gelijk aan of lager dan het RoVT-plafond) in staat te stellen uit hun sociaal isolement te geraken, dankzij de steun en hulp van vrijwillige chauffeurs die hun eigen voertuigen gebruiken, betaald per kilometer en verzekerd door "Mpact".

Overwegende dat vzw Mpact zelf de Mobitwin-dienst beheert op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, met uitzondering van de gemeenten Jette, Watermaal-Bosvoorde en Ukkel, die over een eigen Mobitwin-centrale beschikken;

Overwegende dat, sinds de Covid-19-epidemie in 2021, het aantal ritten in het kader van het "Mpact"project aanzienlijk is gedaald;

Jaar	Uitgevoerde trajecten	Aantal ingeschrevenen	Aantal ingeschreven chauffeurs
2016	733	66	8
2017	583	47	11
2018	520	68	10
2019	483	47	10
2020	106	30	10
2021	74	7	4
2022	164	17	4
2023	40	12	3
2024	15	2	2
2025	26	1	2

Overwegende dat het steeds moeilijker wordt om vrijwillige chauffeurs te vinden, gezien de onderhoudskosten van een voertuig, de lage vergoeding voor vrijwilligers (momenteel € 0,42 per afgelegde kilometer) en de tijdrovende aard van het rijden in stedelijke gebieden (druk verkeer tijdens piekuren);

Overwegende dat de Ukkelaars die minstens 75 jaar oud zijn of voor 66% of meer gehandicapt zijn (9 punten) door de FOD Sociale Zekerheid en die een RoVT-inkomen ontvangen, taxicheques kunnen krijgen van de gemeente;

Overwegende dat er andere vervoersmogelijkheden zijn voor personen met een beperkte mobiliteit;

Overwegende dat het in deze context passend lijkt het lidmaatschap te beëindigen;

Beslist:

Zijn goedkeuring te verlenen aan het einde van het lidmaatschap van het project "Mpact"

Tutelle CPAS - Toezicht OCMW

37 CPAS - Budget 2025 - Modification budgétaire n°4 - Service exploitation.

Le Conseil,

Vu le budget du Centre Public d'Action Sociale d'Uccle pour l'exercice 2025;

Considérant la délibération du bureau permanent du CPAS du 10/10/2025 demandant au Collège des Bourgmestre et Echevins l'autorisation de procéder à une dépense imprévue et urgente, à défaut de crédits budgétaires suffisants, relative au paiement d'une indemnité de rupture;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 14/10/2025 autorisant la dépense urgente pour un montant de 5.635,20€ à charge du CPAS de porter par modification budgétaire le crédit au budget 2025;

Vu les articles 26 bis et 88, § 2 et 112 bis §1 et 4 de la loi organique;

Attendu que par sa délibération du 26/11/2025, parvenue à notre administration le 01/12/2025, le Conseil de l'action sociale a décidé d'arrêter les modifications budgétaires n° 4 du service exploitation;

Attendu que ces modifications n'augmentent pas la dotation communale,

Décide d'approuver ces modifications budgétaires n°4.

OCMW - Begroting 2025 - Begrotingswijziging nr4 - Exploitatiedienst.

De Raad,

Gelet op de begroting voor het jaar 2025 van het Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Ukkel; Gelet op de beraadslaging van het permanent bureau van het OCMW van 10/10/2025 met het verzoek aan het college van burgemeester en schepenen om, bij gebrek aan voldoende begrotingskredieten, over te gaan tot een onvoorziene en dringende uitgave in verband met de betaling van een verbrekingsvergoeding;

Gelet op de beraadslaging van het college van burgemeester en schepenen van 14/10/2025 waarbij de dringende uitgave van € 5.635,20 wordt toegestaan en waarbij het OCMW het krediet via een begrotingswijziging op de begroting 2025 dient te plaatsen;

Gelet op artikels 26 bis en 88, § 2 en 112 bis § 1 en 4 van de organieke wet;

Aangezien de Raad voor Maatschappelijke Welzijn bij beraadslaging van 26/11/2025, bij het gemeentebestuur aangekomen op 01/12/2025, besloten heeft de wijzigingen nr 4 van de exploitatiedienst goed te keuren;

Aangezien dat deze beslissingen geen verhoging van de gemeentelijke tussenkomst meebrengen, Beslist deze begrotingswijzigingen nr4 goed te keuren.

DÉPARTEMENT AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET POLITIQUE FONCIÈRE DEPARTEMENT RUIMTELIJKE ORDENING EN GRONDBELEID

Environnement - Milieu

- 38 **Reconnexion du Geleytsbeek entre le parc Fond’Roy et le bas du Kauwberg : travaux de pose de conduites et interventions ponctuelles sur les raccordements des conduites dans la Vieille Rue du Moulin.- Exercice 2025 - Mode de financement - Approbation de la dépense, engagement de la dépense, désignation de Vivaqua, approbation de la convention liant la Commune d’Uccle à Vivaqua.**

Le Conseil,

Vu les objectifs, actions, mesures ou engagements de la Commune relatifs à la lutte contre les inondations, à la gestion durable des eaux et à la protection du patrimoine naturel repris dans les différents outils de planification, de réglementation ainsi que dans les motions votées par l’Assemblée

tels que repris dans la délibération du 23 novembre 2023 relative à la désignation de Vivaqua pour la pose de d'une conduite d'eau pluviale chaussée de Saint-Job;

Considérant que le projet de reconnexion du Geleytsbeek depuis ses sources historiques dans le parc Fond'Roy jusqu'au bas du Kauwberg est repris textuellement à la fois dans la Déclaration de Politique Générale et dans la fiche AD1 du volet territoire du Programme d'Action Climat (PAC) à travers les actions 1.2 relatives à la lutte contre les inondations et 1.4 relative à la restauration du réseau hydrographique;

Vu qu'une majeure partie du fond de la vallée du Geleytsbeek est reprise dans la carte d'aléa d'inondation de 2019 de Bruxelles Environnement comme zone à aléa élevé à moyen, et que les secteurs statistiques à proximité de la chaussée de Saint-Job, l'avenue Dolez et de la Vieille Rue du Moulin ont tous été identifiés avec un indice de vulnérabilité moyen à significatif dans la « Cartographie des vulnérabilités de la commune d'Uccle aux changements climatiques » réalisée en 2022 et intégrée au volet territoire du PAC;

Vu les exigences européennes en matière de lutte contre les inondations (Directive Inondations 2007/60/CE) traduites par les objectifs régionaux et actions du Plan de Gestion de l'Eau 2022-2027 de la Région de Bruxelles-Capitale et notamment l'Axe 5 : « Améliorer la résilience du territoire face aux risques liés au changement climatique », avec les objectifs de « diminuer la fréquence et l'ampleur des inondations », « d'assurer un écoulement optimum dans le réseau hydrographique » et « d'assurer un écoulement optimum dans le réseau d'assainissement »;

Considérant les nombreux et récurrents épisodes d'inondations significatives recensés à Uccle ces dernières années, dont certains ont marqué les mémoires dans les fonds de vallées, d'autre part les records de précipitations et d'humidité qui ne cessent d'être régulièrement battus depuis 2016 (source IRM) et enfin les projections détaillées dans de nombreux rapports scientifiques qui confirment une augmentation de la fréquence et de l'intensité d'épisodes pluvieux extrêmes ;

Considérant que les inondations sont essentiellement dues au refoulement des réseaux d'égouts en cas de fortes précipitations (ceux-ci n'étant pas dimensionnés pour recevoir un flux d'eaux claires important), puis à la concentration du ruissellement des eaux sur les surfaces imperméabilisées;

Considérant que les deux bassins d'orage aménagés par Vivaqua dans la vallée du Geleytsbeek, au niveau de la place de Saint-Job et du Parking communal en face du magasin Sequoia, ne peuvent à eux seuls garantir la sécurité des habitants de la vallée de Saint-Job face au risque d'inondation, (la pluie de travail ayant servi à leur dimensionnement est une pluie de temps de retour de 10 ans aujourd'hui largement dépassée), et que des mesures doivent également être prises par les pouvoirs locaux au niveau de la gestion intégrée des eaux pluviales ou à défaut de la gestion alternative (systèmes séparatifs);

Considérant les nombreux projets, dont certains d'ampleur, consentis par l'Assemblée depuis plusieurs années et initiés par la Coordination eau communale, tels que le réaménagement du bas du Kauwberg, le réaménagement du Carrefour Saint-Job/Chênaie/Repos, la reconnexion du Geleytsbeek entre le carrefour précité et la rue Helleveldt au moyen d'une conduite séparative, la traversée de la rue Papenkasteel, le réaménagement du Domaine Papenkasteel, le Jardin de pluie de Saint-Job et le réaménagement de plusieurs parcelles bordant le Geleytsbeek entre le Kauwberg et le Clos Bourgmestre de Keyser, qui contribuent à lutter contre les inondations dans la vallée de Saint-Job et améliorer la qualité de vie des habitants en permettant la résilience progressive du Geleytsbeek; Considérant que les eaux du parc Fond'Roy, qui constitue la source historique du Geleytsbeek, sont actuellement rejetées dans l'égout de la Vieille rue du Moulin, contribuant à la saturation de l'égout et donc aux inondations, et que ce tronçon constitue le dernier grand défi à relever en vue de rétablir cette continuité historique du ruisseau;

Considérant que les aménagements réalisés dans le bas du Kauwberg et dans les projets en aval dans la vallée ont été dimensionnés de manière à pouvoir recevoir un débit supplémentaire provenant de l'amont;

Considérant que ce projet global de reconnecter les sources historiques du Geleytsbeek du Parc Fond'Roy au bas du Kauwberg, d'aménagement en surface pour la remise à ciel ouvert du ruisseau lorsque cela est possible et pour la lutte contre les inondations a fait l'objet d'une étude subsidiaire en

2019 et validée par Bruxelles Environnement, que l'Assemblée a validé le projet en séance du 10 janvier 2023 et que celui-ci a été présenté aux riverains le 19 janvier 2023, dont les retours furent positifs;

Considérant que ce projet dans sa totalité englobe le périmètre formé, d'amont en aval, par l'entrée du Parc Fond'Roy, la Vieille Rue du Moulin et les carrefours qu'elle forme respectivement avec les avenues Hoche, du Directoire, Dolez, la rue de Wansijn, ainsi que l'avenue Dolez jusqu'au croisement avec la Chaussée de Saint-Job, y compris le parking Est au niveau de ce croisement;

Considérant que ce projet prévoit un réaménagement de façades à façades dans la partie aval de l'Avenue Dolez et la partie aval de la Vieille Rue du Moulin dans la mesure où l'espace public n'est pas toujours en très bon état (nids de poule, réparations de l'asphalte suite au chantier de construction des déversoirs du bassin d'orage de Vivaqua, ancien arrêt de bus désaffecté devant le Kauwberg, affaissements et réparations ponctuelles de trottoirs et d'entrées carrossables, revêtement ponctuel en dolomie, etc.);

Considérant que l'aménagement de surface du projet a été établi en concertation avec le service de la Voirie et qu'il comprendra en résumé :

- la désimperméabilisation et la création de zones de plantations et la mise à ciel ouvert du ruisseau historique dans 3 tronçons (338 m au total) entre le parc Fond'Roy et le Kauwberg
- la création d'une piste cyclable séparée sur cet Itinéraire Cyclable Régional (ICR) et la sécurisation des modes doux
- la sécurisation des carrefours (Dolez-Wansijn, Wansijn-Vander Noot) et l'encadrement du stationnement sans suppression de l'offre la rénovation complète de l'espace public le déplacement et le réaménagement d'un arrêt de bus
- la revalorisation des perspectives paysagères par un corridor végétal de fraîcheur, la plantation d'arbres et la création d'un corridor écologique et des liens biologiques (maillage vert et bleu) entre le Parc Fond'Roy et le bas du Kauwberg, deux espaces Natura 2000;

Considérant de manière plus spécifique les objectifs hydrologiques et de lutte contre les inondations avec la création d'espaces verts accueillant le Geleytsbeek remis à ciel ouvert (maillage bleu) et servant également de noue pour gérer les eaux pluviales des espaces publics et de certaines toitures attenantes pour les conduire vers un réseau de caniveaux enterrés à faible profondeur (maillage pluie) aboutissant au Kauwberg, pour y être temporisées (lutte contre les inondations) avant de rejoindre le Geleytsbeek;

Considérant qu'au vu l'ampleur du projet, il a été proposé de prévoir un phasage en 2 parties pour le réaménagement de surface, en commençant tout d'abord par la partie amont jusqu'au carrefour Dolez/Vieille Rue du Moulin/de Wansijn (carrefour non inclus dans cette phase) dans la foulée des travaux de Vivaqua;

Considérant que l'entreprise Nutons S.A., Rue des Praules 9 à 5030 Gembloux, a été désignée en séance du 30.12.2024 comme entrepreneur-adjudicataire au montant de 345.857,82 € TVAC pour le réaménagement de surface de la Vieille rue du Moulin;

Considérant qu'un accord a été trouvé avec Vivaqua pour que cette entreprise s'occupe des aménagements enterrés, c'est-à-dire le placement de la conduite d'eau pluviale et des parties de conduite du ruisseau lorsque sa mise à ciel ouvert n'est pas possible, via leurs marchés cadres et la signature d'une convention, à l'instar de la convention qui a été ratifiée en séance du 23 novembre 2023 par le Conseil Communal pour la connexion entre le carrefour Saint-Job/Chênaie/Repos et le croisement Saint-Job/Hellevelt;

Considérant cependant que, devant les contraintes géologiques et hydrogéologiques particulièrement importantes dans cette zone, conduisant à l'utilisation de techniques de génie civiles complexes et coûteuses, le service de l'Environnement a suivi les recommandations de Vivaqua et demandé au bureau d'étude Urban Water de simplifier autant que possible le projet en minimisant les zones de pose de conduites profondément enterrées ;

Considérant que ces adaptations ont conduit à l'utilisation de caniveaux en béton placés de manière plus superficielle en aval du carrefour Vieille Rue du Moulin-l'Avenue Hoche (pour la majeure partie pluviale) et en aval du carrefour Vieille Rue du Moulin-Avenue Dolez (pour les parties sous pertuis du

ruisseau et la partie amont de la conduite pluviale), qui pourront être placés lors du réaménagement de surface;

Considérant néanmoins que pour des contraintes de niveaux topographiques (notamment dans le parc Fond’Roy), la partie amont du projet n’a pu être simplifiée et nécessitera l’utilisation de techniques spéciales (enceinte étanche et rabattement spécifique de la nappe phréatique, pose des conduites sur des pieux...) par Vivaqua sur une distance estimée à plus de 160 m depuis le moine du parc Fond’Roy jusqu’après le carrefour Vieille Rue du Moulin-Avenue Hoche;

Considérant que les estimations actuelles du nombre de mètres linéaires de nappe phréatique à rabattre sont basées à la fois sur des observations lors de fouilles ponctuelles et lors de chantier de concessionnaires en cours, le placement ponctuel de piézomètres, des essais de sols et forages (caractéristiques et portance des sols) et sur une étude spécifique de rabattement de nappe en cours qui vise à préciser les solutions à mettre en œuvre;

Considérant que selon les fluctuations de la nappe phréatique, la traversée du carrefour Vieille Rue du Moulin-Avenue Dolez et les derniers mètres pour rejoindre le Kauwberg pourraient également nécessiter des rabattements de nappe mais à des profondeurs bien moindres;

Considérant que les travaux dans la partie amont nécessiteront la suppression du rejet actuel du ruisseau à l’égout dans la Vieille Rue du Moulin, la prise de précautions lors de la pose des conduites dues à la proximité de l’égout, la création de chambres de visite pour accéder au ruisseau, souvent très proches de chambres de visite préexistantes de l’égout, la suppression de raccordements d’avaloirs de l’égouts, etc. ;

Considérant que Vivaqua est prête à réaliser cette partie très technique du chantier communal en raison de synergies avec leurs interventions locales de rénovation de l’égout et des branchements individuels;

Considérant que Vivaqua est le gestionnaire délégué de la Commune pour les ouvrages souterrains de gestion des eaux pour les quatre missions d’assainissement qui lui ont été confiées;

Considérant dès lors que pour toutes ces raisons techniques et administratives Vivaqua est la seule entreprise qui dispose de l’expertise et des moyens techniques nécessaires à l’exécution d’un chantier pour le compte de la Commune d’Uccle;

Considérant qu’il est dès lors possible de désigner Vivaqua en vertu de l’article 15 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, qui dispense le pouvoir adjudicateur d’une procédure de passation dès lors qu’il a recours à une centrale d’achat ou de marchés;

Vu le devis proposé par Vivaqua en date du 12 novembre 2025, d’un montant de 1.240.672,74 € HTVA pour la pose d’une conduite d’eau claire et d’une conduite d’eau pluviale entre le parc Fond’Roy et l’avenue Hoche et interventions ponctuelles sur les raccordements de la conduite d’eau pluviale dans le cadre du projet communal de reconnexion du Geleytsbeek entre le parc Fond’Roy et le bas du Kauwberg, auquel il faut rajouter les frais généraux de 15% de Vivaqua, les investigations et analyses tels que repris dans la proposition de convention;

Vu la Convention en annexe entre Vivaqua et la Commune d’Uccle, rédigée sur base d’une convention similaire (« Pose d’une conduite d’eau pluviale dans la chaussée de Saint-Job et interventions ponctuelles sur les raccordements de la conduite d’eau pluviale de l’avenue de la chânaie », validée par les services juridiques de la Commune et de Vivaqua et validée par l’Assemblée en séance du 23 novembre 2023), pour la réalisation des prestations et des travaux dans le cadre de ce projet;

Considérant que Vivaqua attribue ses marchés publics de travaux d’égouttage sur base d’un accord-cadre avec plusieurs opérateurs remis en concurrence à l’occasion de chaque chantier et que cet accord-cadre inclut l’ensemble des postes nécessaires à la réalisation des travaux précités;

Considérant que les dépenses seront financées par emprunt ;

Considérant que le projet est estimé à 1.763.385,04 € TVAC, mais qu’il s’agit de prix maximums, que les prix unitaires englobent déjà la révision de 40% due à l’inflation des prix ces dernières années, et que la remise en concurrence des entreprises à travers le marché cadre de Vivaqua devrait permettre de diminuer le cout réel du projet;

Considérant que la TVA sera versée par la Recette communale au SPF Finances par autoliquidation;

Décide :

D'autoriser la passation d'un marché public pour la pose de la conduite séparative pour le Geleytsbeek et la pose d'une conduite d'eau pluviale sous la Vieille Rue du Moulin, pour un montant total de 1.763.385,04 € TVAC prévu à l'article 879/732-60/93-20250314 du budget extraordinaire 2025 ;

D'approuver la convention qui lie la Commune à Vivaqua et qui fixe les modalités d'intervention des parties;

D'approuver la désignation de Vivaqua, Boulevard de l'Impératrice 17-19 à 1000 Bruxelles, au montant de son devis de 1.763.385,04 € TVAC, pour les raisons techniques et institutionnelles précitées en vertu de l'article 15 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

D'approuver l'engagement de la dépense.

Heraansluiting van de Geleytsbeek tussen het Vronerodepark en de voet van de Kauwberg: plaatsing van leidingen en gerichte interventies op de aansluitingen van de leidingen in de Oude Molenstraat.- Dienstjaar 2025 - Financieringswijze - Goedkeuring van de uitgave, vastlegging van de uitgave, aanstelling van Vivaqua, goedkeuring van de overeenkomst tussen de gemeente Ukkel en Vivaqua.

De raad,

Gelet op de doelstellingen, acties, maatregelen of verbintenissen van de gemeente inzake de strijd tegen overstromingen, het duurzaam beheer van het water en de bescherming van het natuurlijk erfgoed, opgenomen in de verschillende plannings- en regelgevende instrumenten en in de moties gestemd door de vergadering zoals opgenomen in de beraadslaging van 23 november 2023 met betrekking tot de aanstelling van Vivaqua voor de plaatsing van een regenwaterleiding in de SintJobsesteenweg;

Overwegende dat het project voor de heraansluiting van de Geleytsbeek vanaf haar historische bronnen in het Vronerodepark tot aan de voet van de Kauwberg letterlijk opgenomen is in de algemene beleidsverklaring en in fiche AA1 van het luik Grondgebied van het

Klimaatactieprogramma (KAP) doorheen actie 1.2 met betrekking tot de strijd tegen overstromingen en 1.4 met betrekking tot het herstel van het hydrografisch netwerk;

Aangezien een groot deel van de valleibodem van de Geleytsbeek op de overstromingsgevaarkaart van Leefmilieu Brussel van 2019 opgenomen is als een gebied met grote tot middelgrote kans en aangezien de statistische sectoren in de buurt van de Sint-Jobsesteenweg, de Dolezlaan en de Oude Molenstraat allemaal geïdentificeerd werden met een matige tot aanzienlijke kwetsbaarheidsindex op de "Kaart met de kwetsbaarheden van de gemeente Ukkel voor de klimaatverandering", opgesteld in

2022 en geïntegreerd in het luik Grondgebied van het KAP;

Gelet op de Europese vereisten inzake strijd tegen overstromingen (richtlijn Overstromingen 2007/60/EG), vertaald door de gewestelijke doelstellingen en acties van het Waterbeheerplan 2022-2027 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, en meer bepaald Pijler 5: "De veerkracht van het grondgebied versterken ten opzichte van de risico's die verbonden zijn aan de klimaatverandering", met de doelstellingen "de frequentie en de omvang van overstromingen verminderen", "een optimale afwatering in het hydrografisch netwerk verzekeren" en "een optimale afwatering in het rioolnetwerk verzekeren";

Overwegende de talrijke en herhaaldelijke feiten van aanzienlijke overstromingen die de laatste jaren in Ukkel opgelijst werden, waarvan sommige het geheugen in de valleibodems getekend heeft, de neerslag- en vochtigheidsrecords die sinds 2016 regelmatig geklopt worden (bron KMI) en tot slot de

gedetailleerde voorspellingen in talrijke wetenschappelijke rapporten, die een stijging van de frequentie en van de intensiteit van de extreme regens bevestigen;

Overwegende dat de overstromingen voornamelijk te wijten zijn aan de opstuwing van de rioolnetten bij hevige regenval (aangezien deze niet gedimensioneerd zijn om een grote stroom helder water op te vangen) en vervolgens aan de concentratie van het afvloeiend water op de verharde oppervlakken;

Overwegende dat de twee stormbekkens die door Vivaqua aangelegd werden in de vallei van de Geleytsbeek, ter hoogte van het Sint-Jobsplein en de gemeentelijke parking tegenover de winkel Sequoia, op hun eentje de veiligheid van de bewoners van de vallei van Sint-Job tegenover het overstromingsrisico niet kunnen verzekeren (de werkregenen die gediend heeft voor de dimensionering ervan is een regen met een terugkeertijd van 10 jaar, die vandaag ruimschoots achterhaald is) en dat de lokale overheden ook maatregelen moeten treffen op vlak van het geïntegreerd regenwaterbeheer of bij gebrek het alternatief beheer (gescheiden systemen);

Overwegende de talrijke projecten, waaronder sommige grootschalige, die de vergadering al verschillende jaren toestemt en die opgestart worden door de gemeentelijke Watercoördinatie, zoals de heraanleg van de voet van de Kauwberg, de heraanleg van het kruispunt Sint-Job/Eikenbos/Rust, de heraansluiting van de Geleytsbeek tussen het voornoemde kruispunt en de Helleveldlaan door middel van een gescheiden leiding, de overspanning van de Papenkasteelstraat, de heraanleg van het domein Papenkasteel, de Regentuin van Sint-Job en de heraanleg van verschillende percelen langs de Geleytsbeek tussen de Kauwberg en de Burgemeester De Keysergaarde, die bijdragen aan de strijd tegen de overstromingen in de vallei van Sint-Job en aan de verbetering van de levenskwaliteit van de inwoners door de progressieve veerkracht van de Geleytsbeek mogelijk te maken;

Overwegende dat het water van het Vronerodepark, de historische bron van de Geleytsbeek, momenteel in de riolering van de Oude Molenstraat geloosd wordt, wat bijdraagt aan de verzadiging van de riolering en dus aan de overstromingen, en dat dit deel de laatste grote uitdaging vormt om deze historische continuïteit van de beek te herstellen;

Overwegende dat de inrichtingen aan de voet van de Kauwberg en in de lageregelegen projecten in de vallei gedimensioneerd werden om een extra debiet van stroomopwaarts te kunnen opvangen;

Overwegende dat dit globaal project voor de heraansluiting van de historische bronnen van de Geleytsbeek van het Vronerodepark tot aan de voet van de Kauwberg, voor de bovengrondse aanleg om de beek opnieuw bovengronds te laten stromen wanneer het mogelijk is en voor de strijd tegen overstromingen in 2019 het voorwerp uitgemaakt heeft van een gesubsidieerde studie die door Leefmilieu Brussel bekrachtigd werd, dat de vergadering het project in zitting van 10 januari 2023 bekrachtigd heeft en dat het op 19 januari 2023 voorgesteld werd aan de buurtbewoners, met positieve feedback;

Overwegende dat dit project in zijn geheel de perimeter omvat die van stroomopwaarts naar stroomafwaarts gevormd wordt door de ingang van het Vronerodepark, de Oude Molenstraat en de kruispunten die ze vormt met respectievelijk de Hochelaan, de Directoirelaan, de Dolezlaan en de de Wansijnstraat en de Dolezlaan tot het kruispunt met de Sint-Jobsesteenweg, inclusief parking Oost op dit kruispunt;

Overwegende dat dit project voorziet in een heraanleg van gevel tot gevel in het deel stroomafwaarts van de Dolezlaan en het deel stroomafwaarts van de Oude Molenstraat, aangezien de openbare ruimte zich niet altijd in perfecte staat bevindt (putten in de weg, herstellingen van het asfalt na de bouw van de overlopen van het stormbekken van Vivaqua, voormalige bushalte die buiten gebruik gesteld werd voor de Kauwberg, verzakkingen en gerichte herstellingen van trottoirs en opritten, plaatselijke bekleding in dolomiet, enz.);

Overwegende dat de bovengrondse aanleg van het project opgesteld werd in samenspraak met de Wegendienst en dat hij samengevat het volgende omvat:

De ontharding en de aanleg van plantenzones en de historische beek in 3 delen (338 meter in totaal) bovengronds laten stromen tussen het Vronerodepark en de Kauwberg;

De aanleg van een afgescheiden fietspad op deze gewestelijke fietsroute (GFR) en de beveiliging van de zachte vervoermiddelen;

De beveiliging van de kruispunten (Dolez-Wansijn, Wansijn-Vander Noot) en de omkadering van het parkeren zonder het aanbod te schrappen; De volledige renovatie van de openbare ruimte;

De verplaatsing en de heraanleg van een bushalte;

De opwaardering van de landschappelijke perspectieven door een plantaardige koeltecorridor, het planten van bomen en de aanleg van een ecologische corridor en biologische verbindingen (groen en blauw netwerk) tussen het Vronerodepark en de voet van de Kauwberg, twee Natura 2000-gebieden;

Overwegende specifiek de hydrologische doelstellingen en de strijd tegen de overstromingen met de aanleg van groene ruimtes waarin de Geleytsbeek opnieuw bovengronds stroomt (blauw netwerk) en die ook dienen als wadi om het regenwater van de openbare ruimtes en van sommige aangrenzende daken te beheren om het naar een netwerk van ondergrondse geulen op geringe diepte (regennetwerk) te voeren dat uitmondt in de Kauwberg, om er vertraagd te worden (strijd tegen overstromingen) voordat het in de Geleytsbeek stroomt;

Overwegende dat er gezien de omvang van het project voorgesteld werd te voorzien in een fasering in 2 delen voor de bovengrondse heraanleg, te beginnen met het deel stroomopwaarts tot aan het kruispunt Dolez/Oude Molenstraat/de Wansijn (kruispunt niet begrepen in deze fase) na de werken van Vivaqua;

Overwegende dat de aannemer Nutons nv, Rue des Praules 9 te 5030 Gembloux in zitting van 30/12/2024 aangesteld werd als opdrachtnemende aannemer voor het bedrag van € 345.857,82 incl. btw voor de bovengrondse heraanleg van de Oude Molenstraat;

Overwegende dat er een akkoord bereikt werd met Vivaqua zodat deze aannemer zich bezighoudt met de ondergrondse inrichtingen, met andere woorden de plaatsing van de regenwaterleiding en van de leidingdelen van de beek wanneer ze niet bovengronds kan stromen, via hun raamopdrachten en de ondertekening van een overeenkomst, naar het voorbeeld van de overeenkomst die in zitting van 23 november 2023 door de gemeenteraad bekrachtigd werd voor de verbinding tussen het kruispunt Sint-Job/Eikenbos/Rust en het kruispunt Sint-Job/Hellevelt;

Overwegende echter dat de Milieudienst, in het licht van de bijzonder grote geologische en hydrogeologische beperkingen in dit gebied, die leiden tot het gebruik van complexe en dure civielbouwkundige technieken, de aanbevelingen van Vivaqua gevolgd heeft en aan studiebureau Urban Water gevraagd heeft het project zo veel mogelijk te vereenvoudigen door de zones waar diep ingegraven leidingen geplaatst worden te beperken;

Overwegende dat deze aanpassingen geleid hebben tot het gebruik van betonnen geulen die veel oppervlakkiger geplaatst zijn stroomafwaarts van het kruispunt Oude Molenstraat-Hochelaan (voor het grootste deel regenwater) en stroomafwaarts van het kruispunt Oude Molenstraat-Dolezlaan (voor de delen in koker van de beek en het deel stroomopwaarts van de regenwaterleiding), die geplaatst kunnen worden tijdens de bovengrondse heraanleg;

Overwegende echter dat wegens topografische hoogtebeperkingen (meer bepaald in het Vronerodepark) het deel stroomopwaarts van het project niet vereenvoudigd kon worden en het gebruik door Vivaqua van speciale technieken (waterdichte afsluiting en specifieke bemaling van de grondwaterspiegel, plaatsing van de leidingen op palen, ...) vereist over een afstand van naar schatting meer dan 160 meter vanaf de monnik in het Vronerodepark tot voorbij het kruispunt Oude Molenstraat-Hochelaan;

Overwegende dat de huidige schattingen van het te bemalen aantal strekkende meter van de grondwaterspiegel gebaseerd zijn op waarnemingen tijdens gerichte graafwerken en tijdens lopende werken van nutsbedrijven, de gerichte plaatsing van piëzometers, bodemproeven en boringen (kenmerken en draagkracht van de bodem) en een lopende specifieke studie voor de bemaling van de grondwaterspiegel, die de aan te wenden oplossingen wil verduidelijken;

Overwegende dat er naargelang de schommelingen van de grondwaterspiegel voor de overspanning van het kruispunt Oude Molenstraat-Dolezlaan en de laatste meters tot aan de Kauwberg ook bemalingen van de grondwaterspiegel nodig zouden kunnen zijn, maar op geringere dieptes;

Overwegende dat de werken in het deel stroomopwaarts de schrapping van de huidige lozing van de beek in het riool in de Oude Molenstraat, het treffen van voorzorgsmaatregelen bij de plaatsing van de leidingen door de nabijheid van het riool, de bouw van inspectieputten om toegang te krijgen tot het

netwerk, vaak zeer dicht bij reeds bestaande inspectieputten van het riool, de schrapping van aansluitingen van straatkolken, enz. vereisen;

Overwegende dat Vivaqua bereid is om dit zeer technisch deel van de gemeentelijke werf uit te voeren wegens synergieën met hun lokale interventies voor de renovatie van de riolering en van de individuele aansluitingen;

Overwegende dat Vivaqua de afgevaardigde beheerder van de gemeente is voor ondergrondse kunstwerken van waterbeheer voor de vier saneringsopdrachten die eraan toevertrouwd zijn;

Overwegende dat om al deze technische en administratieve redenen Vivaqua de enige onderneming is die beschikt over de kennis en de technische middelen die nodig zijn om een werf voor rekening van de gemeente Ukkel uit te voeren;

Overwegende dat het bijgevolg mogelijk is Vivaqua aan te stellen uit hoofde van artikel 15 van de wet van 15 juni 2006 overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten, die de aanbestedende overheid vrijstelt van een gunningsprocedure als ze een beroep doet op een aankoop- of opdrachtcentrale;

Gelet op de kostenraming voorgesteld door Vivaqua op 12 november 2025 voor een bedrag van € 1.240.672,74 excl. btw voor de plaatsing van een helderwaterleiding en een regenwaterleiding tussen het Vronerodepark en de Hochelaan en gerichte interventies op de aansluitingen van de regenwaterleiding in het kader van het gemeenteproject voor de heraansluiting van de Geleytsbeek tussen het Vronerodepark en de voet van de Kauwberg, waaraan de algemene kosten van 15 % van Vivaqua, de onderzoeken en analyses zoals opgenomen in het voorstel van overeenkomst toegevoegd moeten worden;

Gelet op de overeenkomst in de bijlage tussen Vivaqua en de gemeente Ukkel, opgesteld op basis van een gelijkaardige overeenkomst ("Plaatsing van een regenwaterleiding in de Sint-Jobsesteenweg en gerichte interventies op de aansluitingen van de regenwaterleiding in de Eikenboslaan", bekrachtigd door de juridische diensten van de gemeente en van Vivaqua en bekrachtigd door de vergadering in zitting van 23 november 2023), voor de uitvoering van de prestaties en werken in het kader van dit project;

Overwegende dat Vivaqua haar overheidsopdrachten van rioleringswerken gunt op basis van een raamovereenkomst met verschillende operatoren die bij elke werf in mededinging gesteld worden en dat deze raamovereenkomst alle nodige posten voor de verwezenlijking van de voornoemde werken omvat;

Overwegende dat de uitgaven met een lening gefinancierd zullen worden;

Overwegende dat het project geraamd is op € 1.763.385,04 incl. btw maar dat het gaat om maximumprijzen, dat de eenheidsprijzen de herziening van 40 % te wijten aan de prijsinflatie van de laatste jaren al omvatten en dat de mededingingstelling van de aannemers doorheen de raamovereenkomst van Vivaqua het mogelijk zou moeten maken de werkelijke kostprijs van het project te drukken;

Overwegende dat de btw door de Gemeenteontvangerij via verlegging gestort wordt aan de FOD Financiën;

Beslist:

De plaatsing van een overheidsopdracht voor de plaatsing van een gescheiden leiding voor de Geleytsbeek en de plaatsing van een regenwaterleiding onder de Oude Molenstraat, voor een totaalbedrag van € 1.763.385,04 incl. btw, voorzien op artikel 879/732-60/93-20250314 van de buitengewone begroting 2025, goed te keuren;

De overeenkomst tussen de gemeente en Vivaqua te keuren, die de interventiemodaliteiten van de partijen bepaalt;

De aanstelling van Vivaqua, Keizerinlaan 17-19 te 1000 Brussel, voor het bedrag van haar offerte van € 1.763.385,04 incl. btw goed te keuren wegens de bovenvermelde technische en institutionele redenen uit hoofde van artikel 15 van de wet van 15 juni 2006 overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten; De vastlegging van de uitgave goed te keuren.

DÉPARTEMENT ÉTAT CIVIL - DEPARTEMENT BURGERLIJKE STAND

État civil - Burgerlijke stand

39 L'urgence est demandée - Règlement-taxe sur les départs de corps de personnes décédées. (Complémentaire)

Le Conseil,

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution;

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale;

Vu l'article 252 de la Nouvelle loi communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes; Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu le règlement-général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales;

Vu l'ordonnance du 29 novembre 2018 émanant de la Région de Bruxelles-Capitale relative aux funérailles et sépultures;

Vu la situation financière de la Commune;

Vu que le règlement-taxe sur les départs de corps de personnes décédées, délibéré par le Conseil communal du 24 novembre 2022, vient à expiration le 31 décembre 2025;

Vu qu'il y a lieu de renouveler ce règlement-taxe pour un terme d'une année prenant cours le 1^{er} janvier 2026, comme suit :

REGLEMENT

Article 1

Il est établi à partir du 1er janvier 2026 pour un terme expirant le 31 décembre 2026, une taxe mortuaire.

Article 2

La taxe est due par la personne physique ou morale qui vient déclarer le décès auprès de l'administration communale. Elle est due au moment de la déclaration du décès.

Article 3

La taxe est fixée à 145 € par départ de corps.

Article 4

La taxe n'est pas due pour les personnes indigentes décédées ou retrouvées sur le territoire de la Commune d'Uccle. L'indigence est prouvée sur production d'un certificat délivré par le Centre Public d'Action Sociale du domicile ou de toute autre pièce probante.

Article 5

La taxe est payable au comptant. Lorsque le paiement de la taxe aura été éludé, le recouvrement de la taxe se fera par voie de rôle.

Article 6

Sans préjudice pour les dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014 et pour tout ce qui ne serait pas réglé par le présent règlement, les dispositions du titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 6 à 9bis inclus du Code des impôts sur les revenus et les articles 126 à 175 inclus de l'arrêté d'exécution de Code, pour autant qu'elles ne concernent pas spécifiquement les impôts sur les revenus, ainsi que les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou toutes autres dispositions régionales relatives à la fiscalité locale sont applicables.

Article 7

§ 1. Le redevable qui s'estime indûment imposé peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins.

§ 2. La réclamation doit être introduite, par écrit, signée et motivée, et, sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement extrait de rôle ou à compter de la date de notification de l'imposition.

§ 3. Les réclamations peuvent être introduites par le biais d'un support durable (moyen de communication électronique, mail).

§ 4. Si le redevable en fait la demande dans la réclamation, il est invité à être entendu par le Collège des bourgmestre et échevins lors d'une audition.

§ 5. L'introduction de la réclamation ne suspend pas l'exigibilité de l'impôt et ne dispense pas de l'obligation de payer celui-ci dans le délai prévu.

§ 6. Le réclamant qui conteste la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en tant que juridiction administrative, peut introduire un recours en bonne et due forme auprès du tribunal de première instance.

Article 8

Le présent règlement abroge et remplace au 1er janvier 2026 le règlement-taxe sur les départs de corps de personnes décédées, délibéré par le Conseil communal du 24 novembre 2022.

Hoogdringendheid wordt gevraagd - Belastingreglement op het vertrek van lichamen van overledenen. (Aanvullend)

De Raad,

Gelet op artikel 170, § 4 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet dat de gemeentes verplicht een begrotingsevenwicht te hebben;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 29 november 2018 op de begraafplaatsen en de lijkbezorging;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Aangezien het belastingreglement op het vertrek van lichamen van overledenen, beraadslaagd door de gemeenteraad van 24 november 2022, ten einde loopt op 31 december 2025;

Aangezien dit belastingreglement als volgt vernieuwd moet worden voor een termijn van een jaar die aanvangt op 1 januari 2026 :

REGLEMENT

Artikel 1

Er wordt een overlijdensbelasting ingevoerd vanaf 1 januari 2026 voor een periode die afloopt op 31 december 2026.

Artikel 2

De belasting is verschuldigd door de natuurlijke of rechtspersoon die het overlijden bij het gemeentebestuur komt aangeven. De belasting is verschuldigd op het ogenblik van de overlijdensaangifte.

Artikel 3

De belasting wordt vastgelegd op € 145 per overlijden.

Artikel 4

De belasting is niet verschuldigd voor overleden personen die behoeftig waren of die gevonden werden op het grondgebied van de gemeente Ukkel. De behoeftigheid moet aangetoond worden door een attest van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van de woonplaats of elk ander bewijsstuk.

Artikel 5

De belasting moet contant betaald worden. Indien de belasting niet wordt betaald, zal de belasting via inkohiering ingevorderd worden.

Artikel 6

Onverminderd de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014 en alles wat niet geregeld zou zijn door het onderhavige reglement, zijn de bepalingen van Titel VII, hoofdstuk 1, 3, 4, 6 tot en met 9bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen en artikel 126 tot en met 175 van het uitvoeringsbesluit van dit Wetboek van toepassing, voor zover ze niet specifiek betrekking hebben op de inkomstenbelastingen, alsook de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of alle andere gewestelijke bepalingen met betrekking tot de lokale fiscaliteit. **Artikel 7**

§ 1. De belastingplichtige die zich ten onrechte belast acht, kan een bezwaar indienen bij het college van burgemeester en schepenen.

§ 2. Het bezwaar moet ondertekend en met redenen omkleed zijn en moet schriftelijk, op straffe van verval, ingediend worden binnen de drie maanden vanaf de derde werkdag die volgt op de verzendingsdatum van het aanslagbiljet kohieruittreksel of vanaf de datum van kennisgeving van de aanslag.

§ 3. De bezwaren kunnen ingediend worden op een duurzame drager (elektronisch communicatiemiddel, e-mail).

§ 4. Als de belastingplichtige dat in het bezwaarschrift gevraagd heeft, wordt hij uitgenodigd om door het college van burgemeester en schepenen gehoord te worden tijdens een hoorzitting.

§ 5. De indiening van het bezwaarschrift schort de invorderbaarheid van de belasting niet op en ontheft niet van de verplichting om deze binnen de voorziene termijn te betalen.

§ 6. De eiser die de beslissing van het college van burgemeester en schepenen - dat optreedt als administratieve rechtsmacht - betwist, kan in de vereiste vorm een beroep indienen bij de rechtbank van eerste aanleg.

Artikel 8

Het onderhavige reglement trekt op 1 januari 2026 het belastingreglement op het vertrek van lichamen van overledenen, beraadslaagd door de gemeenteraad van 24 november 2022, in en vervangt het.

40 L'urgence est demandée - Règlement-redevance sur le caveau d'attente, le dépôt mortuaire, la salle d'autopsie et redevances diverses dans les cimetières. (Complémentaire)

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 137bis de la Nouvelle loi communale ;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes; Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu la situation financière de la Commune;

Considérant qu'une redevance doit être prévue pour la pose de plaquettes commémoratives sur le « Mur de la Souvenance » dans les cimetières communaux;

Vu que le règlement-redevance sur le caveau d'attente, le dépôt mortuaire, la salle d'autopsie et redevances diverses dans les cimetières, délibéré par le Conseil communal le 24 novembre 2022, vient à expiration le 31 décembre 2025;

Considérant qu'il y a lieu d'adapter comme suit ce règlement-redevance pour un terme d'une année prenant cours le 1er janvier 2026, comme suit :

REGLEMENT

A) Location de cases du caveau d'attente

Article 1er : Le droit de location d'une case du caveau d'attente est fixé à 155 € pour le premier trimestre. Cette redevance est doublée pour le deuxième trimestre, triplée pour le troisième et ainsi de suite. Tout trimestre entamé est dû en entier.

B) Dépôt mortuaire et salle d'autopsies

Article 2 : Le séjour des corps dans le dépôt mortuaire, à la demande des familles, donne lieu à la perception d'une redevance de 80 € par jour. Toute journée commencée est due en entier.

Article 3 : L'occupation du local destiné aux autopsies donne lieu à la perception d'une redevance de 210 € par nécropsie, lorsque celle-ci est opérée à l'appui d'une action civile. C) Ouverture de caveau

Article 4 : Une redevance de 525 € sera réclamée pour l'ouverture d'un caveau lorsque les travaux seront effectués par les ouvriers communaux, à la demande de la famille.

D) Récupération des frais de fourniture de cercueils pour indigents

Article 5 : Lorsque les frais exposés seront récupérables, la redevance due pour la fourniture de cercueils pour indigents est égale au prix de la dernière adjudication, majorée de 15 % pour frais d'administration et arrondi à l'euro supérieur.

E) Plaquettes commémoratives sur le « Mur de la Souvenance »

Article 6 : Une redevance de 55 € (tarif 1) et de 110 € (tarif 2) pour une durée de 50 ans est prévue pour la pose d'une plaquette commémorative gravée sur le « Mur de la Souvenance » au cimetière de Verrewinkel.

Article 7 : Le tarif 1 est appliqué aux défunts ayant eu à un moment donné leur résidence principale à Uccle tandis que le tarif 2 est appliqué aux défunts n'ayant jamais eu leur résidence principale à Uccle.

F) Recouvrements

Article 8 : Les redevances réclamées conformément au présent règlement sont payées contre quittance. A défaut de règlement amiable, le recouvrement de la redevance sera poursuivi sur la base de l'article 137bis de la Nouvelle Loi Communale ou le cas échéant, par la voie judiciaire.

G) Dispositions finales

Article 9 : Le présent règlement abroge et remplace au 1er janvier 2026 le règlement-redevance sur le caveau d'attente, le dépôt mortuaire, la salle d'autopsie et redevances diverses dans les cimetières, délibéré par le Conseil communal le 24 novembre 2022.

Hoogdringendheid wordt gevraagd - Vergoedingsreglement op de wachtkelder, het lijkenhuis, de autopsiezaal en verschillende vergoedingen betreffende de kerkhoven. (Aanvullend)

De Raad,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 137bis van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet dat de gemeentes verplicht een begrotingsevenwicht te hebben;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Overwegende dat er een vergoeding voorzien moet worden voor de plaatsing van herdenkingsplaatjes op de "Herinneringsmuur" op de gemeentelijke begraafplaatsen;

Aangezien het vergoedingsreglement op de wachtkelder, het lijkenhuis, de autopsiezaal en verschillende vergoedingen betreffende de kerkhoven, beraadslaagd door de gemeenteraad van 24 november 2022, ten einde loopt op 31 december 2025;

Overwegende dat dit vergoedingsreglement als volgt aangepast moet worden voor een termijn van een jaar die aanvangt op 1 januari 2026 :

REGLEMENT

A) Huur van vakken in de wachtkelder

Artikel 1 : Het huurrecht van een vak in de wachtkelder bedraagt € 155 voor het eerste kwartaal. Deze vergoeding wordt verdubbeld voor het tweede kwartaal, verdriedubbeld voor het derde, enz. Elk begonnen kwartaal is volledig verschuldigd.

B) Lijkenhuis en autopsiezaal

Artikel 2 : Het verblijf van lichamen in het lijkenhuis, op verzoek van families, geeft aanleiding tot de betaling van een vergoeding van € 80 per dag. Elke begonnen dag is volledig verschuldigd.

Artikel 3 : Het gebruik van de autopsiezaal geeft aanleiding tot de betaling van een vergoeding van € 210 per autopsie, indien deze gebeurt ter ondersteuning van een burgerlijke rechtsvordering.

C) Opening van een grafkelder

Artikel 4 : Een vergoeding van € 525 is verschuldigd voor de opening van een grafkelder wanneer deze werken door de gemeentewerklieden uitgevoerd worden, op verzoek van de familie.

D) Terugvordering van de leveringskosten van kisten voor onvermogenen

Artikel 5 : Indien de gedane kosten terugvorderbaar zijn, is de vergoeding voor de levering van een lijkkest voor onvermogenen gelijk aan de prijs van de laatste aanbesteding, vermeerderd met 15 % voor administratiekosten en naar boven op de euro afgerond.

E) Herdenkingsplaatjes op de "Herinneringsmuur"

Artikel 6 : Er wordt een vergoeding voorzien van € 55 (tarief 1) en € 110 (tarief 2) voor een duur van 50 jaar voor de plaatsing van een gegraveerd herdenkingsplaatje op de "Herinneringsmuur" van de begraafplaats Verrewinkel.

Artikel 7 : Tarief 1 is van toepassing voor overledenen die in Ukkel hun hoofdverblijfplaats hadden of ooit gehad hebben en tarief 2 is van toepassing op overledenen die nooit hun hoofdverblijfplaats in Ukkel hebben gehad. F) Invorderingen

Artikel 8 : De vergoedingen die overeenkomstig het onderhavige reglement geëist worden, zullen tegen de afgifte van een kwitantie betaald worden. Bij gebrek aan een minnelijke schikking zal de invordering van de vergoeding nagestreefd worden op basis van artikel 137bis van de Nieuwe Gemeentewet of desgevallend via gerechtelijke weg.

G) Slotbepalingen

Artikel 9 : Het onderhavige reglement trekt op het 1st januari 2026 het vergoedingsreglement op de wachtkelder, het lijkenhuis, de autopsiezaal en verschillende vergoedingen betreffende de kerkhoven, beraadslaagd door de gemeenteraad van 24 november 2022, in en vervangt het.

DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN

Séniors - Senioren

- 41 **Département des Affaires culturelles et récréatives.- Service Seniors.- Demande d'un subside exceptionnel en faveur de l'ASBL Royale Pétanque Uccle Centre.- Tournoi de pétanque 2025 pour les Seniors.- Engagement de la dépense.**

Le Collège,

Vu qu'un tournoi de pétanque destiné aux seniors est organisé chaque année dans les locaux de la P.U.C. rue Robert Scott 14 à 1180 Uccle ;

Considérant que cette année, il aura lieu le lundi 8 décembre 2025 à partir de 14h ;

Considérant que l'organisation pratique du tournoi sera assurée par la Royale Pétanque Uccle Centre, qui dispute ses rencontres dans les installations susmentionnées ;

Considérant que comme les années précédentes, il est de coutume de contribuer à l'organisation du tournoi, à savoir l'attribution des prix aux trois premiers lauréats et d'une réception pour les personnalités et les participants ;

Considérant que le coût des dépenses totales est estimé à 1.000€ ; Vu

le tableau récapitulatif concernant la communication :

Communication relative à l'évènement par la P.U.C	Coût néant
---	------------

Décide :

- d'approuver le paiement d'un subside exceptionnel à la P.U.C. pour l'organisation du tournoi communal annuel de pétanque, le lundi 8 décembre 2025, dans l'infrastructure du Royal Pétanque Uccle Centre.
- d'approuver l'engagement de la dépense à 1.000€ à l'article 83402/332-02/-/71 du budget ordinaire de l'exercice 2025 pour l'organisation.

Afdeling Cultuur en Recreatie.- Dienst Senioren.- Aanvraag voor een uitzonderlijke subsidie ten gunste van de vzw Royale Pétanque Uccle Centre.- Petanquetoernooi 2025 voor senioren.Vastlegging van de uitgave.

Het College,

Overwegende dat er elk jaar een petanquetoernooi voor senioren wordt georganiseerd in de lokalen van de P.U.C. in de Robert Scottstraat 14;

Overwegende dat het toernooi dit jaar op maandag 8 december 2025 vanaf 14 uur zal plaatsvinden;

Overwegende dat de praktische organisatie van het toernooi wordt verzorgd door de Royale Pétanque Uccle Centre, die haar wedstrijden in bovengenoemde faciliteiten speelt;

Overwegende dat het, net als in voorgaande jaren, gebruikelijk is om bij te dragen aan de organisatie van het toernooi, namelijk door het toekennen van prijzen aan de drie eerste winnaars en het organiseren van een receptie voor prominenten en deelnemers;

Overwegende dat het budget voor buitengewone uitgaven is opgebruikt en dat er nog budget over is voor de toekenning van subsidies;

Overwegende dat de totale kosten worden geraamd op 1.000 euro; Gezien het overzicht met betrekking tot de communicatie:

Communicatie over het evenement door de P.U.C.	Kosten nihil
--	--------------

Besluit:

- de betaling van een uitzonderlijke subsidie aan de PUC goed te keuren voor de organisatie van het jaarlijkse gemeentelijke petanquetoernooi op maandag 8 december 2025 in de infrastructuur van de Royale Pétanque Uccle Centre.

- de uitgave van 1.000 euro goed te keuren in artikel 83402/332-02/-/71 van de gewone begroting voor het boekjaar 2025 voor de organisatie.

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Centrale des marchés - Opdrachtencentrale

- 42 **Nettoyage de bâtiments communaux et complexes sportifs 2025-2029 - Lot 2: complexes sportifs**
- Approbation du dépassement de l'estimation.

Le Conseil,

Vu la décision du conseil communal du 24 avril 2025 approuvant les conditions, le montant estimé et la procédure de passation (procédure ouverte) de ce marché ;

Vu que l'estimation annuelle pour le lot 2: complexes sportifs, était de 165.289,25 € hors TVA ou 199.999,99 €, 21 % TVA comprise soit 799.999,96 € TAVC sur 4 ans;

Considérant que quatre sociétés ont remis une offre sélectionnée et régulière;

Considérant qu'après analyse des offres, la Centrale de marchés en collaboration avec le service des Sports propose d'attribuer ce marché au soumissionnaire ayant remis l'offre régulière économiquement la plus avantageuse (sur base des critères d'attribution) pour le montant d'offre contrôlé de 1.079.833,04 € TVAC sur 4ans;

Considérant que le montant de l'offre retenue dépasse le montant de l'estimation de 279.833,08 €;

Considérant dès lors qu'il y'a lieu d'inviter le Conseil a approuvé le présent dépassement;

Décide :

D'approuver le dépassement du montant de l'estimation de 279.833,08 € TVAC sur quatre ans.

Schoonmaak van gemeentelijke gebouwen en sportcomplexen 2025-2029 – Perceel 2: sportcomplexen – Goedkeuring van de overschrijding van de raming.

De Raad,

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 24 april 2025 waarbij de voorwaarden, het geraamde bedrag en de gunningsprocedure (open procedure) voor deze opdracht werden goedgekeurd;

Gelet op het feit dat de jaarlijkse raming voor perceel 2: sportcomplexen, 165.289,25 € excl. btw bedroeg, of 199.999,99 € inclusief 21% btw, zijnde 799.999,96 € incl. btw voor vier jaar;

Overwegende dat vier ondernemingen een geselecteerde en regelmatige offerte hebben ingediend;

Overwegende dat na analyse van de offertes, de Aankoopcentrale in samenwerking met de dienst Sport voorstelt om deze opdracht te gunnen aan de inschrijver die de regelmatige en economisch meest voordelige offerte heeft ingediend (op basis van de gunningscriteria), voor het gecontroleerde offertebedrag van 1.079.833,04 € incl. btw over vier jaar;

Overwegende dat het bedrag van de gekozen offerte de raming overschrijdt met 279.833,08 €;

Overwegende dat het derhalve nodig is de Raad uit te nodigen deze overschrijding goed te keuren;

Besluit :

De overschrijding van het geraamde bedrag met 279.833,08 € incl. btw over vier jaar goed te keuren .

43 Conception d'un projet d'ameublement et aménagement du nouveau centre administratif communal - Lot 1 (Espaces disposant d'un inventaire exhaustif) - Approbation du marché subséquent relatif à la commande 20 - Engagement de la dépense - Mode de financement Application des articles 234, § 1 et 236 de la nouvelle loi communale

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234, § 1 et 236 relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 38, § 1, 1° b) (conception ou solutions innovantes) et l'article 43 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 38/5 ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et échevins du 23 février 2021 relative à l'attribution du marché « Conception d'un projet d'ameublement et aménagement du nouveau centre administratif communal - Lot 1 (Espaces disposant d'un inventaire exhaustif) » à BEDIMO SA, Rue du Bourgmestre 28 à 1050 Bruxelles aux prix unitaires mentionnés dans l'offre de ce soumissionnaire ;
Considérant que l'exécution du marché doit répondre aux conditions fixées par le cahier des charges N°2019-040-bis ;

Considérant que la Centrale des marchés a reçu une demande d'acquisition de mobilier en vue de l'aménagement des bureaux dans les tours A+2, A+3, A+4, C+1, C+2, C+3, D+1, D+2, D+4, dont inventaire en annexe ;

Considérant que le montant total de l'acquisition de mobilier s'élève à 156.622,28 € hors TVA, soit à 189.512,96 €, 21% TVA comprise ;

Considérant l'autorisation de BPL- Finances de transférer un crédit de 150.000 € de l'article 137/724-60/85-20250152 (Service R&M) vers l'article 137/741-51/58-20250071 (Centrale des Marchés) ;

Considérant que ces dépenses seront engagées à l'article budgétaire 137/741-51/58-20250071 et que celles-ci seront financées par emprunt;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins.

Décide :

D'approuver le marché subséquent relatif à la commande n° 20 du lot 1 (Espaces disposant d'un inventaire exhaustif) du marché « Conception d'un projet d'ameublement et aménagement du nouveau centre administratif communal » pour un montant de 189.512,96 € TVAC à passer auprès de BEDIMO SA, Rue du Bourgmestre 28 à 1050 Bruxelles ;

D'engager la totalité de la dépense s'élevant à un montant de 189.512,96 € TVAC, sur l'article budgétaire 137/741-51/58-20250071.

Ontwerp van een inrichtingsproject en inrichting van het nieuwe gemeentelijke administratieve centrum - Perceel 1 (ruimtes met een volledige inventaris) - Goedkeuring van de daaropvolgende opdracht met betrekking tot bestelling 20 - Vastlegging van de uitgave Financieringswijze - Toepassing van de artikelen 234, § 1 en 236 van de nieuwe gemeentewet

De raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, in het bijzonder artikel 234 §1 en 236 inzake de bevoegdheden van het college van burgemeester en schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, meer bepaald artikel 38 §1 1° b) (ontwerp of innovatieve oplossingen) en artikel 43;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, meer bepaald artikel 38/5;

Gelet op de beslissing van het college van burgemeester en schepenen van 23 februari 2021 met betrekking tot de gunning van de opdracht "Ontwerp van een project voor de meubilering en inrichting van het nieuw gemeentelijk administratief centrum – Perceel 1 (Ruimtes met een exhaustieve inventaris)" aan BEDIMO nv, Burgemeestersstraat 28 te 1050 Brussel, tegen de eenheidsprijzen vermeld in de offerte van deze inschrijver;

Overwegende dat de uitvoering van de opdracht moet beantwoorden aan de voorwaarden bepaald door bestek nr. 2019-040-bis;

Overwegende dat de Opdrachtcentrale een vraag tot aankoop van meubilair ontvangen heeft met het oog op de inrichting van de kantoren in toren A+2, A+3, A+4, C+1, C+2, C+3, D+1, D+2 en D+4, waarvan de inventaris in de bijlage;

Overwegende dat het totaalbedrag van de aankoop van meubilair € 156.622,28 excl. btw beloopt, hetzij € 189.512,96 incl. 21 % btw;

Overwegende de toelating van BPB – Financiën om een krediet van € 150.000 van artikel 137/724-60/85-20250152 (dienst R&O) over te dragen naar artikel 137/741-51/58-20250071 (Opdrachtcentrale);

Overwegende dat deze uitgaven vastgelegd worden op begrotingsartikel 137/741-51/58-20250071;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist :

De nakomende opdracht met betrekking tot bestelling nr. 20 van perceel 1 (Ruimtes met een exhaustieve inventaris) van de opdracht "Ontwerp van een project voor de meubilering en inrichting van het nieuw gemeentelijk administratief centrum" goed te keuren voor een bedrag van € 189.512,96 incl. btw, te plaatsen bij BEDIMO nv, Burgemeestersstraat 28 te 1050 Brussel;

De totale uitgave voor een bedrag van € 189.512,96 incl. btw vast te leggen op begrotingsartikel 137/741-51/58-20250071.

44 **Marchés publics - Nouvelle loi communale, article 234 § 3 - Prise pour information des décisions du Collège échevinal.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234, § 3 et 236,

Prend pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins suivantes :

- 28 octobre 2025 : Maintenance : Ecole de Calevoet : remplacement de l'installation des tuyaux de chauffage - Procédure de faible montant - Approbation des conditions et de l'attribution du marché Engagement de la dépense - 18.446,28 € - article : 722/724-60/85-20250178.
- 4 Novembre 2025 : Maintenance : Marché de services : entretien et dépannage des appareils delevage dans divers bâtiments communaux pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2026 et reconductible 3 x 1 année - Approbation de la prolongation du marché en cours jusqu'au 31/12/2025 et des conditions du nouveau marché.à relancer. - 1) Prolongation marché

- en cours (exercice 2025) 6.500,00 € TVAC/décembre ; 2) Nouveau marché à relancer (Exercices 2026 2029) 169.400,00 € TVAC/4 ans. - Article 125-06/85.
- 25 novembre 2025 : Nouvelles technologies : Informatisation des services - Acquisition licences Office 2024 pour le remplacement d'office 2016/2019 devenu obsolète - Approbation des conditions, de la procédure de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale (INF537) - Prise pour information par le Conseil. - 165.000 € TVAC. Article : 139/742-53/53 - 20250339.
 - 25 novembre 2025 : Nouvelles technologies : Informatisation des services - Désignation d'un prestataire pour la mise à disposition et le développement d'un guichet électronique pour l'administration communale d'Uccle - Approbation des conditions, de la procédure de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 §4 de la Nouvelle loi communale (INF538) Prise pour information par le Conseil. - 20.000,00 € TVAC. - Article : 139/123-13/53.
 - 25 novembre 2025 : Central des marchés : Diverses prestations de transports scolaires 2026 Approbation de l'attribution et engagement de la dépense – Application des articles 234§3 et 236 de la Nouvelle Loi Communale. - Dépense totale envisagée : 150.704,44 € TVAC. - Article : Poste 1 Article 722/124-24/40 : dépense envisagée : 57.176,40 € ; Poste 2 – Article 722/124-24/40 : dépense envisagée : 63.262,92 € ; Poste 3 – Article 75102/124-24/40 : dépense envisagée : 12.357,48 € ; Poste 4 – Article 871/124-06/40 : dépense envisagée : 12.053,26 € ; Poste 5 – Article 871/124-06/40 : dépense envisagée : 1.847,58 € ; Poste 6 – Article 76102/124-22/40 : dépense envisagée : 4.006,80 €. - 2 décembre 2025 : Centrale des marchés : Achat de corbeilles pour les espaces publics - Approbation des conditions, de la procédure de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale. - 59.999,99 € TVAC. - Article : 875/741-52/5820250111.
 - 2 décembre 2025 : Centrale des marchés : Achat et livraison de tables, chariot et tentes pliantes pour le service « prêt de matériel » - Approbation des conditions du marché de faible montant et des firmes à consulter, de l'attribution et de l'engagement de la dépense – Application de l'article 234 §3. 9.972,22 € TVAC. - Article : 76301/744-98/58– 20250077.
 - 2 décembre 2025 : Entretien : Fourniture de matériel d'électricité du 15 décembre 2025 au 14 décembre 2026 (avec possibilité de trois reconductions d'un an supplémentaire, soit jusqu'au 14 décembre 2029) - Marché de fournitures - Approbation des conditions du marché - Prise pour information par le Conseil communal. - 173.030,00 € TVAC. - Article : 125-02/85.
 - 2 décembre 2025 : Environnement : Aménagement du Linkebeek au droit de la rue de Percke – Approbation de l'état d'avancement n°6 – Engagement de la dépense - Paiement de la facture - Prise pour information par le Conseil - Mode de financement. - 72.498,90 € BTW. - Article : 879/73260/93-20250057.
 - 2 décembre 2025 : Service vert : Fourniture et pose d'une clôture pour séparer la zone d'espace verte de la cour de l'école du Merlo - Conditions du marché - Désignation de la firme adjudicataire et engagement de la dépense - Mode de financement - Prise pour information par le Conseil communal. - 6.740,28 € TVAC. - Article : 766/725-60/83-20250083.
 - 9 décembre 2025 : Chalet à désamianter à l'Avenue Paul Stroobant 41 - Marché de travaux Procédure négociée sans publication préalable - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - 1) 30.000,00 € (TVA et majoration comprise), soit 24.793,39 € (HTVA et majoration comprise) + 5.206,61 (TVA 21%) à verser au SPF Finances; 2) 31.026,35 € (TVA et majoration comprise), soit 25.641,61 € (HTVA et majoration comprise) + 5.384,74 € (TVA 21%) à verser au SPF Finances - Articles : 1) 766/724-60/85-20250223 ; 2) 137/724-60/85-20250151.
 - 9 décembre 2025 : Ecole des Arts - rénovation des corniches arrières du Château - Marché de travaux - Procédure négociée sans publication préalable - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale Prise pour information par le Conseil communal - 46.482,30 € (TVA et majoration 10% comprises), soit 39.864,75 € (hors TVA), soit 43.851,23 € (HTVA et majoration comprise 10%) + 2.631,07 € TVA 6% à verser au SPF Finances - Article: 734/724-60/85_20250195 .

-9 décembre 2025 : Culture. - Achat de matériel d'équipement - Approbation des conditions, firmes à consulter, procédure, attribution et engagement des dépenses.- Application des articles 236 et 234§3 de la Nouvelle loi communale - Mode de financement - 971,29 € TVAC - 762/744-98/70-20250123. -

9 décembre 2025 : Tirage de câbles électriques pour la période du 1er janvier 2026 au 31 décembre 2026 (et reconductible pour une année supplémentaire soit jusqu'au 31 décembre 2027 au plus tard) Marché de travaux - Procédure négociée sans publication préalable - Approbation des conditions du marché - Prise pour information par le Conseil communal - Dépense totale envisagée sur deux ans : 143.000,00 € (hors T.V.A.), soit 173.030,00 € (tva 6% pour écoles et/ou 21% comprises) sur deux ans (2026 à 2027) - Articles: divers articles au code économique 125-06 sous réserve d'approbation des budgets 2026 et 2027 par le Collège échevinal, le Conseil communal et les autorités de tutelle. -9

décembre 2025 : Ecole des églantiers: aménagement de la réserve de la cuisine et remise en état des escaliers extérieurs en béton - Marché de travaux - Procédure de faible montant - Approbation des conditions et de l'attribution du marché - Engagement de la dépense - Mode de financement - Prise pour information par le Conseil communal - 1) Dépense envisagée: 8.735,85 € (TVAC 6% autoliquidation), soit 8.241,37 € (HTVA 6% autoliquidation) + montant tva (6 %) due à reverser au SPF Finances : 494,48 € ; 2) Dépense envisagée: 23.057,12 € (tva 6% comprise), soit 21.752,00 € (hors tva 6% autoliquidation) + montant tva (6 %) due à reverser au SPF Finances : 1.305,12 € Articles : 1) 722/724-60/85 - 20250187 ; 2) 722/724-60/85-20250178.

-9 décembre 2025 : Ecole des Eglantiers : rénovation des sanitaires - Marché de travaux - Procédure négociée sans publication préalable - Approbation des conditions du marché - Prise pour information par le Conseil - 75.000,00 € (T.V.A. 6% autoliquidation comprise) à ventiler comme suit: dépense : 70.754,72 € (hors T.V.A. 6% autoliquidation) + montant T.V.A. 6% à verser au SPF Finances: 4.245,28 € - Article : 722/724-60/85 - 20250188.

- 9 décembre 2025 : Ecole du Homborch - Traitement de l'humidité des murs contre terre et rénovation partielle de la classe 4 - Marché de travaux - Procédure négociée sans publication préalable.- Approbation des conditions du marché - Prise pour information par le Conseil communal 31.800,00 € - Article : 722/724-60/85-20250178.

Overheidsopdrachten - Nieuwe gemeentewet, artikel 234 § 3 - Kennisneming van beslissingen van het Schepencollege.

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikels 234, leden 3 et 236,

Neemt kennis van de volgende beslissingen van het college van burgemeester en schepenen :

- 28 oktober 2025 : Ecole de Calevoet : vervanging van de installatie van verwarmingsleidingen Procedure met beperkte waarde - Goedkeuring van de voorwaarden en van de gunning van de opdracht - Vaststelling van de uitgave - Financiëringwijze. - 18.446,28 € - Artikel : 722/724-60/85-20250178.
- 4 november 2025 : Onderhoud : Overheidsopdracht van diensten : onderhoud en probleemoplossing van hijstoestellen in verschillende gemeentegebouwen voor de periode van 1 januari tot 31 december 2026 en verlengbaar 3maal één jaar - Goedkeuring van de verlenging van de lopende opdracht en van de voorwaarden van de te starten nieuwe opdracht.- Verlenging van de lopende overeenkomst (boekjaar 2025) 6.500,00 € btw/december; Nieuwe overeenkomst opnieuw uit te schrijven (boekjaren 2026 - 2029) 169.400,00 € btw/4 jaren. - Artikel 125-06/85.
- 25 november 2025 : Nieuwe technologies : Informatisering van de diensten - Aankoop licenties Office 2024 voor de vervanging van office 2016/2019 die vervallen zijn - Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningsprocedure en de te raadplegen bedrijven - Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet (INF537) - Ter informatie genomen door de Raad. - 165.000 € BTW. Artikel : 139/742-53/53 - 20250339.
- 25 november 2025 : Nieuwe technologies : Informatisering van de diensten - Aanstelling van eendienstverlener voor het ter beschikking stellen en ontwikkelen van een elektronisch loket voor de

- gemeentelijke administratie van Ukkel - Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningsprocedure en de te raadplegen bedrijven - Toepassing van artikel 234 §4 van de Nieuwe Gemeentewet (INF538) Ter informatie genomen door de Raad. - 20.000,00 € BTW. - Artikel : 139/123-13/53.
- 25 november 2025 : Opdrachtencentral : Diverse diensten voor schoolvervoer 2026 - Goedkeuring van de toewijzing en vastlegging van de uitgaven – Toepassing van de artikelen 234§3 en 236. Totale verwachte uitgaven : 150.704,44 € BTW. - Artikelen : Deel 1 - Artikel 722/124-24/40 :
 - Verwachte uitgaven : 57.176,40 € ; Deel 2 – Artikel 722/124-24/40 : Verwachte uitgaven : 63.262,92 € ; Deel 3 – Artikel 75102/124-24/40 : Verwachte uitgaven : 12.357,48 € ; - Deel 4 – Artikel 871/124-06/40 : Verwachte uitgaven : 12.053,26 € ; Deel 5 – Artikel 871/124-06/40 : Verwachte uitgaven : 1.847,58 € ; Deel 6 – Artikel 76102/124-22/40 : Verwachte uitgaven : 4.006,80 €
 - 2 december 2025 : Opdrachtencentrale : Aankoop van afvalbakken voor openbare ruimtes Goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht en van de gunningsprocedure. - 59.999,99 € BTW .
 - Artikel : 875/741-52/58-20250111.
 - 2 december 2025 : Opdrachtencentrale : Aankoop en levering van tafels, karren en plooitenten voor de dienst “uitleen van materiaal” – Goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht met beperkte waarde – Toepassing van artikel 234 §3. - 9.972,22 € BTW. - Artikel 76301/744-98/58–20250077.
 - 2 december 2025 : Onderhoud : Levering van elektrische materiaal van 15 december 2025 tot 14 december 2029 (Met de mogelijkheid van drie verlengingen van een jaar, tot 14 december 2029) Leveringenoverheidsopdracht - Goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht - Kennisneming door de Gemeenteraad. - 173.030,00 € BTW. - Artikel : 125-02/85.
 - 2 december 2025 : Milieu : Aanleg van de Linkebeek ter hoogte van de de Perckestraat – Goedkeuring van vorderingsstaat 6 – Vastlegging van de uitgave – Betaling van de factuur – Kennisneming door de raad. - 72.498,90 € TVAC. - Artikel : 879/732-60/93-20250057.
 - 2 december 2025 : Groendienst : Levering en plaatsing van een omheining om de groene ruimte tescheiden van de speelplaats van school Merlo – Voorwaarden van de opdracht – Aanstelling van de opdrachtnemende firma en vastlegging van de uitgave – Financieringswijze – Kennisneming door de gemeenteraad.l. - 6.740,28 € BTW. - Artikel : 766/725-60/83-20250083.
 - 9 december 2025 : Verwijderen van asbest uit een chalet aan de Paul Stroobantlaan 41 - Overheidsopdracht van werken - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking Goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht en de te raadplegen firma's - Kennisname door de Gemeenteraad - 1) 30.000,00 € (TVA et majoration comprise), soit 24.793,39 € (HTVA et majoration comprise) + 5.206,61 (TVA 21%) à verser au SPF Finances ; 2) 31.026,35 € (TVA et majoration comprise), soit 25.641,61 € (HTVA et majoration comprise) + 5.384,74 € (TVA 21%) à verser au SPF Finances - Artikelen: 1) 766/724-60/85-20250223 ; 2) 137/724-60/85-20250151.
 - 9 december 2025 : Ecole des Arts - renovatie van de achterste kroonlijsten van het kasteel - Overheidsopdracht van werken - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking Goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht en de te raadplegen firma's - Kennisname door de Gemeenteraad - 46.482,30 € (TVA et majoration 10% comprises), soit 39.864,75 € (hors TVA), soit 43.851,23 € (HTVA et majoration comprise 10%) + 2.631,07 € TVA 6% à verser au SPF Finances Artikel : 734/724-60/85_20250195 .
 - 9 december 2025 : Aankoop van uitrustingsmateriaal. - Goedkeuring van de voorwaarden, teraadplegen firma's, procedure, gunning en vastlegging van de uitgave.- Toepassing van artikels 236 en 234 & 3 van de Nieuwe Gemeentewet - Financieringswijze - 971,29 € incl. BTW - Artikel : 762/74498/70-20250123.
 - 9 december 2025 : Trekken van elektrische kabels voor de periode van 1 januari 2026 tot en met 31 december 2026 (en verlengbaar éénmaal voor één aanvullend jaar, hetzij tot 31 december 2027 ten laatste) - Werkenoverheidsopdracht - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht - Kennisneming door de Gemeenteraad 143.000,00 € excl. BTW (voor 2 jaren) - Artikelen : Diverse artikelen onder economische code 125-

06 onder voorbehoud van goedkeuring van de begrotingen voor 2026 en 2027 door het schepencollege, de gemeenteraad en de toezichthoudende autoriteiten.

- 9 december 2025 : Ecole des Eglantiers : aanpassing van de keukenopslagruimte en renovatie vande betonnen buitentrap - Werkenoverheidsopdracht - Procedure van beperkte waarde - Goedkeuring van de voorwaarden en van de gunning van de opdracht - Vastlegging van de uitgave –

Financiëringwijze - Kennisneming door de Gemeenteraad - 1) 8.735,85 € incl. BTW ; 2) 23.057,12 € incl. BTW - Artikelen : 1) 722/724-60/85 - 20250187 ; 2) 722/724-60/85-20250178. - 9 december

2025 : Ecole des Eglantiers: renovatie van de sanitaire voorzieningen -

Werkenoverheidsopdracht - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking

Goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht - Kennisneming door de Gemeenteraad - 75.000,00 € - Artikel : 722/724-60/85 - 20250188.

- 9 december 2025 : School van Homborch - Behandeling van vocht in de muren tegen de grond engedeeltelijke renovatie van klas 4 - Werkenoverheidsopdracht - Overheidsopdracht zonder voorafgaande bekendmaking - Goedkeuring van de voorwaarden van de overheidsopdracht Kennisneming door de Gemeenteraad - 31.800,00 € - Artikel : 722/724-60/85-20250178.

Secrétariat central - Centraal secretariaat

Question écrite de M. Cools : les rénovations de trottoirs. (Complémentaire)

Question écrite de M. Cools : les rénovations de trottoirs. (Complémentaire) 45

Schriftelijke vraag van de h. Cools : de renovatie van de voetpaden. (Aanvullend)

46 Interpellation de M. Clumeck : Utilisation du réseau de bornes de recharge pour les véhicules électriques à Uccle.

Interpellatie van de h. Clumeck : Gebruik van het netwerk van laadpalen voor elektrische voertuigen in Ukkel.

47 Question orale de M.Lambert-Limbosch : la collecte des déchets électroniques et bouchons de liège.- report du 27/11/2025

Mondelinge vraag van de h.Lambert-Limbosch: de inzameling van de elektronisch afval en kurken.- uitstel van 27/11/2025

48 Question orale de M. Lambert-Limbosch : Chariots électriques de balayage- report du 27/11/2025

49 Question orale de M. Cools : Rue des Trois Rois.

Mondelinge vraag van de h. Cools : Driekoningenstraat.

50 Question orale de Mme Mavinga : Fresques au pont Carsoel *(Complémentaire)*

Mondelinge vraag van mevr. Mavinga: Fresco's op de Carsoelbrug *(Aanvullend)*

51 Question orale de M. Toussaint : Retrait tardif de panneaux de signalisation temporaire.
(Complémentaire)

Mondelinge vraag van de h. Toussaint : Te late verwijdering van tijdelijke verkeersborden.
(Aanvullend)

52 Question orale de M. Tojerow : les modalités vente du "Fond de Calevoet" et des prochains
terrains au vu de la déclaration de politique communale. *(Complémentaire)*

Mondelinge vraag van de h. Tojerow: de verkoopvoorwaarden van het "Fond de Calevoet" en
de volgende terreinen in het licht van de gemeentelijke beleidsverklaring. *(Aanvullend)*

53 Question orale de M. Cools : la fermeture de la rue Longue à Drogenbos. *(Complémentaire)*

Mondelinge vraag van de h. Cools: de afsluiting van de Langestraat in Drogenbos. *(Aanvullend)*

54 Question orale de Mme Czekalski : les aménagements en matière de sécurité dans et autour des
gares à Uccle. *(Complémentaire)*

Mondelinge vraag van mevr. Czekalski: veiligheidsmaatregelen in en rond de stations in Ukkel.
(Aanvullend)

55 Question orale de M. Cools : les abords de la gare de Calevoet. *(Complémentaire)*

Mondelinge vraag van de h. Cools: de omgeving van het station van Calevoet. *(Aanvullend)*

56 Question orale de Mme Kabachi : la politique en matière de propreté *(Complémentaire)*

Mondelinge vraag van mevr. Kabachi: het beleid inzake netheid *(Aanvullend)*

57 Question orale de M. Assal : l'extension de chèques sports aux enfants entre 3 et 6 ans. *(Complémentaire)*

Mondelinge vraag van de heer Assal: uitbreiding van sportcheques naar kinderen tussen 3 en 6 jaar. *(Aanvullend)*

58 Question orale de M. Cools : l'information relative à l'expiration des cartes riverains *(Complémentaire)*

Mondelinge vraag van de h. Cools: informatie over het verstrijken van de bewonerskaarten. *(Aanvullend)*

59 Question orale de M. Tojerow : l'arrêt du bus 37 au Square des Héros. *(Complémentaire)*

Mondelinge vraag van de h. Tojerow: de halte van bus 37 op het Heldensquare. *(Aanvullend)*

60 Question orale de M. Meeus : Gestion des chantiers publics sur les voiries. *(Complémentaire)*

Mondelinge vraag van de h. Meeus: Beheer van openbare werken aan wegen. *(Aanvullend)*

61 Question orale Mme Ledan : éducation aux médias. *(Complémentaire)*

Mondelinge vraag mevr. Ledan: media-educatie. *(Aanvullend)*
